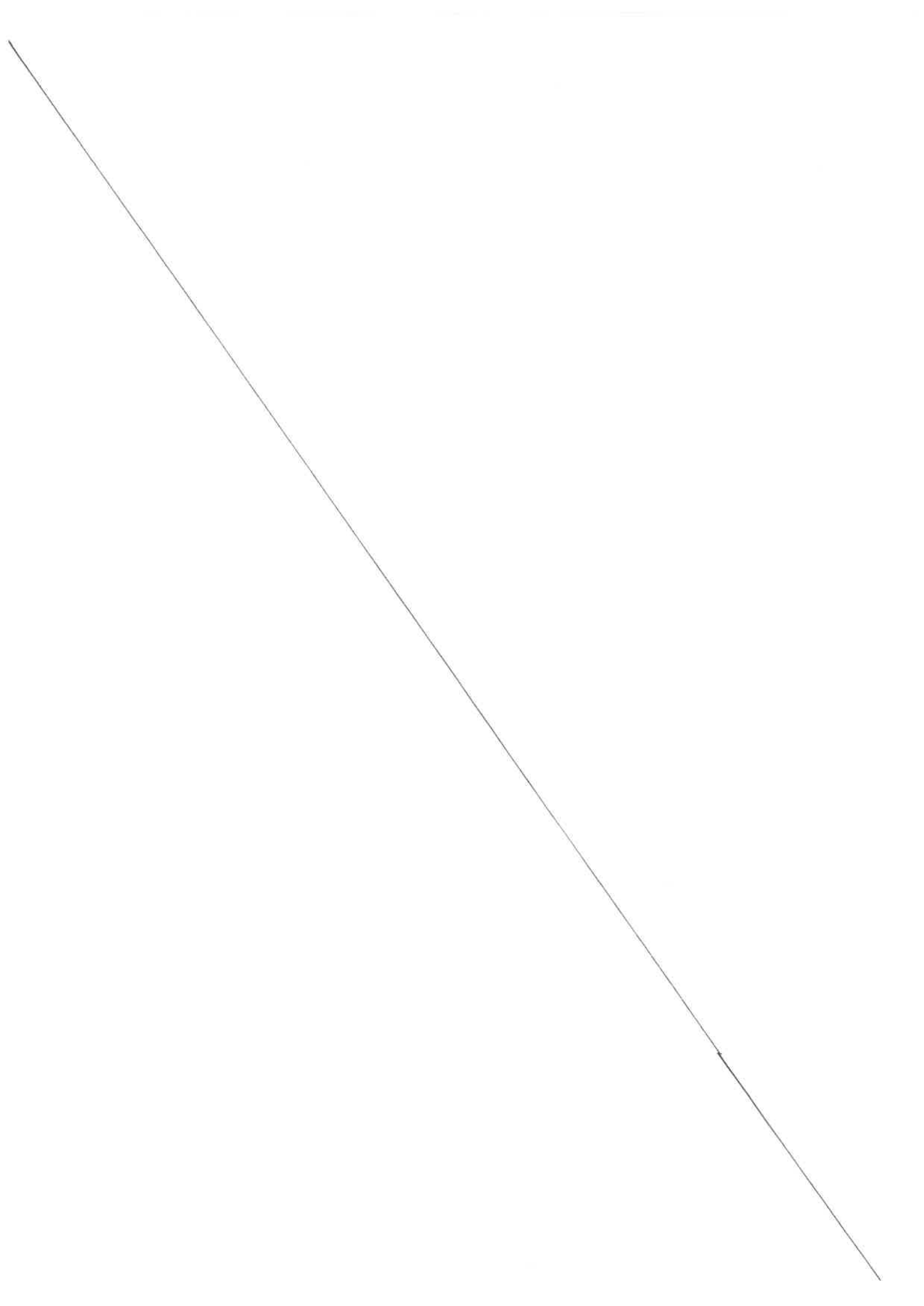




**Direction du Secrétariat
Général
Service Assemblées et Vie des
Institutions**

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS
AOUT – SEPTEMBRE 2021**



SOMMAIRE

**RAA AOUT – SEPTEMBRE
2021**

Pages

<u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS <i>(Conseil du 21 septembre 2021)</i>	2
<u>PARTIE 2</u> : DECISIONS <i>(Conseil du 21 septembre 2021)</i>	169
<u>PARTIE 3</u> : ARRÊTES <i>(Mois d'août et septembre 2021)</i>	307

PARTIE I - DELIBERATIONS

	Page
AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	7
RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	51
RESSOURCES	75
SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE	107
HORS COMMISSION	148

PARTIE I - SOMMAIRE

N°DELIB	AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE	PAGE
V2021-310	Déclaration d'Utilité Publique (DUP) relative à la phase 1 du projet de Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) - Phase de Consultation Inter-Services - Avis	8
V2021-311	Quartier Croix d'Argent - Changement de nom de la ZAC de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI) en ZAC du ' Quartier de la Cité créative ' - Approbation	13
V2021-312	Montpellier Ville Nature - Barème d'évaluation de la valeur financière des arbres - Approbation	16
V2021-334	Quartier de Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de subventions - Autorisation de signature	19
V2021-335	Hôtel des Etats Majors - 3 boulevard Henri IV - Convention de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et l'Etat/Ministère des Armées - Approbation - Autorisation de signature	21
V2021-336	Acquisition à Montpellier Méditerranée Métropole des locaux de l'ancien Conservatoire à Rayonnement Régional - Parcelle cadastrée BY n°150, 3 rue de Candolle à Montpellier - Approbation	24
V2021-337	Implantation d'un parking à vélos - Avenue de Heidelberg - Quartier Mosson - Convention d'occupation temporaire du domaine public communal au profit de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	26
V2021-338	Transfert de bien entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre du transfert de compétences - Le CORUM - Approbation	28
V2021-339	Cimetière de Grammont - Convention de servitude de passage d'un réseau électrique ENEDIS sur les parcelles cadastrées RK 6 et RL 10 - Autorisation de signature	30
V2021-340	Réaménagement urbain - Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain Mosson - Aliénation des parcelles LR 337 et LR 340, avenue de Louisville, au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) - Approbation	32
V2021-341	Préemption de la propriété de la société JBMB, 3 rue de Deux Ponts - Convention entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat - Approbation - Autorisation de signature	34
V2021-342	ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde - Agrément de candidature SCI ' Mathias et Fanny ' - Approbation	37
V2021-343	Concession d'aménagement ZAC Port Marianne - Parc Marianne et sa future extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier ' - PUP Mas Combelle - Lot MC1 - Agrément en vue d'une cession foncière de la SERM à VINCI Immobilier - Approbation	40

N°DELIB	AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE (SUITE)	PAGE
V2021-344	Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Richter - Suppression de la ZAC - Approbation	43
V2021-345	Achèvement du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) Richemont-Marqueroze - Approbation	46
V2021-346	Mise à disposition exceptionnelle de parcelles à titre gratuit pour les locataires des jardins familiaux "Les Grands Grès" - Avenants aux baux - Approbation - Autorisation de signature	49
N°DELIB	RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE	PAGE
V2021-313	Epidémie de Covid-19 - Prolongation de la durée des conventions d'occupation du domaine public de la Ville de Montpellier afin de limiter les conséquences économiques et financières de la crise sanitaire - Approbation - Autorisation de signature	52
V2021-314	Épidémie de Covid-19 - Maintien de l'exonération du loyer de la Société d'Exploitation et de Production Musicale (SEPM) du Rockstore jusqu'au 31/12/2021 - Avenant n°3 au bail commercial - Approbation - Autorisation de signature	54
V2021-321	Cinéma Nestor Burma - Dispositifs d'éducation à l'image - Conventions Ecole et Cinéma, Collège au Cinéma, Lycéens et apprentis au Cinéma - Autorisation de signature	56
V2021-322	Cinéma Nestor Burma et Théâtre Jean Vilar - Dispositif YOOT à destination des étudiants - Convention avec le CROUS de Montpellier - Autorisation de signature	59
V2021-323	Théâtre Jean Vilar - Convention de co-accueil du spectacle A ne pas rater avec le théâtre des Treize Vents CDN de Montpellier - Autorisation de signature	61
V2021-324	Convention de mise à disposition d'un local associatif au Montpellier Culture Sport Adapté - Approbation du loyer minoré - Autorisation de signature	63
V2021-331	Convention de mise à disposition auprès de la Chambre de Métiers et de l'Artisanat et de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault d'un chalet aux hivernales 2021 pour les jeunes créateurs - Autorisation de signature	66
V2021-332	Convention d'occupation du domaine public - Kiosque n°1 Esplanade Charles de Gaulle - Désignation de l'occupant - Approbation - Autorisation de signature	69
V2021-333	Montpellier Grand Cœur - Aide à la requalification des devantures des locaux d'activités - Attribution de subventions - Autorisation de signature	71
V2021-347	Parc de Lunaret de Montpellier - Adhésion à une organisation de protection des espèces menacées (Vulture Conservation Foundation) - Exercice 2021 - Approbation	73
N°DELIB	RESSOURCES	PAGE
V2021-320	Convention cadre de mentorat au bénéfice des étudiants - Approbation	76
V2021-351	Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Nature en ville" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	78
V2021-353	Attributions de subventions dans le cadre des thématiques "Ville sportive" et "Jeunesse" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	80

N°DELIB	RESSOURCES (SUITE)	PAGE
V2021-354	Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties - Instauration de l'exonération pour les terrains agricoles exploités selon un mode de production biologique - Approbation	82
V2021-355	Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties - Instauration de l'exonération des vergers, cultures fruitières d'arbres et arbustes, vignes - Adoption	84
V2021-356	Rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie portant sur l'examen des comptes et la gestion financière de la Ville de Montpellier à partir de 2012 - Présentation et débat	86
V2021-357	Création d'une prime d'intéressement à la performance collective en faveur des agents de la Ville de Montpellier - Approbation	88
V2021-358	Relations institutionnelles entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole - Modifications des conventions services communs - Autorisation de signature	91
V2021-359	Mise à jour de la liste des bénéficiaires des logements de fonction - Approbation	94
V2021-360	Conventions de mise à disposition à la Ville de Montpellier de trois agents de Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'entretien et la maintenance mutualisés des équipements climatiques - Renouvellement - Approbation - Autorisation de signature	96
V2021-361	Mise à disposition d'un agent de la Ville de Montpellier auprès de la Direction Services aux Territoires de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	98
V2021-362	Mise à disposition d'un agent de catégorie B de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation	100
V2021-363	Conventionnement avec l'Etat pour le recrutement d'un Adulte-Relais - Approbation du renouvellement - Autorisation de signature	102
V2021-366	Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les communes de Castelnau-le-Lez, Jacou, Pignan, Montferrier-sur-Lez, Clapiers et Villeneuve-lès-Maguelone - Achat de quincaillerie, visserie et échelles - Autorisation de signature	104
N°DELIB	SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE	PAGE
V2021-315	Agrément "Centre Social" des Maisons pour Tous - Convention entre la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) et les Maisons pour Tous Paul-Emile-Victor et François-Villon - Approbation - Autorisation de signature	108
V2021-316	Cité Educative Mosson Montpellier - Plan d'actions 2021 - Approbation	110
V2021-317	Nouvelle dénomination de la crèche municipale Heidelberg - Approbation	115
V2021-318	La Boussole des Jeunes - Charte de partenariat entre la Ville de Montpellier et le Centre Régional Information Jeunesse (CRIJ) Occitanie - Autorisation de signature	117
V2021-319	Modification du Règlement Intérieur du Conseil Montpelliérain de la Jeunesse (CMJ) - Approbation	120
V2021-325	Dotations politiques de la Ville 2021 - Convention d'attribution de subvention entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier - Autorisation de signature	122

N°DELIB	SERVICES A LA POPULATION ET COHESION SOCIALE (SUITE)	PAGE
V2021-326	Gratuité de la carte des Maisons Pour Tous pour les bénéficiaires du Pass Culture - Approbation	126
V2021-327	Mise à disposition de salles dans les Maisons pour tous - Approbation	128
V2021-328	Recensement de la Population 2022 - Création de postes d'agents recenseurs et rémunération - Approbation	131
V2021-329	Cimetières Saint Etienne et Métropolitain - Convention de livraison d'eau brute non potable à la Ville de Montpellier - Avenants n°1 et n°2 - Autorisation de signature	134
V2021-330	Convention de mise à disposition par la Préfecture de l'Hérault d'un dispositif mobile de recueil des données - Autorisation de signature	136
V2021-349	Engagement de la Ville de Montpellier dans la lutte contre les cancers et les facteurs de risques associés - Octobre rose et Mois sans Tabac - Attributions de subventions - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	138
V2021-350	Attributions des subventions aux associations dans la cadre de la thématique "Lutte contre les exclusions" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	141
V2021-352	Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Vie associative" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature	144
V2021-365	Jardin du domaine de Méric - Convention d'occupation temporaire du domaine public au profit de l'Office de Tourisme Métropolitain - Mise à disposition à titre gracieux - Autorisation de signature	146
N°DELIB	HORS COMMISSION	PAGE
V2021-348	Mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle de Monsieur le Maire à Palerme - Participation au sommet annuel Global Parliament of Mayors dans le cadre de l'action internationale de la Ville de Montpellier - Approbation	149
V2021-364	Modification du tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation	151
V2021-367	Organismes Extérieurs - Principe de la transformation de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale TaM en Société Publique Locale - Approbation	156
V2021-368	Organisme Extérieur - Délégation de Service Public Stationnement Payant sur Voirie - Transmission Universelle de Patrimoine de la SAS TaM Voirie vers la SAEML TaM - Approbation	159
V2021-369	Charte relative à la mutualisation de la collecte de l'enquête de recensement des personnes sans-abri 2022 - "Nuit de la solidarité" - Autorisation de signature	162
V2021-370	Commémoration de l'assassinat de Samuel Paty - Nouvelle dénomination du groupe scolaire de la ZAC Restanque : ' Lucie Aubrac - Samuel Paty ' - Soutien au lancement du prix Samuel Paty - Approbation - Autorisation de signature	164
V2021-371	Procès-verbal du Conseil municipal du 26 juillet 2021 - Approbation	167

AMENAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI

**Déclaration d'Utilité Publique (DUP) relative à la phase 1 du projet de Ligne
Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) - Phase de Consultation Inter-Services -
Avis**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Par courrier reçu le 27 juillet 2021, l'Etat a saisi la Ville de Montpellier, ainsi que Montpellier Méditerranée Métropole et les communes de Fabrègues, Villeneuve-lès-Maguelone, Saint-Jean-de-Védas et Lattes pour solliciter leurs avis sur le projet de dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) de la première phase du projet de Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP), en application des articles L.122-1-V et R.122-7 du Code de l'environnement.

Comme l'indique le courrier, « Cette procédure a pour but de recueillir l'avis des collectivités locales concernées par le projet, notamment au regard de ses incidences environnementales sur le territoire de [la] collectivité. Conformément au code de l'environnement, l'évaluation environnementale porte sur la totalité du projet et non pas uniquement sur la première phase ».

L'enquête publique préalable à la DUP, tenant lieu de déclaration de projet, de la première phase du projet de Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan, est requise au titre de deux réglementations distinctes :

- d'une part, au regard du Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique où l'enquête publique préalable à la DUP est requise pour tout projet dont la réalisation nécessite des acquisitions foncières susceptibles de se résoudre par voie d'expropriation ;
- d'autre part, au regard du Code de l'environnement où une enquête publique, préalable à la déclaration de projet, est requise pour tout projet soumis à étude d'impact au titre des articles L. 122-1 et suivants et R. 122-1 et suivants du Code de l'environnement.

A ce titre et au regard de la nature du projet, le dossier transmis comprend :

- une notice explicative, comportant notamment une appréciation sommaire des dépenses, soit 2,04 Milliards € HT pour la phase 1 aux conditions économiques de janvier 2020 et 6,12 Milliards € pour la totalité du projet ;
- un plan général des travaux de la 1^{ère} phase du projet LNMP entre Montpellier et Béziers au 1/25 000ème ;
- une étude d'impact (phases 1 et 2) qui présente l'évaluation des incidences environnementales du projet LNMP, et les mesures prise pour les éviter, réduire ou compenser, dans sa globalité et de façon plus précise pour sa 1^{ère} phase, objet de la présente enquête publique ;
- une évaluation socio-économique du projet ;
- les dossiers de mise en compatibilité des Plans Locaux d'Urbanisme des communes concernées (dont Villeneuve-lès-Maguelone, Saint-Jean-de-Védas, Lattes et Montpellier).

1. Rappel du contexte et des principales caractéristiques du projet

La Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan est un projet de liaison ferroviaire entre Montpellier et Perpignan sous maîtrise d'ouvrage de SNCF Réseau. Composé par deux sections de ligne mixte (voyageurs et fret) et une section centrale de ligne à grande vitesse exclusivement voyageur, ce projet prolonge le Contournement ferroviaire Nîmes – Montpellier (CNM) pour se connecter au réseau à grande vitesse espagnol existant. Cet axe fait partie du corridor méditerranéen identifié comme étant prioritaire dans le Réseau TransEuropéen de Transport (RTE-T).

Sa réalisation s'inscrit dans l'un des couloirs les plus saturés du réseau ferré national, comme l'a mis en évidence l'Observatoire de la saturation ferroviaire piloté par l'Etat en 2016.

Depuis la mise en service du CNM en décembre 2017, le nouveau doublet de lignes (composé par la ligne classique et la ligne nouvelle) a permis d'accroître l'offre de sillons ferroviaires sur cette section et d'augmenter l'offre de trains voyageurs, notamment de trains régionaux. De plus, près de 70 % des trains de fret historiquement sur la ligne classique circulent aujourd'hui sur la voie nouvelle, diminuant ainsi les nuisances sonores dans les villes et villages traversés. Il reste maintenant à réaliser le dernier maillon manquant du corridor méditerranéen en engageant la réalisation de la LNMP.

Comme toute grande opération d'infrastructure, le projet de la LNMP est le fruit d'un long processus d'élaboration et de définition du projet. Les premières propositions de tracé datent des années 1990.

En 1995, les accords de Madrid actent la construction d'une ligne ferroviaire le long de la façade méditerranéenne entre la France et l'Espagne.

En 2000, le tracé du TGV Languedoc-Roussillon est qualifié de Projet d'Intérêt Général (PIG) afin de réserver des emplacements dans les documents d'urbanisme. En mai 2005, le CNM est déclaré d'utilité publique. Parallèlement, les projets de développement du réseau ferroviaire espagnol avancent, avec notamment la réalisation de la section internationale Perpignan-Figueras, inaugurée le 27 janvier 2011.

En 2006, le Ministre des Transports a relancé le processus d'études d'une liaison nouvelle entre Montpellier et Perpignan en vue de la tenue d'un débat public. Il s'agissait de requestionner les objectifs du projet face à l'évolution des déplacements régionaux de voyageurs et à l'accroissement des flux de marchandises nationaux et européens (notamment les échanges avec la péninsule ibérique). Un vaste débat public sur les principes du projet a lieu en 2009.

De 2011 à 2017, les études ont été suivies de 4 Décisions Ministérielles actant :

- le tracé : 150 km de ligne nouvelle à grande vitesse entre Montpellier et Perpignan ;
- le projet : deux sections de ligne mixte fret-voyageurs (entre Montpellier et Béziers et de Rivesaltes à Toulouges) et une section voyageurs uniquement entre Béziers et Rivesaltes ;
- les gares nouvelles : Béziers Est et Narbonne Ouest ;
- le phasage du projet : la première phase correspondant au tronçon Montpellier-Béziers et la deuxième au tronçon Béziers-Perpignan.

Lors de l'élaboration du rapport Duron relatif à la programmation et le financement des infrastructures, la procédure est mise en veille entre 2017 et 2019. Début de 2019, le tracé de la LNMP est qualifié comme Projet d'Intérêt Général (PIG) par les arrêtés préfectoraux de l'Hérault, de l'Aude et des Pyrénées-Orientales. En décembre de la même année, la loi d'orientations des mobilités (LOM) acte l'engagement des travaux de la section Montpellier-Béziers à l'horizon de 10 ans et de la section Béziers-Perpignan à échéance de 20 ans.

En janvier 2021, la décision ministérielle n°5 acte l'engagement pour établir un protocole d'intention en définissant les modalités et les clés de financement prévisionnelle des études et des travaux de la phase 1 Montpellier-Béziers, en explorant notamment deux pistes : l'hypothèse de financement budgétaire et l'hypothèse de financement par le biais d'une société de projet ou de financement (ouverte par la LOM).

Tout au long de l'élaboration du projet, la Communauté d'Agglomération, puis la Métropole n'a cessé de soutenir la réalisation de cette infrastructure notamment à travers la signature de conventions de co-financement des études préalable et acquisitions foncières.

A la suite de cette procédure de DUP, SNCF Réseaux projette d'engager les travaux à l'horizon 2029 pour une mise en service en 2034.

2. Bénéfice du projet pour Montpellier

Le projet impacte 5 communes de Montpellier Méditerranée Métropole : Fabrègues, Villeneuve-lès-Maguelone, Saint Jean de Védas, Lattes et Montpellier.

Le réseau actuel se caractérise par la concentration de circulations hétérogènes (fret, TER, voyageurs grandes lignes) sur un tronçon unique, électrifié à 2 voies, entre Montpellier et Narbonne. Fortement sollicité, ce passage « obligé » pour bon nombre de circulations constitue une fragilité du réseau ferroviaire : tout incident sur les circulations empruntant ce corridor a un impact direct et massif sur l'ensemble du système ferroviaire (retards importants, annulations, etc). Par ailleurs, territoire coutumier des fortes intempéries, l'ex Languedoc-Roussillon est particulièrement exposé au changement climatique et avec lui, l'amplification des événements météorologiques extrêmes pouvant impacter les infrastructures de transport. Il existe ainsi un fort enjeu de sécurisation du réseau ferré en proposant un itinéraire alternatif à ce tronçon commun Perpignan – Narbonne – Nîmes.

En l'absence de développement de l'infrastructure ferroviaire, les capacités résiduelles disponibles pour la circulation de trains supplémentaires, notamment TER, sont limitées, particulièrement sur la trajectoire Est-Ouest, alors que le fort développement démographique et économique de la Région engendrera de nouveaux besoins. De même, ces contraintes sont à même de limiter le développement du transport de marchandises au-delà des projections estimées. Ainsi en complément des enjeux de sécurisation du réseau, apparaît à plus long terme un enjeu capacitaire pour que les services ferroviaires puissent absorber les besoins de déplacements croissants.

De la même manière que la réalisation du CNM a permis de dégager de la capacité pour les trains du quotidien et ainsi contribuer à l'amélioration du niveau de service du PEM de Baillargues, la LNMP permettra de renforcer l'offre sur d'autres haltes (comme Villeneuve-lès-Maguelone), voire d'améliorer la diffusion des pendulaires sur le territoire avec la création de nouvelles haltes, comme à Castelnau-Sablassou. Le renforcement et la création de nouvelles haltes permettent d'augmenter l'attractivité du mode ferré de façon à inciter un report modal de la voiture particulière lors des déplacements quotidiens notamment à destination de Montpellier.

Ainsi, la phase 1 de la LNMP crée les conditions d'un accroissement du report modal des flux internationaux, régionaux et locaux (voyageurs et marchandises) en prolongeant le doublet de ligne jusqu'à Béziers. A l'échelle métropolitaine et régionale, la réalisation de la première phase permet aussi d'améliorer les conditions de circulation des trains du quotidien sur la ligne classique dans sa section la plus contrainte et utilisée aujourd'hui. Ce projet participera et s'intégrera pleinement au système de déplacement du territoire métropolitain. Ce report modal permettra à la Ville de Montpellier, ainsi qu'à la Métropole, de bénéficier d'une réduction des émissions de polluants atmosphériques, des gaz à effets de serre, du nombre de personnes exposées aux nuisances sonores et l'amélioration de la sécurité routière.

Après l'obtention de la DUP pour la phase 1 du projet, la Ville de Montpellier souhaite que les procédures administratives pour l'obtention de la DUP pour la phase 2 du projet (entre Béziers et l'Espagne) soient lancées rapidement. Il s'agira notamment d'approfondir les études de faisabilité technique et financière pour la mixité fret / voyageur sur la totalité du tracé ainsi que les modalités de l'insertion d'embranchements supplémentaires pour raccorder la ligne classique et la ligne nouvelle.

3. Avis sur les dossiers de Mise en Compatibilité des Documents d'Urbanisme (MECDU)

Le dossier soumis à enquête publique comporte également les dossiers relatifs aux mises en compatibilité des PLU afin que le droit des sols ne bloque pas la réalisation de cette infrastructure.

Concernant le PLU de la commune de Montpellier, l'emplacement réservé pour la LNMP est intégré depuis la modification n°13 du PLU. Le dossier de MECDU indique qu'il se superpose à la zone 4AU1-1c et à la zone 4AU3-1. Le règlement de ces deux zones est également modifié, dans l'article 2 (occupation ou utilisation des sols soumises à des conditions particulières) en ajoutant une phrase visant explicitement le projet de service public ferroviaire.

Sur la forme, ces modifications induisent deux observations :

- D'une part, au regard des dispositions du Code de l'urbanisme, un règlement de PLU autorise par défaut tout type d'affectation, à l'exception de celles qu'il définit précisément. Il convient donc d'éviter, d'un point de vue juridique, l'autorisation d'affectation que ne sont pas explicitement interdites ;
- D'autre part, le dossier de MECDU note que l'Emplacement Réservé (ER) se superpose également à la zone 4AU3-1 pour 0,03 % de la zone. Cette superposition relève plus d'une erreur matérielle lors de la numérisation des zonages (« épaisseur du trait ») que d'une réelle emprise pour le projet LNMP. Il n'est pas nécessaire de modifier le règlement de cette zone qui n'est pas concernée par l'ER LNMP.

Au-delà de ces deux principales remarques, des ajustements mineurs sont nécessaires au dossier et seront relayés par la Métropole, compétente en PLU, lors de la réunion d'examen conjoint dédiée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De donner un avis favorable sur le projet de dossier d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique de la première phase du projet de Ligne Nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP) ;
- De solliciter la prise en considération des observations sur le dossier de Mise en compatibilité du PLU ;
- De solliciter, dans le cadre des procédures administratives pour la phase 2 du projet, des études complémentaires pour analyser la faisabilité technique et financière de la mixité fret / voyageur et des raccordements complémentaires entre les deux lignes ferroviaires ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-169903-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI

**Quartier Croix d'Argent - Changement de nom de la ZAC de l'Ecole
d'Application de l'Infanterie (EAI) en ZAC du ' Quartier de la Cité créative ' -
Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

En avril 2012, la Ville de Montpellier a acquis auprès de l'Etat le site de l'Ecole d'Application de l'Infanterie (EAI), chargée d'assurer la formation des officiers, sous-officiers et soldats spécialistes de l'infanterie. Ce site a été désaffecté à la suite de la réforme de la carte militaire. Située au Sud-Ouest de Montpellier dans le quartier Croix d'Argent, cette ancienne école, dotée d'un riche patrimoine militaire bâti du début du XXème siècle et longtemps restée inaccessible aux Montpelliérains, est devenue un territoire de projet majeur pour la Ville de Montpellier, à proximité du cœur historique et sur la nouvelle ligne 5 de tramway, en cours de réalisation.

Dès l'origine, ce site exceptionnel par sa taille, sa localisation centrale et son potentiel a été identifié pour accueillir une programmation urbaine ambitieuse intégrant la création d'environ 2200 logements et le développement d'activités économiques tertiaires tournées vers les Industries culturelles et créatives (ICC). L'enjeu consiste à réunir au sein d'un « quartier créatif » l'ensemble de la chaîne des métiers du cinéma, de l'animation, du jeu vidéo, des effets spéciaux, du design graphique et numérique, de la radio, etc., en les articulant autour de plusieurs composantes : formation, entreprises, tiers-lieux d'échanges et de rencontres, services spécifiques... Il s'agit d'immerger ces nombreuses structures et activités au cœur du quartier afin qu'elles participent à son animation.

Plusieurs projets ont déjà vu le jour ou sont en cours :

- La halle Tropisme ouverte en janvier 2019 avec plus de 4 000 m² d'espaces de bureau, de co-working, des ateliers, des espaces d'expositions et de restauration dans des anciens ateliers reconvertis ;
- La construction d'un campus créatif d'échelle européenne de 16 000 m² livré en 2020 intégrant l'Ecole Supérieure des Métiers Artistiques (ESMA) spécialisée dans le cinéma d'animation et le design, et trois autres écoles du réseau Icônes formant au jeu vidéo, au game design et aux métiers du cinéma, avec un studio de motion capture de 600 m², un espace d'exposition de 500 m² ainsi que 350 logements étudiants ;
- Des ateliers d'artistes implantés transitoirement dans un ancien bâtiment (Picardie) qui ouvriront à l'automne 2021 ;
- Un pôle multiculturel nommé « *le Cocon* » avec salle de projection, bureaux, salle de danse, espace de restauration et détente, qui ouvrira ses portes en 2023 sur le site de l'ancien cinéma ;
- La réhabilitation et l'extension de l'ancien musée pour l'accueil de petites et moyennes entreprises ICC avec une livraison prévue en 2023.

Par sa qualité urbaine, son architecture démonstrative, sa réinterprétation contemporaine du patrimoine existant, sa programmation singulière et audacieuse, l'intensité des rapports sociaux qui s'y développeront, cet écosystème appelé « *Cité créative* » a vocation à devenir un lieu de référence dans le domaine de la création et à permettre la structuration de cette filière économique d'excellence pourvoyeuse d'emplois au cœur de la Ville et de l'aire métropolitaine. Ouverte sur son environnement, cette nouvelle centralité éco-créative offrira un cadre de vie et de travail agréable aux habitants, étudiants et actifs qui s'y côtoieront, tout en apportant une impulsion aux quartiers environnants (Avenue de Toulouse, Hauts de la Croix d'Argent, Ovalie, etc.).

Dans le cadre de la mise en œuvre opérationnelle de cet ambitieux projet de renouvellement urbain, le Conseil municipal a approuvé en date du 26 janvier 2017 le dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) de l'EAI, en vue du réinvestissement urbain de cette friche militaire et du développement d'un quartier habité et actif tourné vers les ICC. Puis en date du 28 juin 2018, le Conseil municipal a approuvé le dossier de réalisation de la ZAC EAI.

Il s'avère aujourd'hui nécessaire de reconsidérer le nom de ce quartier au regard des ambitions qu'il porte, afin de conforter sa nouvelle identité et de contribuer à son rayonnement. Ainsi, il est proposé de modifier le nom de la ZAC EAI en ZAC du « *quartier de la Cité créative* », plus évocateur, plus représentatif de la nature et des enjeux du projet et plus identifiable au plan national et international.

Tous les documents relatifs à cette opération devront désormais porter ce nom. L'intitulé du contrat de concession d'aménagement confié à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) par délibération du Conseil municipal en date du 25 juin 2012 pour la mise en œuvre opérationnelle du projet EAI sera modifié par avenant.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de la volonté de la Ville de Montpellier de renforcer la visibilité et l'attractivité du quartier de la Cité créative en cours d'aménagement sur le site de l'ancienne Ecole d'Application de l'Infanterie dans le quartier Croix d'Argent ;
- De modifier le nom de la ZAC EAI en ZAC du quartier de la Cité créative ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 3 voix

Ne prennent pas part au vote : 3 voix

Mme Stéphanie JANNIN, Mme Isabelle MARSALA, Mme Joëlle URBANI.

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-165450-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Nature en ville et
biodiversité**

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORÉ ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI

**Montpellier Ville Nature - Barème d'évaluation de la valeur financière des arbres
- Approbation**

Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire, rapporte :

En 2021, la nouvelle charte de l'arbre a été éditée et le comité « arbre » a été créé. Ceci témoigne du fort engagement de la Ville de Montpellier pour la préservation de son patrimoine arboré exceptionnel. La Ville de Montpellier s'engage également à travers « Montpellier Ville Nature » à protéger, régénérer, valoriser et développer son patrimoine arboré.

Jusqu'à présent le barème des dégâts aux arbres était calculé sur les critères suivants : espèce (ou variété), valeur esthétique et état sanitaire, sa situation en ville, prix en pépinières.

Un nouveau barème d'évaluation de la valeur financière des arbres vient d'être élaboré par l'association Plante et Cité, le Conseil d'Architecture d'Urbanisme et de l'Environnement de Seine et Marne et l'association COPALME (association ayant pour but de promouvoir l'arboriculture). Plusieurs collectivités, dont la Ville de Montpellier, ont participé à l'élaboration de ce nouveau barème. Il a pour objectif de devenir une référence au niveau national.

Aussi dans le cadre de la gestion de son patrimoine arboré, riche de près de 30 000 arbres d'alignements et du projet de planter 50 000 arbres en 10 ans, la Ville de Montpellier envisage d'adopter ce nouveau barème, qui intègre de nombreux paramètres comme les bienfaits ou désagréments, rôles vis-à-vis de la biodiversité, etc...

Les arbres vivent longtemps, plusieurs dizaines d'années, parfois plusieurs siècles. Ils sont donc confrontés au cours de leur vie à de nombreuses modifications de leur environnement. Qu'il s'agisse de leurs racines ou de leur tronc, leurs branches, les risques de dégradations sont importants et souvent irréversibles, ayant des conséquences à court ou moyen terme sur l'état sanitaire et la vie de l'arbre impacté.

Si les habitants souhaitent bénéficier pleinement des bienfaits des arbres, il faut que ceux-ci soient en bonne santé. En ville, ils sont soumis à rude épreuve, notamment des travaux réalisés à leur proximité, qui présentent un risque important pour leur santé, leur longévité et leur stabilité.

L'adoption d'un barème de calcul de la valeur de chaque arbre permettra de mieux les protéger :

- De façon préventive en leur donnant une valeur et en la communiquant en amont des travaux réalisés à leur proximité ;
- De façon curative lors de constatation des dégâts.

Le nouveau barème de l'arbre s'articule autour de deux volets :

- **La Valeur Intégrale Evaluée de l'Arbre (VIE)** : la VIE permet d'évaluer la valeur d'un arbre, exprimée en euros. Elle constitue un élément d'appréciation et de débat permettant de mieux connaître les arbres. Elle sensibilise à leur présence et à leur bénéfice en ville. Les données à renseigner afin de calculer la VIE couvrent plusieurs thèmes : écologie, environnement, paysage, protections réglementaires, dimensions de l'arbre, caractère remarquable ;
- **Le Barème d'Evaluation des Dégâts causés à l'arbre (BED)** : En cas de dégâts occasionnés à un arbre, le BED permet de quantifier le préjudice subi et de calculer le montant d'un éventuel dédommagement. Ce montant calculé automatiquement correspond à une proportion de VIE, et peut être ensuite réclamé à l'auteur des dégâts. Le BED permet ainsi de protéger les arbres de façon répressive. Les données à renseigner prennent en compte différents paramètres, selon que la dégradation concerne l'arbre entier, le houppier, le tronc et/ ou les racines.

Ce barème est accessible librement et gratuitement sur le site internet www.baremedelarbre.fr. Il est composé d'un calculateur, d'une notice d'utilisation, d'un document de présentation détaillé permettant d'en comprendre les mécanismes et d'en connaître les sources, de modèles de « fiches terrain » et de « fiches bureau » destinés aux évaluateurs, des Conditions Générales d'Utilisation (CGU) et de documents annexes.

En adoptant ce barème, la Ville de Montpellier se réserve le droit de l'appliquer, de façon préventive ou curative, à l'ensemble des arbres lui appartenant et à tous ceux gérés par la collectivité.

A la suite d'une dégradation sur un arbre, le barème d'évaluation VIE et BED permettra de calculer le montant de l'indemnité du dédommagement que la Ville de Montpellier sera en droit de réclamer à l'auteur des faits.

A cette indemnité, la Ville de Montpellier se réserve le droit de rajouter tous les frais inhérents aux dégâts causés :

- frais pour la réalisation d'un diagnostic phytosanitaire et mécanique ;
- frais pour la réalisation de travaux d'élague, d'abattage, de dessouchage ;
- frais pour la réalisation de travaux de replantation (fosse de plantation, fourniture de végétaux, plantation, entretien/garantie pendant 2 ans, etc...) ;
- frais de gestion du sinistre (heures passées pour la constatation des dégâts, pour la gestion du dossier, etc...).

Le montant de ces frais sera calculé sur la base des marchés publics en vigueur à la date de l'évaluation et par le tarif horaire adopté par la Ville de Montpellier. Ces frais seront :

- soit directement payés par l'auteur des dégâts (commande de sa part auprès des entreprises titulaires des marchés) ;
- soit ajoutés à l'indemnité de dédommagement due à la collectivité.

Ce nouveau barème de l'arbre se substituera au barème d'évaluation actuellement en vigueur à l'occasion de la délibération annuelle des tarifs que le Conseil municipal adoptera d'ici fin 2021 pour une mise en œuvre au 1^{er} janvier 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le barème d'évaluation des arbres disponible sur le site internet www.baremedelarbre.fr, qui permet de calculer la valeur financière et de demander un dédommagement en cas de dégradation ;
- D'approuver la possibilité d'ajouter au montant de l'indemnité les montants relatifs aux frais inhérents calculés sur la base des marchés publics en vigueur à la date de l'évaluation et par le tarif horaire adopté chaque année par la collectivité ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Notice-VIE.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-167641-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Mustapha LAOUKIRI, Nicole MARIN-KHOURY, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Charles SULTAN

**Quartier de Celleneuve - Ravalement obligatoire des façades - Attribution de
subventions - Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du ravalement obligatoire régi par le Code de la construction et de l'habitation et instauré par délibération n°2016/210 du Conseil municipal du 22 juin 2016, la Ville de Montpellier a mis en place, sur un périmètre défini du quartier de Celleneuve, des subventions pour la réalisation de travaux de ravalement de façade donnant sur l'espace public circulé et ce en application du règlement obligatoire des façades, modifié par délibération n°V2018-363 du 25 octobre 2018.

Le taux de subvention est de 30 % du montant TTC des travaux subventionnables jusqu'en juin 2022, avec la possibilité de réaliser des travaux partiels, et de verser la subvention en deux temps : par une avance de 20 % du TTC des travaux partiels, puis avec déblocage du solde de 10 % lorsque le ravalement de l'ensemble de l'immeuble est réputé complet et conforme aux prescriptions.

Après vérification de la conformité des travaux avec les préconisations de la Ville et les autorisations accordées, il est proposé d'attribuer la subvention suivante :

M. FUSTIER ou Mme FORESTIER COSTE

Adresse : 10 route de Lodève

Total des travaux : 7 682,40 € TTC à 30 % de subvention

Montant à verser : 2 304,72 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le paiement de cette subvention pour un montant total de 2 304,72 € correspondant à l'adresse listée ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Illustration

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-169836-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARLY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikael SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Christophe BOURDIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Mustapha LAOUKIRI, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Mamou REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Charles SULTAN, Joëlle URBANI

**Hôtel des Etats Majors - 3 boulevard Henri IV - Convention de mise à disposition
entre la Ville de Montpellier et l'Etat/Ministère des Armées - Approbation -
Autorisation de signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Suivant décision de Monsieur le Maire en date du 15 avril 2021, la Ville de Montpellier s'est portée acquéreur par l'exercice de son droit de priorité d'un bien appartenant à l'Etat situé 3 boulevard Henri IV, cadastré BW 79, pour un montant de 2 300 000 €. Il s'agit de l'immeuble dit « Hôtel des Etats-majors », composé d'un ensemble immobilier de caractère d'une superficie d'environ 1 441 m², édifié sur une parcelle de 2 117 m² avec annexes.

L'acte d'acquisition de ce bien doit être régularisé dans les prochains jours par la signature de l'acte authentique notarié sous couvert de réception d'un arrêté ministériel en cours d'instruction. Le bien est occupé par les Armées jusqu'au 1^{er} octobre 2021, par la Délégation Militaire Départementale de l'Hérault.

Dans l'intérêt commun de l'Etat et de la Ville, le Délégué Militaire Départemental a fait part à la Ville de Montpellier de son souhait d'autoriser les détachements tournants de VIGIPirate/SENTINELLE à poursuivre une occupation très partielle des lieux au-delà de la date initialement définie, à titre temporaire.

Cette occupation concernerait les bâtiments annexes du site, destinés à servir de halte et de repos aux militaires entre leurs patrouilles. Une telle occupation présente l'avantage pour la Ville de Montpellier de maintenir le site occupé en attendant une programmation et une affectation définitive des locaux après réalisation de travaux, au-delà bien sûr de l'intérêt de la Ville d'accompagner et de faciliter les missions de surveillance du territoire.

Une convention de mise à disposition d'une partie des bâtiments, pour une durée de 6 mois renouvelable une fois, est ainsi proposée.

La convention pourra prendre effet du jour où la Ville de Montpellier deviendra elle-même propriétaire des lieux. Compte tenu de la mission d'intérêt général menée par les militaires et de l'avantage pour la Ville de Montpellier que procurera leur présence sur le site, cette convention est proposée à titre gratuit.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature d'une convention de mise à disposition à titre gratuit, au bénéfice du Ministère des Armées, de locaux annexes de l'immeuble dit « Hôtel des Etats-majors » situé 3 boulevard Henri IV et cadastré section BW 79 comme indiqué sur le plan ci-joint, pour une durée temporaire de 6 mois renouvelable une fois ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention-vigie_SENTINELLE Ville Armées_ version définitive.doc
- Plan

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Christophe BOURDIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Mustapha LAOUKIRI, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Charles SULTAN, Joëlle URBANI

**Acquisition à Montpellier Méditerranée Métropole des locaux de l'ancien
Conservatoire à Rayonnement Régional - Parcelle cadastrée BY n°150, 3 rue de
Candolle à Montpellier - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Situé dans l'Ecusson face à la cathédrale Saint-Pierre, le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier (CRR) fut créé en lieu et place de l'ancien couvent des « Ursulines de Saint-Charles » dont le bâtiment principal fut édifié en 1679 et sa chapelle en 1856.

Son départ vers le bâtiment réhabilité de l'ancienne maternité Grasset donne l'opportunité à la Ville de Montpellier d'aménager dans ces locaux une nouvelle école primaire de quatre classes maternelles et cinq classes élémentaires, ainsi que des locaux annexes et espaces communs (salles d'activité et motricité, salle multimédia et bibliothèque, accueil périscolaire, restaurant scolaire et offices de restauration) et des espaces extérieurs.

A cet effet, la Ville de Montpellier souhaite acquérir le bien à Montpellier Méditerranée Métropole, qui a constaté par décision la désaffectation et le déclassement de la parcelle de son domaine public afin de l'intégrer à son domaine privé et le céder.

Les services de France Domaines ont émis un avis le 21 juillet 2021 évaluant le bien compte tenu de sa superficie, de son caractère historique et de l'évolution du marché à ce jour.

Néanmoins, le bien a été acquis par la Métropole auprès de la Ville et est destiné à la réalisation d'un équipement public sans valorisation économique. Ainsi, il est proposé de fixer le prix de la transaction à 1 676 800 € nets (un million six cent soixante-seize mille huit cents euros nets) correspondant au prix payé par Montpellier Méditerranée Métropole lors de l'acquisition.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'acquisition de la parcelle cadastrée BY n°150 située au 3 rue de Candolle à Montpellier, au prix de 1 676 800 € nets (un million six cent soixante-seize mille huit cents euros nets), frais de notaire en sus ;
- De missionner, l'office de Maître LASCOMBE, notaire à Montpellier, pour rédiger l'acte authentique constatant la vente aux frais de la Ville de Montpellier ;
- De dire que la dépense est inscrite au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- BY 150 conservatoire avis rapport.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-165481-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Christophe BOURDIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Mustapha LAOUKIRI, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Charles SULTAN, Joëlle URBANI

**Implantation d'un parking à vélos - Avenue de Heidelberg - Quartier Mosson -
Convention d'occupation temporaire du domaine public communal au profit de
Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de sa compétence en matière de voirie et de mobilités, la Métropole souhaite encourager et favoriser l'usage des modes alternatifs de transport pour une meilleure qualité de vie de ses habitants avec le développement des actions en faveur des déplacements doux sur le territoire métropolitain.

Ainsi, Montpellier Méditerranée Métropole cherche à faciliter l'accès au stade de la Mosson, notamment en créant une aire publique de stationnement pour vélos avec l'implantation d'une trentaine d'arceaux sur le parking Heidelberg à Montpellier pour les personnes souhaitant accéder au stade à vélo les soirs de match.

L'emplacement retenu, pour une superficie d'environ 100 m² issu de la parcelle cadastrée LR 61, appartient à la Ville de Montpellier.

Par conséquent, il est proposé la signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine public au profit du Montpellier Méditerranée Métropole afin de permettre la réalisation du stationnement vélos sur le parking situé avenue de Heidelberg dans le quartier Mosson à Montpellier.

Cette autorisation, régie par les articles L. 2122-1 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques ne confèrera pas au titulaire de droit réel sur le bien et portera sur une durée de dix renouvelable une fois par tacite reconduction, à titre gratuit compte tenu du caractère d'intérêt général du projet.

Le montant de l'investissement réalisé par le Montpellier Méditerranée Métropole pour aménager ce parking vélos s'élève à 15 000 € environ, montant pris en charge par la Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à occuper une partie de la parcelle cadastrée LR 61, appartenant au domaine public de la Ville, pour une superficie d'environ 100 m², à titre gratuit, sur une durée de dix ans renouvelable une fois par tacite reconduction, à compter de la signature de la convention ;
- D'autoriser Montpellier Méditerranée Métropole à déposer toute demande d'autorisation nécessaire à la mise en œuvre de l'objet de la convention ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan de situation.pdf
- Convention parking vélo.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
034-213401722-20210921-170087-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Christophe BOURDIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Mustapha LAOUKIRI, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, Séverine SAINT-MARTIN, Charles SULTAN

**Transfert de bien entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée
Métropole dans le cadre du transfert de compétences - Le CORUM - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Le CORUM, palais des congrès de Montpellier, situé au Nord de l'Esplanade Charles De Gaulle, a été construit entre 1989 et 1990, sur les dessins de l'architecte Claude Vasconi. Il compte 3 auditoriums, de larges espaces d'exposition, 25 salles de commissions et de bureaux, un espace de restauration, un parking en sous-sol, et abrite l'opéra Berlioz d'une capacité de 2000 places.

Dans le cadre du transfert de compétences au profit de la Métropole, il convient de régulariser le transfert de propriété.

En effet, Montpellier Méditerranée Métropole exerce de plein droit, en lieu et place des communes membres, les compétences prévues à l'article L. 5217-2 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

Le CGCT en son article L. 5217-5, précise à ce titre, que doit être opéré un transfert en pleine propriété au profit de la Métropole des biens nécessaires à l'exercice des compétences transférées.

La cession de ces biens doit être opérée à titre gratuit, et ne donne lieu à aucun paiement, indemnité, taxe, droit salaire, ou honoraire.

Il est ainsi proposé de céder à Montpellier Méditerranée Métropole, l'équipement culturel du CORUM, dans

sa totalité, à savoir les parcelles cadastrées BZ 618 – BZ 620 – BZ 624 – BZ 630 – BZ 667 – HM 505.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De retirer la délibération n° VD/2017/071 prise en séance du 30 mars 2017, qui prévoyait d'établir une division en volumes pour une cession à la Métropole de plusieurs lots-volumes, sans prendre en compte l'ensemble immobilier dans son intégralité ;
- De céder à titre gratuit à Montpellier Méditerranée Métropole l'ensemble immobilier du CORUM - Palais des Congrès de Montpellier ;
- De procéder au transfert de propriété par acte notarié aux frais de la Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-163007-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Christophe BOURDIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Mustapha LAOUKIRI, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, Charles SULTAN

**Cimetière de Grammont - Convention de servitude de passage d'un réseau
électrique ENEDIS sur les parcelles cadastrées RK 6 et RL 10 - Autorisation de
signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Compte tenu de l'évolution démographique du bassin de vie de Montpellier Méditerranée Métropole et des capacités des cimetières existants sur le territoire des 31 communes de la Métropole qui arrivent à saturation, la création d'un cimetière métropolitain dans le prolongement du cimetière Saint-Etienne sur le site de Grammont à Montpellier a été approuvée par délibération du Conseil de Métropole du 27 novembre 2017. Une convention de mandat a été signée le 10 avril 2018 entre Montpellier Méditerranée Métropole, maître d'ouvrage du projet de création du cimetière métropolitain, et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M) pour la réalisation des travaux.

Dans le cadre de la réalisation de cette opération, la société ENEDIS a prévu l'amélioration de la qualité de desserte et d'alimentation du réseau électrique de distribution publique par la pose d'une ligne électrique souterraine de 400 volts impactant les parcelles cadastrées RK 6 et RL 10, propriété de la Ville de Montpellier dans l'emprise du cimetière de Grammont, sur une longueur d'environ 58 mètres linéaires et un mètre de large.

La société ENEDIS propose à la Ville de Montpellier la signature d'une convention de servitude de passage de la canalisation sur ces parcelles moyennant une indemnité forfaitaire de 58 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la Ville de Montpellier à signer avec la société ENEDIS une convention de servitude, sur les parcelles cadastrées RK 6 et RL 10 situées sur le site du cimetière de Grammont, dans les conditions prévues ci-dessus et moyennant une indemnité forfaitaire de 58 € ;
- De dire que la convention de constitution de la servitude de passage sera réitérée par acte authentique par le notaire mandaté par la société ENEDIS, à ses frais ;
- De dire que la recette est prévue au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- plan RK 6 et RL 10.pdf
- Convention-DB25_044511-11-08-2021-MODIF.pdf
- plan ENEDIS Grammont parcelles Ville et Métropole.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-169414-AI-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUALT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Christophe BOURDIN, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Mustapha LAOUKIRI, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, Charles SULTAN

**Réaménagement urbain - Nouveau Programme National de Renouvellement
Urbain Mosson - Aliénation des parcelles LR 337 et LR 340, avenue de Louisville,
au bénéfice de la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole
(SA3M) - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre du protocole de préfiguration de l'ANRU, le secteur de la Mosson a été retenu comme un secteur à enjeux stratégiques et la délibération du Conseil de Métropole du 20 septembre 2018 a défini les objectifs et les modalités de concertation publique, du projet de renouvellement urbain du quartier de la Mosson.

Le sous-secteur « *Mosson Sud* » est compris dans le périmètre de l'opération de renouvellement urbain du quartier de la Mosson et il fait actuellement l'objet d'une programmation d'aménagement, dans le cadre de la concession de renouvellement urbain en date du 14 janvier 2020 portant sur le Nouveau Projet National de Renouvellement Urbain (NPNRU) du quartier de la Mosson.

Le NPNRU Mosson prévoit le réaménagement urbain de ce secteur Sud impliquant notamment un remembrement foncier complet afin de créer des îlots « *structurés* ». Dans ce contexte, les parcelles nouvellement désaffectées et divisées LR 337 pour 807 m² et LR 340 pour 811 m², propriétés de la Commune de Montpellier, sont des éléments essentiels à ce projet de restructuration.

Les services fiscaux ont évalué le bien à 80 €/m² et la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée

Métropole (SA3M), par courriel du 15 juillet 2021, a accepté l'acquisition pour un montant total de 129 440 € (cent vingt-neuf mille quatre cent quarante euros) pour 1 618 m².

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accepter l'aliénation des parcelles nouvellement cadastrées LR 337 pour 807 m² et LR 340 pour 811 m², à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole SA3M, au prix de 129 440 € (cent vingt-neuf mille quatre cent quarante euros) nets vendeur ;
- De faire constater le transfert de propriété, par acte notarié, aux frais de l'acquéreur ;
- De dire que la recette est inscrite au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, M. Hervé MARTIN, Mme Catherine RIBOT, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Plan de situation

- avis des Domaines 16 juin 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-166741-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Mustapha LAOUKIRI, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, Charles SULTAN, Bernard TRAVIER

**Préemption de la propriété de la société JBMB, 3 rue de Deux Ponts - Convention
entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat - Approbation - Autorisation de
signature**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 le droit de préemption urbain a été instauré sur le territoire communal.

Dans ce cadre, une déclaration d'intention d'aliéner a été notifiée à la Ville de Montpellier le 25 mai 2021 par Maître TASTU, notaire à Montpellier, concernant la vente d'un immeuble en partie loué, situé 3 rue des Deux Ponts, cadastré section EW 38, au prix de 1 500 000 €.

Cet immeuble élevé de 4 étages sur rez-de-chaussée, composé de 10 appartements pour une surface habitable de 518 m² (1 studio, 6 T2 et 3 T3), aux parties communes en bon état et aux appartements en état moyen à bon état, non soumis au statut de la copropriété, présente un grand intérêt tant par sa consistance que par sa situation pour réaliser un programme de logements sociaux.

La Ville a sollicité ACM Habitat sur cette vente, qui a fait part de son intérêt pour réaliser une opération sur ce bien de logements sociaux en PLS. L'acquisition de ce bien permettra à ACM Habitat d'accroître son offre de logements locatifs sociaux en centre-ville, et entraînera le développement important d'une offre de logements sociaux à destination des étudiants, conformément au projet stratégique dénommé K30 adopté par le Conseil d'Administration d'ACM Habitat le 1^{er} juillet 2021.

Le prix de vente de ce bien, conforme à l'évaluation des Services Fiscaux, est de 1 500 000 €.

La Ville a donc exercé le droit de préemption sur la propriété de la société JBMB, par décision n°2021-369 du 25 août 2021, au prix de 1 500 000 €, pour le compte d'ACM Habitat, ce dernier devant intervenir à l'acte d'acquisition en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

Sur le fondement des dispositions des articles L.213-14 et R.213-12 du Code de l'urbanisme, un acte authentique devra intervenir dans les trois mois suivant la décision de préemption et le prix payé dans les quatre mois suivant cette décision.

Une convention est nécessaire entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat afin de régler les conditions du financement de l'acquisition par ACM Habitat en qualité d'acquéreur de « *deuxième main* ».

La rédaction de l'acte d'acquisition par la Ville de Montpellier sera confiée à Maître TASTU, notaire à Montpellier, qui a déposé la déclaration d'intention d'aliéner, en participation avec Maître André BONNARY.

L'acte de revente entre la Ville de Montpellier et ACM Habitat sera rédigé par Maître BONNARY, notaire à Montpellier, désigné par ACM Habitat.

L'ensemble des frais relatifs à cette affaire seront pris en charge par ACM Habitat.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention entre la Ville et ACM Habitat prévoyant l'acquisition de l'immeuble, propriété de la société JBMB, 3 rue des Deux Ponts, cadastré EW 38, au prix de 1 500 000 €, acquisition qu'ACM Habitat financera intégralement, y compris les frais annexes à l'acte, en qualité de tiers-payeur à l'acte de vente entre la Ville de Montpellier et la société JBMB ;
- D'accepter dans un second temps la cession à l'euro symbolique de ce bien au profit d'ACM Habitat, opérant compensation entre le prix payé par ACM Habitat en qualité de tiers-payeur à l'acquisition par la Ville de Montpellier et le prix de vente à ACM Habitat par la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Yves BARRAL, M. Michel CALVO, M. Abdi EL KANDOUSSI, M. Philippe SAUREL, M. Mikel SEBLIN, Mme Radia TIKOUK.

**Fait à Montpellier, le 24 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 24 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention_Ville_ACM_3 rue des 2 Ponts.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-168537-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/09/21
Réception en Préfecture : 24/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Mustapha LAOUKIRI, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, Charles SULTAN

**ZAC Port Marianne - Jardins de la Lironde - Agrément de candidature SCI '
Mathias et Fanny' - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

D'une superficie d'environ 40 hectares, la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde est une opération d'aménagement à dominante logement ; toutefois des programmes d'activités et bureaux sont aussi prévus sur le pourtour Est de la ZAC, le long de l'avenue du Mondial 98.

La société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) a été désignée comme concessionnaire de l'opération ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde par délibération du Conseil municipal en date du 30 mars 1998 afin d'en réaliser les études et les aménagements.

Ces études ont été confiées à Christian DE PORTZAMPAC, architecte. Les dossiers de création et de réalisation de ZAC ont été approuvés par délibérations du Conseil municipal respectivement du 20 décembre 1999 et du 29 septembre 2000.

Par délibération en date du 28 février 2005, le Conseil municipal a approuvé le dossier de création de l'extension de la ZAC Port Marianne – Jardins de la Lironde. Le dossier de réalisation a été approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 25 juillet 2005.

La Collectivité a été saisie d'un projet d'initiative privée lié à une opération immobilière de bureaux portée par la SCI « Mathias et Fanny », tous deux inclus dans le périmètre de la concession.

Localisé à l'extrémité l'Est de la rue Le Pérugin, ce projet prévoit la création d'un accès pour véhicules motorisés et piétons à cette opération immobilière de bureaux, située sur la parcelle adjacente cadastrée RZ183, propriété de la SCI « Mathias et Fanny ». Le projet envisagé permettrait un accès plus lisible et mieux adapté aux besoins de cet ensemble immobilier de bureaux.

Conformément à la concession d'aménagement approuvée, la SERM propose aujourd'hui d'agréer la candidature de la SCI « Mathias et Fanny », en vue de la cession d'un tènement foncier de 323 m² sans surface de plancher affectée pour la réalisation du projet d'accès.

- Dénomination du candidat : SCI « Mathias et Fanny »

- Localisation : Rue Le Pérugin

- Parcelles cadastrées : Section RZ156p

- Nature du projet : Accès voiture et piétons

- Surface totale à céder : 323 m²

La SERM précise que la candidature de la SCI « Mathias et Fanny » prend en considération les prescriptions inhérentes à la ZAC et approuvées par la Ville.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la candidature de la SCI « Mathias et Fanny » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Mohed ALTRAD, M. Michel ASLANIAN, M. Serge GUISEPPIN, M. Max LEVITA.

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Mustapha LAOUKIRI, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, Charles SULTAN

**Concession d'aménagement ZAC Port Marianne - Parc Marianne et sa future
extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier ' - PUP Mas
Combelle - Lot MC1 - Agrément en vue d'une cession foncière de la SERM à
VINCI Immobilier - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de son projet urbain Port Marianne, la Ville de Montpellier a confié à la SERM une concession d'aménagement « ZAC Port Marianne - Parc Marianne et sa future extension, avenue de la Mer et plaine du Mas de Carbonnier », laquelle s'étend sur 51 hectares et permet la réalisation de nombreux logements collectifs en mixité sociale, bureaux, commerces, espaces publics et paysagers. Cette concession a été approuvée par délibération du Conseil municipal le 25 juillet 2005.

Inclus dans le périmètre de la concession, un projet immobilier d'initiative privée a été porté à la connaissance de la collectivité. Localisé sur le secteur dit « Mas Combelle », ce projet immobilier se situe au sein d'un périmètre de conventions de PUP, à l'Est de la ZAC Parc Marianne, entre l'avenue du Mondial 98, l'avenue Joan Miró et la rue du Mas Rouge, au nord du groupe scolaire André Malraux.

Le projet de construction, envisagé sur ce foncier, vient s'inscrire en fonction de la redéfinition des alignements notamment de l'avenue du Mondial 98 et de la rue du Mas Rouge, et se développer en verticalité suivant des orientations d'urbanisme mettant en avant la préservation des arbres existant initialement sur ces terrains, la conservation d'un pourcentage de pleine terre optimal et une part importante accordée à l'amélioration des espaces publics aménagés dans le cadre du PUP.

Pour ce faire, le promoteur doit acquérir trois parcelles propriété de la Société d'Équipement de la Région Montpellieraine (SERM) (SD 128, SD 145p et SD 151p), d'une superficie globale de 709 m². Ces parcelles font partie du tènement foncier défini pour le lot MC1.

L'acquisition de ces parcelles par le promoteur finalisera la maîtrise de différents tènements fonciers, en vue de réaliser un programme de logements collectifs neufs en mixité sociale, avec des locaux tertiaires (commerces ou autre activité). Cette cession foncière permet de développer ce projet conformément aux attentes définies par la Ville et son aménageur.

Aussi, conformément à la concession d'aménagement approuvée, la SERM propose d'agréer la cession de ces trois parcelles à la société VINCI IMMOBILIER ou toute société se substituant à elle à cette fin, la nouvelle numérotation de ces parcelles étant en cours.

Dénomination :

VINCI IMMOBILIER, représentée par son directeur, M. Thierry IACAZIO

Localisation des terrains à céder : 138 rue du Mas Rouge
34 000 MONTPELLIER

Parcelles cadastrées : Parcelle SD128 d'une surface cadastrale de 560 m²
Parcelle SD145p d'une surface cadastrale de 56 m²
Parcelle SD151p d'une surface cadastrale de 93 m²

Surface totale à céder : 709 m²

Nature du projet : Construction d'un programme neuf de logements collectifs en mixité sociale avec locaux tertiaires

SDP maximale autorisée : 9 500 m² SDP maximale, à l'échelle de l'ensemble du lot MC1 qui comprend les parcelles objets du présent agrément

La SERM précise que VINCI IMMOBILIER prend en considération les prescriptions et les contraintes inhérentes à la fiche de lot validée par la Ville de Montpellier ainsi qu'au Projet Urbain Partenarial décidé par Montpellier Méditerranée Métropole (prescriptions architecturales et urbanistiques, participation aux équipements publics induits par l'opération de construction).

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la cession par la SERM des parcelles SD 128, SD145p et SD151p à la société VINCI IMMOBILIER ou toute société se substituant à elle à cette fin, en vue du projet susvisé ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 51 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 4 voix

M. Mohed ALTRAD, M. Michel ASLANIAN, M. Serge GUISEPPIN, M. Max LEVITA.

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- plan de situation

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-157460-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Taslime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Mustapha LAOUKIRI, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, Charles SULTAN

**Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne - Richter - Suppression de
la ZAC - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

La Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Port Marianne-Richter est située sur la rive gauche du Lez, délimitée à l'Est par l'avenue Raymond-Dugrand, au Nord par le rond-point Christophe-Colomb et au Sud par l'avenue Marie de Montpellier. Elle accueille notamment la Faculté de sciences économiques et de gestion, une bibliothèque universitaire et un espace de restauration, ainsi qu'un parc public de 2,5 ha, des logements, des bureaux et des commerces.

Elle est très bien desservie par un réseau de voiries et de pistes cyclables (pont Zuccarelli, passerelle des Barons de Caravètes, avenue Marie de Montpellier, allée du Capitaine-Dreyfus...), renforcé par une solide desserte par les transports en commun (bus et tramway).

La Ville a confié son aménagement à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) par un traité de concession signé le 10 mai 1994. Son architecte coordonnateur est Adrien FAINSILBER.

Le dossier de création de la ZAC Port Marianne-Richter a été approuvé par arrêté préfectoral du 2 août 1993. Son dossier de réalisation a été approuvé par arrêté préfectoral du 7 mars 1995.

La ZAC Port Marianne – Richter comprend :

- Un programme de 1600 logements diversifiés réalisés ;
- Un programme d'activités, commerces, bureaux pour 36 520 m² Surface Hors Œuvre Nette (SHON) réalisé ;
- Un programme de faculté, bibliothèque pour 37 500 m² SHON réalisé ;
- Un parc urbain de 2,5 ha réalisé.

Les espaces publics de cette opération ont été achevés avec l'extension de la place Thermidor en 2013 et le dernier programme, le lot M1, affecté aux activités du Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT), a été achevé en 2018.

Par délibération du 20 octobre 2016, le Conseil municipal a approuvé un avenant n°12 à la concession d'aménagement prorogeant les missions de la SERM jusqu'au 31 décembre 2019 afin notamment de permettre la clôture de cette concession d'aménagement dans les meilleures conditions.

Au 31 décembre 2019, le programme de la ZAC Richter (programme des constructions et programme des équipements publics) a donc été réalisé en totalité.

Considérant que le programme de la ZAC est entièrement réalisé, que les terrains à bâtir sont construits et que la concession avec la SERM est échue depuis le 31 décembre 2019, il convient aujourd'hui de prononcer sa suppression conformément à l'article R.311-12 du Code de l'urbanisme.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De supprimer la Zone d'Aménagement Concerté Richter conformément à l'article R.311-12 du Code de l'urbanisme ;
- De procéder aux formalités réglementaires de publicité et d'affichage conformément aux dispositions de l'article R.311-5 du Code de l'urbanisme ;
- De dire que ce dossier sera tenu à disposition du public ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport de présentation de suppression de la ZAC Port Marianne-Richter

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-160511-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Urbanisme durable et
maîtrise foncière**

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTON, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Mustapha LAOUKIRI, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, Charles SULTAN

**Achèvement du Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) Richemont-
Marqueroise - Approbation**

Madame Maryse FAYE, Adjointe au Maire, rapporte :

Le secteur de Richemont-Marqueroise est situé dans le quartier de la Croix d'Argent entre l'avenue Villeneuve d'Angoulême et la rue de la Marqueroise.

Cet ensemble de terrains libres était classé dans le Plan d'Occupation des Sols (POS) en zone à vocation d'habitat familial individuel ou individuel groupé. Afin d'accompagner l'urbanisation de ce secteur dans un projet d'aménagement cohérent, un Programme d'Aménagement d'Ensemble (PAE) a été instauré. Son objectif était de mettre en place les conditions techniques et financières nécessaires à la réalisation d'environ 140 logements. Les constructions nouvelles participent ainsi au financement des équipements publics nécessaires à l'extension urbaine du quartier.

Le secteur concerné par ce PAE est situé entre l'avenue Villeneuve d'Angoulême et la rue de Cholet, traversé par la rue de Marqueroise et au droit de l'impasse de la rue Colucci.

Ce PAE, dit « Richemont-Marqueroise » a été instauré par délibération du Conseil municipal du 26 octobre 1995, en application de l'article L.332.9 du Code de l'urbanisme. Cette délibération a fixé le périmètre du secteur d'aménagement d'ensemble, la nature et le coût du programme des équipements publics, le délai de réalisation du PAE, la part des dépenses mises à la charge des constructeurs ainsi que la répartition de cette part entre les différentes catégories de construction et l'actualisation de la participation.

Le montant total prévu par la délibération pour ce PAE a été fixé à 3 321 612,54 € HT (3 972 649 € TTC), dont 947 483 € HT à la charge des constructeurs. Le programme d'équipements publics concerne la poursuite de la création des équipements structurants du secteur.

1. Achèvement du programme des équipements publics

Les travaux suivants ont été réalisés :

- Le prolongement de la rue Colucci pour créer un maillage complet entre l'avenue d'Angoulême, la rue de Marqueroze et la rue Pierre-Corneille ;
- Le renforcement du réseau (eau potable et eau usée) dans le périmètre du PAE, ainsi que l'élargissement de la rue Marqueroze, nécessaires aux besoins des logements réalisés ;
- Les acquisitions foncières nécessaires à l'élargissement des rues Colucci et Marqueroze ;
- L'aménagement d'un city stade sur une partie du terrain appartenant à la Ville de Montpellier en cœur d'îlot. L'accès a été aménagé depuis la rue Colucci et se prolonge en chemin piétonnier jusqu'au gymnase de la rue de l'Arnel.

2. Montant des recettes perçues

Le montant des recettes du PAE s'élève à 772 599 € HT et se répartit ainsi :

- Recettes perçues par la Ville de Montpellier : 449 613 € HT ;
- Recettes en nature : 322 986 € HT.

La participation en nature s'est faite d'une part selon une convention du 15 avril 1998 pour le prolongement et la construction de la rue Colucci et d'autre part, par cession foncière pour l'élargissement de la rue de Marqueroze. Pour le reste, les recettes perçues ont été versées par les pétitionnaires des différentes opérations qui ont été construites dans le secteur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'achever le Programme d'Aménagement d'Ensemble Richemont - Marqueroze ;
- De rétablir l'ensemble des taxes et participations de droit commun, notamment la Taxe d'Aménagement (TA) et la Participation pour le Financement de l'Assainissement Collectif (PFAC) ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
034-213401722-20210921-166770-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Politique alimentaire et
agriculture urbaine**

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Mustapha LAOUKIRI, Nicole MARIN-KHOURY, Manu REYNAUD, Charles SULTAN

**Mise à disposition exceptionnelle de parcelles à titre gratuit pour les locataires des
jardins familiaux "Les Grands Grès" - Avenants aux baux - Approbation -
Autorisation de signature**

Madame Marie MASSART, Adjointe au Maire, rapporte :

Les jardins familiaux « Les Grands Grès » subissent depuis 2019 des actes de vandalisme, tant au niveau des productions maraîchères que sur le matériel (vols et incendies de plusieurs cabanons).

Outre l'intérêt social, économique et écologique qu'ils représentent pour les locataires, les jardins familiaux sont des espaces propices à la découverte de la nature et à la protection de l'environnement mais aussi sont de véritables conservatoires des traditions rurales et maraîchères. Ils sont également un moyen efficace pour la Ville de gérer l'espace en permettant de valoriser des terrains impropres à la construction et en participant à la continuité des milieux naturels.

La jouissance paisible des parcelles « Les Grands Grès » étant toujours impossible, il est proposé que l'occupation des parcelles ne donne pas lieu à un paiement des loyers de la part des locataires des « Grands Grès », à titre exceptionnel, pour la période du 1^{er} août 2021 au 31 juillet 2022, conformément à la délibération des tarifs municipaux de 2020. L'incidence financière pour la Ville est de 7 500 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise à disposition des jardins familiaux des Grands Grès à titre gratuit pour la période du 1^{er} août 2021 au 31 juillet 2022, excepté la consommation en eau ;
- D'approuver les termes des avenants aux baux des locataires ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les avenants ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 57 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant bail location JF Les Grands Grès

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-165048-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RAYONNEMENT ET ATTRACTIVITE DU TERRITOIRE



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commerces de proximité,
artisanat et tourisme**

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Stéphanie JANNIN, Mustapha LAOUKIRI

**Epidémie de Covid-19 - Prolongation de la durée des conventions d'occupation du
domaine public de la Ville de Montpellier afin de limiter les conséquences
économiques et financières de la crise sanitaire - Approbation - Autorisation de
signature**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

En raison de la crise sanitaire due à l'épidémie de Covid-19, la Ville de Montpellier a pris diverses mesures destinées à soutenir le tissu économique du territoire dont la modulation de certaines redevances de conventions d'occupation du domaine public suite au premier confinement de l'année 2020.

Le décret n°2020-1310 du 29 octobre 2020, prescrivant les mesures générales nécessaires pour faire face à l'épidémie de Covid-19 dans le cadre de l'état d'urgence sanitaire, a imposé la fermeture administrative des bars et restaurants à compter du 30 octobre 2020. La réouverture de ces derniers est ensuite intervenue le 19 mai 2021 en terrasse et le 9 juin 2021 en intérieur.

Par ailleurs, le bus touristique ainsi que le petit train touristique électrique, dont l'activité repose sur les flux de voyageurs et la vie économique locale, ont fortement pâti des fermetures administratives précédemment énoncées, conduisant le bus touristique à ne pas circuler pendant l'année 2020 et 2021 et le petit train touristique électrique durant l'année 2020.

Dans ce cadre, et afin de ne pas rompre l'équilibre du contrat, la Ville de Montpellier souhaite apporter une réponse à ces occupants du domaine public. Il est proposé d'accorder par voie d'avenant une prolongation de leur convention d'occupation du domaine public en cours d'exécution d'une durée proportionnelle eu égard aux fermetures qu'elles ont subi, nécessaire au dénouement dans des conditions acceptables notamment d'un point de vue économique, des relations entre l'occupant et l'autorité compétente, au sens de l'article L. 2122-1-2 du Code général de la propriété des personnes publiques.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prolonger les conventions d'occupation du domaine public de la Ville suivantes et d'approuver les termes des avenants afférents :
 - Le bar-restaurant du Parc Zoologique de Lunaret, situé avenue d'Agropolis : une prolongation de 9 mois portant la fin de la convention au 6 septembre 2022.
 - Le bus touristique, situé place de la Comédie : une prolongation de 1 an et 9 mois portant la fin de la convention au 30 septembre 2027.
 - Le bar-restaurant du complexe sportif Léon Cazal situé 237 route de Vauguières : une prolongation de 9 mois portant la fin de la convention au 15 août 2022.
 - Le petit train électrique de la Comédie situé place de la Comédie : une prolongation de 9 mois portant la fin de la convention au 31 décembre 2025.
 - Le bar-restaurant du théâtre Jean Vilar situé 155, rue de Bologne : une prolongation de 9 mois portant la fin de la convention au 30 septembre 2022.
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
034-213401722-20210921-169458-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Patrimoine municipal et
sobriété énergétique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUL, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Clara GIMENEZ, Mustapha LAOUKIRI

**Épidémie de Covid-19 - Maintien de l'exonération du loyer de la Société
d'Exploitation et de Production Musicale (SEPM) du Rockstore jusqu'au
31/12/2021 - Avenant n°3 au bail commercial - Approbation - Autorisation de
signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Au regard de la poursuite de la crise sanitaire et des mesures mises en place par le Gouvernement pour endiguer la pandémie de Covid-19, le Conseil municipal de la Ville de Montpellier a décidé de soutenir et accompagner les occupants à vocation économique des bâtiments dont elle est propriétaire.

La Ville de Montpellier a notamment exonéré de loyer, par délibération du 30 novembre 2020, la Société d'Exploitation et de Production Musicale (SEPM) du Rockstore. Cette exonération de loyer débutait à compter de la date de début du confinement, le 17 mars 2020, jusqu'à l'autorisation de réouverture de l'établissement.

Le Gouvernement permet, depuis le 9 juillet 2021, l'ouverture des discothèques tout en respectant un protocole sanitaire. Or, les contraintes imposées par ce nouveau protocole n'ont pas permis à la SEPM du Rockstore de rouvrir ses portes au public à cette date.

La Ville de Montpellier souhaite continuer à accompagner cet acteur économique, dont le loyer mensuel s'élève à 3 639 €, en maintenant l'exonération de son loyer jusqu'au 31 décembre 2021. L'attribution de cette aide fera l'objet d'un avenant au bail commercial signé entre la Ville de Montpellier et la SEPM du Rockstore.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de l'avenant n°3 au bail commercial pour le maintien de l'exonération du loyer de la SEPM du Rockstore jusqu'au 31 décembre 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 4 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Patricia MIRALLES, Mme Annie YAGUE.

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n°3 bail commercial Rockstore 2021.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-166168-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER

**Cinéma Nestor Burma - Dispositifs d'éducation à l'image - Conventions Ecole et
Cinéma, Collège au Cinéma, Lycéens et apprentis au Cinéma - Autorisation de
signature**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Le cinéma municipal Nestor Burma propose une programmation grand public et art et essai notamment orientée autour d'une ligne éditoriale jeune public. Il est notamment fortement impliqué dans trois dispositifs d'éducation à l'image se déroulant en temps scolaire Ecole et cinéma, Collège au cinéma, lycéens et apprentis au cinéma.

Le dispositif « Ecole et cinéma », outil d'éducation artistique au cinéma, existe au niveau national depuis plus de 20 ans. Il est soutenu à la fois par le Centre National du Cinéma et de l'Image Animée sous l'autorité du Ministère de la Culture et de la Communication et de la Direction générale de l'Enseignement Scolaire du Ministère de l'Education Nationale.

Depuis l'origine, l'association *Les Chiens Andaloux* est coordinatrice de ce dispositif en collaboration étroite avec le Centre de Ressources Education à la Culture numérique (CRECN). Il concerne près de 15 000 élèves au sein de l'Hérault, dont près de 7 500 sur le territoire municipal.

Le cinéma municipal Nestor Burma a rejoint ce dispositif dès son réouverture en février 2011 et a permis de développer fortement l'accueil des élèves du primaire de l'ouest montpelliérain, passant de 57 entrées en 2009-2010 à 1 921 entrées en 2019-2020.

Le dispositif « Collège au cinéma » est implanté dans le Département de l'Hérault depuis l'année scolaire

2000-2001. Il propose aux collégiens de découvrir des œuvres cinématographiques lors de projections organisées spécialement à leur attention et de se constituer ainsi les bases d'une culture cinématographique, grâce au travail pédagogique d'accompagnement conduit par les enseignants, les partenaires culturels ainsi que des professionnels. Les séances ont lieu au moins une fois par trimestre. L'association *Les Chiens Andalous* est également coordinatrice de ce dispositif, toujours en collaboration étroite avec le CRECN. Il concerne un peu plus de 2 000 élèves au sein du Département, dont plus de 700 sur le territoire municipal.

Le cinéma municipal Nestor Burma a rejoint ce dispositif pour l'année scolaire 2011-2012. On comptait alors 156 entrées en 2013-2014 contre 422 en 2019-2020.

Le dispositif « Lycéens et apprentis au cinéma » existe dans la région depuis l'année scolaire 2005-2006. Il a pour objectif de faire évoluer le regard porté par les lycéens sur des cinématographies méconnues, voire rejetées, de développer chez eux une approche critique de l'image et de leur donner la capacité de cerner les enjeux d'un film. La coordination de ce dispositif est désormais assurée par l'association Festival cinéma d'Alès – *Itinérances*.

Le cinéma Nestor Burma a rejoint le dispositif pour l'année scolaire 2011-2012. On comptait 72 entrées en 2013-2014, 247 en 2018-2019 et 162 en 2019-2020.

Ces trois dispositifs d'éducation à l'image ont la particularité de faire travailler ensemble les salles de cinéma, les établissements scolaires, les enseignants, l'Inspection Académique, la DRAC ainsi que les services municipaux. Ils proposent aux élèves de découvrir le cinéma en salle, de vivre une expérience artistique et collective, en abordant le cinéma en tant qu'art, dans un projet de classe.

Le cinéma Nestor Burma souhaite renouveler leur accueil pour l'année scolaire 2021-2022. Les conventions et le cahier des charges prévoient un tarif de 2,50 € par élève et un principe de gratuité pour les enseignants et accompagnateurs.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les différentes conventions et le cahier des charges ;
- D'entériner le tarif de 2,50 € par élève pour la participation aux séances ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- école et cinéma
- collégiens au cinéma
- Acceptation cahier des charges.doc
- Ma classe au cinema - Engagement des partenaires.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-169818-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER

**Cinéma Nestor Burma et Théâtre Jean Vilar - Dispositif YOOT à destination des
étudiants - Convention avec le CROUS de Montpellier - Autorisation de signature**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération n°V2021-269 du 26 juillet 2021, la Ville a approuvé la signature d'une convention de partenariat avec l'établissement public administratif CROUS de Montpellier ainsi que l'octroi d'une subvention de 17 000 € pour la mise en œuvre du projet YOOT (anciennement dénommé Pass Culture). Ce projet permet aux étudiants des formations post-bac agréées par le Ministère de la Jeunesse, le Ministère de l'Education Nationale, de l'Enseignement supérieur et de la recherche d'avoir accès à une offre culturelle riche et variée grâce à une politique tarifaire le leur permettant.

Le théâtre Jean Vilar et le cinéma Nestor Burma s'inscrivent naturellement dans ce dispositif. Après adhésion au dispositif YOOT, dont le coût s'élève à 9 €, les étudiants pourront acheter des contremarques à tarif préférentiel, soit en ligne sur le site de la billetterie YOOT, soit au kiosque YOOT situé au service culturel du CROUS.

Ils pourront ainsi bénéficier, au théâtre Jean Vilar, du tarif de 9,50 € (au lieu de 11 € pour le tarif étudiant) et ne payer que 5 €, le CROUS prenant à sa charge la différence de 4,50 €. Au cinéma Nestor Burma, les étudiants pourront bénéficier de billets à 4,50 € (contre 5 € pour le tarif étudiant) et ne payer que 3,90 €, le CROUS prenant à sa charge la différence de 0,60 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les conventions de partenariat entre la Ville de Montpellier et le CROUS, pour le renouvellement de la participation du théâtre Jean Vilar et du cinéma Nestor Burma au dispositif YOOT pour l'année universitaire 2021-2022 ;
- D'approuver ce tarif YOOT pour l'année 2022 ;
- De dire que la recette est inscrite au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Yoot Nestor Burma
- Yoot Jean Vilar

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-169820-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER

**Théâtre Jean Vilar - Convention de co-accueil du spectacle *A ne pas rater* avec le
théâtre des Treize Vents CDN de Montpellier - Autorisation de signature**

Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la saison 2021-2022 du théâtre Jean Vilar, la Ville de Montpellier propose de co-accueillir, avec le théâtre des Treize vents - Centre Dramatique National (CDN) de Montpellier, la création *A ne pas rater* de la Compagnie La Vaste Entreprise. Quatre représentations de ce spectacle seront ainsi données au théâtre Jean Vilar les 5, 6 et 7 janvier 2022.

Le théâtre Jean Vilar sera chargé de l'accueil du spectacle en ses murs et en assurera la mise en œuvre technique. Le théâtre des Treize vents aura à sa charge l'acquisition des droits de représentation du spectacle, les frais artistiques et annexes, et les frais d'accueil.

Dans le cadre de cette convention de co-accueil, il est ainsi proposé que les partenaires se partagent les charges et recettes liées à l'organisation des représentations, soit un montant estimé de 6 167 € pour chacun des partenaires (total des charges : 16 604,70 €, recettes prévisionnelles : 4 270 €)

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention de co-accueil du spectacle *A ne pas rater* avec le théâtre des Treize vents – CDN de Montpellier et son budget prévisionnel ;
- De dire que la dépense correspondante sera inscrite au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Bruno PATERNOT.

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- co accueil TJV 13 vents

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-169817-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville sportive

Présents :

Tasnim AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER

**Convention de mise à disposition d'un local associatif au Montpellier Culture
Sport Adapté - Approbation du loyer minoré - Autorisation de signature**

Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans le cadre de la mise à disposition de locaux auprès d'associations, la Ville de Montpellier souhaite proposer à l'association Montpellier Culture Sport Adapté un local associatif afin qu'elle puisse poursuivre son action, à compter du 1^{er} septembre 2021, date de résiliation de son contrat actuel et jusqu'au 31 décembre 2021. La convention de mise à disposition sera renouvelable deux fois par période d'un an par tacite reconduction.

Au vu de l'intérêt communal attaché à cette structure, un loyer ou une redevance minoré lui sera proposé. Le loyer ou la redevance minoré constituant une subvention en nature, il convient d'approuver le tableau attributif ci-dessous dont les informations seront portées au compte administratif de la Ville et dans les comptes de l'association :

Associations	Adresse des locaux	Valeur locative annuelle	Redevance minorée	Subvention en nature	Date de renouvellement
DOMAINE PUBLIC					
Montpellier Culture Sport Adapté	Complexe sportif Léon Cazals – Route de Vauguières – 34000 Montpellier	9 350,00 €	35,00 €	9 315,00 €	31/12/2021

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions de location du domaine public de la Ville de Montpellier ;
- D'approuver le loyer et redevance minoré proposé à l'association Montpellier Culture Sport Adapté ;
- De porter au compte administratif de la Ville le montant de ces aides en nature pour un total général de 9 315 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention

034-213401722-20210921-165584-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commerces de proximité,
artisanat et tourisme**

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clarc HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Céline SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Mustapha LAOUKIRI, Nicole MARIN-KHOURY, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Charles SULTAN

**Convention de mise à disposition auprès de la Chambre de Métiers et de
l'Artisanat et de la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Hérault d'un chalet
aux hivernales 2021 pour les jeunes créateurs - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Afin de contribuer à l'attractivité et au rayonnement de Montpellier comme « Ville et Métiers d'Art » et d'apporter un soutien au développement économique des métiers d'art, la Ville de Montpellier soutient les artisans d'art et créateurs. Depuis 2018, la Ville de Montpellier travaille en étroite collaboration avec l'association *d'Art et de feu* pour organiser annuellement une manifestation qualitative autour de l'artisanat d'art verre, métal, céramique. Pendant deux jours, ce festival regroupe 40 exposants, des démonstrations et des animations proposées au public de tout âge.

En 2019, la Ville de Montpellier a décidé d'accompagner les artisans d'art et créateurs pour qu'ils participent au marché de Noël en leur proposant notamment un tarif attractif. Sur l'édition 2019, ce sont plus de 20 artisans d'art et créateurs qui ont tenu un chalet contre 8 en 2018. Dans cette continuité, la Ville de Montpellier souhaite apporter son appui spécifique aux jeunes artisans d'art et créateurs en leur mettant à disposition un espace de vente et de vitrine sur le marché de Noël de Montpellier.

La Chambre de métiers et de l'artisanat et la Chambre de commerce et d'industrie de l'Hérault accompagnent les entreprises au quotidien. Elles apportent notamment leur conseil et leur appui aux jeunes entreprises du département. Dans cet intérêt commun, la Ville de Montpellier met à disposition un chalet à chacune des deux structures qui s'engagent à le gérer et à le mettre à disposition de jeunes artisans d'art et créateurs.

La Chambre de métiers et de l'artisanat et la Chambre de commerce et d'industrie de l'Hérault réaliseront la sélection des artisans et des créateurs qui exposeront dans les deux chalets des jeunes artisans et créateurs. Elles s'engagent à prendre en compte *a minima* les critères suivants :

- Moins de 3 ans d'activité : il s'agit d'aider les jeunes créateurs en les aidant à les lancer, les faire connaître et tester le marché de Noël ;
- Vente exclusivement de produits de leur conception ;
- Un exposant ne pourra pas être présent au total plus de 15 jours sur le chalet.

Dans un objectif de lancement de cette démarche commune, la Ville de Montpellier confie la gestion de ces deux chalets à titre gracieux à la Chambre de métiers et de l'artisanat et à la Chambre de commerce et d'industrie de l'Hérault en 2021. Le coût de la location de deux chalets s'élève pour la Ville de Montpellier à 2 270 € HT.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la convention entre la Ville de Montpellier et la Chambre de métiers et de l'artisanat de l'Hérault pour la mise à disposition d'un chalet destiné aux jeunes créateurs ;
- D'approuver la convention entre la Ville de Montpellier et la Chambre de commerce et d'industrie de l'Hérault pour la mise à disposition d'un chalet destiné aux jeunes créateurs ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

M. Roger-Yannick CHARTIER, Mme Clare HART.

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention CMA.pdf

- convention CCI

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commerces de proximité,
artisanat et tourisme**

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Mustapha LAOUKIRI, Nicole MARIN-KHOURY, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Charles SULTAN

**Convention d'occupation du domaine public - Kiosque n°1 Esplanade Charles de
Gaulle - Désignation de l'occupant - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération du Conseil municipal du 3 mai 2018, la Ville a désigné Monsieur Fabien RUIZ, titulaire de la convention d'occupation du kiosque alimentaire n°1, Allée Paul Boulet.

La convention ayant été résiliée pour inobservation caractérisée tenant au non-respect de son caractère intuitu personae par le titulaire, il a été décidé de lancer au mois de juillet une procédure d'appel à candidature.

A la clôture de l'appel à candidature, le 30 août 2021, un seul dossier a été déposé : celui de Monsieur Fouad KHALED.

L'analyse des candidatures a été réalisée selon les critères suivants :

- 1) Dossier personnel
 - Expérience professionnelle dans le domaine commercial et la restauration
 - Motivation du candidat
- 2) Dossier commercial
 - Gamme de produits et tarifs
 - Cohérence du projet par rapport au lieu d'occupation
- 3) Dossier financier

- Viabilité économique du projet
- Montant des investissements prévus et durée d'amortissement

A l'issue de l'analyse des offres, il ressort que l'offre présentée par Monsieur Fouad KHALED, professionnel dans le domaine commercial et de la restauration, est satisfaisante au regard des trois critères susmentionnés.

La convention porte sur une durée de 6 ans et le montant de la redevance est fixé à 6 665,63 € HT par trimestre, assujettie au taux de TVA en vigueur.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'attribuer l'occupation du kiosque alimentaire n°1, allée Paul Boulet, à Monsieur Fouad KHALED pour une durée de 6 ans ;
- D'approuver le projet de convention ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention kiosque 1

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-170002-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Commerces de proximité,
artisanat et tourisme**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NJISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Mustapha LAOUKIRI, Nicole MARIN-KHOURY, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Charles SULTAN

**Montpellier Grand Cœur - Aide à la requalification des devantures des locaux
d'activités - Attribution de subventions - Autorisation de signature**

Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, Adjoint au Maire, rapporte :

Conformément à l'article L. 2121-29 du Code général des collectivités territoriales, la Ville de Montpellier attribue des subventions pour inciter les entreprises (commerce, artisanat ou autre) à requalifier la devanture de leurs locaux d'activités du cœur marchand.

Pour rappel, ce dispositif initialement instauré par délibération en date du 29 mai 2012 (n°2012/284) a été renouvelé à l'issue d'une délibération du 14 juin 2021 (n°2021-178) afin d'améliorer la qualité des rez-de-chaussée commerciaux dans les secteurs de protections patrimoniales et soutenir l'activité commerciale au sein de la Ville de Montpellier.

Aussi, il a été envisagé pour les dossiers de subventions déposés avant le 31 mai 2021 et donc assujettis au règlement attributif des aides, lié à la campagne 2017-mi2021, la possibilité d'octroyer une aide pour les travaux réalisés jusqu'au 31 décembre 2021.

A ce titre, il est donc proposé d'attribuer les subventions suivantes :

Enseigne « CAFE PITOT », restauration brasserie

Gérant : M. Max BONON

2 place d'Aviler

Subvention travaux = 5 590 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €

Montant à verser : 6 590 €

Enseigne « LA ROSE DES SABLES », restauration rapide

Gérant : M. Aymen HAMROUN

6 rue Boussairolles

Subvention travaux = 6 000 €

Subvention maîtrise d'œuvre = 1 000 €

Montant à verser : 7 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser le paiement de ces subventions pour un montant total de 13 590 € correspondant à la requalification des devantures des locaux commerciaux listés ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Illustration

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-169659-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Bien-être animal

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Cécilia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI

**Parc de Lunaret de Montpellier - Adhésion à une organisation de protection des
espèces menacées (Vulture Conservation Foundation) - Exercice 2021 -
Approbation**

Monsieur Eddine ARIZTEGUI, Adjoint au Maire, rapporte :

La directive européenne n°1999/22/CE du 29 mars 1999, appelée « Directive zoo », transposée dans l'arrêté ministériel du 25 mars 2004, chapitre 6, article 53, incite les parcs zoologiques à soutenir concrètement, scientifiquement et financièrement, les projets de protection des espèces menacées dans leur habitat naturel au sein de leur pays d'origine, participant ainsi à leur conservation *in situ*.

C'est dans cet objectif que le Parc de Lunaret souhaite adhérer à la *Vulture Conservation Foundation*. Il s'agit de la principale organisation internationale spécifiquement dédiée à la protection, la conservation et la restauration des quatre espèces de vautours menacés d'Europe. En effet, au cours du siècle dernier, les populations de gypaètes barbus, vautours percnoptères, vautours moine et vautours fauves ont considérablement diminué et leurs aires de répartition à travers le continent ont été sévèrement restreintes.

Ces quatre espèces font par ailleurs l'objet, en France, de Plans Nationaux d'Action (PNA) du Ministère de la Transition Écologique pilotés par les Directions Régionales de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement (DREAL). Ces outils stratégiques et opérationnels visent à assurer la conservation ou le rétablissement dans un état de conservation favorable d'espèces de faune et de flore sauvages menacées ou faisant l'objet d'un intérêt particulier. La DREAL Occitanie gère au niveau national le PNA en faveur des vautours moine.

A l'heure actuelle, le Parc de Lunaret collabore avec le Centre de soins de la Faune Sauvage Goupil

Connexion (Laroque) qui accueille et soigne ces quatre espèces de vautours, et participe au réseau de la *Vulture Conservation Foundation*. La Ville de Montpellier ayant pour projet de créer un centre de soins, il semble opportun que le Parc de Lunaret adhère à ce réseau pour promouvoir, à l'échelle régionale, les actions en faveur de la conservation *in situ* de ces espèces.

C'est pourquoi, il est proposé d'adhérer à cette association (<https://4vultures.org/>) pour un montant annuel de 4 000 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver l'adhésion à l'association *Vulture Conservation Foundation* pour un montant annuel de 4 000 € TTC ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-165892-AR-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

RESSOURCES

**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER

Convention cadre de mentorat au bénéfice des étudiants - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'égalité des chances et sa mise en application réelle est l'un des principaux axes de ce mandat. Pour se faire la Ville de Montpellier se doit d'accueillir pour une première découverte professionnelle des étudiants qui ne disposeraient pas d'un fort capital relationnel.

Pour cette raison, la Ville de Montpellier propose de mettre en place un dispositif de mentorat à destination des étudiants de troisième année de licence méritant un accompagnement particulier pour la fiabilité de leurs orientations professionnelles futures.

Ce dispositif a pour ambition d'instaurer un lien direct entre chaque étudiant volontaire et un agent public. Ce dispositif n'est pas entendu comme un stage car ponctuel, ce lien devant être avant tout celui d'une rencontre et d'une découverte.

Il s'agira durant l'année d'une visite de différents services, d'un accompagnement sur une journée ou quelques jours et toutes autres formes permettant l'échange et l'orientation professionnelle de l'étudiant (e) accueilli (e).

Le mentorat sera le moyen de favoriser la solidarité et la coopération dans un cadre professionnel. L'entraide et le partage seront au cœur de cette relation, basée sur l'éthique et la bienveillance.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise en place d'un dispositif de mentorat ;
- D'approuver l'accueil d'étudiants conformément aux conditions exposées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-170153-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Nature en ville et
biodiversité****Présents :**

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI, Fatma NAKIB

**Attributions de subventions dans le cadre de la thématique "Nature en ville" -
Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

Code	Structure	Type	Attribué
1457	Mosson Coulée Verte	Fonctionnement	3 000 €
4802	Quartier Vert Castilhon	Fonctionnement	500 €
6753	les Gardiens de Montcalm	Fonctionnement	500 €
7643	Apis Schola	Fonctionnement	500 €
TOTAL :			4 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement .pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-166011-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances**Présents :**

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI, Fatma NAKIB

**Attributions de subventions dans le cadre des thématiques "Ville sportive" et
"Jeunesse" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite soutenir l'action et les initiatives citoyennes qui concrétisent les valeurs du partage, et qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Pour aider les associations à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant les tableaux ci-dessous.

1) Attributions de subventions :

- Dans le cadre de la thématique **JEUNESSE & SPORT / SPORT**

Code	Nom de la Structure	Type	Titre du Projet	Montant
897	SOCIETE DE TIR MONTPELLIER	Fonctionnement		1 700 €
1417	MUC BASE BALL	Fonctionnement		4 000 €
2466	AS CEVENNES	Fonctionnement		1 000 €
			Total	6 700 €

2) Attribution d'une subvention pour le Championnat du Monde de Patinage du 21 au 27 mars 2022 (avance 2021) :

Code	Nom de la structure	Type	Titre du projet	Montant
	FEDERATION FRANCAISE DES SPORTS DE GLACE	Fonctionnement		100 000 €
Total				100 000 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de signature des conventions d'attribution ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Nicole MARIN-KHOURY.

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement_.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-169764-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI

**Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties - Instauration de l'exonération pour
les terrains agricoles exploités selon un mode de production biologique -
Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'article 1395 G du Code Général des Impôts (CGI) précise que les communes et Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) à fiscalité propre peuvent, sur délibération, exonérer de la taxe foncière sur les propriétés non bâties, pendant une durée de 5 ans, les propriétés non bâties lorsqu'elles sont exploitées selon le mode de production biologique. Elles doivent répondre aux conditions prévues au règlement (CE) n° 834/2007 du Conseil du 28 juin 2007 relatif à la production et à l'étiquetage des produits biologiques.

Seules les propriétés non bâties classées dans les catégories définies par l'article 18 de l'instruction ministérielle du 31 décembre 1908 (notamment les prés et prairies naturels, herbages et pâturages, les vignes...) peuvent bénéficier de l'exonération.

Comme le précise l'article 1395 G du CGI, l'exonération est applicable à compter de l'année qui suit celle au titre de laquelle une attestation d'engagement d'exploitation suivant le mode de production biologique a été délivrée pour la première fois par un organisme certificateur agréé.

Pour bénéficier de l'exonération, le propriétaire ou, si les propriétés sont données à bail, le preneur, doit adresser au service des impôts, avant le 1^{er} janvier de chaque année, la liste des parcelles concernées accompagnée du document justificatif annuel délivré par l'organisme certificateur agréé.

A ce jour, une trentaine de parcelles ont été recensées comme pouvant être éligibles à cette mesure sur le territoire de la Ville de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'instituer une exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties :
 - Classées dans les première, deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, huitième et neuvième catégories définies à l'article 18 de l'instruction ministérielle du 31 décembre 1908 ;
 - Et exploitées selon le mode de production biologique prévu au règlement (CE) n° 834 / 2007 du Conseil, du 28 juin 2007, relatif à la production biologique et à l'étiquetage des produits biologiques et abrogeant le règlement (CEE) n° 2092 / 91 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-170163-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI

**Taxe Foncière sur les Propriétés Non Bâties - Instauration de l'exonération des
vergers, cultures fruitières d'arbres et arbustes, vignes - Adoption**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Le mois d'avril 2021 a connu un épisode de gel d'une exceptionnelle gravité pour les exploitations fruitières et viticoles. Afin de venir en aide aux agriculteurs touchés, l'Etat a mis en œuvre une série de mesures de soutien, dont un dégrèvement de Taxe Foncière sur les propriétés Non Bâties au titre de 2021, proportionnel à l'importance de la perte constatée sur la récolte.

L'article 1395 A bis du Code Général des Impôts permet aux communes et établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre d'exonérer, sur délibération, de taxe foncière sur les propriétés non bâties, les propriétés composées de vergers, cultures fruitières d'arbres et arbustes, vignes.

Seules les propriétés classées dans les troisièmes et quatrièmes catégories de nature de culture définies à l'article 18 de l'instruction ministérielle du 31 décembre 1908 peuvent bénéficier de l'exonération.

Au-delà du soutien ponctuel de l'Etat, l'instauration de cette exonération permettra de soutenir les propriétaires concernés en 2022.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'instituer une exonération de taxe foncière sur les propriétés non bâties en faveur des vergers, des cultures fruitières d'arbres et d'arbustes et des vignes ;
- De fixer la durée de l'exonération à une année ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-170166-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI

**Rapport d'observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes
Occitanie portant sur l'examen des comptes et la gestion financière de la Ville de
Montpellier à partir de 2012 - Présentation et débat**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

En application des dispositions de l'article L.211-3 du Code des juridictions financières, la Chambre Régionale des Comptes Occitanie a examiné les comptes et la gestion financière de la Ville de Montpellier à compter de l'exercice 2012.

L'instruction a été réalisée d'octobre 2020 à juin 2021. A son issue, cet examen de gestion a fait l'objet d'un rapport transmis à la Ville de Montpellier le 8 juin 2021. Le rapport d'observations définitives, ainsi que les réponses de l'ordonnateur, ont été communiqués à la Ville de Montpellier par courrier du 2 août 2021. Ces deux documents sont joints à la présente délibération.

L'article L.243-6 du Code des juridictions financières fait obligation aux exécutifs des collectivités locales de communiquer à leur assemblée délibérante, dès leur plus prochaine réunion, les observations définitives formulées par la Chambre Régionale des Comptes en vue d'un débat en Conseil municipal.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prendre acte de la communication des observations définitives de la Chambre Régionale des Comptes Occitanie transmises à la Ville de Montpellier le 2 août 2021 et du débat ayant eu lieu en séance ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Rapport d'observations définitives
- Réponse de l'ordonnateur

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-166549-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Tasnine AKBARLY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clarc HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURJER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI, Clothilde OLLIER

**Création d'une prime d'intéressement à la performance collective en faveur des
agents de la Ville de Montpellier - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

En application du décret n° 2019-1261 du 26 novembre 2019 modifiant le décret n° 2012-624 du 3 mai 2012 fixant les modalités et les limites de la prime d'intéressement à la performance collective des services dans les collectivités territoriales et leurs établissements publics, et afin de reconnaître l'investissement collectif des agents de la Ville de Montpellier, dans la gestion de la crise sanitaire et des services, dans le respect du cap financier, il est proposé pour l'exercice 2021 la mise en place au sein des services de la Ville de Montpellier de la prime d'intéressement à la performance collective.

I- Bénéficiaires

La prime d'intéressement pourra être attribuée aux fonctionnaires titulaires, stagiaires, aux agents contractuels de droit public mensualisés, aux agents mis à disposition auprès de la collectivité, aux agents en position de détachement, et également aux agents de droit privé dans la mesure où ces derniers participent effectivement à l'atteinte des objectifs du service (ou groupe de services) pour lequel a été instituée cette prime.

II - Montant

Dans le respect du plafond annuel défini par le décret n° 2019-1262 du 28 novembre 2019, le montant de cette indemnité est fixé à 300 € brut par an et par agent des services ayant atteint les résultats fixés.

III- Conditions de versement

En application de l'article 5 du décret n° 2012-624 du 3 mai 2012, pour bénéficier de la prime, une présence effective au sein de la Ville de Montpellier ou de Montpellier Méditerranée Métropole d'au moins trois mois pendant la période de référence, soit les six derniers mois de l'année 2021, est requise.

Pour la comptabilisation de la durée de présence effective, sont considérées comme de la présence effective les périodes :

- de congés annuels, congés pris au titre du compte épargne temps, congés liés à la réduction du temps de travail,
- de congés de maladie ordinaire, congés de maternité, congés d'adoption, congés de paternité,
- de congés pour accident de service ou pour maladie contractée dans l'exercice des fonctions, pour accident de travail ou maladie professionnelle des agents contractuels,
- de congés pour formation syndicale, les autorisations d'absence et décharges de service pour l'exercice d'un mandat syndical,
- de formation professionnelle, à l'exception de la durée du congé pour formation professionnelle.

Pour la prise en compte du temps de présence effective, les services à temps partiel et à temps non complet sont considérés comme des services à temps plein. Un agent peut être exclu du bénéfice de la prime au titre d'une année, en raison d'une insuffisance caractérisée de sa manière de servir. Cette exclusion est formalisée par un rapport joint à l'entretien professionnel de l'agent.

IV- Objectifs pris en compte

Chacun des services de la collectivité a le double objectif de participer à la continuité de service dans le cadre de la crise sanitaire et du respect du cap financier. Des objectifs complémentaires peuvent être définis par service selon des orientations précisées en comité technique.

V- Versement de la prime

Le montant individuel attribué à chaque agent est fixé, pour chaque service à l'issue de la période de référence.

Le montant est identique pour chaque agent composant le service en fonction des résultats atteints. Le caractère forfaitaire de la prime permet en effet de répondre aux objectifs de mobilisation des agents autour d'un objectif commun au service ou au groupe de services.

Conformément aux dispositions de la circulaire du ministère de l'Intérieur n° INTB1234383C du 22 octobre 2017, la prime d'intéressement à la performance collective suit les mêmes règles que le traitement de l'agent (proratisation en fonction du temps de travail de l'agent et des absences notamment).

La prime d'intéressement à la performance collective s'ajoute aux diverses primes et indemnités composant le régime indemnitaire individuel de l'agent et est versée en supplément du régime indemnitaire.

Elle sera versée à chaque agent au terme de l'évaluation des résultats collectivement atteints.

Les modalités de création de la prime d'intéressement à la performance collective ont fait l'objet d'un avis du comité technique en date du 17 septembre 2021.

Le montant total de cette prime est estimé à 1 325 000 € en année pleine.

En conséquence il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la création d'une prime d'intéressement à la performance collective en faveur des agents de la ville selon les modalités définies ci-dessus ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prennent pas part au vote : 7 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Stéphanie JANNIN, M. Max LEVITA, M. Mustapha MAJDOUL, Mme Isabelle MARSALA, M. Philippe SAUREL, Mme Joëlle URBANI.

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-170726-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI, Clothilde OLLIER

**Relations institutionnelles entre la Ville de Montpellier et Montpellier
Méditerranée Métropole - Modifications des conventions services communs -
Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Les lois n°2010-1563 du 16 décembre 2010, n°2012-281 du 29 février 2012, n°2014-58 du 27 janvier 2014 ainsi que la loi NOTRe n°2015-991 du 7 août 2015 ont défini un cadre juridique pour la mise en œuvre de services communs entre un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre et une ou plusieurs de ses communes membres, en dehors des compétences transférées.

Le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 a créé la métropole dénommée « Montpellier Méditerranée Métropole » par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Par convention en date 22 décembre 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Ville de Montpellier ont créé un service commun de direction générale des services, cette mutualisation concernait le seul poste de Directeur général des services. Concomitamment à cette évolution, la Métropole et la Ville ont renforcé leur démarche de mutualisation et progressivement élargi le service commun de direction générale des services à l'ensemble de la ligne de direction générale. Dans le cadre de la réorganisation des services en cours dont l'ambition est d'offrir plus de lisibilité, de transparence et une meilleure efficacité de fonctionnement, en cohérence avec les objectifs de politiques publiques, il convient de créer trois nouveaux services communs :

- **Un service commun de Direction Générale Déléguée « Qualité des services à la population » :** La Métropole et la Ville ont souhaité mettre en commun le poste de Directeur Général Délégué en charge de la Direction Générale Déléguée « Qualité des services à la population ». Ce dernier sera responsable des projets, de la stratégie, de la conduite du changement et garant de la transversalité aux côtés du Directeur Général des Services. Le service commun de direction Générale Déléguée Qualité des services à la population regroupe à ce jour le seul poste de directeur Général Délégué.
- **Un service commun du Pôle « Solidarités » :** Aux côtés du Directeur Général des Services et des Directeurs Généraux Délégués, les pôles seront les garants de la mise en œuvre des politiques publiques, des objectifs et du délai de réalisation. La Métropole et la Ville ont souhaité mettre en commun deux postes : celui de Directeur du Pôle Solidarités et celui de Chargé de mission Bien vieillir. La mise en place de ces services communs s'exerce dans les conditions fixées par convention, en vertu de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ces services communs seront gérés par la Ville, où est établie leur résidence administrative.
- **Un service commun de Direction Générale Déléguée rattaché à Montpellier Méditerranée Métropole :** La Métropole et la Ville ont souhaité mettre en commun les postes de Directeur Général Délégué en charge de la Direction Générale Déléguée « Aménagement et développement équilibrés du territoire », et de Directeur Général Délégué en charge de la Direction Générale Déléguée « Performance et transformation de l'administration ». Ces derniers seront responsables des projets, de la stratégie, de la conduite du changement et garant de la transversalité aux côtés du Directeur Général des Services.
La mise en place de ce service commun s'exerce dans les conditions fixées par convention, en vertu de l'article L.5211-4-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ce service commun sera géré par la Métropole, où est établie leur résidence administrative.

La création de ces services communs a fait l'objet d'un avis des Comités techniques de la Ville en date du 9 septembre 2021 et de la Métropole en date du 17 septembre 2021.

Par ailleurs, le service commun du Département Solidarité et Vivre Ensemble qui fait l'objet d'une convention tripartite entre la Ville, la Métropole et le CCAS et est composé du seul poste du Directeur Général adjoint des services est modifié dans le cadre de la réorganisation et n'est plus tripartite. A ce titre, la Ville, la Métropole et le CCAS ont par courrier respectifs décider de résilier cette convention conformément à l'article 8 de la convention de service commun.

En conséquence, il proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la création du service commun de Direction générale déléguée Qualité des services à la population ;
- D'approuver la création du service commun du Pôle Solidarités ;
- D'approuver la création du service commun de Direction Générale déléguée 3M ;
- D'autoriser la signature des conventions de services commun qui fixent les modalités de cette mise en commun ;
- De prendre acte de résiliation de la convention de service commun tripartite entre la Ville le CCAS et la Métropole relative au Département Solidarité et Vivre Ensemble ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention service commun DGD Ville
- convention service commun DGD 3M
- Convention de service commun Pôle Solidarités.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
034-213401722-20210921-170606-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Tasnuke AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI, Clothilde OLLIER

Mise à jour de la liste des bénéficiaires des logements de fonction - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

En application de l'article 21 de la loi n°90-1067 du 28 novembre 1990, l'assemblée délibérante fixe notamment la liste des emplois pour lesquels un logement de fonction peut être attribué gratuitement ou moyennant une redevance.

Par délibération en date du 2 octobre 2014, la réforme du régime des concessions de logement et la liste des modalités de paiement des fluides par type de logement ont été fixées et par délibération en date du 21 décembre 2017, il a été procédé à l'actualisation des logements de fonction de la Ville de Montpellier.

La loi prévoyant expressément qu'un logement de fonction peut être attribué par nécessité absolue de service aux agents occupant l'un des emplois fonctionnels de directeur général des services d'une commune de plus de 5 000 habitants ou de directeur général adjoint d'une commune de plus de 8 000 habitants, il convient de prévoir dans la liste des bénéficiaires, l'emploi de directeur général adjoint des services.

Par ailleurs, au regard de la nécessité de déployer l'activité de la Directions des Relations aux Publics dans les locaux du cimetière Saint Etienne qui ne nécessite plus la présence d'un gardien sur le site, il est proposé la suppression de l'emploi de gardien du cimetière Saint Etienne.

Au regard de l'évolution des besoins, il est proposé, après avis du Comité Technique, l'actualisation de la liste des logements occupés pour nécessité absolue de service :

Logement pour nécessité absolue de service	Gaz	Electricité	Eau
Directrice technique du Zoo	Forfait	Forfait	Compteur individuel
Conciergerie maison pour tous Léo Lagrange	Forfait	Forfait	Forfait
Gardien Domaine de Méric	Forfait	Forfait	Forfait
Conciergerie cimetière Saint Lazare	Forfait	Forfait	Forfait
Gardien stade de la Rauze	Forfait	Forfait	Forfait
Gardien Centre Municipal Garosud	Forfait	Forfait	Forfait
Gardien Complexe Léon Cazal	Forfait	Forfait	Forfait
Directeur Général Adjoint des services	Forfait	Forfait	Forfait

Conformément à la réglementation en vigueur, les bénéficiaires d'un logement pour nécessité absolue de service sont assujettis à une déclaration d'avantage en nature soumis à cotisations et à la déclaration d'impôts sur le revenu.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De fixer la liste des emplois pouvant bénéficier d'un logement de fonction pour nécessité absolue de service telle que précisée ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-170354-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clarc HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI, Clothilde OLLIER

**Conventions de mise à disposition à la Ville de Montpellier de trois agents de
Montpellier Méditerranée Métropole dans le cadre de l'entretien et la
maintenance mutualisés des équipements climatiques - Renouvellement -
Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Montpellier Méditerranée Métropole met à la disposition du service Energie de la Ville de Montpellier trois agents de catégorie C à temps complet afin d'assurer l'entretien et la maintenance mutualisés des équipements climatiques.

La mise à disposition arrivant au terme de la période prévue, il est donc proposé au Conseil municipal d'approuver le principe du renouvellement de la mise à disposition de ces trois agents à compter du 1^{er} juillet 2021, pour une durée d'un an.

Conformément à la délibération du Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier n°9904 du 15 décembre 2010, la Ville de Montpellier est totalement exonérée du remboursement de la charge de personnel pendant toute la durée de la mise à disposition. La masse salariale correspondante restera donc à la charge de Montpellier Méditerranée Métropole.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe du renouvellement de la mise à disposition de ces trois agents de catégorie C entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver les termes des conventions individuelles de mise à disposition entre la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- projet 1
- projet 2
- projet 3

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-167040-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Tasime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI, Clothilde OLLIER

**Mise à disposition d'un agent de la Ville de Montpellier auprès de la Direction
Services aux Territoires de Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier met à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole un agent de catégorie C relevant du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux.

Cet agent de catégorie C sera mis à disposition à temps complet de Montpellier Méditerranée Métropole, au Pôle Territorial auprès de la Direction Services aux Territoires, à compter du 1^{er} octobre 2021 pour une durée de 1 an. Il exercera les fonctions d'assistant administratif.

Conformément à l'article 2 du décret 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, la mise à disposition s'effectue à titre onéreux.

Montpellier Méditerranée Métropole rembourse à la Ville de Montpellier la rémunération de l'agent mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la mise à disposition de cet agent de catégorie C de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet convention MAD

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-169480-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI, Clothilde OLLIER

**Mise à disposition d'un agent de catégorie B de la Ville de Montpellier auprès de
Montpellier Méditerranée Métropole - Approbation**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

L'article L.512-2 du Code de la sécurité intérieure prévoit que le Président d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre peut recruter, à son initiative ou à la demande des maires de plusieurs communes membres, des agents de police municipale.

Par délibération n°M2021-205 du 7 juin 2021, Montpellier Méditerranée Métropole a approuvé par délibération la création de la Police Métropolitaine des Transports en commun. A la suite de cette création, la Ville de Montpellier met à la disposition de Montpellier Méditerranée Métropole un agent de catégorie B, relevant du cadre d'emplois des Chefs de Service de Police Municipale.

Cet agent sera mis à disposition, à temps complet, de Montpellier Méditerranée Métropole au sein de la Direction des Mobilités, à compter du 1^{er} octobre et pour une durée de 1 an. Il exercera les fonctions de préfigurateur pour la mise en place d'un service de police métropolitaine des transports.

Conformément à l'article 2 du décret n°2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux, ces mises à disposition s'effectueront à titre onéreux. Montpellier Méditerranée Métropole remboursera à la Ville de Montpellier la rémunération des agents mis à disposition, ainsi que les cotisations et contributions afférentes.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition de cet agent de la Ville de Montpellier auprès de Montpellier Méditerranée Métropole ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Projet de convention.docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-168359-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Ressources humaines et
dialogue social**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÉCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTON, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÉCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI, Clothilde OLLIER

**Conventionnement avec l'Etat pour le recrutement d'un Adulte-Relais -
Approbation du renouvellement - Autorisation de signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Par convention signée le 28 avril 2000, une Maison de Justice et du Droit sur le territoire de la Ville de Montpellier et de Montpellier Méditerranée Métropole a été créée.

La Maison de la Justice et du droit a pour objet d'assurer une présence judiciaire de proximité et concourt à la prévention de la délinquance, à l'aide aux victimes et à l'accès au droit. Les mesures alternatives de traitement pénal et les actions tendant à la résolution amiable des litiges peuvent s'y exercer.

La mission d'accueil, d'aide et d'information du justiciable ainsi que les actions tendant à la résolution amiable des litiges visent notamment à offrir aux habitants de Montpellier et en particulier aux plus démunis d'entre eux, les moyens de se repérer dans les circuits administratifs et judiciaires, à faciliter leur accès au droit et à leur apporter un soutien matériel, moral et juridique immédiat.

Au fonctionnement de cette structure, un poste d'agent d'accueil et de médiation a été financé dans le cadre d'une convention « Contrat Adultes Relais » avec les services de l'Etat pour une période de 3 ans. Celui-ci arrive à terme au 30 novembre 2021.

Il convient dès lors de renouveler cette convention pour une durée de 3 ans renouvelable et de permettre le recrutement d'un agent d'accueil et de médiation, auprès du service du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance, qui participera plus particulièrement aux missions d'accueil de cette Maison de la Justice et du Droit.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le renouvellement de la convention permettant le recrutement d'un agent d'accueil et de médiation, auprès du service du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance ;
- De dire que les dépenses et recettes correspondantes sont inscrites au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-167213-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 21 septembre 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Finances

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris
BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-
MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël
DELAFOSSÉ, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX,
Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara
HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha
MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie
MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine
RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles
SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge
GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à
Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant
donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER
ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle
URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI

Convention de groupement de commandes entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les communes de Castelnau-le-Lez, Jacou, Pignan, Montferrier-sur-Lez, Clapiers et Villeneuve-lès- Maguelone - Achat de quincaillerie, visserie et échelles - Autorisation de signature

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Dans un souci d'économies, il apparaît pertinent de conclure un groupement de commandes entre la Ville de
Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les communes de Castelnau-
le-Lez, Jacou, Pignan, Montferrier-sur-Lez, Villeneuve-lès- Maguelone et Clapiers pour des achats de
quincaillerie, visserie et échelles, et ce conformément aux modalités définies dans le cadre de la convention.
La Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement et, à ce titre, est notamment chargée de
l'ensemble de la procédure de passation, y compris signature et notification du ou des marchés à intervenir.
La commission d'appel d'offres du groupement sera celle du coordonnateur, chaque membre du groupement
s'assurant de l'exécution du marché pour ce qui le concerne.

La procédure de mise en concurrence implique le lancement d'un appel d'offres ouvert pour la conclusion
d'accords-cadres à bons de commande, pour une période initiale d'exécution d'un an reconductible
tacitement 3 fois une année. Concernant la Ville de Montpellier l'estimation du besoin annuel s'élève
à 200 000 € HT réparti sur plusieurs lots. Les montants globaux pour tous les participants sont les suivants :

Communes	Montants annuels en € HT
----------	--------------------------

Montpellier	200 000
Montpellier Méditerranée Métropole	30 000
CCAS de Montpellier	8 000
Castelnau-le-Lez	20 000
Jacou	6 000
Pignan	15 000
Montferrier-sur-Lez	15 000
Clapiers	15 000
Villeneuve-lès-Maguelone	15 000

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la signature de la convention de groupement de commandes, entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole, le CCAS de Montpellier et les communes de Castelnau-le-Lez, Jacou, Pignan, Montferrier-sur-Lez et Clapiers, convention aux termes de laquelle la Ville de Montpellier est désignée coordonnateur du groupement, et prévoit notamment que le coordonnateur sera chargé de la signature des marchés, et d'intervenir au nom et pour le compte de l'ensemble des membres du groupement ;
- D'autoriser le prélèvement des dépenses correspondantes de la Ville de Montpellier sur les budgets de fonctionnement et investissement de la Ville ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention

Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**SERVICES A LA POPULATION ET COHESION
SOCIALE**

**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Vie associative et Maisons
pour Tous**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Serge GUISEPPIN, Mustapha LAOUKIRI, Fatma NAKIB, Bernard TRAVIER

**Agrément "Centre Social" des Maisons pour Tous - Convention entre la Caisse
d'Allocations Familiales (CAF) et les Maisons pour Tous Paul-Emile-Victor et
François-Villon - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

La Ville de Montpellier souhaite renforcer l'action sociale sur les quartiers. Dans ce cadre, le Conseil municipal a précisé le fonctionnement des Maisons pour Tous par délibération du 29 mai 2015, qui renforce la possibilité d'accueil d'activités de proximité ouvertes à tous les publics. Dans les quartiers prioritaires, cette volonté doit être accentuée par des actions visant à réduire les inégalités et à accompagner les habitants par des dispositifs en direction des enfants, des jeunes et des familles.

Après les quartiers Pas du Loup et la Maison Pour Tous Michel-Colucci, Gély et la Maison Albertine-Sarrazin, Près d'Arènes et la Maison pour Tous L'Escoutaire, Mosson et la Maison pour Tous Georges-Brassens, Aiguelongue et la Maison pour Tous Albert-Dubout, le quartier des Cévennes, situé lui aussi dans les quartiers de la Politique de la Ville qui a été choisi pour expérimenter cette nouvelle politique sociale de proximité avec les Maisons pour Tous Paul-Emile-Victor et François-Villon.

Les Maisons pour Tous Paul-Emile-Victor et François-Villon ont présenté un projet spécifique précisant la stratégie et les moyens pour répondre aux orientations nécessaires à l'obtention d'un agrément « Centre Social » délivré par la Caisse d'Allocations Familiales.

Ainsi les deux structures ont développé une méthode de travail participatif avec les usagers et les acteurs du

territoire pour renforcer :

- Leur mission d'accueil, de services et d'écoute en direction des habitants ;
- Leur intervention dans le domaine du soutien à la parentalité et aux familles ;
- Leur action en faveur du lien social.

Ce projet a reçu un avis favorable et doit désormais faire l'objet de la signature d'une convention avec la Caisse d'Allocations Familiales pour l'accompagnement de la Maison pour Tous et son agrément.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des conventions entre les Maisons pour Tous Paul-Emile-Victor et François-Villon et la Caisse d'Allocations Familiales ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-168351-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 21 septembre 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville éducative et réussite scolaire

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohamed ALTRAD, Serge GUISEPPIN, Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER

Cité Educative Mosson Montpellier - Plan d'actions 2021 - Approbation

Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, rapporte :

Initié nationalement, le programme des Cités Educatives vise à créer des « territoires à haute qualité éducative », grâce à une meilleure coordination des acteurs et des dispositifs, autour de trois axes :

- Axe 1 : Conforter le rôle de l'école pour garantir la réussite des élèves ;
- Axe 2 : Promouvoir la continuité éducative en lien avec les parents ;
- Axe 3 : Ouvrir le champ des possibles (avenir et insertion).

Prévue par la délibération du 18 juillet 2019 et précisée par la convention triennale du 6 mai 2020 adoptée par la Ville de Montpellier, la Préfecture et l'Education Nationale, la Cité Educative Mosson-Montpellier bénéficie de 1,2 M€ de crédits dédiés par l'Etat, sur 3 ans, soit 400 K€ par an.

Rappel des actions menées en 2020 :

Le plan d'actions 2020 adopté par les délibérations des 5 octobre et 30 novembre 2020 a mobilisé 400 000 € de crédits Cité Educative et 120 865 € de crédits municipaux. Il comprenait 20 actions « structurantes » portées par les institutions partenaires et 40 projets associatifs

La crise sanitaire n'ayant pas permis de réaliser les actions collectives de grande ampleur prévues pour lancer le projet, les actions se sont déployées dans les structures de proximité (établissements d'enseignement, Maisons Pour Tous et locaux associatifs) jusqu'en juin 2021.

Le plan d'actions 2021 :

Le Comité de Pilotage associant la Ville, la Préfecture et le Rectorat ainsi que des représentants du Conseil Départemental, du Conseil Régional et de la Caisse d'Allocations Familiales a fixé le 24 novembre 2020 les orientations pour 2021.

Il s'agit de renforcer l'impact et la visibilité des actions, en structurant l'organisation, en recentrant les actions institutionnelles et encourageant la participation des acteurs du quartier et la création d'une culture commune autour des valeurs de la République et de la laïcité.

Renforcer l'organisation

Un poste de chef de projet sera créé dans les effectifs municipaux, avec un contrat de projet annuel renouvelable. Pour 2021-2022, la Cité Educative assurera un co-financement à hauteur de 80 %, soit 59 200 €, sur la dotation politique de la ville, avec un reste à charge pour la collectivité estimé à 14 800 €. Il assurera l'accompagnement et la coordination opérationnelle des projets, incarnera la présence opérationnelle de la Cité Educative dans le quartier et veillera à la communication des projets Cité Educative.

Parallèlement, un médiateur est recruté sur un poste d'adulte relai et positionné auprès du Chef de file de la Cité Educative, principal du collège des Garrigues.

L'organisation est complétée par un processus d'évaluation externe associant les organismes Pluricité et Villes et Territoires. Pour 2021 le coût de l'évaluation s'élève à 9 130 €, dont 50 % (4565 €) à la charge de la Ville et 50 % sur les crédits Cité Educative.

Recentrer le plan d'actions institutionnelles autour d'axes structurants

Au regard des besoins identifiés dans le quartier et des actions menées en 2020, le plan d'action 2021 met l'accent sur l'accompagnement des plus fragiles pour favoriser la réussite des enfants et des jeunes, sur la parentalité, sur l'accès au numérique et sur l'amélioration de l'orientation et l'insertion professionnelle. La mobilisation des acteurs du quartier et le renforcement des valeurs de la République sont privilégiés.

Sur cette base l'Education Nationale resserre son action sur les projets suivants :

- Dépistage précoce des difficultés psycho-sociales et des troubles d'apprentissage des élèves et sensibilisation aux risques engendrés par les réseaux sociaux ;
- Actions à destination des parents au travers du dispositif « devoirs avec les parents en classe » et par un accompagnement des parents à l'école pour la réussite des enfants ;
- « Tab Lab », formation des parents d'élèves au numérique avec le soutien de services civiques ;
- Scolarisation des élèves allophones nouvellement arrivés et l'accompagnement des élèves non scolarisés antérieurement.

Pour l'ensemble de ces actions il est prévu une participation de la CE à hauteur de 107 500 €.

Pour les collectivités (Ville, Métropole et CCAS), les priorités sont :

- Prévenir le décrochage scolaire, dans et hors l'école, grâce à une plate-forme de prévention du décrochage (CCAS) ;
- Encourager l'égalité filles-garçons et lutter contre les violences sexistes avec une action de sensibilisation au consentement destinée à tous les élèves de quatrième (Cohésion sociale) ;
- Favoriser la réussite par l'accès à la culture et à la pratique artistique en augmentant le nombre de projets artistiques et culturels dans les écoles et en améliorant leur impact par des « petites résidences » d'artistes étendues aux temps périscolaires, en cohérence avec le Plan Mercredi (Education) ;
- Faciliter l'orientation, la découverte des métiers et des entreprises et l'insertion professionnelle avec l'action « Passerelle école entreprise » (Métropole).

Ces actions mobilisent une participation de la CE de 104 500 € avec un cofinancement de la collectivité de 29 000 €.

Créer une culture commune autour des Valeurs de la République et de la Laïcité

La Cité Educative prévoit d'associer les acteurs du quartier. Plusieurs actions ont été menées en 2020-2021 pour entendre la voix des habitants et des acteurs intervenant dans le quartier.

Pour consulter les enfants et les jeunes, premiers concernés par la Cité Educative, la Ville s'est appuyée sur l'expertise de l'UNICEF qui a ciblé sur le quartier sa consultation annuelle des 6 - 18 ans. 400 enfants et jeunes ont répondu à l'enquête menée par les bénévoles de l'UNICEF sur les sujets de l'éducation, des loisirs, de la santé et de la vie quotidienne. Les résultats sont en cours d'analyse par l'UNICEF et seront disponibles à l'automne. Pour cette action, la ville est sollicitée à hauteur de 2 750 €.

Une étude sociologique est menée par Rémi Lemaitre pour « connaître et comprendre » les positionnements et les attentes sur la réussite scolaire. Il s'agit d'identifier les conditions du faire société et les représentations de l'école et d'une vie réussie. Réalisée auprès des professionnels de l'éducation du quartier, enseignants et agents municipaux, des acteurs associatifs et des parents d'élèves la première phase est en cours de finalisation. Pour 2021-2022 l'accent sera mis sur « agir » pour développer un sentiment d'appartenance à un collectif autour d'objectifs de réussite éducative partagés.

En 2021, une formation commune pour créer et renforcer une culture commune autour des Valeurs de la République et de la laïcité sera proposée aux acteurs du quartier, enseignants, agents territoriaux (municipaux en primaire, départementaux et régionaux en secondaire), porteurs de projets associatifs et parents. Des ateliers, animés par des formateurs agréés et supervisés par l'Etat, permettront aux participants de confronter leurs pratiques professionnelles et d'acquérir ensemble des repères historiques et des références juridiques de base sur les valeurs de la République et le principe de laïcité.

Soutenir et encourager la participation des acteurs du quartier

Un « collectif Cité Educative » réunissant les porteurs de projets associatifs est animé par PSL 34 et IPEICC. Il s'agit de favoriser les mutualisations et les actions communes et de lever les éventuels obstacles. Une valorisation des projets, réalisés et prévus, sera organisée à la rentrée avec les associations, les partenaires institutionnels et les familles.

L'appel à propositions 2021 met l'accent sur les priorités identifiées : la promotion des valeurs de la République et de la laïcité ; la réussite scolaire et l'éducation pour tous ; la co-éducation ; le soutien à la parentalité et l'inclusion numérique ; la formation, l'apprentissage, l'orientation et l'insertion au service de l'ambition socio professionnelle des jeunes. La part de budget Cité éducative affectée à l'appel à propositions 2021 est augmentée de 35 % par rapport à 2020 et atteint 135 000 €.

Sur les 76 propositions enregistrées, 28 projets ont été présentés par les services de l'Etat et les partenaires institutionnels pour bénéficier de financements par la Cité Educative. Sur la base de ces co-financements, des subventions municipales sont sollicitées pour les projets suivants :

Association	Projet	Subvention
Association de la Fondation Etudiante pour la Ville AFEV	Ambassadeurs du livre à la Mosson	1 000 €
Associations Génération Solidaire et Citoyenne GSC	Soyons tous acteurs de la réussite éducative	2 000 €
Association Halte Pouce	Favoriser l'inclusion des enfants en situation de handicap	1 000 €
BGE Montpellier Cœur d'Herault	Je découvre l'entreprise	1 000 €
CPIE APIEU Territoires de Montpellier	Découverte des métiers de l'environnement pour les collégiens	1 000 €
Ecole Élémentaire Roosevelt	L'école dehors	1 000 €
Ecole Élémentaire Sedar Senghor	La Romanité	169 €
IPEICC	Soutien projets associatifs	3 000 €
JITA KYOEI JUDO 34	De l'école à l'Université	1 000 €
Association Esprit Libre	Je butine mon premier livre	500 €

Montpellier Basket Mosson	Basket	1 000 €
Moho	Devenir philosophe	1 000 €
Mot'son	Numérisons	1 000 €
Les Petits Débrouillards	Explorateurs de sciences	500 €
Les Petits Débrouillards	Fab Lab	1 000 €
PSL 34	Dynamique de concertation inter associative	3 000 €
Rebonds !	Education Insertion	1 000 €
SCIC Tropisme	Parcours de découverte des industries culturelles et créatives	1 000 €
SEVE Savoir Etre et Vivre Ensemble	Rendre la lecture plus attractive	1 000 €
Tin Hinan	Le collège de mon ado, mode d'emploi	500 €
UFOLEP 34	Café social	3 000 €
UFOLEP 34	Sports pour tous	3 000 €
Unis-Cités Hérault	Pour un parcours d'accompagnement inclusif des jeunes en service civique	1 000 €
TOTAL		29 669 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De prévoir la mise en œuvre du plan d'actions 2021 dans les conditions prévues par la Convention Cadre Triennale et dans le respect de la Charte des Valeurs partagées ;
- D'autoriser les dépenses et les recettes telles que prévues au plan d'actions 2021 ;
- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des lettres d'engagement et de prélever ces sommes sur les crédits ouverts au budget pour l'exercice 2021 pour un montant total de 29 669 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 58 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION.

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 21 septembre 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Petite enfance et enfant dans la Ville

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Serge GUISEPPIN, Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER

Nouvelle dénomination de la crèche municipale Heidelberg - Approbation

Madame Tasnine AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Le développement de nouvelles places de crèches constitue un objectif majeur car il contribue à répondre aux besoins de la population en croissance de la Ville, aux enjeux de cohésion sociale et à l'attractivité du territoire.

C'est dans ce contexte que la Ville a entrepris la construction d'une nouvelle crèche située au sein de la ZAC Rive Gauche du quartier Port Marianne. Cet établissement d'accueil du jeune enfant offrira une capacité de 72 places d'accueil collectif pour des enfants âgés de 2 mois et demi à 4 ans ou moins de 6 ans en accueil périscolaire. Son ouverture est prévue en septembre 2022.

Dans le cadre d'un accord entre les Villes d'Heidelberg et de Montpellier, le Conseil municipal a autorisé, par délibération du 18 mai 2017, la dénomination « *Heidelberg* » de ce futur établissement. Le jumelage avec la Ville d'Heidelberg est en effet l'un des plus anciens de la Ville de Montpellier. L'objectif de cet accord est de développer des échanges dans les domaines universitaires, culturels, sportifs, économiques et urbanistiques.

Néanmoins, ce nom ayant déjà été attribué à une école élémentaire de la commune, il est proposé de distinguer cette future crèche en la renommant. Ainsi, à la suite d'une nouvelle concertation, la Ville d'Heidelberg a proposé le nom « *Liselotte* » à la mémoire de Liselotte DE LA PALATINATE (Liselotte VON DER PFALZ), née au château d'Heidelberg en 1652 et morte en 1722 au château de Saint-Cloud. Par son mariage avec le Duc Philippe d'Orléans, Liselotte était la belle-sœur du roi Louis XIV. Ses correspondances, qui peignent un portrait sans fard de la vie à la Cour française, sont un objet littéraire marquant de son temps.

Par la réalisation de ce projet, la Ville de Montpellier démontre encore une fois son attachement à la Ville de Heidelberg.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'abroger la dénomination « *Heidelberg* » autorisée par le Conseil municipal du 18 mai 2017 et d'autoriser la nouvelle dénomination « *Liselotte* » pour la future crèche municipale située dans la ZAC Rive Gauche ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 59 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

Mme Clare HART.

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
034-213401722-20210921-166133-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse

Présents :

Tasnimé AKBARALY, Georges ARDISON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clarc HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER

**La Boussole des Jeunes - Charte de partenariat entre la Ville de Montpellier et le
Centre Régional Information Jeunesse (CRIJ) Occitanie - Autorisation de
signature**

Madame Clara GIMENEZ, Conseillère municipale, rapporte :

La Boussole des Jeunes est une nouvelle plateforme numérique d'information à destination des 15-30 ans qui entend recenser et expliciter les services localement mobilisables sur leur territoire en répondant notamment à leurs besoins en termes d'insertion, d'emploi et de logement. Elle facilite la mise en relation entre les professionnels et le jeune.

Cet outil national, impulsé par le Ministère en charge de la Jeunesse, est en cours de déploiement sur le territoire national, la Direction de la Jeunesse, de l'Éducation Populaire et de la Vie associative (DJEPVA) rattachée au Ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports étant en charge d'expérimenter et de déployer ce service depuis 2017. Actuellement mis en place dans une vingtaine de territoires et dans quatre thématiques (Emploi, Formation, Logement, Santé), la Boussole ambitionne d'investir chaque année de nouveaux territoires et de nouvelles thématiques.

En 2021, trois nouvelles Boussoles y verront le jour : Toulouse, Sicoval et Montpellier Méditerranée Métropole.

Sur le Département de l'Hérault, l'échelle de Montpellier Méditerranée Métropole a été retenue dans un premier temps pour un élargissement à plusieurs cantons héraultais dans un second temps. Au niveau des thématiques, les deux axes retenus dans une première phase sont le Logement et l'Emploi/Insertion. Dans un second temps, les thématiques Santé et Engagement citoyen puis Culture et Sport pourraient venir compléter l'expérimentation.

Le Centre Régional Information Jeunesse (CRIJ) Occitanie s'est vu confier le rôle de structure porteuse de l'animation territoriale sur le Département, la Direction Départementale de la Cohésion Sociale étant quant à elle garante de la cohérence du déploiement et de l'ancrage local du dispositif.

Les collectivités, Ville de Montpellier et Métropole, ainsi que le Département et les associations et institutions (CAF, MLJ3M, Pôle emploi, ARS, CROUS...) sont appelés à s'engager dans le déploiement de ce dispositif.

Pour la première année de vie de la Boussole des jeunes, cette dernière est autofinancée par le CRIJ. Son développement futur est conditionné à la construction d'un modèle économique pérenne avec l'ensemble de ses partenaires.

La Boussole des Jeunes Montpellier Méditerranée Métropole sera lancée fin septembre avec deux thématiques prioritaires : le logement et l'emploi.

Pour être partenaire de la Boussole des Jeunes, il existe deux formats d'implication :

- Être partenaire ambassadeur c'est participer à la communication et au développement de la Boussole des Jeunes sur le territoire et participer aux groupes de travail thématiques ;
- Être partenaire professionnel c'est assurer le traitement de la demande du jeune, une présence sur le back office et s'intégrer dans un annuaire commun de la Boussole des Jeunes

Le CRIJ Occitanie et la DDCS sollicitent la Ville de Montpellier tout comme Montpellier Méditerranée Métropole au titre de partenaire ambassadeur pour participer à la promotion et à la communication autour de la Boussole des Jeunes, notamment lors de l'inauguration, soit septembre 2021.

Ce partenariat sera axé sur la communication via les moyens de communication de la Ville de Montpellier et de la Métropole par le biais de canaux habituels (affichages, flyers, réseaux sociaux, sites internet). Il donnera une meilleure visibilité auprès du public (jeunes, parents, proches, accompagnateurs) et des professionnels du territoire.

Pour s'inscrire en tant qu'acteur dans la Boussole, la signature d'une charte d'engagement préalable est obligatoire. L'adhésion à la présente charte engage ses signataires pour une durée d'un an renouvelable par tacite reconduction.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le partenariat avec La Boussole des Jeunes et la charte d'engagement correspondante ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 2 voix

Mme Nadia AKIL, Mme Véronique BRUNET.

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Charte Ambassadeurs Montpellier.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-169858-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Jeunesse

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER

**Modification du Règlement Intérieur du Conseil Montpellierain de la Jeunesse
(CMJ) - Approbation**

Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire, rapporte :

Créé par délibération du Conseil municipal en date du 17 novembre 2008, le Conseil Montpellierain de la Jeunesse (CMJ) est une instance de concertation mise en place pour favoriser le dialogue citoyen avec les jeunes de 16 à 29 ans, qui a été renouvelé en février 2021. La présidence de l'instance est confiée au Maire ou à l'Adjoint délégué à la Jeunesse.

Dans le cadre de ce renouvellement, un nouveau Règlement Intérieur du CMJ a été adopté par délibération du Conseil municipal en date du 5 octobre 2020. Pour donner une dimension paritaire à cette instance, il a fixé le nombre des membres à 64 : 32 femmes et 32 hommes. Les articles du Règlement Intérieur notamment relatifs à la candidature, au mode de désignation et au fonctionnement du Bureau et de l'Assemblée Plénière ont été modifiés dans ce sens.

Cependant, le CMJ a pour mission d'éclairer l'action de la Municipalité et s'inscrit aussi dans une politique globale de participation des citoyens à la vie de la Cité. Suite à un travail coopératif mené avec les membres du CMJ, il est ainsi proposé d'améliorer et compléter l'article 1 du Règlement Intérieur « Rôle et missions » comme suit :

- Le CMJ transmet au Maire et au Conseil municipal des avis et propositions relatives aux politiques mises en œuvre par la Municipalité ;
- Le CMJ élabore et met en œuvre des projets collectifs ;

-
- Le CMJ peut être consulté par le Maire, ses Adjoints, et les élus sur tout projet municipal et de Métropole ;
- Le CMJ peut être sollicité par la Ville comme partenaire dans la réalisation de projets municipaux ;
- Le CMJ, peut, à sa demande bénéficier, de formations et d'échanges qui aideront l'instance à mieux appréhender le fonctionnement des collectivités et s'informer sur les thématiques et politiques publiques ;
- Le CMJ souhaite se faire le relais des besoins et attentes des jeunes ;
- Le CMJ est un conseil consultatif non partisan. Les membres du CMJ ne sont pas appelés à s'exprimer pour porter la ligne d'un parti ou d'un mouvement politique, ils s'expriment et agissent en leur nom propre, en toute liberté de conscience. Les participants sont libres de partager leurs avis personnels et leurs conceptions, dans une dynamique d'ouverture et de respect.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes du nouveau Règlement Intérieur du Conseil Montpellierain de la Jeunesse ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Règlement Intérieur CMJ .docx

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-165123-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Emploi et création
d'entreprises**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikél SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER

**Dotation politique de la Ville 2021 - Convention d'attribution de subvention entre
l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier -
Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Par courrier en date du 10 mai 2021, Monsieur le Préfet de l'Hérault a informé Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole de l'attribution pour l'année 2021 d'une Dotation Politique de la Ville (DPV) d'un montant de 4 757 292 € (identique à celle de 2020).

Ces crédits font l'objet d'une convention actant la répartition de la dotation, et signée par l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier.

Le tableau ci-dessous récapitule les projets qui, comme l'exigent la circulaire et la notification de Monsieur le Préfet, répondent aux objectifs, axes stratégiques et programmes opérationnels définis et inscrits dans le Contrat de ville de Montpellier Méditerranée Métropole. Les équipements et actions présentés au titre de la DPV se situent dans le périmètre des 12 quartiers prioritaires politique de la ville, mais également des zones à la périphérie de ceux-ci, dès lors que, conformément à la logique des quartiers vécus, ces équipements et actions profitent aux habitants des quartiers politique de la ville.

Intitulé du projet	Quartier	Maître d'ouvrage	Date démarrage	Date fin	Coût prév. HT	Part DPV (%)	Montant DPV
Opérations à maîtrise d'ouvrage Métropole							
<i>Investissement</i>							
Maison de projet ANRU2 Oévennes (acquisition et travaux)	Oévennes	SA3M	juil-21	oct-21	535 000 €	49,57%	265 200 €
Démolition de la Maison de quartier Chabrol	Oévennes	SA3M	Fin 2021	Fin 2021	110 000 €	80%	88 000 €
Aménagements aux abords du Rieutord	Mosson	Métropole (Dahpar)	Fin 2021	1er trim 2022	400 000 €	80%	320 000 €
Aménagement des espaces extérieurs cité Gély	Gély	Métropole (Pep's)	Fin 2022	1er sem 2023	600 000 €	80%	480 000 €
Aménagement de la place Maynard - Abords du Théâtre de la Vista (ancienne chapelle)	Gély	Métropole (Pep's)	1er sem 2022	1er sem 2023	600 000 €	80%	480 000 €
Aménagement du bas de la rue Ronsard - Cité Gély	Gély	Métropole (Pep's)	1er sem 2022	fin 2022	100 000 €	80%	80 000 €
Fermature et réaménagement d'une partie de l'avenue de l'Europe sud Sécurisation des cheminements piétons rue Yves Montand	Mosson	Métropole (Pep's)	2e sem 2022	Fin 2023	400 000 €	80%	320 000 €
Micro folies	Mosson	Métropole (culture)	déo-21	déo-22	94 000 €	80%	75 200 €
Sous-total Métropole					2 839 000 €		2 108 400 €
Opérations à maîtrise d'ouvrage Ville							
<i>Investissement</i>							
Ecole Smeron 2ème tranche	Lemasson	Ville (éducation)	Fin juin 2021	fin Aout 2021	131 000 €	80%	104 800 €
Ecole Surcouf (réfection des sanitaires)	Croix d'Argent	Ville (éducation)	juil-21	Aout 2021	82 000 €	80%	65 600 €
Ecole Marc Bloch (réfection des sanitaires)	Hauts de Massane	Ville (éducation)	juil-21	Aout 2021	70 000 €	80%	56 000 €
Rénovation d'une section sur la crèche Françoise DOLTO	Pas du Loup Val de Croze	Ville (enfance)	Fin juin 2021	Fin aout 2021	128 333 €	80%	102 666 €
Aménagement du parc des PASTOURELLES	Pompignane	Ville (enfance)	sept-21	mars-22	16 000 €	80%	12 800 €
Aménagement de la base nautique du lac des garrigues	Hauts de Massane	Ville (sports)	juil-21	juin-22	630 000 €	80%	504 000 €
Réhabilitation terrains de tennis des Garrigues	Hauts de Massane	Ville (sports)	Aout 2021	oct-21	245 000 €	80%	196 000 €
Réhabilitation du palais des sports de Coubertin	Hauts de Massane	Ville (sports)	janv-23	déo-23	4 300 000 €	22,30%	959 026 €
Rénovation aire de jeux Parc Brassens	Hauts de Massane	Ville (DFB)	1er sem 2022	1er sem 2022	90 000 €	80%	72 000 €
Rénovation aire de jeux Square des Gémeaux	Mosson	Ville (DFB)	1er sem 2022	1er sem 2022	70 000 €	80%	56 000 €
Rénovation du bassin de la fontaine Sophie Desmarests	Mosson	Ville (DFB)	1er sem 2022	1er sem 2022	120 000 €	80%	96 000 €
Parc du Rieutord – création d'une aire de jeux inclusive	Mosson	Ville (DFB)	2ème sem 2022	2ème sem 2022	100 000 €	80%	80 000 €
Jardin partagé Tibériade - Tourmezy	Tourmezy	Ville (DFB)	Fin 2022	Fin 2022	20 000 €	80%	16 000 €
Parc Saint Martin - Aire de jeux	Saint Martin	Ville (DFB)	1er sem 2022	1er sem 2022	100 000 €	80%	80 000 €
Aire de jeux, Colline de Las Rebes	Oévennes	Ville (DFB)	Sept. 2021	Oct. 2021	60 000 €	80%	48 000 €
Construction d'un Street work Out Jouanique	Oévennes	Ville (sports)	sept-21	oct-21	26 000 €	80%	20 800 €
<i>Fonctionnement</i>							
Observatoire des discriminations	Tous QPV	Ville (cohésion sociale)	déo-21	déo-22	60 000 €	80%	48 000 €
Poste coordinateur équipe de médiation sociale Ville	Mosson	Ville (CLSPD)	4ème trim 2021	Fin 2022	60 000 €	80%	48 000 €
Fonctionnement équipe médiation sociale Ville	Mosson	Ville (CLSPD)	4ème trim 2021	Fin 2022	48 000 €	50%	24 000 €
Poste coordinateur cité éducative	Mosson	Ville (Education)	déo-21	déo-22	74 000 €	80%	59 200 €
Sous-total Ville					6 430 333 €		2 648 892 €
Total général					9 269 333 €		4 757 292 €
Montant total DPV 2021							4 757 292 €

La programmation 2021 présente les caractéristiques suivantes :

- 8 quartiers sur 12 sont concernés par au moins un projet ;
- 2,108 M€ sont attribués à la Métropole pour le financement de 8 projets et 2,648 M€ à la Ville de Montpellier pour le financement de 20 projets dont 4 en fonctionnement ;
- Le taux de subventionnement sur la globalité s'élève à près de 50 % du montant total des dépenses ;
- Le montant total des subventions proposées pour des dossiers de fonctionnement s'élève à moins de 4 % ;
- 32% de l'enveloppe est affecté à 4 équipements sportifs (gymnase Pierre de Coubertin, aménagement de la base nautique du lac des garrigues, réhabilitation des terrains de tennis des garrigues et construction d'un street work out aux Cévennes) ;
- 18 % de l'enveloppe est affecté à des aménagements / équipements de proximité (6 quartiers concernés) ;
- Des travaux de réhabilitation d'écoles sont inscrits ;
- Au titre des projets liés au NPNRU, la maison de projet des Cévennes, la démolition de la maison de quartier Chabrol et l'aménagement des abords du Rieutord sont programmés ;
- Pour parachever les projets du PRU1, est également inscrit l'aménagement des espaces extérieurs de la cité Gély (27 % de l'enveloppe) ;
- La micro-folie, le cofinancement du poste de coordonnateur de la cité éducative et celui pour l'équipe de médiation sociale ainsi qu'un observatoire des discriminations figurent aussi dans la programmation proposée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la répartition de la dotation politique de la ville 2021 telle que détaillée ci-dessus ;
- D'approuver le projet de convention d'attribution de subventions au titre de la dotation politique de la ville 2021, entre l'Etat, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-168618-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Vie associative et Maisons
pour Tous**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI, Bernard TRAVIER

**Gratuité de la carte des Maisons Pour Tous pour les bénéficiaires du Pass Culture
- Approbation**

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

Les Maisons Pour Tous de Montpellier proposent environ 600 activités dans des domaines variés : activités artistiques, sportives, culturelles, scientifiques, cours de langue, etc.

L'ensemble des tarifs applicables a fait l'objet d'une délibération (n°V2020-290 du 14 décembre 2020) effective au 1^{er} janvier 2021.

Aux termes de cette délibération lors de l'inscription dans les Maisons Pour Tous, une carte nominative, unique pour l'ensemble des Maisons Pour Tous, sera délivrée pour accéder aux activités des Maisons Pour Tous encadrées par les animateurs de la Ville de Montpellier ou par les associations partenaires dans le cadre du programme régulier et ponctuel. Le tarif de cette carte d'abonnement est de 7 € pour les adultes et de 3,50 € enfant (moins de 18 ans).

Souhaitant participer à la mise en œuvre de ce dispositif dans les quartiers de la Ville de Montpellier en tant qu'acteur culturel de proximité, il est proposé que les bénéficiaires du pass Culture soient exonérés de la carte d'inscription. Le dispositif du pass Culture offre aux jeunes âgés de 18 ans un compte personnel crédité d'une somme de 300 €, afin d'accéder, aux offres culturelles de proximité, portées notamment par les Maisons Pour Tous.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver la demande de gratuité de la carte d'abonnement aux Maisons Pour Tous pour les bénéficiaires du dispositif pass Culture ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-168356-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Vie associative et Maisons
pour Tous**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI, Catherine RIBOT, Bernard TRAVIER

Mise à disposition de salles dans les Maisons pour tous - Approbation

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

Le Conseil municipal du 29 septembre 2015 a validé le projet des Maisons Pour Tous qui implique aussi l'occupation du domaine public des salles dans les Maisons Pour Tous par des associations. Les Maisons Pour tous de la Ville de Montpellier hébergent chaque année un nombre considérable d'associations. Il est proposé Conseil municipal de bien vouloir se prononcer sur les aspects financiers liés à ces occupations.

Le Code général de la propriété des personnes publiques prévoit que toute occupation du domaine public donne lieu au paiement d'une redevance. Le même texte prévoit cependant une exception en permettant que de telles occupations puissent être accordées gratuitement aux associations à but non lucratif qui concourent à la réalisation de projets dans un intérêt général. Cette occupation à titre gratuit constitue toutefois une redevance en nature qui doit être valorisée à ce titre tant dans les comptes de l'association que dans le budget de la Ville.

Dans ce cadre, il est donc proposé au Conseil municipal de se prononcer sur les associations bénéficiaires de cette gratuité.

Cette gratuité se justifie à plusieurs titres :

- L'investissement bénévole de l'association dans la vie du quartier ;
- L'objet humanitaire, caritatif, citoyen de l'association ou son caractère d'intérêt général ;
- La participation de l'association au projet de la Maison Pour Tous et à la vie du quartier.

Pour la saison 2021/2022, les Maisons Pour Tous de la Ville de Montpellier proposent donc d'ajouter aux précédentes validations la mise à disposition annuelle de salle à titre gratuit à 159 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 67 406 €, ainsi que la mise à disposition ponctuelle de salle à titre gratuit à 35 associations, pour un montant total de subvention en nature valorisable de 8 795 €.

Deux tableaux sont joints en annexe et décrivent le nom des associations bénéficiaires, le type de mise à disposition envisagée et le montant valorisable de celle-ci. Le montant de la subvention en nature est calculé en fonction des tarifs appliqués dans les Maisons Pour Tous, tels que votés lors du Conseil municipal du 14 décembre 2020.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les tableaux joints en annexe décrivant les associations bénéficiaires de mise à disposition de locaux à titre gratuit ;
- D'approuver les termes des conventions avec ces associations selon le cadre défini dans le projet d'orientation des Maisons actuellement en vigueur ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 45 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 16 voix

Mme Tasnime AKBARALY, Mme Nadia AKIL, M. Christian ASSAF, M. Christophe BOURDIN, Mme Véronique BRUNET, M. Michel CALVO, M. Sébastien COTE, M. Michaël DELAFOSSE, M. Mickaël DIORE, Mme Caroline DUFOIX, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, M. Charles SULTAN.

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Tableau_annuel CM 21 septembre 2021.pdf
- Tableau_ponctuel CM 21 septembre 2021.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Relation aux usagers

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Mustapha LAOUKIRI, Nicole MARIN-KHOURY, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Charles SULTAN

**Recensement de la Population 2022 - Création de postes d'agents recenseurs et
rémunération - Approbation**

Madame Radia TIKOUK, Adjointe au Maire, rapporte :

Le recensement permet non seulement de produire de nombreuses informations sociologiques et statistiques sur la population et les logements, et ainsi de mieux comprendre l'évolution de la commune, mais également de fixer le chiffre légal de population à partir duquel sont calculées, entre autres, les dotations allouées à la commune par l'Etat. Le dernier chiffre légal de population au 1^{er} janvier 2018, publié le 1^{er} janvier 2021, est de 293 410 habitants. Dorénavant, la population légale de la Ville de Montpellier est calculée et connue chaque année.

L'enquête de recensement est préparée et réalisée par la Ville de Montpellier en partenariat avec l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques (INSEE) qui organise et contrôle la collecte. Les opérations de collecte annuelle des données de recensement débuteront le jeudi 20 janvier 2022 et se termineront courant mars 2022, au retour définitif des informations collectées auprès de l'INSEE.

Le nombre de logements à recenser en 2022 étant estimé à environ 13 000. Aussi, il est prévu de créer un tableau des effectifs 70 postes d'agents recenseurs.

Les éléments constituant la rémunération des agents recenseurs :

1-La rémunération de la formation :

Ce n'est qu'à l'issue de la formation de deux demi-journées que les agents recenseurs pourront prétendre exercer leurs fonctions et être désignés en cette qualité par arrêté municipal. Il est proposé de rémunérer chaque demi-journée 30 €.

2- La rémunération de la tournée de reconnaissance :

Cette tournée consiste à repérer, confirmer ou rectifier le nombre de logements à chaque adresse à recenser. Compte tenu de l'importance de ce travail de repérage des logements durant une semaine, il est proposé de rémunérer la tournée de reconnaissance au tarif de 60 €. Dans le cas où le travail de l'agent recenseur serait partiellement réalisé, la tournée de reconnaissance serait rémunérée à hauteur de 30 €. Si ce travail n'est pas réalisé, il est proposé qu'il ne soit pas rémunéré et que l'agent soit remplacé.

3- La rémunération de la collecte :

◆ Le tarif de base des documents collectés par l'agent recenseur dans les termes de la délibération du 27 novembre 2003 :

- Feuille de Logement : 0,24 € ;
- Bulletin Individuel : 0,40 €.

◆ La prime de résultat : elle s'ajoute au tarif de base dans le cas où l'agent recenseur a effectué un travail satisfaisant. Il est proposé d'augmenter de 0,01 € le montant de la prime concernant la feuille de logement et le bulletin individuel, comme il est de coutume chaque année depuis la mise en place du recensement annuel de la population :

- Feuille de Logement : 1,45 € ;
- Bulletin Individuel : 1,43 €.

4- L'instauration d'une prime compensatoire :

Cette prime vise à compenser le taux d'occupation par logement plus faible dans certains quartiers. Cette situation implique un nombre de passages plus élevé par l'agent recenseur pour recenser les habitants, ainsi qu'une rémunération plus faible puisque celle-ci est fonction du nombre d'habitants par logement. Il est proposé que le montant de cette prime compensatoire soit de 100 €. Cette prime ne serait versée que si l'agent recenseur va au terme de sa mission et aux agents affectés à des quartiers au taux d'occupation moyen par logement inférieur à la moyenne de la ville.

5- L'instauration d'une indemnité de transports :

Lors de la campagne de recensement, l'agent recenseur est amené à se déplacer par ses propres moyens sur son secteur pouvant parfois être très vaste. Aussi, il est proposé d'instituer une indemnité de transports visant à compenser en partie les frais de déplacement et stationnement des agents à hauteur de 60 €. Cette prime ne serait versée que lorsque l'agent recenseur va au terme de sa mission.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider la création au tableau des effectifs du personnel communal de 70 postes d'agents recenseurs pendant la période correspondant aux opérations de recensement ;
- D'approuver les éléments constitutifs de la rémunération susvisée ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 53 voix

Contre : 2 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-165670-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Relation aux usagers

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Mustapha LAOUKIRI, Nicole MARIN-KHOURY, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Charles SULTAN

**Cimetières Saint Etienne et Métropolitain - Convention de livraison d'eau brute
non potable à la Ville de Montpellier - Avenants n°1 et n°2 - Autorisation de
signature**

Madame Radia TIKOUK, Adjointe au Maire, rapporte :

Par délibération n°2021-193 du Conseil de Métropole du 29 mars 2021, et conformément à la convention de gestion signée en date du 24 avril 2021 définissant les conditions dans lesquelles Montpellier Méditerranée Métropole a confié à la Ville de Montpellier la gestion du cimetière métropolitain situé à Montpellier sur le site de Grammont en prolongation du cimetière communal Saint Etienne, le service Administration des Cimetières de la Ville de Montpellier assure la gestion administrative et technique.

La Ville de Montpellier et BRL-Exploitation ont conclu une convention de livraison d'eau brute non potable nécessaire à la satisfaction des besoins de la Ville sur le cimetière Saint Etienne.

Les travaux du cimetière métropolitain entraînent un réaménagement du cimetière communal notamment par la création d'une conciergerie.

Ainsi, l'avenant n°1 a pour vocation d'intégrer le point d'eau brute dédié à l'irrigation de la partie nord du cimetière Saint Etienne. L'avenant n°2 a pour vocation d'intégrer le point d'eau brute dédié à l'irrigation du cimetière Métropolitain.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des avenants n°1 et n°2 à la convention de livraison d'eau brute non potable entre la Ville de Montpellier pour l'Administration des Cimetières et BRL-Exploitation ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer les avenants, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 54 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Christian ASSAF.

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de gestion cimetière métropolitain.pdf
- Convention livraison eau brute BRLe 2020.pdf
- Avenant n°1 à convention BRLe.pdf
- Avenant n°2 à convention BRLe.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-169467-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Relation aux usagers

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Nadia AKIL, Luc ALBERNHE, Véronique BRUNET, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Mustapha LAOUKIRI, Nicole MARIN-KHOURY, Catherine RIBOT, Séverine SAINT-MARTIN, Charles SULTAN

**Convention de mise à disposition par la Préfecture de l'Hérault d'un dispositif
mobile de recueil des données - Autorisation de signature**

Madame Radia TIKOUK, Adjointe au Maire, rapporte :

Le ministère de l'intérieur déploie une nouvelle carte nationale d'identité. La prise d'empreinte est désormais obligatoire pour toute demande de carte nationale d'identité.

Aussi, pour toute demande de carte nationale d'identité concernant une personne à mobilité réduite résidant sur le territoire de la commune de Montpellier, la Préfecture de l'Hérault met à disposition un dispositif mobile de recueil des données biométriques.

Cette procédure est strictement réservée aux personnes étant dans l'incapacité totale de se déplacer et justifiant d'un besoin impérieux de détenir une carte nationale d'identité.

Afin que la Ville de Montpellier puisse bénéficier de cette mise à disposition gracieuse, la signature d'une convention préalable est nécessaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition par la préfecture de l'Hérault d'un dispositif mobile de recueil des données ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 55 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention de mise à disposition

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-169449-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Santé

Présents :

Tasnim AKBARALY, Georges ARDISON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI, Fatma NAKIB

**Engagement de la Ville de Montpellier dans la lutte contre les cancers et les
facteurs de risques associés - Octobre rose et Mois sans Tabac - Attributions de
subventions - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature**

Madame Elodie BRUN-MANDON, Conseillère municipale, rapporte :

Avec plus de 150 000 décès par an, le cancer reste la première cause de décès prématuré avant 65 ans en France. Un homme sur deux et une femme sur trois seront touchés par un cancer avant 85 ans. Avec 380 000 nouveaux cas diagnostiqués annuellement, il est impératif d'agir sur les différents facteurs de risques (sédentarité, tabac, alcool, mauvaise alimentation) et de favoriser les actions de prévention et de dépistage.

Membre du Réseau Français des Villes Santé, riche d'une forte tradition médicale, la Ville de Montpellier, acteur de la prévention et de la promotion santé, s'engage autour de nombreuses problématiques de santé publique, prioritaires sur son territoire et notamment la lutte contre les cancers.

En effet, la Ville de Montpellier participe au développement des actions de sensibilisation et de promotion du dépistage du cancer du sein (Opération « Octobre rose », soutien de la course « La Montpellier Reine ») et du cancer colorectal (Opération « Mars bleu ») en relation avec de nombreux partenaires institutionnels et associatifs du territoire (Agence Régionale de Santé, Institut du Cancer de Montpellier, Ligue contre le cancer, CHU de Montpellier, Assurance Maladie ainsi que de nombreuses associations des quartiers prioritaires).

Ville active du Programme National Nutrition Santé, la Ville participe par ailleurs à la lutte contre les facteurs de risques des cancers avec la promotion de modes de vie actifs et sains. Les opérations « J'agis pour ma santé », « Moi(s) sans tabac », « Parcours du cœur » et les nombreuses manifestations sportives organisées sur son territoire illustrant cette dynamique locale.

La présente délibération a pour but de réaffirmer la volonté de la Ville de Montpellier de poursuivre le travail accompli sur son territoire autour de ces enjeux. Le futur Contrat Local de Santé qui sera signé avec l'Agence Régionale de Santé avant la fin de l'année permettra de renforcer ces actions de santé publique.

Par ailleurs, le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous :

SUBVENTIONS SANTE			
N° asso	Association	Intitulé du Projet ou Fonctionnement	Proposé
720	Ligue contre le Cancer	Projet « Mois d'octobre rose »	4 000 €
7054	Ado d'Ailes	Projet « Journée sensibilisation TCA »	700 €
TOTAL			4 700 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes des lettres d'engagement ;
- D'affecter les subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signature des conventions ;
- De dire que les dépenses seront imputées sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur Le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Charles SULTAN.

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre d'engagement

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-169446-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI, Fatma NAKIB

**Attributions des subventions aux associations dans la cadre de la thématique
"Lutte contre les exclusions" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de
signature**

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble et qu'à cette fin la Ville de Montpellier soutient chaque année l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don.

Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer les subventions suivant le tableau ci-dessous :

SUBVENTIONS LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS 2021			
N°asso	Association	Intitulé du Projet ou Investissement ou Fonctionnement	Proposé
7634	Quatorze	Investissement - Maison Commune pour les habitants du bidonville de Zénith 2	20 000 €
<i>Action de la convention d'appui Plan Pauvreté, co-financée avec l'Etat, qui permettra l'accord d'actions collectives encadrées par un travailleur social sur le bidonville</i>			
7622	Luttopia	Projet	35 000 €
<i>Action de la convention d'appui Plan Pauvreté, co-financée avec l'Etat, permettant de soutenir le projet d'accompagnement individuel et collectif des personnes accueillies sur Utopia 4</i>			
1068	Secours populaire français 34	Projet	65 000 €
<i>Action de la convention d'appui Plan Pauvreté, co-financée avec l'Etat, visant à soutenir l'achat de produits frais et locaux distribués par le marché solidaire</i>			
1914	La Porte Ouverte	Projet	2 500 €
<i>Renouvellement des équipements frigorifiques</i>			
1914	Gestare	Investissement – Lieu d'accueil collectif personnes marginales	20 000 €
<i>Aménagements du lieu d'accueil collectif pour les personnes marginales – sur la Villa Georgette</i>			
Total			142 500 €

Il y a également lieu d'annuler l'attribution de subvention suivante :

SUBVENTION LUTTE CONTRE LES EXCLUSIONS 2021 ANNULATION D'ATTRIBUTION			
N° asso	Association	Intitulé du Projet	Proposé
7634	A cœur Ouvert	Fonctionnement	6 500 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la lettre d'engagement et des conventions ;
- D'affecter la subvention telle que définie ci-dessus, sous réserves de signature des conventions ;
- De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 61 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Jean-Dominique DELAVEAU.

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention fonctionnement
- lettre engagement
- convention projet
- Convention Investissement 2021.doc

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-168639-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 21 septembre 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Vie associative et Maisons pour Tous

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clère HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI, Fatma NAKIB

Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Vie associative" - Exercice 2021 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Mylvia HOUGUET, Adjointe au Maire, rapporte :

Le dynamisme de la vie associative est un moteur essentiel du vivre ensemble à Montpellier. Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation de notre territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets, il y a lieu de leur allouer une subvention suivant le tableau ci-dessous.

Code	Structure	Type	Montant attribué
5164	Collectif de Coordination des Comités de quartier de Montpellier	Projet « Edition d'une plaquette de communication du Collectif de coordination des Comités de Quartier de Montpellier »	500,00 €
6204	Les 4 chemins	Fonctionnement	1 500,00 €

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserves de signatures des lettres d'engagement ou des conventions le cas échéant ;
- D'approuver les termes des lettres d'engagement ou conventions type ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 62 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Lettre engagement type (Fonctionnement ou Projet)

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-170735-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Patrimoine municipal et
sobriété énergétique

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-
MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël
DELAFOSSÉ, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL
KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART,
Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha
MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie
MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine
RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles
SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge
GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à
Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant
donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Philippe SAUREL
ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI, Clothilde OLLIER

**Jardin du domaine de Méric - Convention d'occupation temporaire du domaine
public au profit de l'Office de Tourisme Métropolitain - Mise à disposition à titre
gracieux - Autorisation de signature**

Madame Agnès SAURAT, Adjointe au Maire, rapporte :

Dans le cadre des missions qui lui sont dévolues, l'Office de Tourisme et des Congrès Montpellier Méditerranée Métropole organise des visites guidées de différents sites à Montpellier.

L'Office de Tourisme a sollicité les services de la Ville afin d'organiser des visites du jardin du Domaine de Méric situé rue de Ferran à Montpellier, dans le respect des zones sensibles protégées.

La Ville a souhaité répondre favorablement à l'Office de Tourisme et des Congrès Montpellier Méditerranée Métropole dont l'une des missions est la promotion de l'offre touristique sur le territoire métropolitain et notamment de son patrimoine. La Ville propose donc une mise à disposition du Jardin du Domaine de Méric, zones identifiées sur le plan joint en annexe, à compter du 1^{er} octobre 2021.

Les visites organisées par l'Office de Tourisme intervenant pendant les horaires d'ouverture du parc au public, l'autorisation de pénétrer dans les zones citées dans l'article 2 de la convention de mise à disposition est consenti à titre gracieux et pour une durée indéterminée.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la convention de mise à disposition du jardin du Domaine de Méric au Profit de l'Office de Tourisme et des Congrès Montpellier Méditerranée Métropole ;
- D'approuver la gratuité de cette mise à disposition ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 56 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 5 voix

M. Boris BELLANGER, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Clare HART, M. Bruno PATERNOT.

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Convention Ville / Office du Tourisme Méric
- Parc Méric Parcours OT.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur
034-213401722-20210921-169835-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

HORS COMMISSION

Séance ordinaire du mardi 21 septembre 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Relations internationales

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÈCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÈCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI

Mandat spécial - Présentation d'une mission opérationnelle de Monsieur le Maire à Palerme - Participation au sommet annuel Global Parliament of Mayors dans le cadre de l'action internationale de la Ville de Montpellier - Approbation

Madame Clare HART, Conseillère municipale, rapporte :

Le Parlement Mondial des Maires (Global Parliament of Mayors (GPM)) est un organe de gouvernance de, par et pour les maires de tous les continents avec une vision du monde dans laquelle les maires, leurs villes et leurs réseaux sont des partenaires égaux dans la construction d'une gouvernance mondiale pour un monde inclusif et durable. L'objectif est de faciliter les débats entre les maires, les gouvernements nationaux et les organisations internationales, mener des actions systémiques pour relever les défis mondiaux et nationaux et saisir les opportunités de réaliser un changement politique à l'échelle mondiale.

Suite à l'invitation de Monsieur Léoluca ORLANDO, Maire de Palerme, et grâce à l'engagement de la Ville de Montpellier tant en matière de collaboration internationale et nationale, d'immigration, de sécurité et des mesures prises en matière de santé publique, Monsieur le Maire de Montpellier se rendra, en Sicile, accompagné d'élus et d'administratifs qualifiés désignés afin d'assister au Sommet annuel du GPM. Ce dernier se déroulera dans la Ville de Palerme du 21 au 23 octobre 2021.

Pour la toute première fois, le GPM organisera un événement interactif hybride et réunira des maires, des réseaux de villes et des experts internationaux pour discuter le leadership de la ville et les principaux défis mondiaux au niveau local. Le Sommet mettra en évidence le rôle des villes en tant que condition préalable au succès dans la résolution des problèmes mondiaux, tels que la crise climatique, les migrations et le redressement post-pandémie, les nouvelles formes de leadership des villes et la gouvernance multilatérale.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'accorder un mandat spécial pour le déplacement de Monsieur le Maire à Palerme, du 20 au 24 octobre 2021 ;
- D'approuver le déplacement d'élus désignés ;
- D'autoriser le déplacement d'administratifs qualifiés désignés ;
- De dire que les dépenses sont prévues au budget de la Ville de Montpellier pour un montant maximum de 11 000 € ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 60 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 2 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Michaël DELAFOSSE.

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-170019-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ressources humaines et
dialogue social

Présents :

Tasime AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Alenka DOULAIN, Mustapha LAOUKIRI, Clothilde OLLIER

Modification du tableau des Emplois et des Effectifs - Approbation

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Il est proposé les modifications suivantes au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier pour tenir compte des besoins de la collectivité :

I. Créations de postes issues du recensement des besoins.

1. Créations de postes qui relèvent de projets engagés et liés à la nouvelle mandature

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, les postes permanents tels que mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

2. Créations de postes financées ou qui génèrent des recettes

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, les postes permanents tels que mentionnés dans l'**annexe 2** ci-jointe.

3. Créations de postes permettant de doter ponctuellement les Directions de moyens supplémentaires

Il est nécessaire de créer au tableau des emplois et des effectifs, les postes permanents tels que mentionnés dans l'**annexe 3** ci-jointe.

II. Créations et suppressions de postes permanents issues du fonctionnement des services

1. Créations de postes permanents

Filière administrative :

Adjoint administratif : la création d'un poste à temps complet

Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste à temps complet

Filière animation :

Adjoint d'animation : la création de huit postes à temps non complet à raison de :

- 04 heures 42 minutes hebdomadaires
- 05 heures 23 minutes hebdomadaires
- 01 heure et 21 minutes hebdomadaires
- 04 heures et 02 minutes hebdomadaires
- 03 heures et 22 minutes hebdomadaires
- 01 heures et 21 minutes hebdomadaires
- 16 heures et 49 minutes hebdomadaires
- 16 heures et 09 minutes hebdomadaires

Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe: la création de deux postes à temps non complet à raison de :

- 33 heures 38 minutes hebdomadaires
- 25 heures 33 minutes hebdomadaires

Filière Technique :

Adjoint technique : la création d'un poste à temps complet

Adjoint technique principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste à temps complet

Agent de maîtrise : la création d'un poste à temps complet

Agent de maîtrise principal : la création d'un poste à temps complet

Technicien : la création d'un poste à temps complet

Technicien principal de 2^{ème} classe : la création d'un poste à temps complet

Ingénieur : la création d'un poste à temps complet

Filière police municipale :

Gardien brigadier de PM : la création de cinq postes à temps complet

Brigadier de PM : la création d'un poste à temps complet

Brigadier-chef principal de PM : la création de trois postes à temps complet

Chef de service de PM : la création d'un poste à temps complet

Directeur de PM : la création d'un poste à temps complet

2. Suppressions de postes permanents après avis du Comité Technique du 9 septembre 2021.

Filière administrative :

Adjoint administratif : la suppression d'un poste à temps complet

Adjoint administratif principal de 2^{ème} classe : la suppression d'un poste à temps complet

Rédacteur : la suppression d'un poste à temps complet

Attaché : la suppression d'un poste à temps complet

Administrateur : la suppression d'un poste à temps complet

Filière animation :

Adjoint d'animation : la suppression de douze postes dont un à temps complet et onze à temps non complet à raison de :

- 04 heures 02 minutes hebdomadaires
- 04 heures 02 minutes hebdomadaires
- 02 heures 01 minutes hebdomadaires
- 03 heures 22 minutes hebdomadaires
- 02 heures 42 minutes hebdomadaires
- 10 heures 46 minutes hebdomadaires
- 02 heures 42 minutes hebdomadaires
- 02 heures 42 minutes hebdomadaires
- 22 heures 52 minutes hebdomadaires
- 21 heures 31 minutes hebdomadaires

Adjoint d'animation principal de 2^{ème} classe : la suppression de trois postes à temps non complet à raison de :

- 25 heures 33 minutes hebdomadaires
- 18 heures 50 minutes hebdomadaires
- 21 heures 31 minutes hebdomadaires

Filière technique :

Adjoint technique : la suppression d'un poste à temps complet

Agent de maîtrise : la suppression d'un poste à temps complet

Agent de maîtrise principal : la suppression de deux postes à temps complet

Technicien principal de 2^{ème} classe : la suppression d'un poste à temps complet

Ingénieur : la suppression d'un poste à temps complet

Ingénieur principal : la suppression de deux postes à temps complet

Ingénieur en chef : la suppression d'un poste à temps complet

Filière police municipale :

Gardien-brigadier de PM : la suppression de deux postes à temps complet

Brigadier de PM : la suppression d'un poste à temps complet

Brigadier-chef principal de PM : la suppression de six postes à temps complet

Chef de service de PM principal de 1^{ère} classe : la suppression de trois postes à temps complet

III. Ouverture de postes permanents au recrutement d'un agent non titulaire

Conformément à l'article 3-3-2° de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, modifiée par l'article 21 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019, un emploi permanent du niveau de la catégorie A, B ou C peut être occupé par un agent contractuel lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté.

Ainsi, en raison des tâches à effectuer, il est proposé l'établissement de contrats à durée déterminée d'une durée de trois ans maximum, renouvelable par reconduction expresse, la durée des contrats successifs ne pouvant excéder un total de six années.

Les spécificités de ces emplois permanents nécessitent un niveau de recrutement particulier : être titulaire d'une expérience professionnelle réussie et significative de plusieurs années dans le domaine concerné. Leur niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire des cadres d'emplois concernés, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

Il convient d'autoriser le recrutement d'agents contractuels sur les emplois permanents mentionnés dans l'annexe 4 ci-jointe.

IV. Créations de postes non permanents issues du fonctionnement des services

1. Contrat de projet

Il est proposé de créer un poste non permanent conformément au décret n°2020-172 du 27 février 2020 relatif au contrat de projet dans la fonction publique pris en application de l'article 17 de la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique. Il s'agit d'un poste de catégorie A de la filière administrative (attaché), au sein de la Direction de l'éducation, afin de mener à bien le projet ou l'opération identifiée qui suit :

Il s'agit d'assurer l'accompagnement et la coordination opérationnelle des projets et d'incarner la présence opérationnelle de la Cité éducative dans le quartier de la Mosson. L'agent devra justifier d'un niveau d'étude supérieure dans le domaine du développement territorial ainsi que d'une bonne connaissance des dispositifs de la politique de la Ville et de l'éducation prioritaire.

L'agent assurera à temps complet les fonctions de Chef de projet de la cité éducative.

Le contrat prendra fin lors de la réalisation du projet ou de l'opération susmentionnée ou après un délai d'un an minimum si l'opération ne peut pas être réalisée. Le contrat sera renouvelable par reconduction expresse lorsque le projet ou l'opération prévue ne sera pas achevée au terme de la durée initialement déterminée. La durée totale des contrats ne pourra excéder 6 ans.

Son niveau de rémunération sera calculé sur la base des décrets portant échelonnement indiciaire du cadre d'emplois concerné, à laquelle s'ajoutent les suppléments et indemnités prévus par délibération.

2. Contrat adulte relais

Il est proposé de créer six postes non permanents conformément aux articles L.5134-100 et suivants, et R5134-145 et suivants du Code du travail, relatif au dispositif adultes relais.

Ces postes sont créés suite au Conseil Interministériel des Villes qui a arbitré le financement de six postes d'adultes relais au profit de la Ville de Montpellier et du quartier de la Mosson dans le cadre de son opération « bataillon de prévention ». Les postes seront créés tel que définis dans la délibération à venir qui soumettra à l'Assemblée Délibérante l'autorisation de signature de la convention avec l'Etat pour le recrutement des six contrats adultes relais

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les modifications proposées au tableau des effectifs de la Ville de Montpellier ;
- De dire que les dépenses seront inscrites au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 52 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 9 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Annexe 1
- Annexe 2
- Annexe 3
- Annexe 4

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-169940-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasme AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI, Marie MASSART

**Organismes Extérieurs - Principe de la transformation de la Société Anonyme
d'Économie Mixte Locale TaM en Société Publique Locale - Approbation**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

La société TaM est une Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) immatriculée au RCS le 19 mars 1979, avec un capital social de 4 286 K€ dans laquelle Montpellier Méditerranée Métropole est actionnaire majoritaire à hauteur de 46 % aux côtés de la Ville de Montpellier (9 %) et d'actionnaires privés (45 %).

La société Transport de l'agglomération de Montpellier (TaM) a pour objet l'exploitation des services de transport public confiés par l'autorité organisatrice Montpellier Méditerranée Métropole, à l'intérieur du périmètre des transports urbains. TaM réalise par ailleurs toutes études et/ou infrastructures de transport, et d'ouvrages sur voirie et tous autres travaux, achats, ventes ou échanges de biens immobiliers de quelque nature que ce soit, rendus nécessaires dans ce cadre, notamment en vue de la mise en œuvre d'un transport en commun en site propre. Par ailleurs, la société réalise et gère les ouvrages publics ou privés de stationnement ainsi que le stationnement sur voirie via sa filiale TaM Voirie.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole sont liées à la SAEML TaM par voie de différents contrats de délégation de service public pour l'exploitation des transports publics urbains (Métropole), pour l'exploitation des parcs de stationnement en ouvrage (6 contrats Métropole) ainsi que le stationnement sur voirie (Ville). Par ailleurs la société réalise différents mandats de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation d'infrastructures lourdes de transport (Métropole).

Dans le cadre des modifications importantes à venir, telles que d'une part la mise en place de la gratuité des transports en commun pour les habitants de la Métropole, qui rentre dans sa 2^{ème} phase en septembre 2021, et d'autre part les mandats de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de la ligne 5 de tramway comme pour les lignes de bus à haut niveau de service ; il est apparu que les dispositions de la loi du 28 mai 2010 permettant aux collectivités territoriales et à leurs groupements d'appuyer leur action sur une structure ayant le statut de Société Publique Locale (SPL) constituaient une opportunité de disposer d'un outil pleinement approprié à la poursuite de ces opérations et de nature à garantir leurs mises en œuvre dans un cadre juridique sécurisé.

En effet, depuis la loi n°2010-559 du 28 mai 2010, les collectivités locales ont la possibilité de créer des SPL permettant l'exploitation des services publics à caractère industriel ou commercial et à toutes autres activités d'intérêt général.

Une SPL dispose d'un régime similaire à celui des SAEML. Elle est régie par les dispositions du Code général des collectivités territoriales (CGCT) et du Code de commerce. Elle présente les caractéristiques suivantes :

- Un actionnariat exclusivement public, dont au moins deux collectivités locales ou groupements de collectivités territoriales ;
- Une activité au seul bénéfice de ses actionnaires, selon leurs propres compétences et sur leur unique territoire ;
- Un dispositif de « contrôle analogue » garantissant une maîtrise totale des collectivités actionnaires ;
- La possibilité pour chacun de ses actionnaires de conclure des contrats sans mise en concurrence au regard du caractère *in house* de la relation existante avec la SPL ;
- Elle est soumise au Code des marchés publics pour l'ensemble de ses propres achats.

La SPL s'inscrit par ailleurs pleinement, en tant qu'outil de coopération, au service de la mise en œuvre de la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) ; elle permet une offre de mobilité intégrée en considération des compétences croisées de ses actionnaires, et sur un bassin de mobilité élargi aux compétences de nouveaux partenaires publics.

La Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole souhaitent faire évoluer la SAEML TaM en SPL afin de se doter d'un outil opérationnel qui assurera, dans un but d'intérêt général, une politique de mobilité intégrée fondée sur la gestion et l'exploitation des transports urbains, la gestion et l'exploitation de parcs de stationnement en ouvrage, la gestion et l'exploitation du stationnement sur voirie, ainsi que la réalisation d'infrastructures lourdes pour le compte de ses actionnaires.

Ce statut permettra également d'assurer une gestion des contrats entre la Ville de Montpellier et la société de manière plus souple et juridiquement sécurisée.

Au sens juridique, il ne s'agit pas d'une réelle transformation de société, mais d'un changement de type d'entreprise locale, puisque la SAEML TaM conserve sa forme juridique de société anonyme (SA). La personnalité juridique de la société perdure ainsi, sous un nouveau statut.

Cette transformation nécessite toutefois une évolution de la composition et de la répartition du capital social, elle implique par ailleurs une adaptation des statuts de la société, la mise en place d'une charte des actionnaires et la mise en œuvre d'un contrôle analogue des actionnaires sur la société.

La procédure nécessite le rachat des 15 388 parts des huit actionnaires privés non éligibles au statut de la SPL, que sont la Caisse des dépôts et consignation, la société Transdev, la Caisse d'Epargne, la Banque populaire du Sud, le Crédit agricole, la CCI de l'Hérault, l'association CLCV. Sous réserve d'obtenir l'accord de tous les actionnaires, il est proposé que ce rachat s'opère à quasi parts égales entre Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier, afin de pouvoir maintenir une composition de la SPL à environ 70 % pour Montpellier Méditerranée Métropole et 30 % pour la Ville de Montpellier.

Il convient de noter que l'ensemble des ressources humaines et des moyens techniques de TaM seront maintenus, en l'état et sans modification par la SPL.

Les contrats liant la société TaM à la Métropole et à la Ville de Montpellier poursuivront par ailleurs leur exécution, et pourront bénéficier d'aménagements facilités.

L'outil de SPL a donc vocation à faciliter la mise en œuvre opérationnelle des contrats, afin de s'adapter à l'évolution de la stratégie relative à la mobilité, portée sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Le cadre du processus de transformation de la SAEMML TaM en SPL pourra s'opérer au cours du second semestre de l'année 2021 avec la perspective d'une mise en œuvre au 1^{er} janvier 2022. Un projet de modification statutaire sera proposé lors d'un prochain Conseil d'Administration de la société afin d'être présenté et soumis à l'approbation de l'Assemblée Générale Extraordinaire de TaM. Le projet de modification statutaire fera préalablement l'objet d'une délibération en Conseil municipal et en Conseil de Métropole.

Par ailleurs les négociations en vue du rachat des parts avec les actionnaires privés seront engagées par les Collectivités, de manière à pouvoir opérer la transformation de la société à l'issue de ces opérations.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le principe de la transformation de la SAEMML TaM en SPL ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 44 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prennent pas part au vote : 11 voix

M. Michel ASLANIAN, M. Christian ASSAF, M. Roger-Yannick CHARTIER, M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Maryse FAYE, Mme Clara GIMENEZ, Mme Clare HART, Mme Coralie MANTION, M. Laurent NISON, M. Philippe SAUREL.

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-165853-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

**Protection de la population
et tranquillité publique**

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI, Marie MASSART

**Organisme Extérieur - Délégation de Service Public Stationnement Payant sur
Voirie - Transmission Universelle de Patrimoine de la SAS TaM Voirie vers la
SAEML TaM - Approbation**

Monsieur Manu REYNAUD, Adjoint au Maire, rapporte :

Par délibération en date du 3 novembre 2017, la Ville de Montpellier a confié l'exploitation et la gestion du service public relatif au stationnement payant sur voirie, à la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) TaM, par convention de Délégation de Service Public (DSP) pour une durée de sept ans, à compter du 1^{er} janvier 2018. Conformément à l'article 5 du contrat de DSP, la gestion et l'exploitation de cette délégation de service public ont fait l'objet de la création d'une société dédiée détenue à 100 % par la SAEML TaM : la SAS TaM Voirie, au capital de 300 000 €.

Dans le cadre des modifications importantes opérées, relatives à la stratégie ambitieuse de la mobilité sur le territoire, telles que d'une part la mise en place de la gratuité des transports en commun pour les habitants de la Métropole, qui rentre dans sa deuxième phase en septembre 2021, et d'autre part la mise en œuvre des mandats de maîtrise d'ouvrage pour la réalisation de la ligne 5 de tramway, comme pour les lignes de bus à haut niveau de service, Montpellier Méditerranée Métropole et la Ville de Montpellier ont souhaité opérer la transformation de la SAEML TaM en Société Publique Locale (SPL).

Cette structuration juridique implique un actionnariat exclusivement public et la mise en œuvre d'un dispositif de contrôle des collectivités sur les services de la SPL, analogue à celui qu'elles opèrent sur leurs propres services (« quasi-régie »). La participation d'une SPL dans une autre société, selon le principe de filialisation, est ainsi très restreinte, et entraîne un risque de requalification avec remise en cause de la relation de quasi-régie entre la SPL et les collectivités publiques actionnaires. Aussi, la Ville de Montpellier a vocation à rester actionnaire de la SAEML transformée en SPL, au regard de sa compétence stationnement sur voirie, et la SPL pourra se voir confier la gestion du contrat de stationnement payant sur voirie.

Dans ce contexte, la SAEML TaM envisage, en sa qualité d'associé unique, de dissoudre par confusion de patrimoine, sa filiale TaM Voirie. Par application des dispositions de l'article 1844-5 alinéa 3 du Code civil, une telle dissolution entraînera la transmission universelle du patrimoine de la société TaM Voirie à la société TaM, sans qu'il y ait lieu à liquidation. Cette transmission universelle de patrimoine permettra de procéder au transfert du contrat de délégation de service public, et des emprunts de sa filiale vers la société mère. Aussi, conformément à l'article 5.3 du contrat de DSP avec la Ville de Montpellier, la société mère TaM s'était engagée en garantie auprès du délégant à demeurer solidaire des engagements de sa filiale.

Il convient de rappeler que cette opération est sans impact financier sur le contrat de DSP et qu'elle n'affecte pas, par ailleurs, les conditions de transparence en lien avec le contrôle du délégant sur le contrat de DSP. Ces conditions de contrôle se verront par ailleurs renforcées dans le cadre de la mise en œuvre de la transformation de la SAEML TaM en SPL.

Le troisième alinéa de l'article 1844-5 du Code civil prévoit que la transmission universelle de patrimoine interviendra soit lorsque, à l'issue du délai d'opposition réservé aux créanciers, il sera acquis que les créanciers de la SAS TaM Voirie n'auront pas fait opposition, soit lorsqu'en cas d'oppositions, celles-ci auront été rejetées en première instance ou que le remboursement des créances aura été effectué ou que les garanties correspondantes auront été constituées. La transmission universelle de patrimoine de la SAS TaM Voirie à la SAEML TaM interviendra donc juridiquement à l'issue de ces délais.

L'article 60 du contrat de DSP prévoit que l'accord préalable du délégant est obligatoire en cas de cession de convention. Il convient donc d'établir un avenant n°4 actant la cession du contrat à l'issue des opérations de restructuration conformément à l'article R3135-6 2° du code de la commande publique.

L'article n°5 du contrat de DSP relatif au délégataire est modifié.

L'ensemble des autres articles du contrat de DSP reste inchangé.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la substitution, de la société TaM en lieu et place de la SAS TaM Voirie en qualité de délégataire au titre de la convention de délégation de service public relative au stationnement payant sur voirie, à l'issue de la réalisation effective de la transmission universelle de patrimoine ;
- D'approuver les termes de l'avenant n°4 au contrat de délégation de service public relatif au stationnement payant sur voirie ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 49 voix

Contre : 0 voix

Abstentions : 7 voix

Ne prennent pas part au vote : 6 voix

M. Abdi EL KANDOUSSI, Mme Hind EMAD, Mme Clara GIMENEZ, Mme Coralie MANTION, M. Laurent NISON, M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n°4 DSP

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-165970-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Séance ordinaire du mardi 21 septembre 2021

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

Ville fraternelle et solidaire

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mickaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI

Charte relative à la mutualisation de la collecte de l'enquête de recensement des personnes sans-abri 2022 - "Nuit de la solidarité" - Autorisation de signature

Monsieur Michel CALVO, Adjoint au Maire, rapporte :

Le recensement quinquennal des habitations mobiles et des personnes sans abri (HMSA) qui font partie de l'opération recensement de la population aura lieu en 2022. Les personnes sans-abri sont recensées dans la commune où elles se trouvent au moment de l'enquête, une fois tous les cinq ans.

La prochaine enquête de l'Insee de recensement auprès des personnes sans-abri ainsi que des personnes occupant des habitations mobiles aura lieu les 20 et 21 janvier 2022 dans toutes les communes de plus de 10 000 habitants et dans les communes de moins de 10 000 habitants concernées par l'enquête de recensement en 2022.

Parallèlement, dans le cadre de la mise en œuvre localement du plan logement d'abord qu'elle pilote, Montpellier Méditerranée Métropole s'est engagée dans une action de dénombrement et une collecte d'information auprès des personnes sans-abri, opération dénommée « Nuit de la Solidarité », coordonnée nationalement par la Délégation Interministérielle de l'Hébergement et de l'Accès au Logement (D.I.H.A.L.). Cette opération est pilotée localement par la Métropole, et coordonnée techniquement par la Maison des Sciences de l'Homme à laquelle une subvention a été accordée à cette fin par délibération du Conseil n° M2021-283 du 7 juin 2021.

Afin de mutualiser ce travail et d'éviter la réalisation d'une même démarche, dans la même période, auprès du même public, il est nécessaire de signer avant le 31 octobre une charte présentant les conditions dans lesquelles ces deux opérations peuvent être mutualisées, charte à intervenir entre l'INSEE, la Métropole et toute commune souhaitant s'engager dans une telle mutualisation de la collecte.

Passé le 31 octobre 2021, les communes qui ne signeront pas la charte ne seront pas autorisées à mutualiser la collecte des données des deux opérations. Elles devront réaliser la collecte des données relatives aux personnes sans-abri pour le recensement de la population indépendamment de l'opération Nuit de la Solidarité.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver les termes de la charte relative à la mutualisation de la collecte de l'enquête de recensement des personnes sans-abri 2022 avec l'opération « Nuit de la Solidarité » ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer la charte, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Charte HMSA NDLS 10-08-2021 V2.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-171064-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clara HART, Mylvia HOUQUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOL, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI

**Commémoration de l'assassinat de Samuel Paty - Nouvelle dénomination du
groupe scolaire de la ZAC Restanque : ' Lucie Aubrac - Samuel Paty ' - Soutien
au lancement du prix Samuel Paty - Approbation - Autorisation de signature**

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Il y a presque un an, le 16 octobre 2020, Samuel Paty, professeur d'histoire-géographie au collège du Bois-d'Aulne à Conflans-Sainte-Honorine (Yvelines), était victime du terrorisme islamiste, en étant assassiné à la sortie de son collège, pour avoir enseigné la liberté d'expression. Il fut ainsi victime de l'obscurantisme et du fanatisme islamiste qui tuent. Aujourd'hui encore, aucun mot ne semble suffisamment fort pour désigner cet acte inqualifiable.

A l'approche de cette date anniversaire, la Ville de Montpellier souhaite commémorer la mémoire de Samuel Paty, car la laïcité est un principe fondamental des actions menées par l'équipe municipale, parce qu'elle est une valeur fondatrice de notre société.

Il est d'abord proposé au Conseil municipal de donner son nom à la partie élémentaire du groupe scolaire situé au sein de la ZAC Restanque, afin de lui rendre hommage ainsi qu'à tous ceux qui s'engagent pour former les jeunes générations à l'esprit critique.

En parallèle, il est proposé de nommer la partie maternelle de ce même groupe scolaire du nom de Lucie Aubrac, en hommage à cette résistante française pendant la Seconde guerre mondiale, qui s'est battue contre l'occupation allemande et contre le régime de Vichy. A eux deux, ils formeront ainsi le groupe scolaire « Lucie Aubrac – Samuel Paty », visage de l'engagement français contre la haine qui tue.

Les noms de Lucie Aubrac et Samuel Paty seront ainsi inscrits près des valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité sur un lieu où les enfants apprennent la liberté d'expression et l'importance de la laïcité, comme facteurs d'émancipation.

Ensuite, la Ville de Montpellier souhaite soutenir le lancement du prix Samuel Paty, initié par l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie (APHG), en accordant à cette dernière une subvention de 2 000 €. Ce prix, lancé à cette rentrée, propose le thème : « Sommes-nous toujours libres de nous exprimer ? », autour de trois objets d'étude : « Respecter autrui », « Acquérir et partager les valeurs de la République » et « Construire une culture civique ». Il a pour ambition de favoriser la cohésion et la réflexion au sein des classes de collèves.

La Ville de Montpellier souhaite soutenir cette ambition, pour faire vivre les valeurs de la République auprès des collégiens et de leurs professeurs, afin de ne renoncer à rien dans l'enseignement, pour faire triompher la raison.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'autoriser la nouvelle dénomination « Lucie Aubrac – Samuel Paty » pour le futur groupe scolaire situé au sein de la ZAC Restanque ;
- De décider de l'affectation d'une subvention de 2 000 €, sous réserve de signature des conventions d'attribution, à l'Association des Professeurs d'Histoire et de Géographie afin de soutenir le lancement du prix Samuel Paty ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 27 septembre 2021

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Séance ordinaire du
mardi 21 septembre 2021**

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**L'an deux-mille-vingt-et-un et le vingt et un septembre,
les membres du Conseil municipal, légalement
convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des
séances, Salle du Conseil, sous la présidence de
Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

Nombre de membres en exercice : 65

Hors Délégation

Présents :

Tasme AKBARLY, Georges ARDISON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Roger-Yannick CHARTIER, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Fanny DOMBRE-COSTE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Max LEVITA, Mustapha MAJDOUL, Sophie MANSOURIA, Coralie MANTION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Charles SULTAN, Radia TIKOUK, Bernard TRAVIER, François VASQUEZ, Annie YAGUE.

**Absent(es) ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20
du Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Mohamed ALTRAD ayant donné pouvoir à Serge GUISEPPIN, Michaël DIORE ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Flora LABOURIER ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Nicole MARIN-KHOURY ayant donné pouvoir à Julie FRÊCHE, Patricia MIRALLES ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Joëlle URBANI ayant donné pouvoir à Isabelle MARSALA.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Mustapha LAOUKIRI

Procès-verbal du Conseil municipal du 26 juillet 2021 - Approbation

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire, rapporte :

Le procès-verbal du Conseil municipal du 26 juillet 2021 est annexé à la présente délibération accompagné de la synthèse des décisions.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- D'approuver le procès-verbal du Conseil municipal du 26 juillet 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 63 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

**Fait à Montpellier, le 27 septembre
2021**

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 27 septembre 2021

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- PV du 26.07+Synthèse.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20210921-171248-DE-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 27/09/21
Réception en Préfecture : 27/09/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE II
DECISIONS

PARTIE II - SOMMAIRE

Conseil municipal du 21 septembre 2021
Décisions prises par Monsieur le Maire
et non présentées lors du précédent Conseil,
conformément aux articles L. 2122-22 et L. 2122-23 du Code général des collectivités territoriales

N°DECISION	TITRE	PAGE
VD2021-253	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "In Chorus" pour le 6 novembre 2021	173
VD2021-262	Décision relative à un avenant n°2 au marché n°V8D0049AI - Construction de l'école primaire JOAN MIRO - Lot 16	175
VD2021-264	Décision relative à un avenant à la Convention de partenariat entre la Ville de Montpellier et l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives pour des prestations de formation et d'accompagnement dans le cadre du programme national PARLER BAMBIM	177
VD2021-274	Décision relative au renouvellement des cotisations à l'association Medcités	179
VD2021-275	Décision relative à l'accord-cadre n°6D0044 - Fourniture et mise en place d'éléments de métallerie, ferronnerie et clôture sur divers espaces verts de la Ville et de la Métropole - Avenants aux lots 1,2 et 3 - Autorisations de signature	181
VD2021-277	Décision relative à l'accord-cadre n°V8D0043PB - Entretien et aménagement des espaces verts de la Ville - Avenants aux lots 1,3 et 5 pour la cession de contrat de la société CMEVE à la société SERPE - Autorisations de signature	183
VD2021-281	Décision relative à des demandes d'autorisations d'urbanisme - Eglise Saint-Roch - Jardin du Presbytère	185
VD2021-299	Décision relative à un avenant n°1 au marché n°6D0052 - Maintenance des bâtiments communaux - Equipements de sécurité incendie et contrôle d'accès - lots 1 et 2	187
VD2021-300	Décision relative à une demande de permis de construire pour réhabiliter la base nautique du Lac des Garrigues - Autorisation de signature	189
VD2021-303	Centre horticole Richer de Bellevall - Autorisation d'urbanisme - Déclaration préalable de travaux	191
VD2021-304	Décision relative à une convention d'occupation temporaire du Domaine Public Montpellier Méditerranée Métropole /Ville de Montpellier - Immeuble situé 3 rue de Candolle à Montpellier	193
VD2021-305	Décision relative à l'accord-cadre n°V1B0036ZO à l'achat d'aliments pour les animaux du parc de Lunaret - Lots 1, 2 et 3 - Granulés- Viande fraîche et œufs - Attributions	195
VD2021-306	Décision relative à l'attribution d'un accord cadre n°V1B0029EM pour l'achat de pavoisements - Attribution	197
VD2021-308	Décision d'ester en justice "Requête n°2103183-1 TA - François GRECK"	199
VD2021-309	Décision d'ester en justice "Requête n°2103059-3 TA - Ressources humaines"	201
VD2021-310	Décision relative au marché N°V1B0026RP - Obsèques des personnes dépourvues de ressources suffisantes ou sans famille	203
VD2021-311	Décision relative à une autorisation de signer une convention de prêt à usage avec Mme Claire DESPLAS - Parcelle cadastrée AD 258	205
VD2021-312	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association "Chœur Universitaire de Montpellier" pour le 26 mai, 9 juin et 30 juin 2021	207

N°DECISION	TITRE	PAGE
VD2021-313	Décision relative au marché n°V0D0037AI - Construction de vestiaires au stade Bernard GIAMBRONE - Attribution	209
VD2021-315	Décision relative aux conditions d'occupation des Salle du Palais Universitaire Sportif Veyrassi entre l'Université Montpellier 1 et la Ville de Montpellier - Samedi 3 Juillet 2021 - 100 ans MUC	211
VD2021-316	Décision relative l'avenant n°1 du marché n°V8D0025EM - Achat de mobilier scolaire - Lots 1 et 4	213
VD2021-317	Décision relative au marché n°V9D0028AI-4 - Construction de l'école primaire Zac de la Restanque - Relance du lot 4 : menuiseries extérieures et protections solaires - Attribution	215
VD2021-318	Décision d'ester en justice "Requête n°2103576-3 TA - Ressources humaines"	217
VD2021-319	d'ester en justice "Requête n°2103337-1TA - Joël CATIN - Florent MELTZ"	219
VD2021-320	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Chœur Universitaire de Montpellier ' pour les 4 juin, 11 et 21 juillet 2021	221
VD2021-321	Décision relative à l'École élémentaire Marc BLOCH - Rénovation des sanitaires filles et garçons - Demande de subvention	223
VD2021-322	Décision relative à l'École élémentaire Georges SIMENON - Rénovation de 4 classes-2e tranche - Demande de subvention	225
VD2021-323	Décision relative à l'École maternelle Robert SURCOUF - Rénovation des blocs sanitaires - Demande de subvention	227
VD2021-325	Décision relative à l'accord-cadre n°G0D0029RI - Achat et maintenance postes de travail, serveurs, composants informatiques et prestations, vidéoprojecteurs et licences outils graphiques - Lots 1, 2, 3, 4 et 5 - Attributions	229
VD2021-326	Décision relative au marché n°V1B0046DS - Accompagnement de jeunes montpelliérains à l'obtention du code du permis de conduire de catégorie B - Attribution	231
VD2021-327	Décision relative au marché n°V1B0043DC - Plan-Objet 2021 : conservation, restauration et valorisation des églises Notre-Dame-des-Tables, Saint-Matthieu, Sainte-Eulalie et Chapelle Saint-Charles - Lots 1 et 2 Attributions - Autorisation de dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat, Ministère de la Culture	233
VD2021-328	Décision d'ester en justice "Requêtes 2103593-5 et référé suspension n°2103594-5 TA - SAS BM MARKET"	235
VD2021-329	Décision d'ester en justice "Requête TA - n°2103632-5 et requête en référé suspension n°2103633 - Société "La Nette"	237
VD2021-330	Décision d'ester en justice "Requête n°2102916-3 TA - Ressources humaines"	239
VD2021-331	Décision relative au marché n°V1C0011EV - Spectacle pyrotechnique du 14 Juillet 2021 - Attribution	241
VD2021-332	Décision relative à la signature d'une convention d'occupation temporaire du domaine public entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Hurricane pour le Festival International des Sports Extrêmes (FISE) du 4 au 5 septembre 2021 - Autorisation de signature	243
VD2021-333	Décision relative au marché n°V0D0006PA - Fourniture de repas en liaison froide aux restaurants scolaires - Attribution	245
VD2021-334	Décision relative à l'accord cadre à bons de commande N° : 202102919 S 21.03 pour les prestations d'études hydrauliques dans le cadre du mandat d'études du secteur Grammont à Montpellier - Autorisation de signature	247
VD2021-335	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' France Parkinson ' pour les 29 septembre, 6-9-10-20 octobre, 3-17 novembre, 1er et 8 décembre 2021	249
VD2021-336	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association 'Nadalencia' pour le 19 juin 2021	251
VD2021-337	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' La Moréna ' pour les 14 mars et 10 avril 2021	253

N°DECISION	TITRE	PAGE
VD2021-338	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Conspectus ' pour les 27 mars, 17 avril, 8-29 mai, 26-27 juin 2021	255
VD2021-339	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' EKHO chœur de chambre ' pour les 29 avril, 6-13-14 et 15 mai 2021	257
VD2021-340	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' Jordelan ' pour les 18 et 20 juin 2021	259
VD2021-341	Décision relative à la mise à disposition de la Maison des Chœurs au profit de l'association ' ARS Musica ' pour le 18 juillet 2021	261
VD2021-342	Décision relative au dépôt de demandes d'autorisation d'urbanisme pour le parc de Lunaret	263
VD2021-344	Décision d'ester en justice "Requête en référé expertise - Tribunal Judiciaire de Montpellier - Fédération unie des auberges de jeunesse (FUAJ)"	265
VD2021-345	ZAC Port Marianne - Consuls de Mer Parcelle n°DS 557 - Convention de participation Ville de Montpellier / SOGEPROM SUD REALISATIONS	267
VD2021-351	Décision relative à l'avenant n°1 au marché V8D0042A1 "Mission de maîtrise d'œuvre pour la transformation du site du conservatoire Candolle en école primaire (7 classes)" - Autorisation de signature	270
VD2021-353	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété JOSEPH - Maison - cadastrée HZ 55 et 56 - 56 rue de Bugarel	272
VD2021-354	Décision d'ester en justice "Fixation judiciaire du prix de la parcelle cadastrée n°HM 275 - 23 rue de Verdun - Montpellier"	275
VD2021-356	Décision relative au marché n°V1B0047EM - Achat d'un incinérateur à déchets - Attribution	277
VD2021-361	Décision d'ester en justice "Requête n°2103752-1 TA - Syndicat de la copropriété les Terrasses de l'Aqueduc"	279
VD2021-362	Décision d'ester en justice "Occupation illicite - parcelle cadastrée n°SM 0039"	281
VD2021-363	Décision d'ester en justice "Requête TA n°2103935-1 - Monsieur Vincent François et Michèle François "	283
VD2021-364	Décision d'ester en justice "Requête n°21MA01585 CAA - Ressources humaines"	285
VD2021-365	Décision relative à une convention de mise à disposition Ville / Conseil Départemental de l'Hérault - Terrains 5 rue de la Cavallade cadastrés SK 364 et 365	287
VD2021-366	Décision relative à l'attribution du marché de fourniture de matériels destiné aux aménagements pour les personnes en situation de handicap ou de restriction d'aptitude de la Ville de Montpellier (marché n°V0B0060RH)	289
VD2021-368	Décision relative au marché n°7B0056 - Sécurisation des Hôtels Varennes et Bachy-du-Cayla - Mission de maîtrise d'œuvre - Avenant n°3 - Autorisation de signature	291
VD2021-369	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété JBMB - Immeuble - cadastre EW 38 - 3 rue des Deux Ponts	293
VD2021-372	Décision relative à l'exercice du droit de préemption urbain - Propriété AB PROMOTION - Immeuble à usage commercial et professionnel - cadastre ON 69 - 56 rue de l'industrie	296
VD2021-374	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy à Madame Lucie Martin Granel du 4 au 26 septembre 2021 - Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens	299
VD2021-375	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif Objectif Image Montpellier du 2 au 24 octobre - Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens	301
VD2021-376	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif Art Mercator du 30 octobre au 21 novembre 2021 - Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens	303
VD2021-377	Décision relative à la mise à disposition de l'espace Saint Ravy au collectif les Briscarts du 26 au 28 novembre 2021 - Exposition d'œuvres d'artistes plasticiens	305



**Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association "In
Chorus" pour le 6 novembre 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **Vu** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « In Chorus » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 6 novembre 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020.

Décide :

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la

Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 juil. 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 6 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-161736-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 06/07/21 - Réception en Préfecture : 06/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à un avenant n°2 au marché
n°V8D0049AI - Construction de l'école primaire
JOAN MIRO - Lot 16

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code des marchés publics ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE 1^{ière} Adjointe au Maire déléguée à la Ville éducative, à la réussite scolaire et à l'administration générale ;
- **VU** la décision n°VD2019-006 du 4 février 2019 du marché V8D0049AI « Construction de l'école primaire – Port Marianne » attribuant le lot 16 VRD à l'entreprise COLAS MIDI MEDITERRANEE ;
- **VU** la décision n°VD2020-385 du 2 novembre 2020 portant sur un avenant n°1 pris pour des travaux supplémentaires sans incidence financière pour le titulaire du lot 16 VRD entreprise COLAS MIDI MEDITERRANEE ;

Considérant :

- Que la société COLAS MIDI MEDITERRANEE immatriculée au RCS de MONTPELLIER sous le numéro 329 368 526 cède son contrat à la société COLAS FRANCE immatriculée au RCS de PARIS sous le numéro 329 338 883 pour le motif suivant : cession d'actifs et passifs, avec effet au 30 décembre 2020 ;
- Que la société COLAS FRANCE s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des droits et obligations résultant du contrat initial ;
- Qu'un avenant n°2 au marché V8D0049AI lot 16 est nécessaire, ayant pour objet le transfert du marché de la société COLAS MIDI MEDITERRANEE à la société COLAS FRANCE ;
- Que conformément à l'article R2194-6 du Code de la Commande Publique, il est nécessaire de signer un avenant n°2 pour le lot 16 ;

DECIDE

Article 1 : D'approuver l'avenant n°2 au lot 16 du marché V8D0049AI ayant pour objet la cession du contrat, avec effet au 30 décembre 2020, de ce marché de COLAS MIDI MEDITERRANEE à COLAS FRANCE.

Adresse de l'établissement qui exécute le marché :

1, rue du colonel Pierre Avia 75 015 PARIS

Article 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 juil. 2021

Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 7 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-162207-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 07/07/21 - Réception en Préfecture : 07/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Enfance

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à un avenant à la Convention de
partenariat entre la Ville de Montpellier et
l'Agence Nouvelle des Solidarités Actives pour des
prestations de formation et d'accompagnement
dans le cadre du programme national PARLER
BAMBIM**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret N°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Tasmine Akbaraly, Adjointe au Maire, déléguée à la Petite Enfance et à l'enfant dans la Ville ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

Considérant :

- Que la Ville a souhaité participer au Programme National Parler Bambin, qui se déroule jusqu'au 31/12/2021, afin d'œuvrer en faveur de l'égalité des chances dans le développement du langage du jeune enfant
- Que la ville a souhaité inscrire cette action dans un partenariat avec l'Agence Nationale des Solidarités Actives ANSA, association sans but lucratif qui accompagne les collectivités dans la mise en œuvre de politiques publiques destinées à lutter contre la pauvreté et les exclusions.
- Que la Ville a prévu un engagement fort dans le projet avec une perspective de généralisation à l'ensemble des établissements volontaires, en s'appuyant sur des formatrices internes pour réaliser l'essaimage du projet dans les établissements,
- Que l'une des deux formatrices internes quitte la collectivité et qu'il est nécessaire de la remplacer et d'assurer la formation de sa remplaçante dont le montant s'élève à 8 400 € TTC.

Décide:

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant à la convention de partenariat avec l'ANSA pour la formation d'une professionnelle de la petite enfance de la Ville et pour prolonger la convention jusqu'au 31/12/2022.

ARTICLE 2 : De prélever le montant de la dépense sur le budget de la ville, chapitre 934.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant à la convention et plus généralement tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 juil. 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Tasnime AKBARALY

Publiée le : 7 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-162265-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 07/07/21 - Réception en Préfecture : 07/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations Internationales
Service Relations Internationales Ville

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au renouvellement des cotisations à l'association Medcités

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant l'accord de subvention lorsque les crédits sont inscrits au budget ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Clare HART, Conseillère Municipale déléguée aux Relations Internationales;

Considérant :

- Que le Conseil Municipal lors de sa séance du 28 novembre 2018, a validé l'adhésion à l'association Medcités, pour l'année 2019, association regroupant plus de 50 municipalités de 15 pays du bassin Méditerranéen ;
- Que la Ville souhaite renouveler l'adhésion pour les années 2020 et 2021 à cette association mettant à disposition des gouvernements locaux méditerranéens les moyens d'atteindre leurs priorités stratégiques, en estimant qu'ils jouent un rôle essentiel pour améliorer la vie des citoyens ; Le réseau jouant le rôle d'interlocuteur méditerranéen pour les autorités locales et renforçant leur capacité à relever les défis de la gestion locale de manière durable.
- Que les cotisations d'adhésion pour les exercices 2020 et 2021 sont de 1 700 € par an (non soumise à la TVA)

Décide :

ARTICLE 1 : De renouveler l'adhésion à l'association Medcités pour les années 2020 et 2021

ARTICLE 2 : D'accepter le versement à l'association des cotisations 2020 et 2021 pour un montant annuel de 1 700 €HT ;

ARTICLE 3 : De prélever le montant des dépenses sur les crédits inscrits au budget 2021 de la Ville, chapitre 936

ARTICLE 4 : D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut, son représentant, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 22 juil. 2021
Madame la Conseillère municipale
Signé.

Clare HART

Publiée le : 23 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur 034-213401722-20210101-162707-BF-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 23/07/21 - Réception en Préfecture : 23/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à l'accord-cadre n°6D0044 -
Fourniture et mise en place d'éléments de
métallerie, ferronnerie et clôture sur divers
espaces verts de la Ville et de la Métropole -
Avenants aux lots 1,2 et 3 - Autorisations de
signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire délégué à la « Nature en Ville et à la Biodiversité » ;
- **VU** la décision n° VD/2017/068 attribuant les lots 1, 2 et 3 du marché n°6D0044 « fourniture et mise en place d'éléments de métallerie, ferronnerie et clôture sur divers espaces verts de la Ville et de la Métropole » à l'entreprise ACS PROTECT sise ZAC des Vautes 55 allée Saint Exupéry- 34980 Saint-Gely-du-Fesc ;

CONSIDERANT :

- que le marché « fourniture et mise en place d'éléments de métallerie, ferronnerie et clôture sur divers espaces verts de la Ville et de la Métropole » n°6D0044 a été attribué à l'entreprise ACS PROTECT pour les 3 lots :

- Lot 1 : Hôpitaux Facultés-Mosson-Cévennes pour un montant maximum de 1 000 000 € HT et pour une durée de 4 ans ;
- Lot 2 : Croix d'Argent – Prés d'Arènes- Port Marianne pour un montant maximum de 1 000 000 € HT et pour une durée de 4 ans ;
- Lot 3 : Montpellier Centre pour un montant maximum de 560 000 € HT et pour une durée de 4 ans ;

- que le marché prend fin le 24 juillet 2021 ;

- que pour couvrir les besoins en attendant la passation d'un nouveau marché, il convient de prolonger la durée du marché en cours de 3 mois supplémentaire pour les 3 lots, afin d'assurer une continuité d'entretien et réparations des clôtures et serrurerie diverses des espaces verts de la Ville ;

- qu'il est nécessaire d'augmenter, pour le lot 3, le maximum du marché d'un montant de 50 000 € HT afin de pouvoir assurer les prestations sur lesquelles la Ville s'est engagée en raison notamment de la convention (bail emphytéotique de 30 ans) du parc de l'aspirant Tastavin entre l'Etat et la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché « fourniture et mise en place d'éléments de métallerie, ferronnerie et clôture sur divers espaces verts de la Ville et de la Métropole » avec l'entreprise ACS PROTECT ;

- pour les lots 1 et 2 pour une prolongation d'une période de 3 mois, sans modification des termes du contrat et sans modification du montant maximum ; cet avenant prolonge la durée du marché jusqu'au 24/10/2021.

- pour le lot 3 pour une prolongation d'une période de 3 mois et d'une augmentation de 50 000 € HT, portant le nouveau montant du seuil maximum du marché à 190 000 € HT pour la dernière année de reconduction.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 pour les lots 1, 2 et 3 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 juil. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Stéphane JOUAULT

Publiée le : 16 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-162855-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 16/07/21 - Réception en Préfecture : 16/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'accord-cadre n°V8D0043PB -
Entretien et aménagement des espaces verts de la
Ville - Avenants aux lots 1,3 et 5 pour la cession de
contrat de la société CMEVE à la société SERPE
- Autorisations de signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire délégué à la Nature en Ville et à la Biodiversité ;
- VU la décision n°VD2019-172 attribuant le marché n°V8D0043PB « entretien et aménagement des espaces verts de la Ville de Montpellier » lots 1,3 et 5 à l'entreprise CMEVE, sise chemin des Canaux Gara de Paille 30230 Bouillargues ;

Considérant :

- que la société CMEVE fusionne et, est absorbée par la Société SERPE sise ZA la Cigalière 130 allée du Mistral 84250 Le Thor, le 10 mai 2021;
- que la société SERPE devient le nouveau titulaire du marché à compter du 1er juillet 2021 et s'engage à reprendre purement et simplement l'ensemble des lots et assumer l'ensemble des obligations définies dans les documents contractuels du marché pour les 3 lots ;
- que les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché n°V8D043PB « entretien et aménagement des espaces verts de la Ville » sans modification des montants pour les lots suivants :

- Lot n°1 « centre-ville » sans montant minimum et sans montant maximum ;
- Lot n°3 « quartier près d'arènes » sans montant minimum et sans montant maximum ;
- Lot n°5 « quartier Cévennes » sans montant minimum et sans montant maximum.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant n°1 pour les lots 1,3 et 5 et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 21 juil. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Stéphane JOUAULT

Publiée le : 22 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-164314-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 22/07/21 - Réception en Préfecture : 22/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à des demandes d'autorisations
d'urbanisme - Eglise Saint-Roch - Jardin du
Presbytère

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 n°V2020-005-alinéa 26 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction de Madame Agnès SAURAT, déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique ;

CONSIDERANT :

- Que dans le cadre de la gestion active du patrimoine et en vue de garantir la valeur de ses biens, la Ville de Montpellier en poursuit la valorisation en 2021, en procédant à l'entretien et la remise en état de ses bâtiments communaux. Dans cet objectif, il est prévu d'effectuer des travaux de réhabilitation des bâtiments dont elle est propriétaire ;
- Qu'il est nécessaire, pour mener à bien ces opérations, de déposer auprès des services compétents, les demandes d'autorisations d'urbanisme pour les travaux suivants :
 - Restauration de 5 pots à feu du jardin du presbytère de l'Eglise Saint-Roch : ce jardin est clôturé par une grille en fer forgé comportant 5 piliers surmontés par 5 pots à feu circulaires en pierre. Deux pots à feu ont été vandalisés et les 3 autres sont très abîmés ;
 - Montant estimés des travaux : 28 105 € TTC.

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives aux travaux susmentionnés.

ARTICLE 2 : De dire que les dépenses sont inscrites au budget 2021 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Madame l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 juil. 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès SAURAT

Publiée le : 22 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-163120-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 22/07/21 - Réception en Préfecture : 22/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à un avenant n° 1 au marché
n°6D0052
Maintenance des bâtiments communaux -
Equipements de sécurité incendie et contrôle
d'accès - lots 1 et 2

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le décret relatif aux marchés publics ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine « Patrimoine municipal et sobriété énergétique » ;
- **VU** la décision n° VD2017/196 du 4 août 2017 attribuant le marché n°6D0052 « Maintenance des bâtiments communaux : équipements de sécurité incendie et contrôle d'accès » pour le lot 1 « Maintenance des équipements de sécurité incendie et de contrôle d'accès de l'Hôtel de Ville » à l'entreprise INEO MPLR (ZAE Font de la Banquière immeuble le Meteor BP 20032 34970 LATTES) et pour le lot 2 « Maintenance des équipements de sécurité incendie des bâtiments communaux » à l'entreprise SPIE FACILITIES (Parc d'activités M. Dassault 170 rue Henri Farman BP 70339 34435 ST JEAN DE VEDAS) sans minimum ni maximum pour une durée maximale de reconduction de 3 ans prenant fin le 23 août 2021.

Considérant :

- Qu'un marché n°6D0052 « Maintenance des bâtiments communaux : équipements de sécurité incendie et contrôle d'accès » a été lancé ;
- Que ce marché a été conclu sous la forme d'un marché à bons de commande sans minimum et sans maximum pour une durée d'un an renouvelable 3 fois et arrive à échéance le 23 août 2021 ;
- Qu'au vu des délais de consultation, le prochain marché qui est en cours d'instruction ne pourra être notifié avant le 22 août 2021 ;

- Qu'afin d'assurer la continuité des prestations durant le temps d'achèvement de la procédure de passation du nouveau contrat, il convient de prolonger la durée actuelle du marché de 3 mois ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature d'un avenant n°1 au marché n°6D0052 « Maintenance des bâtiments communaux : équipements de sécurité incendie et contrôle d'accès » avec l'entreprise INEO MPLR pour le lot 1 « Maintenance des équipements de sécurité incendie et de contrôle d'accès de l'Hôtel de Ville » et avec l'entreprise SPIE FACILITIES pour le lot 2 « Maintenance des équipements de sécurité incendie des bâtiments communaux » prolongeant le marché d'une durée de 3 mois portant la fin du marché au 23 novembre 2021 ;

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 2 juil. 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès SAURAT

Publiée le : 2 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-163682-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 02/07/21 - Réception en Préfecture : 02/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse
Service Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à une demande de permis de
construire pour réhabiliter la base nautique du
Lac des Garrigues - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle du 4 juillet 2020 n°V2020-005-alinéa 26 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARIN, adjoint délégué à la Ville Sportive ;

CONSIDERANT :

-Que dans le cadre de sa politique sportive, la Ville de Montpellier souhaite rénover les équipements structurants dans les quartiers prioritaires de la Ville ;

-Que dans ce cadre, il convient de réhabiliter la base nautique des Garrigues, avenue de Naples, dans le quartier Mosson ;

- que les travaux permettront de mieux agencer et de mettre aux normes les locaux techniques afin de proposer des activités voile, canoë-kayak et de pleine nature envers un public diversifié, en priorisant les enfants et les adolescents du quartier ;

-que la construction d'une élévation sur l'espace actuel permettra la création :

- d'une salle de réunion, espace de convivialité pour les faciliter les apprentissages transversaux, l'accompagnement scolaire et périscolaire et permettre l'accès aux associations de quartier ;
- de vestiaires ;
- d'un bureau d'accueil pour les familles ;

pour un montant total estimé des travaux s'élevant à 630 000 € H.T.

DECIDE :

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme relative aux travaux susmentionnés ;

ARTICLE 2 : De dire que les dépenses sont inscrites au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut, Monsieur l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente.

Montpellier, le 30 juin 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Hervé MARTIN

Publiée le : 1 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-163705-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 01/07/21 - Réception en Préfecture : 01/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Centre horticole Richer de Belleval - Autorisation d'urbanisme - Déclaration préalable de travaux

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de procéder, sans limite, au dépôt des demandes d'autorisations d'urbanisme relatives à la démolition, à la transformation ou à l'édification des biens municipaux ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction de Madame Agnès SAURAT, déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique ;

CONSIDERANT :

- Que dans le cadre de la gestion active de son patrimoine et en vue de garantir la pérennité de ses biens, la Ville de Montpellier doit procéder à l'entretien et la remise en état de ses bâtiments communaux ;
- Qu'il est nécessaire, pour mener à bien ces opérations, de déposer auprès des services compétents, les demandes d'autorisations d'urbanisme pour la réalisation des travaux de réhabilitation des sanitaires des bureaux du Centre horticole Richer de Belleval, dont le bâtiment est situé au domaine de Grammont, avenue Albert Einstein.

Les travaux consistent à améliorer le système de ventilation en installant une VMC avec sortie d'extraction d'air en toiture.

Le montant estimé des travaux est de 37 500 € HT

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le dépôt de la demande d'autorisation d'urbanisme relative aux travaux susmentionnés.

ARTICLE 2 : De dire que les dépenses sont inscrites au budget 2021 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente.

Montpellier, le 2 juil. 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès SAURAT

Publiée le : 2 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-163957-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 02/07/21 - Réception en Préfecture : 02/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à une convention d'occupation
temporaire du Domaine Public Montpellier
Méditerranée Métropole /Ville de Montpellier -
Immeuble situé 3 rue de Candolle à Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil Municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération du Conseil municipal relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité de 25^{ème} Adjointe au Maire ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT, Adjointe déléguée au « Patrimoine municipal et à la sobriété énergétique » ;
- VU le projet de convention d'occupation temporaire du domaine public par laquelle Montpellier Méditerranée Métropole autorise la Ville de Montpellier à occuper du 15 juillet au 28 septembre 2021 à titre gratuit le bâtiment situé 3 rue Candolle, cadastré BY 150, comprenant un bâtiment de 2605 m² ainsi que des extérieurs, auparavant affecté au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier. La convention pourra être reconduite automatiquement pour une durée de deux mois jusqu'au 28 novembre 2021

Considérant :

- La libération des locaux par l'actuel Conservatoire de toute activité pour cause de déménagement dans de nouveaux locaux à compter du 15 juillet 2021 ;
- Le projet d'acquisition du bâtiment par la Ville de Montpellier pour la réalisation d'un groupe scolaire et la nécessité de prendre possession des lieux par anticipation de la vente ;

Décide en conséquence :

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de la convention d'occupation temporaire du domaine public par laquelle Montpellier Méditerranée Métropole autorise la Ville de Montpellier à occuper, à titre gratuit, le bâtiment situé 3 rue de Candolle à Montpellier du 15 juillet au 28 septembre 2021 ;

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer la convention et plus généralement tout document relatif à cette affaire ;

ARTICLE 3 : De charger Monsieur le Directeur Général des services de la Ville de Montpellier et Madame le Trésorier Principal Municipal, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1 juil. 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès SAURAT

Publiée le : 1 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-163973-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 01/07/21 - Réception en Préfecture : 01/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'accord-cadre n°V1B0036ZO à
l'achat d'aliments pour les animaux du parc de
Lunaret - Lots 1, 2 et 3 - Granulés- Viande fraîche
et œufs - Attributions**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Eddine ARIZTEGUI en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Eddine ARIZTEGUI dans le domaine du bien-être animal ;

CONSIDÉRANT :

- que le parc zoologique de Lunaret doit acheter des aliments et plus spécifiquement des granulés ainsi que de la viande fraîche et des œufs afin de nourrir ses animaux ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un accord cadre à bons de commande comprenant 3 lots pour une durée d'un an non renouvelable ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres pour le lot n°1 étaient les suivants :
 - Valeur technique : 50%
 - prix : 50% ;
- qu'après analyse, l'entreprise SAINT LAURENT, sise 3 rue du Bouillon- 79430 La Chapelle Saint Laurent présente l'offre économiquement avantageuse pour le lot n°1 ;

- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres pour le lot n°2 étaient les suivants :
 - Valeur technique : 60%
 - prix : 40% ;
- qu'après analyse, l'entreprise SAINT LAURENT, sise 3 rue du Bouillon- 79430 La Chapelle Saint Laurent présente l'offre économiquement avantageuse pour le lot n° 2 ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres pour le lot n°3 étaient les suivants :
 - Valeur technique : 70%
 - prix : 30% ;
- qu'après analyse, l'entreprise MAISON FARRET, sise 11 Allée du Piot-30660 GALLARGUES LE MONTUEUX présente l'offre économiquement la plus avantageuse pour le lot n°3.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord cadre n°V1B0036ZO d'achat d'aliments pour les animaux du parc zoologique de Lunaret pour le lot n°1 à l'entreprise SAINT LAURENT, sise 3 rue du Bouillon- 79430 La Chapelle Saint Laurent sans minimum et pour un montant maximum de 11 500 € HT ;
D'attribuer l'accord cadre n°V1B0036ZO d'achat d'aliments pour les animaux du parc zoologique de Lunaret pour le lot n°2 à l'entreprise SAINT LAURENT, sise 3 rue du Bouillon- 79430 La Chapelle Saint Laurent sans minimum et pour un montant maximum de 48 000 € HT ;
D'attribuer l'accord cadre n° V1B0036ZO d'achat d'aliments pour les animaux du parc zoologique de Lunaret pour le lot n°3 à l'entreprise MAISON FARRET, sise 11 Allée du Piot-30660 GALLARGUES LE MONTUEUX sans minimum et pour un montant maximum de 30 000 € HT ;

Les marchés prennent effet à compter de leurs notifications pour une durée est d'un an non reconductible ;

ARTICLE 2 : De dire que les crédits sont inscrits au budget 2021 de la Ville de Montpellier ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 20 juil. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Eddine ARIZTEGUI

Publiée le : 22 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-163987-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 22/07/21 - Réception en Préfecture : 22/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'attribution d'un accord cadre
n°V1B0029EM pour l'achat de pavoisements -
Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
 - VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances, Evaluation des politiques publiques et Ressources humaines et dialogue social ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat de pavoisements conformément aux besoins exprimés par les Services de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées (n°V1B0029EM) a été lancée en date du 26 avril 2021, sous forme d'un Accord Cadre à bons de commande, pour un montant de commandes sans minimum et un montant maximum de 87 000 € HT, pour une durée d'exécution prévue pour une période de 48 mois à compter de sa notification.
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants : La valeur technique au regard du mémoire technique pour 40% et le prix des prestations pour 60% ;
- Qu'après analyse, l'entreprise **DRAPEAUX DEJEAN MARINE, 14 – 16 rue Roger Touton, 33000 BORDEAUX**, a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse au regard de l'ensemble des critères d'analyse ;

DECIDE

Article 1 - D'attribuer le marché « Achat de pavoisement » n°V1B0029EM à la société **DRAPEAUX DEJEAN MARINE** pour un montant de commandes sans minimum et un montant maximum de **87 000 € HT**. C'est un Accord Cadre unique conclu pour une période d'exécution prévue pour une période de 48 mois à compter de sa notification ;

Article 2 - De dire que la dépense sera imputée sur le budget fonctionnement et de la Ville, tous chapitres ;

Article 3 - D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer ce marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire ;

Article 4 - Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 1 juil. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Michel ASLANIAN

Publiée le : 1 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-164000-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 01/07/21 - Réception en Préfecture : 01/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête n°2103183-1
TA - François GRECK"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2103183-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur François GRECK le 18 juin 2021 contre l'arrêté n° PC 34172 20 M0197 du 16 octobre 2020 par lequel le maire de MONTPELLIER a délivré à Monsieur RIBES un permis de construire sur l'emprise de la parcelle AS 363 sise 630 Avenue du Professeur Emile Jeanbrau ; ensemble la décision implicite de rejet du recours gracieux née le 22 avril 2021 ;

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2103183-1 TA le 18 juin 2021 par Monsieur François GRECK.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 juil. 2021
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 7 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-164206-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 07/07/21 - Réception en Préfecture : 07/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2103059-3
TA - Ressources humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2103059-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 14 juin 2021 par Monsieur Didier GUZMAN agent de la Ville de Montpellier tendant à obtenir réparation pour préjudice subi dans le cadre de sa mise en disponibilité d'office pour raison de santé ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2103059-3 par Monsieur Didier GUZMAN.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 juil. 2021
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 7 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-164226-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 07/07/21 - Réception en Préfecture : 07/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics
Service Administration des Cimetières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché N°V1B0026RP -
Obsèques des personnes dépourvues de
ressources suffisantes ou sans famille

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Radia TIKOUK en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Radia TIKOUK, adjointe déléguée à la relation aux usagers ;

Considérant :

- qu'il y a lieu de procéder à l'inhumation ou à la crémation des personnes dépourvues de ressources suffisantes décédées sur le territoire de la commune ;
- Qu'une procédure a été lancée conformément aux articles L.2123-1 et R.2123-1 à R.2123-7 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché accord cadre à bons de commandes pour une durée d'un an renouvelable une fois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique : 60% : - moyens humains (références, qualifications du personnel)
- moyens matériels (corbillards, cercueils)
 - Prix/ 40 % ;
- que l'entreprise Service Funéraires de "SAEML SFMA - MONTPELLIER

MEDITERRANEE METROPOLE », Domaine de Grammont – Avenue Albert Einstein – 34000 Montpellier
a répondu à l'offre en respectant le seuil du montant total fixé.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché « Obsèques des personnes dépourvues de ressources » à l'entreprise
"SAEML SFMA - MONTPELLIER MEDITERRANEE METROPOLE » pour un montant maximum de 44
000€ HT pour une durée de 1 an à compter de la notification, et reconductible une fois.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget général 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus
généralement, tout document relatif à cette affaire avec l'entreprise retenue.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la
Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 19 août 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Radia TIKOUK

Publiée le : 19 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-164282-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 19/08/21 - Réception en Préfecture : 19/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois
adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à une autorisation de signer une
convention de prêt à usage avec Mme Claire
DESPLAS - Parcelle cadastrée AD 258

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de la gestion active du patrimoine ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Mme Agnès SAURAT, Adjointe déléguée au Patrimoine municipal et à la Sobriété énergétique.

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier est propriétaire d'une parcelle cadastrée AD 258, d'une contenance de 4 910 m², située au Plan des Quatre Seigneurs à Montpellier, qui constitue de la réserve foncière ;
- Que la Ville a mis à disposition de Madame Claire DESPLAS cette parcelle, par convention de prêt à usage, à compter du 26 juillet 2017 ;
- Que Madame Claire DESPLAS sollicite à nouveau la mise à disposition de ces parcelles afin d'y mettre des chevaux.

Décide

ARTICLE 1 : De conclure avec Madame Claire DESPLAS une nouvelle convention de prêt à usage, à titre gracieux, à compter du 1^{er} juin 2021, d'une durée de trois mois renouvelable tacitement dans la limite de six ans, soit jusqu'au 31 mai 2027.

ARTICLE 2 : De dire que l'utilisation de cette parcelle est autorisée à la seule d'y parquer des chevaux ;

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire, ou à défaut Madame l'Adjointe déléguée, à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente

décision.

Montpellier, le 7 juil. 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès SAURAT

Publiée le : 7 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-164324-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 07/07/21 - Réception en Préfecture : 07/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association
"Chœur Universitaire de Montpellier" pour le 26
mai, 9 juin et 30 juin 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **Vu** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Chœur Universitaire de Montpellier » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 26 mai, 9 juin et 30 juin 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 90€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020.

Décide :

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à

cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 juil. 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 6 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-164334-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 06/07/21 - Réception en Préfecture : 06/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse
Service Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V0D0037AI -
Construction de vestiaires au stade Bernard
GIAMBRONE - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur HERVE MARTIN, Adjoint au Maire délégué à la ville sportive ;

CONSIDERANT :

- qu'il est nécessaire de passer un marché pour la construction de vestiaires au stade Bernard Giambrone de la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1 1° du Code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour un délai d'exécution maximal à compter de l'émission de l'ordre de service de 16 semaines pour les lots 1 et 3 et de 21 semaines pour le lot 2 ;
- le marché est alloué en 3 lots désignés ci-dessous :
 - lot 1 - Gros œuvre
 - lot 2 - Construction modulaire
 - lot 3 - Charpente - Couverture et terrasse bois
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :

Pour les lots 1 et 3 :

- Valeur technique 60%
- Prix des prestations au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire 40%

Pour le lot 2 :

- Valeur technique 30%
- Respect du projet architectural 30%
- Prix des prestations au regard de la décomposition du prix global et forfaitaire 40%

- qu'après analyse l'entreprise DARVER (445 avenue des Razeteurs 34160 Castries) pour le lot 1 « Gros œuvre » présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

- qu'après analyse l'entreprise ALGECO (ZI des Estroublans-21 avenue de Rome-BP 50069 13742 Vitrolles cedex) pour le lot 2 « Construction modulaire » présente l'offre économiquement la plus avantageuse ;

- qu'après analyse l'entreprise STRUCTURE BOIS (Z.A. Rue du Puits du Marin 34920 Le Crès) pour le lot 3 « Charpente - Couverture et terrasse bois » présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°V0D0037AI « construction de vestiaires au stade Bernard GIAMBRONE » :

- à l'entreprise DARVER pour le lot 1 « Gros œuvre » pour un montant global et forfaitaire de 79 093,54 € HT ;

- à l'entreprise ALGECO pour le lot 2 « Construction modulaire » pour un montant global et forfaitaire de 269 500 € HT ;

- à l'entreprise STRUCTURE BOIS pour le lot 3 « Charpente - Couverture et terrasse bois » pour un montant global et forfaitaire de 110 516,80 € HT.

Le marché prend effet à compter de l'émission de l'ordre de service prescrivant de commencer les travaux. Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est de 29 semaines, dont 16 semaines pour les lots 1 et 3, comprenant 6 semaines d'études et 21 semaines pour le lot 2, comprenant 6 semaines d'études.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier, chapitre 903.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 juil. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Hervé MARTIN

Publiée le : 15 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-164342-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 15/07/21 - Réception en Préfecture : 15/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse
Service Sports**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative aux conditions d'occupation des
Salle du Palais Universitaire Sportif Veyrassi
entre l'Université Montpellier 1 et la Ville de
Montpellier - Samedi 3 Juillet 2021 - 100 ans
MUC**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Hervé MARTIN en qualité d'Adjoint au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN dans le domaine de la Ville Sportive ;

CONSIDÉRANT :

- que la Ville est sollicitée par les associations sportives pour la mise à disposition de créneaux dans les gymnases et pour les manifestations d'importance ;
- que l'Université Montpellier 1, propriétaire du Palais Universitaire des Sports de Veyrassi, accepte de mettre à disposition de la Ville les salles de danse et de judo le Samedi 3 Juillet 2021 de 10h00 à 14h00 dans le cadre des 100 ans du MUC.

DECIDE

ARTICLE 1 : De passer une convention pour l'utilisation du Palais Universitaire des Sports de Veyrassi avec l'Université Montpellier 1, le Samedi 3 Juillet 2021, pour la somme de 864 € TTC.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville, chapitre 933.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tous les documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 5 juil. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Hervé MARTIN

Publiée le : 6 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-164417-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 06/07/21 - Réception en Préfecture : 06/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative l'avenant n°1 du marché
n°V8D0025EM - Achat de mobilier scolaire - Lots
1 et 4**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
 - VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
 - VU le Code de la commande publique ;
 - VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans le domaine « Ville éducative, Réussite scolaire et Administration générale » ;
 - VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN en l'absence de Madame Fanny DOMBRE-COSTE ;
 - VU la décision n°VD2019-432 attribuant le marché n°V8D0025EM « Achat de mobilier scolaire » ;
 - lot n°1 : mobilier scolaire des classes maternelles à l'entreprise DPC ;
 - lot n°4 : mobilier de restauration à l'entreprise LAFA ;
- sur la base d'un accord cadre à bons de commande, sans minimum et sans maximum, notifié le 04 septembre 2019 pour une durée d'un an, pouvant être reconduit par périodes successives de 1 an et une durée maximale de reconduction de 3 ans ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il est nécessaire de rajouter des produits aux bordereaux des prix unitaires aux lots 1 et 4 et ainsi pouvoir commander les produits ci-dessous :

Lot 1 :

Produits	Prix unitaires
Lit	307,85 € HT
Matelas	31,91 € HT

Lot 4 :

Produits	Prix unitaires
Table en 180	186,85€ HT
Table en 160	168,01€ HT
Table en 120	154,08€ HT
Table ronde	193,36€ HT
Chaise taille 3	58,24€ HT
Chaise taille 5	57,13€ HT
Chaise taille 6	57,13€ HT

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 1, au marché n° V8D0025EM « Achat de mobilier scolaire », avec l'entreprise DPC pour le lot n° 1 « mobilier scolaire des classes maternelles » et avec l'entreprise LAFA pour le lot n°4 « mobilier de restauration », afin de rajouter des produits aux bordereaux des prix unitaires, sans incidence financière sur le montant du marché initial.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les avenants et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 22 juil. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Michel ASLANIAN

Publiée le : 26 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-164581-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 26/07/21 - Réception en Préfecture : 26/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n°V9D0028AI-4 -
Construction de l'école primaire Zac de la
Restanque - Relance du lot 4 : menuiseries
extérieures et protections solaires - Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération du Conseil municipal, relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de 1^{ère} adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE 1^{ère} Adjointe au Maire déléguée à la « Ville éducative, à la réussite scolaire et à l'administration générale » ;
- VU la décision n°VD2020-139 du 26 mai 2020 ayant pour objet l'attribution des 13 lots du marché V9D0028AI « Construction de l'école primaire ZAC de la Restanque » ;
- VU la décision n°VD2021-256 du 17 juin 2021 résiliant le lot n°4 « Menuiseries extérieures – Protections solaires » du marché V9D0028AI « Construction de l'école primaire ZAC de la Restanque » signé avec l'entreprise REALCO ;

CONSIDÉRANT :

- que la Ville a besoin d'attribuer le lot 4 « Menuiseries extérieures – protections solaires » du marché V9D0028AI « Construction de l'école primaire ZAC de la Restanque » suite à la liquidation judiciaire de l'entreprise titulaire du lot ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée sous la référence V9D0028AI-4 « Construction de l'école primaire ZAC de la Restanque - Menuiseries extérieures – protections solaires » conformément à l'article R.2123-1

du Code de la Commande Publique relatif aux « petits lots » ;

- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants : valeur technique 60% et prix des prestations 40% ;

- qu'après analyse, l'entreprise SAS BARSALOU - 8, avenue du champ de mars 11100 NARBONNE - présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché V9D0028AI-4 « Construction de l'école primaire ZAC de la Restanque - Menuiseries extérieures – protections solaires » à la société SAS BARSALOU pour un montant global et forfaitaire de 694 839,16 € HT.

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux tous corps d'état est de 17 mois. Le délai prévisionnel propre au lot 4 est de 26 semaines à compter de la date de notification.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 juil. 2021
Madame la Première Adjointe

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 13 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-164539-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 13/07/21 - Réception en Préfecture : 13/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2103576-3
TA - Ressources humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction de Monsieur Michel ASLANIAN en l'absence de Madame Fanny DOMBRE-COSTE ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- la requête n°2103576-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 7 juillet 2021 par Monsieur Didier Guzman contre la décision du 10 juin 2021 refusant la reconnaissance d'un Congé de Longue Maladie Imputable au service,
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2103576-3 par Monsieur Didier Guzman.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 juil. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Michel ASLANIAN

Publiée le : 28 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-165301-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 28/07/21 - Réception en Préfecture : 28/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête n°2103337-
1TA - Joël CATIN - Florent MELTZ"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2103337-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 25 juin 2021 par Monsieur Joël CATIN et Monsieur Florent MELTZ tendant à l'annulation de l'arrêté n°PC 417220M0279 délivré le 26 avril 2021 par le Maire de Montpellier à ACM Habitat pour la construction de deux bâtiments sur la parcelle cadastrée RX n°329 le premier devant accueillir un centre d'accueil de demandeurs d'asile et le second un immeuble d'habitation collectif de 65 logements sociaux ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2103337-1 par Monsieur Joël CATIN et Monsieur Florent MELTZ.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 7 juil. 2021
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 7 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-164614-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 07/07/21 - Réception en Préfecture : 07/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
Chœur Universitaire de Montpellier ' pour les 4
juin, 11 et 21 juillet 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **Vu** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Chœur Universitaire Montpellier Méditerranée » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 4 juin, 11 et 21 juillet 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 90€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23 août 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 23 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-165703-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 24/08/21 - Réception en Préfecture : 24/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à l'École élémentaire Marc
BLOCH - Rénovation des sanitaires filles et
garçons - Demande de subvention**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subvention ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans le domaine « Ville éducative, Réussite scolaire et Administration générale » ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN en l'absence de Madame Fanny DOMBRE-COSTE ;

CONSIDERANT :

- que la rénovation des sanitaires des filles et des garçons de l'école élémentaire Marc Bloch sise, 135, allée des Hauts de Montpellier à Montpellier, est indispensable en raison de leurs vétustés et afin d'améliorer les conditions d'usage, d'hygiène et d'intimité des enfants ;
- que les travaux débiteront dès le début des vacances d'été, le 7 juillet 2021, pour ne pas perturber le bon fonctionnement de l'école, et se termineront le 25 août 2021. Le montant de cette opération est estimé à 70 000 € HT.

DECIDE

ARTICLE 1 : De solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense est inscrite au budget primitif de la ville 2021, section investissement, chapitre 902.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 19 juil. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Michel ASLANIAN

Publiée le : 19 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-164692-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 19/07/21 - Réception en Préfecture : 19/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à l'École élémentaire Georges
SIMENON - Rénovation de 4 classes-2e tranche -
Demande de subvention**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subvention ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans le domaine « Ville éducative, Réussite scolaire et Administration générale » ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN en l'absence de Madame Fanny DOMBRE-COSTE ;

CONSIDERANT :

- que la rénovation de 4 classes en R+1 de l'école Simenon sise, 215 boulevard Pedro de Luna à Montpellier, est indispensable, elle a pour but d'améliorer l'accueil des élèves par l'agrandissement et un aménagement plus fonctionnel des classes. Il s'agit de la 2^e tranche des travaux débutés en 2019 ;
- qu'en raison d'une importante manutention de mobilier avant le début des travaux, 4 classes à déménager, cette opération débutera le 28 juin 2021 et se terminera le 28 août 2021. Le montant de ces travaux est estimé à 131 000€ HT.

DECIDE

ARTICLE 1 : De solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense est inscrite au budget primitif de la ville 2021, section investissement, chapitre 902.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 19 juil. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Michel ASLANIAN

Publiée le : 19 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-164695-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 19/07/21 - Réception en Préfecture : 19/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Travaux et Maintenance
Service Administration et Comptabilité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'École maternelle Robert
SURCOUF - Rénovation des blocs sanitaires -
Demande de subvention

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de demander à tout organisme financeur l'attribution de subvention ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE dans le domaine « Ville éducative, Réussite scolaire et Administration générale » ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN en l'absence de Madame Fanny DOMBRE-COSTE ;

CONSIDERANT :

- que la rénovation des blocs sanitaires de l'école maternelle Robert Surcouf sise, 215, boulevard Pédro à Montpellier, a pour objectif de garantir de bonnes conditions d'intimité et de confort pour les enfants ;
- que les travaux débiteront dès le début des vacances d'été, le 7 juillet 2021, pour ne pas perturber le bon fonctionnement de l'école, et se termineront le 28 août 2021. Le montant de cette opération est estimé à 82 000 € HT.

DECIDE

ARTICLE 1 : De solliciter les subventions les plus larges possibles auprès des organismes compétents.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense est inscrite au budget primitif de la ville 2021, section investissement, chapitre 902.

ARTICLE 3 : D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut Madame l'adjointe déléguée à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 19 juil. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Michel ASLANIAN

Publiée le : 19 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-164697-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 19/07/21 - Réception en Préfecture : 19/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Systèmes d'Information

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à l'accord-cadre n°G0D0029RI -
Achat et maintenance postes de travail, serveurs,
composants informatiques et prestations,
vidéoprojecteurs et licences outils graphiques -
Lots 1, 2, 3, 4 et 5 - Attributions**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Séverine SAINT-MARTIN, Adjointe au Maire, déléguée au renouveau démocratique et à l'innovation sociale ;
- VU les articles R2194-3, R. 2194-4 et R2194-5 du Code de la commande publique ;

CONSIDÉRANT :

- qu'une procédure d'appel d'offres n° G0D0029RI a été lancée conformément aux articles R.2162-1 à R.2162-6, et R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, ni maximum.
L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 1 an à compter de la notification de l'accord-cadre.
L'accord-cadre peut être reconduit par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans ;
- que conformément aux articles L. 2113-6 à L. 2113-8 du Code de la commande publique les lots 1 et 5 de ce marché sont passés dans le cadre d'un groupement de commandes entre la Ville de Montpellier et le Centre Communal d'Action Sociale ; la Ville de Montpellier étant le coordonnateur du groupement. Les lots 2, 3, 4 sont passés pour la Ville de Montpellier ;

- que les critères d'analyse pour le jugement des offres sont détaillés dans le Rapport d'Analyse des Offres.
- qu'après analyse la commission d'appel d'offres dans sa séance du 6 juillet 2021, a attribué les marchés suivants :
 - lot 1 : Postes de travail Ville, Ecoles et CCAS à la société DELL SAS sise 1, Rond-Point Benjamin Franklin 34938 MONTPELLIER Cedex 9 qui a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;
 - lot 2 : Serveurs Ville à la société APX INTEGRATION sise 1, rue Royale 165 Bureaux de la Colline 92210 Saint-Cloud qui a présenté une offre économiquement avantageuse ;
 - lot 3 : Composants Informatiques et aide au déploiement à la société ORDISYS sise MAS des Abeilles 145 rue Michel DEBRE 30900 NIMES qui a présenté une offre économiquement avantageuse ;
 - lot 4 : Classes mobiles à la société OLYS –BIMP sise 2 Rue des Erables CS21055 - 69760 LIMONEST qui a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse ;
 - lot 5 : Vidéoprojecteurs Ville et CCAS à la société ORDISYS sise MAS des Abeilles 145 rue Michel DEBRE 30900 NIMES qui a présenté l'offre la plus économiquement avantageuse.

D E C I D E

ARTICLE 1 : D'attribuer les marchés précités aux sociétés suivantes à compter de la date de notification sur la base d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum ni maximum pour une durée d'un an renouvelable 3 fois, soit 4 ans maximum au total.

Lot 1 : Postes de travail Ville, Ecoles et CCAS à la Société DELL.

Lot 2 : Serveurs Ville à la société APX INTEGRATION.

Lot 3 : Composants Informatiques et aide au déploiement à la société ORDISYS.

Lot 4 : Classes mobiles à la société OLYS –BIMP.

Lot 5 : Vidéoprojecteurs Ville et CCAS à la société ORDISYS.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville, tous chapitres.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire avec les sociétés retenues.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 28 juil. 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Séverine SAINT-MARTIN

Publiée le : 30 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-165021-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 30/07/21 - Réception en Préfecture : 30/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sports et Jeunesse
Service Jeunesse**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1B0046DS -
Accompagnement de jeunes montpelliérains à
l'obtention du code du permis de conduire de
catégorie B - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU la délibération du 8 novembre 2010 précisant les conditions et mise en œuvre du dispositif, les modalités de la participation financière de la Ville au dispositif d'aide à la formation du permis de conduire catégorie B pour les jeunes montpelliérains de 18 à 29 ans;
- VU la délibération n°V2021-089 en date du 12 avril 2021 précisant les nouvelles modalités de la participation financière de la Ville au dispositif d'aide à la formation du permis de conduire de catégorie B pour les jeunes montpelliérains de 18 à 29 ans;

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de poursuivre le dispositif d'aide à la formation du permis de conduire catégorie B ;
- qu'une procédure a été lancée conformément aux dispositions de l'article R2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur de qualité de l'offre : 50 %
 - o de la formation proposée : 40%
 - o de l'accessibilité aux personnes handicapées : 10%
 - Coût de la prestation 50 %
- qu'après analyse, l'Auto-école de la Comédie Thierry DELSAUT sise 8 rue Boussairolles – 34000 Montpellier a présenté une offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché 'Accompagnement de jeunes montpelliérains à l'obtention du code du permis de conduire de catégorie B' à l'Auto-école de la Comédie Thierry DELSAUT sans minimum et avec un maximum de 12500€HT à compter de la date de notification jusqu'au 31/12/2021 pour la période initiale de l'accord cadre .

Le marché est reconductible par période successive de 1 an pour une durée maximale de reconduction de 3 ans.

Les montants seront identiques pour les périodes de reconduction.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant/ le protocole transactionnel et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 30 juil. 2021

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 30 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-165118-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 30/07/21 - Réception en Préfecture : 30/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1B0043DC -
Plan-Objet 2021 : conservation, restauration et
valorisation des églises Notre-Dame-des-Tables,
Saint-Matthieu, Sainte-Eulalie et Chapelle Saint-
Charles - Lots 1 et 2 Attributions - Autorisation
de dépôt d'une demande de subvention auprès de
l'Etat, Ministère de la Culture**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN, Adjointe au Maire Déléguée à la « Culture et à la culture scientifique » ;

CONSIDÉRANT :

- que la Ville de Montpellier a conclu avec l'Etat une convention Plan Objet pour la conservation, la restauration et la valorisation des églises de la Ville ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R. 2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire alloti pour une durée de 6 mois ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - valeur technique (60%)
 - expérience professionnelle (20%)
 - prix (20%)

- qu'après analyse, l'entreprise MALBREL CONSERVATION, 7 rue le Port, 46100 Capdenac présente une offre économiquement avantageuse pour le lot 1 ;

- qu'après analyse, Madame Enora THEILLÈRE, 6 chemin du bois 34160 Restinclières, mandataire du groupement solidaire avec l'EURL David, présente une offre économiquement avantageuse pour le lot 2.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le lot 1 du marché Plan Objet 2021, Conservation, restauration et valorisation des églises Notre- Dame-des-Tables, Saint-Matthieu, Sainte-Eulalie et Chapelle Saint-Charles à l'entreprise MALBREL CONSERVATION pour un montant de 23 908 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification, pour une durée de 6 mois.

D'attribuer le lot 2 du marché Plan Objet 2021, Conservation, restauration et valorisation des églises Notre- Dame-des-Tables, Saint-Matthieu, Sainte-Eulalie et Chapelle Saint-Charles à Madame Enora THEILLÈRE pour un montant de 3 288 € HT.

Le marché prend effet à compter de sa notification, jusqu'au 31 décembre 2021.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget 2021 de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser le dépôt d'une demande de subvention auprès de l'Etat, Ministère de la Culture, pour un montant équivalant à 40% des travaux prévus par ces marchés ;

ARTICLE 4 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 5 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 août 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 23 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-165152-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 24/08/21 - Réception en Préfecture : 24/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requêtes 2103593-5 et
référé suspension n°2103594-5 TA - SAS BM
MARKET"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2103593-5 et la requête en référé suspension n°2103594-5 déposées près le Tribunal Administratif de Montpellier le 8 juillet 2021 par la SAS BM MARKET contre l'arrêté municipal n°VAR2021-0065 du 2 juin 2021 portant réglementation des horaires d'ouverture des établissements type épiceries de nuit et de vente à emporter des boissons alcoolisées ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt des requête n°2103593-5 et n°2103594-5 par la SAS BM MARKET.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 12 juil. 2021
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 13 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-165142-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 13/07/21 - Réception en Préfecture : 13/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête TA -
n°2103632-5 et requête en référé suspension
n°2103633 - Société "La Notte"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN en l'absence de Madame Fanny DOMBRE-COSTE ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n°V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

CONSIDÉRANT :

- la requête n°2103632-5 et la requête en référé suspension n°2103633 déposées près le Tribunal Administratif de Montpellier le 10 juillet 2021 par la société « La Notte » et autres contre l'arrêté municipal n°VAR2021-0065 du 2 juin 2021 portant réglementation des horaires d'ouverture des établissements type épiceries de nuit et de vente à emporter des boissons alcoolisées ;

- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt des requête n°2103632-5 et n°2103633 par la société « La Notte » et Autres.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 15 juil. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Michel ASLANIAN

Publiée le : 15 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-165254A-AU-1-1
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 15/07/21 - Réception en Préfecture : 15/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2102916-3
TA - Ressources humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN en l'absence de Madame Fanny DOMBRE-COSTE ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- la requête n°2102916-3 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 4 juin 2021 par Monsieur Eddy KERNOU tendant à la condamnation de la Ville de Montpellier en réparation des préjudices qu'il a subis en raison de la décision du 15 octobre 2020 portant refus de renouveler son contrat à durée déterminé ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2102916-3 par Monsieur Eddy Kernou.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats VPNG et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 27 juil. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Michel ASLANIAN

Publiée le : 28 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-165315-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 28/07/21 - Réception en Préfecture : 28/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Événementiel - Protocole

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1C0011EV -
Spectacle pyrotechnique du 14 Juillet 2021 -
Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;

CONSIDÉRANT :

- qu'il y a lieu de procéder à la réalisation du spectacle pyrotechnique du 14 juillet 2021 ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article R. 2123-1 du Code de la commande publique sous la forme d'un marché à procédure adaptée. La prestation se déroulera le 14 juillet 2021 (date pouvant être modifiée selon les conditions météorologiques ou l'évolution de la situation sanitaire). Avant cette date, les prestations de préparation commencent à la notification du marché ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - sécurité 35%
 - qualité technique 25%
 - qualité esthétique 15%
 - durée d'occupation du site 5%
 - prix des prestations 20%
- qu'après analyse, l'entreprise JACQUES COUTURIER ORGANISATION demeurant aux Hautes crèches à Saint-Florent-des-Bois (85310) présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer le marché n°V1C0011EV relatif au « Spectacle pyrotechnique du 14 juillet 2021 » à l'entreprise Jacques Couturier Organisation pour un montant de 90 000 € HT. Le marché prend effet à compter de sa notification. La prestation se déroulera le 14 juillet 2021 (date pouvant être modifiée selon les conditions météorologiques).

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, chapitre 936.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 13 juil. 2021

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 13 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-165324-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 13/07/21 - Réception en Préfecture : 13/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sports et Jeunesse
Service Sports

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à la signature d'une convention
d'occupation temporaire du domaine public entre
la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée
Métropole et la Société Hurricane pour le Festival
International des Sports Extrêmes (FISE) du 4 au
5 septembre 2021 - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Hervé MARTIN en qualité d'Adjoint au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Hervé MARTIN, Adjoint délégué à la Ville Sportive ;

CONSIDÉRANT :

- que la Ville est sollicitée par la Société HURRICANE, titulaire exclusif de tous les droits d'exploitation du FISE, pour organiser le 25^{ème} Fise World du 4 au 5 septembre 2021 ;
- qu'il est nécessaire de mettre à disposition de la Société Hurricane les emprises sur le domaine public la place Georges Frêche, dans le cadre d'une convention fixant le montant d'une redevance d'occupation du domaine public selon la tarification en vigueur ;
- que la société Hurricane s'acquittera d'une redevance pour l'occupation du domaine public pour les espaces commerciaux selon la tarification en vigueur ;
- que la Ville de Montpellier et Montpellier Méditerranée Métropole s'engagent, en complément des installations mises en place par la Société Hurricane, à intervenir chacune dans leur domaine de compétence.

D E C I D E

ARTICLE 1 : De passer une convention entre la Ville de Montpellier, Montpellier Méditerranée Métropole et la Société Hurricane, fixant les modalités d'occupation temporaire du domaine public.

ARTICLE 2 : D'autoriser l'occupation du domaine public, l'établissement d'une redevance pour les espaces commerciaux proposés sur le site selon les tarifications en vigueur.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet, à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 20 juil. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Hervé MARTIN

Publiée le : 22 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-165336-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 22/07/21 - Réception en Préfecture : 22/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Politique Alimentaire

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

Décision relative au marché n°V0D0006PA - Fourniture de repas en liaison froide aux restaurants scolaires - Attribution

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Marie MASSART en qualité d'Adjointe au Maire, le 4 juillet 2020 ;
- VU l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame, Marie MASSART déléguée à la « Politique alimentaire et à l'agriculture urbaine » ;

CONSIDÉRANT :

- que la ville a la nécessité de recourir à l'achat de repas en liaison froide pour certains restaurants scolaires car la cuisine centrale actuelle a atteint son seuil maximal de production ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément aux articles R. 2123-1, R.2123-4 et R.2123-5° du Code de la commande publique sous la forme d'un accord cadre mono-attributaire sans minimum ni maximum pour une période de 4 ans à compter du 1^{er} septembre 2021 ou de sa notification si celle-ci est postérieure ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - 1 - Valeur technique (60%)
 - 2 - Prix des prestations (40%)

- que l'entreprise SHCB SAS située 100 RUE DE LUZAIS 38070 SAINT QUENTIN FALALVIER a présenté l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'attribuer l'accord-cadre à bon de commande sans minimum ni maximum intitulé « V0D0006PA FOURNITURE DE REPAS EN LIAISON FROIDE AUX RESTAURANTS SCOLAIRES » à l'entreprise SHCB SAS située 100 RUE DE LUZAIS 38070 SAINT QUENTIN FALALVIER, pour une période de 4 ans à compter du 1^{er} septembre 2021 ou de sa notification si celle-ci est postérieure.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de fonctionnement de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision

Montpellier, le 28 juil. 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Marie MASSART

Publiée le : 28 juil. 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-165508-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 28/07/21 - Réception en Préfecture : 28/07/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à l'accord cadre à bons de
commande N° : 202102919 S 21.03 pour les
prestations d'études hydrauliques dans le cadre
du mandat d'études du secteur Grammont à
Montpellier - Autorisation de signature**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Faye en matière d'Urbanisme durable et la Maîtrise foncière signé par M. Delafosse ;
- VU la convention de mandat d'études préalables à l'aménagement du secteur Grammont et Sud Grammont, en date du 06 avril 2021 au bénéfice de la SA3M ;

Considérant :

- la mise en valeur du site via notamment la réalisation d'aménagement paysager et modes doux nécessite la réalisation préalable de prestations d'études hydrauliques ;
- qu'une procédure a été lancée conformément à l'article L2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre pour une durée de 4 ans non reconductible ;
- que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - ° Prix de la prestation : 40 %
 - ° Note Méthodologique : 60 %
- qu'après analyse, l'entreprise PROGEO Environnement 5 esplanade Andry Farcy 38000 Grenoble présente l'offre économiquement la plus avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché d'études hydrauliques N° : 202102919 S 21.03, dans le cadre de l'aménagement du secteur de Grammont et Sud – Grammont à l'entreprise PROGEO Environnement, pour un montant maximum de 60 000 € HT (toutes reconductions et tranches à notifier comprises), sans minimum.

Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 4 ans, non reconductible.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier, sur les exercices budgétaires 2021, 2022, 2023, 2024, 2025.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 août 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Maryse FAYE

Publiée le : 10 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-165667-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 10/08/21 - Réception en Préfecture : 10/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
France Parkinson ' pour les 29 septembre, 6-9-10-
20 octobre, 3-17 novembre, 1er et 8 décembre
2021.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **Vu** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « France Parkinson » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 29 septembre, 6-9-10-20 octobre, 3-17 novembre, 1^{er} et 8 décembre 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Que compte tenu du caractère caritatif de l'association, cette convention est conclue à titre gratuit, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à

cette affaire.

Montpellier, le 23 août 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 23 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-165706-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 24/08/21 - Réception en Préfecture : 24/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association 'Nadalenca ' pour le 19 juin 2021.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **Vu** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Nadalenca » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 19 juin 2021;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 30€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23 août 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 23 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-165711-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 24/08/21 - Réception en Préfecture : 24/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association ' La
Moréna ' pour les 14 mars et 10 avril 2021.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « La Moréna » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 14 mars et 10 avril 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23 août 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 23 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-165714-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 24/08/21 - Réception en Préfecture : 24/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
Conspectus ' pour les 27 mars, 17 avril, 8-29 mai,
26-27 juin 2021.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **Vu** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Conspectus » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 27 mars, 17 avril, 8-29 mai, 26-27 juin 2021;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 210€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23 août 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 23 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-165717-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 24/08/21 - Réception en Préfecture : 24/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association 'EKHO
chœur de chambre ' pour les 29 avril, 6-
13-14 et 15 mai 2021.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **Vu** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « EKHO chœur de chambre » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 29 avril, 6-13-14 et 15 mai 2021;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 270€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23 août 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 23 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-165720-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 24/08/21 - Réception en Préfecture : 24/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

15



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association '
Jordelan ' pour les 18 et 20 juin 2021.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **Vu** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « Jordelan » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs les 18 et 20 juin 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 90€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23 août 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 23 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-165723-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 24/08/21 - Réception en Préfecture : 24/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine
Service Administration (Culture)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à la mise à disposition de la
Maison des Chœurs au profit de l'association ' ARS Musica ' pour le 18 juillet 2021.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **Vu** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans;
- **Vu** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'adjointe au Maire le 4 juillet 2020;
- **Vu** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN Adjointe déléguée à la Culture ;

Considérant :

- Que l'association « ARS Musica » a fait une demande en vue d'utiliser la Maison des Chœurs le 18 juillet 2021 ;
- Que cette mise à disposition est possible compte tenu du calendrier des manifestations ;
- Qu'une redevance d'occupation du domaine public d'un montant de 60€ sera due par l'association en contrepartie de cette mise à disposition, conformément à la délibération V2020/290 du 14 décembre 2020.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'approuver la convention d'occupation de la Maison des Chœurs, jointe en annexe.

ARTICLE 2 : De dire que la recette sera imputée sur le budget 2021 de la Ville.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23 août 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 23 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-165728-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 24/08/21 - Réception en Préfecture : 24/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction du Parc de Lunaret
Service Administration (Parc de Lunaret)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au dépôt de demandes
d'autorisation d'urbanisme pour le parc de
Lunaret

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code général des collectivités territoriale et plus particulièrement l'article L.2122-2 ;
- **VU** la délibération du conseil municipal du 04 juillet 2020 désignant, Monsieur Eddine ARIZTEGUI en qualité d'Adjoint au Maire,
- **VU** la délibération du conseil municipal du 4 juillet 2020 établissant la liste des délégations permanentes accordées au maire par le conseil municipal, et notamment son paragraphe 26° ;
- **VU** l'arrêté du 24 juillet 2020 portant délégation de fonction à Monsieur Eddine ARIZTEGUI dans le domaine du bien-être animal ;

Considérant :

- Que le parc de Lunaret, ERP-PA (établissement recevant du public de plein air) situé sur 60 hectares d'espaces naturels préservés en pleine zone urbaine, est un vaste ensemble comprenant un parc zoologique (le zoo de Montpellier), une serre amazonienne et une ferme pédagogique ayant commencé à évoluer en centre de ressources ;
- Que depuis plusieurs années, un vaste projet de requalification du site a été engagé passant notamment par la réhabilitation et la mise en sécurité du parc de Lunaret ;
- Que la mise en œuvre de ce projet nécessitera la démolition, la transformation ou la construction de biens municipaux ;
- Qu'il y aura donc lieu, à ce titre, de déposer des autorisations d'urbanisme, conformément aux dispositions des législations en vigueur ;

Décide en conséquence :

Article 1 : D'autoriser le Maire ou son représentant à déposer toute demande d'autorisation d'urbanisme relative aux aménagements susmentionnés auprès des services compétents.

Article 2 : Monsieur le Directeur Général des Services et Madame la Trésorière Principale Municipale sont

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 29 juil. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Eddine ARIZTEGUI

Publiée le : 2 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-165741-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 02/08/21 - Réception en Préfecture : 02/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Requête en référé
expertise - Tribunal Judiciaire de Montpellier -
Fédération unie des auberges de jeunesse
(FUAJ)"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter, au nom de la commune, des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

CONSIDERANT que la Ville de Montpellier est propriétaire du bâtiment où se trouve l'Auberge de Jeunesse, donné à bail à la FUAJ (Fédération Unie des Auberges de Jeunesse) ;

CONSIDERANT que dans le cadre de l'occupation du bâtiment, des travaux n'ont pas été réalisés, et le bâtiment s'est délabré ;

CONSIDERANT que dans ce contexte, la Ville souhaite engager un référé expertise afin de faire chiffrer les travaux revenant au propriétaire pour sécuriser le bâtiment, afin ensuite de faire, sur la base du rapport, un recours indemnitaire contre la FUAJ ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice, par une procédure de référé expertise à l'encontre de la FUAJ, pour la défense de ses intérêts dans cette affaire.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 10 août 2021
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 10 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-165775-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 10/08/21 - Réception en Préfecture : 10/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Aménagement et Renouvellement Urbain
Service Montpellier Territoires Est & Nord

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

ZAC Port Marianne - Consuls de Mer
Parcelle n°DS 557
Convention de participation Ville de Montpellier /
SOGEPROM SUD REALISATIONS

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Maryse Faye, adjointe déléguée à l'urbanisme durable et à la maîtrise foncière ;
- **VU** le Code de l'urbanisme et plus particulièrement son article L. 311-4 ;
- **VU** la délibération n° 2012/485 du Conseil municipal en date du 1er octobre 2012 approuvant le dossier de création de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Consuls de Mer ;
- **VU** la délibération n° V019/479 du Conseil municipal en date du 19 décembre 2019 approuvant le dossier de réalisation de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Consuls de Mer ;
- **VU** la délibération n° 1994/39 du Conseil municipal en date du 9 mai 1994 approuvant les termes de la concession d'aménagement confiant à la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) l'aménagement de la ZAC Port Marianne – Consuls de Mer ;
- **VU** la concession d'aménagement signée en date du 10 mai 1994 ;
- **VU** la délibération n° 40/2001 du Conseil municipal en date du 25 juillet 2001 approuvant les termes de l'avenant n° 4 au traité de concession ;
- **VU** l'avenant n°4 au traité de concession le transformant en convention publique d'aménagement signé le 6 septembre 2001 et plus particulièrement les articles 8 ter et 17-IV ;

Considérant :

- Qu'une demande de permis de construire a été déposée en mairie par la société SOGEPROM SUD REALISATIONS représentée par son gérant Pierre RAYMOND, pour la réalisation d'un programme de logements ;
- Qu'il y a lieu d'établir, en vue de compléter la demande de permis de construire, une convention de

participation entre la Ville de Montpellier et la société NGP, afin de préciser les conditions de sa participation financière au coût de l'équipement de la zone d'aménagement concerté Port Marianne – Consuls de Mer, la parcelle cadastrée section DS n°107, objet du programme de construction, étant localisée à l'intérieur du périmètre de la ZAC et propriété de la société SOGEPROM SUD REALISATIONS ;

- Les éléments suivants relatifs au projet de construction envisagé, résumés comme suit :

- Surface de plancher (SDP) envisagée : 3 099.80 m² de SDP (dont 996 m² de SDP affectée à du logement locatif social, 604 m² affectée à du logement en accession abordable et 92,3 m² pour les commerces et activités),

- Calcul du montant estimé de la participation :

o Base de calcul :

- 174,20 € par mètre carré de SDP autorisé par le permis de construire pour le logement libre,
- 54,40 € par mètre carré de SDP autorisé par le permis de construire pour le logement locatif social,
- 174,20 € par mètre carré de SDP autorisé par le permis de construire pour le logement en accession abordable,
- 174,20 € par mètre carré de SDP autorisé par le permis de construire pour les commerces ou activités.

o Montant :

- 1 407.50 m² SDP x 174.20 € = 245 186.50 euros,
- 996 m² SDP x 54,40 € = 54 182.40 euros,
- 604 m² SDP x 174,20 € = 105 216.80 euros,
- 92.3 m² SDP x 174,20 € = 16 078.66 euros.

TOTAL = 420 664.36 euros

Quatre cent vingt mille six cent soixante-quatre euros et trente-six centimes

- Le montant total définitif de la participation du constructeur sera calculé sur la base du nombre de m² de SDP autorisés par le permis de construire effectivement délivré.

DECIDE :

ARTICLE 1 : de conclure la convention de participation entre la Ville de Montpellier et la société SOGEPROM SUD REALISATIONS représentée par son gérant Pierre RAYMOND, telle qu'annexée à la présente décision.

ARTICLE 2 : d'autoriser le versement de la participation directement au bénéfice de la Société d'équipement de la région montpelliéraine (SERM) selon les modalités de l'article 4.2 de la convention de participation.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Maire ou l'Adjoint délégué, à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Montpellier, le 9 août 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Maryse FAYE

Publiée le : 10 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-165829-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 10/08/21 - Réception en Préfecture : 10/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Education
Service Ressources (Education)

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'avenant n°1 au marché
V8D0042A1 "Mission de maîtrise d'œuvre pour
la transformation du site du conservatoire
Candolle en école primaire (7 classes)"
Autorisation de signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité de 1^{ère} Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE 1^{ière} Adjointe au Maire déléguée à la Ville éducative, à la réussite scolaire et à l'administration générale ;
- VU la décision VD2019-304 du 25 juin 2019 ayant pour objet l'attribution du marché V8D0042AI « Mission de maîtrise d'œuvre pour la transformation du site du conservatoire Candolle en école primaire (7 classes) » au groupement conjoint NAS / GTA / EUPALINOS / ESKIS / P3G / GAPIRA / SIGMA / POISSONNIER ayant comme mandataire NAS ARCHITECTURE pour un forfait de rémunération provisoire s'élevant à 437 000 € HT sur la base du taux de rémunération (t) fixé à 9,50 % ;
- VU l'avis de la Commission d'Appel d'Offres du 20 juillet 2021 favorable à la passation d'un avenant n° 1 pour le marché V8D0042AI « Mission de maîtrise d'œuvre pour la transformation du site du conservatoire Candolle en école primaire (7 classes) » dans la mesure où cet avenant excède 5%.

Considérant :

- Que le marché V8D0042AI « Mission de maîtrise d'œuvre pour la transformation du site du conservatoire Candolle en école primaire (7 classes) » a été lancé pour une durée globale prévisionnelle de 50 mois (11

mois d'étude, 17 mois de chantier (préparation de chantier et OPR), 12 mois de Garantie de Parfait Achèvement) se terminant le 28 août 2023 ;

- Que la part de l'enveloppe prévisionnelle du maître d'ouvrage affectée aux travaux a été fixée à 4 600 000,00 Euros H.T. ;

- Qu'à l'issue de l'APD, le coût prévisionnel C des travaux a fait l'objet d'une nouvelle estimation par le maître d'œuvre d'un montant de 6 442 900,00 € HT en raison des modifications de programme rendues nécessaires par le changement de périmètre de l'opération augmentant la capacité du projet à 9 classes et de locaux spécifiques dédiés aux tranches d'âge, entraînant une augmentation de 175 075,50 € HT du forfait de rémunération ;

- Que suite aux mesures sanitaires gouvernementales imposées durant l'année 2020, la planification des études a été fortement impactées, générant un retard de 12 mois ;

- Que les missions confiées au regard des évolutions de programme, nécessitent un délai supplémentaire pour leur exécution : La phase étude est prolongée de 12 mois et la phase travaux est prolongée de 10 mois. Soit une prolongation de délai totale de 24 mois portant la date de fin du marché au 28 août 2025 (GPA incluse).

- Que conformément à l'article 139 alinéa 3 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics il est nécessaire de signer un avenant n°1 ayant pour objet de modifier le programme, d'approuver l'avant-projet définitif, de fixer le coût prévisionnel des travaux C et la rémunération définitive du maître d'œuvre et de prolonger le délai ;

DECIDE

ARTICLE 1 : d'autoriser la signature de l'avenant n°1 au marché V8D0042AI du groupement conjoint NAS / GTA / EUPALINOS / ESKIS / P3G / GAPIRA / SIGMA / POISSONNIER ayant comme mandataire NAS ARCHITECTURE d'un montant de 175 075,50 € HT, portant le forfait de rémunération définitif à 612 075,50 € HT ;

Soit une augmentation de 40 % du forfait de rémunération.

Le marché de maîtrise d'œuvre est prolongé de 24 mois portant sa date de fin d'exécution au 28 août 2025 (GPA incluse).

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 5 août 2021
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 6 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-165975-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 06/08/21 - Réception en Préfecture : 06/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété JOSEPH - Maison
- cadastrée HZ 55 et 56 - 56 rue de Bugarel.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23 décembre 2014 publié au Journal Officiel du 26 décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;
- VU l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE, adjointe au Maire déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière ;
- VU les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- VU le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- VU la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- VU la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- VU la concession d'aménagement en date du 11 juillet 2012 accordée à la Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole (SA3M, anciennement SAAM) portant sur le secteur de l'Ecole

d'Application de l'Infanterie (EAI) ;

- VU le constat dressé le 27 juillet 2021 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de la Ville Montpellier conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- VU l'estimation des services fiscaux du 28 juillet 2021.

CONSIDERANT :

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 28 avril 2021, Maître Anne VIDAL, notaire à Montpellier, a déposé une déclaration d'intention d'aliéner concernant la vente, par Madame Simone JOSEPH, d'une maison située 56 rue de Bugarel, cadastrée section HZ 55 et 56, au prix de 260 000 € en ce compris une commission d'agence de 17 000 € ;
- que cette propriété est incluse dans le périmètre opérationnel de la concession d'aménagement de l'opération de l'EAI, élargi aux alentours de l'EAI proprement dite, en passant par le Parc Montcalm jusqu'à l'avenue de Toulouse, et visant à permettre une ouverture du parc sur ladite avenue;
- que l'ouverture du parc sur l'avenue de Toulouse, nécessite l'acquisition de plusieurs parcelles, dont certaines l'ont déjà été sur ce même linéaire et dans la même perspective, pour permettre la mise en œuvre de ce projet urbain ;
- que cette parcelle est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville ;
- qu'il est nécessaire dans ces conditions pour la Ville de Montpellier d'exercer le droit de préemption sur ce bien, afin de le rétrocéder à la SA3M concessionnaire qui réalisera le projet ainsi défini, projet conforme aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment, afin de mettre en œuvre un projet urbain et de permettre le renouvellement urbain.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'exercer le droit de préemption sur la propriété de Madame Simone JOSEPH, soit une maison d'habitation située 56 rue de Bugarel, cadastrée section HZ 55 et 56, au prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner de 260 000 € en ce compris 17 000 € de commission d'agence.

ARTICLE 2 : la SA3M, concessionnaire de l'opération d'aménagement de l'EAI, interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 9 août 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Maryse FAYE

Publiée le : 10 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-166030-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 10/08/21 - Réception en Préfecture : 10/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Fixation judiciaire du
prix de la parcelle cadastrée n°HM 275 - 23 rue
de Verdun - Montpellier"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- la nécessité de saisir le juge de l'Expropriation du Département de l'Hérault pour fixation judiciaire du prix de la parcelle cadastrée n°HM 275 sise 23 rue de Verdun sur la commune de Montpellier appartenant à Monsieur Robert RUSCASSIE et ce dans le droit de préemption urbain exercé par la Ville de Montpellier ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

-DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts devant le Juge de l'Expropriation du Département de l'Hérault pour fixation judiciaire du prix de la parcelle cadastrée n°HM 275 Sise 23 rue de Verdun sur la commune de Montpellier.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 août 2021
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 9 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-166079-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 09/08/21 - Réception en Préfecture : 09/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Energie et Moyens Techniques
Service Achats et Production Graphique**

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative au marché n°V1B0047EM -
Achat d'un incinérateur à déchets - Attribution**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code de la commande publique ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint délégué aux Finances ;

Considérant :

- Qu'il y a lieu de procéder à l'achat d'un incinérateur à déchets pour les bois, capitons et bacs de rétentions issus d'exhumations, conformément aux besoins exprimés par le Service Administration des Cimetières de la Ville de Montpellier ;
- Qu'une procédure de mise en concurrence d'entreprises spécialisées a été lancée conformément à l'article R2123-1 du code de la commande publique sous la forme d'un marché ordinaire pour une durée d'exécution de 5 mois ;
- Que les critères d'analyse des offres pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique 50%
 - Prix 40%
 - Durée prolongée de garantie gratuite 10%
- Qu'après analyse, l'entreprise FACULTATIVE TECHNOLOGIES France, 10 rue Robert Schuman, BP 38, 10302 SAINTE SAVINE CEDEX, présente une offre économiquement avantageuse.

DECIDE

ARTICLE 1 : d'attribuer le marché Achat d'un incinérateur à déchets à l'entreprise FACULTATIEVE TECHNOLOGIES France, pour un montant global et forfaitaire de 72.718 € HT.
Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée d'exécution est de 5 mois

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer le marché et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 août 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Michel ASLANIAN

Publiée le : 23 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-166335-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 24/08/21 - Réception en Préfecture : 24/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête n°2103752-1
TA - Syndicat de la copropriété les Terrasses de
l'Aqueduc"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- la requête n°2103752-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier le 16 juillet 2021 par le Syndicat de la copropriété les Terrasses de l'Aqueduc contre l'arrête n°PC3417218V0086 du 19 octobre 2018 par lequel le Maire de la commune a délivré un permis de construire à la SNC LNC Occitane Promotion pour la construction d'un immeuble de 24 logements sur un terrain sis au 453 rue de la Croix Lavit ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2103752-1 le 16 juillet 2021 par la SNC LNC Occitane promotion.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 août 2021
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 9 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-166601-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 09/08/21 - Réception en Préfecture : 09/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision d'ester en justice "Occupation illicite -
parcelle cadastrée n°SM 0039"**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal (avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- VU la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- l'occupation sans autorisation de la parcelle cadastrée n°SM039, propriété de la Ville de Montpellier, constituant le plateau sportif Spinosi, par un groupe de gens du voyage ;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier.

-DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice près le Tribunal Administratif de Montpellier tendant à l'expulsion d'un groupe de gens du voyage occupant sans autorisation la parcelle cadastrée n°SM0039.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier,

chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 août 2021
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 9 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-166614-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 09/08/21 - Réception en Préfecture : 09/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête TA
n°2103935-1 - Monsieur Vincent François et
Michèle François "

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant

- La requête n°2103935-1 déposée près le Tribunal Administratif de Montpellier par Monsieur Vincent François et Madame Michèle François contre l'arrêté n°PC 3417220M0146 délivré le 25 mai 2021 à la SCCV Aiguelongues pour la construction d'une résidence de 142 logements sise au 315 rue de l'Aiguelongue;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice près le Tribunal Administratif de Montpellier suite au dépôt de la requête n°2103935 par Monsieur Vincent François et Madame Michèle François.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au cabinet d'avocats CGCB et Associés.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 août 2021
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 9 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-166773-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 09/08/21 - Réception en Préfecture : 09/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Affaires Juridiques et de la Commande Publique
Service Affaires Juridiques

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision d'ester en justice "Requête
n°21MA01585 CAA - Ressources humaines"

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** les délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal notamment celle d'intenter au nom de la commune des actions en justice ou de défendre la commune dans les actions introduites contre elle et notamment en matière : d'urbanisme (aménagement, droit des sols, préemption, expropriation, et tout autre domaine s'y rapportant), de domanialité publique et privée, de patrimoine (protection, gestion, expulsion, occupations domaniales de tout ordre et en particulier terrasses, halles et marchés et tout autre domaine s'y rapportant), de gestion des ressources humaines, d'affaires culturelles, d'affaires commerciales, de finances et fiscalité, d'état-civil et d'élections, de services funéraires, de sport, de police (circulation, stationnement notamment) et des pouvoirs s'y rapportant (ordre public, sécurité, tranquillité et salubrité publiques), de commande publique (marchés publics et délégations de service public particulièrement) et tous autres contrats passés par la commune, d'assurances et de responsabilité civile, de travaux publics, de droit de la construction (expertises et mise en œuvre de la garantie décennale, notamment), de droit pénal(avec notamment la constitution de partie civile), ainsi que dans tous les autres cas dans lesquels la commune peut être amenée à agir en justice en attaque comme en défense ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Fanny DOMBRE-COSTE en qualité d'Adjointe au Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Fanny DOMBRE-COSTE, Première Adjointe, dans les domaines de la Ville Educative, la Réussite Scolaire et l'Administration Générale ;
- **VU** la décision n°VD2021-003 du 18 février 2021 relative à l'attribution du marché n° V0D0023JM de prestations de conseil juridique et de représentation en justice ;

Considérant :

- la requête n°21MA01585 déposée près la Cour Administrative d'Appel de Marseille par Madame Maria IYARMEN le 28 avril 2021 contre le Jugement du Tribunal Administratif de Montpellier n°190463 du 19 mars 2021 refusant d'annuler la décision du 10 juillet 2019 par laquelle la commune de Montpellier l'a informée du non-renouvellement de son contrat;
- qu'il est nécessaire de défendre la Ville de Montpellier ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La Ville de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts près la Cour Administrative d'Appel de Montpellier suite au dépôt de la requête n°21MA01585 par Madame Maria IYARMEN.

ARTICLE 2 : La défense de ses intérêts est confiée au Cabinet d'Avocats MB Avocats.

ARTICLE 3 : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Ville de Montpellier, chapitre 930.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 9 août 2021
Madame la Première Adjointe
Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publiée le : 9 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-166776-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 09/08/21 - Réception en Préfecture : 09/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à une convention de mise à
disposition Ville / Conseil Départemental de
l'Hérault - Terrains 5 rue de la Cavalade
cadastrés SK 364 et 365**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de la Gestion Active du Patrimoine ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du Patrimoine municipal et de la Sobriété énergétique ;

Considérant :

- Que le Conseil Départemental de l'Hérault a prévu la construction d'un nouveau Collège situé entre la rue de la Cavalade, la rue du Mas Rouge et contre l'avenue du Mondial 98 ;
- Que la Ville de Montpellier possède deux parcelles SK364 et SK365 comme réserve foncière non utilisées à ce jour ;
- Que le Conseil Départemental de l'Hérault, a besoin pour la bonne réalisation de son projet d'une zone permettant à la fois le stationnement du personnel du chantier ainsi que la mise en place des installations de chantier (salle de réunion, vestiaires, etc..) ;
- Que le Conseil Départemental de l'Hérault a sollicité la Ville pour occuper l'emprise des parcelles SK364 et SK365 restant sa propriété, afin de faciliter l'exécution de la construction du Collège de Port Marianne jusqu'à la fin de l'année 2022 ;
- Que la construction du Collège est une opération d'intérêt général nécessaire et bénéfique à la collectivité ;

DECIDE

ARTICLE 1 : De conclure avec le Conseil Départemental de l'Hérault une convention de mise à disposition pour l'emprise des parcelles SK364 et SK365 restant la propriété de la Ville, du 16 Août 2021 jusqu'au 31 Décembre 2022, à titre gracieux.

ARTICLE 2 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 3 : Que Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principal Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 août 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès SAURAT

Publiée le : 24 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-166779-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 24/08/21 - Réception en Préfecture : 24/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Santé et de la Prévention
Unité administrative qualité de vie au travail

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

**Décision relative à l'attribution du marché de
fourniture de matériel destiné aux aménagements
pour les personnes en situation de handicap ou de
restriction d'aptitude de la Ville de Montpellier
(marché n° V0B0060RH)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code de la commande publique ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice ;
- **VU** - Vu l'arrêté portant délégation de fonction à Monsieur Michel Aslanian, Adjoint au Maire, délégué aux Finances, à l'Evaluation des politiques publiques, aux Ressources Humaines et au Dialogue Social ;

Considérant :

- qu'il est nécessaire d'assurer l'aménagement des postes pour les personnes en situation de handicap ou de restriction d'aptitude pour la Ville de Montpellier ;
- qu'une procédure adaptée a été lancée conformément à l'article L.2125.1 du Code de la Commande Publique, sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande sans minimum, avec un maximum de 60 000€, en application des articles R2162-1 à R2162-6 et des articles R2162-13 et R2162-14 du code susvisé pour une durée de 12 mois;
- que cette procédure était composée d'un lot unique ;
- que les critères d'analyse pour le jugement des offres étaient les suivants :
 - Valeur technique au regard du mémoire technique: 50% ;
 - Prix des prestations au regard du Détail Quantitatif Estimatif et rabais : 40% ;
 - Garanties au regard du cadre méthodologique :10%.
- qu'après analyse, SARL DESIGN +, 2012 avenue de Toulon - 83260 LA CRAU présente l'offre économiquement la plus avantageuse

Décide

ARTICLE 1 : D'attribuer, à compter de sa notification, pour 12 mois le marché de fourniture de matériel adapté destiné aux aménagements de postes pour personnes en situation d'handicap ou de restriction d'aptitude de la Ville de Montpellier: à SARL DESIGN +, 2012 avenue de Toulon - 83260 LA CRAU, pour un montant maximum de 60 000 € H.T sans minimum.

ARTICLE 2 : de dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : d'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer les marchés et, plus généralement, tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale Municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 août 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire
Signé.

Michel ASLANIAN

Publiée le : 23 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-166852-AR-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 24/08/21 - Réception en Préfecture : 24/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Architecture et Immobilier
Service Gestion Active/Propriété/Sécurité

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative au marché n°7B0056 -
Sécurisation des Hôtels Varennes et Bachy-du-
Cayla - Mission de maîtrise d'œuvre - Avenant
n°3 - Autorisation de signature

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et des accords-cadres, sans limitation de montant, ainsi que toute décision concernant leurs modifications (avenants, protocoles transactionnels, etc.) lorsque les crédits sont inscrits au budget, que la Ville de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès SAURAT en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de signature à Madame Agnès SAURAT dans le domaine du Patrimoine municipal et de la Sobriété énergétique ;
- VU la décision n° VD/2017/224 du 1 septembre 2017, attribuant le marché de maîtrise d'œuvre n°7B0056 pour la Sécurisation des Hôtels Varennes et Bachy-du-Cayla au groupement EUPALINOS – Cabinet Coefficient, ayant pour mandataire SELARL EUPALINOS –Laurent Dufoix Architecte pour un montant de 52 200 euros HT sur la base d'une enveloppe financière affectée au travaux à 580 000 euros HT, pour une durée de 72 mois (60 mois + 12 mois de GPA) ;
- VU la décision n°VD2018/370 en date du 20 novembre 2018, approuvant un avenant n°1 de réduction du montant initial du marché à 360 000 € HT avec un montant total estimé de maîtrise d'œuvre à 34 000 € HT ;
- VU la décision n° VD2021-101 en date du 15 mars 2021, approuvant un avenant n°2 de réduction du marché, venant corriger des erreurs de calculs dans l'avenant n°1, entraînant une réduction du contrat de maîtrise d'œuvre de 7 760 € HT portant ainsi le montant du marché à 44 440 € HT ;

Considérant :

- Que la Ville de Montpellier est propriétaire des deux hôtels particuliers Varennes et Bachy-du-Cayla, inscrits au titre des monuments historiques ;
- Que dans le cadre de la gestion active de son patrimoine, la Ville souhaite réaliser un programme de travaux de sécurisation et a lancé un marché à procédure adaptée sous la référence 7B0056 « Sécurisation des Hôtels Varennes Bachy-du-Cayla-Mission de maîtrise d'œuvre » ;
- Que le marché d'une durée de 72 mois (60 mois+12 mois GPA) a été attribué au groupement EUPALINOS

- Cabinet Coefficient, ayant pour mandataire SELARL EUPALINOS –Laurent Dufoix Architecte – 5, Grand-rue Jean Moulin – 34000 Montpellier ;
- Que par décision exécutoire n° VD 2020-403 en date du 13 novembre 2020, le lot n°2 du marché n°V8D0004AI « travaux de sécurisation de la cour intérieur de l'hôtel Baschy du Cayla » a acté la modification de la date de commencement de la période de préparation du chantier du lot 2 « menuiseries extérieures bois » de l'entreprise IVORRA et que lesdits travaux seront prolongés de 4 mois, entraînant une fin de travaux pour le vendredi 26 mars 2021.
- Que cette prolongation du marché de travaux entraine une augmentation des honoraires du marché de maîtrise d'œuvre, objet du présent avenant n° 3 ;
- Que l'avenant n° 3 d'augmentation est porté à 5 250 € HT, la répartition entre les cotraitants est répartie comme suit, il convient donc :
 - De rémunérer la maîtrise d'œuvre pour un montant de 4 200 € HT ;
 - De rémunérer l'économiste Coefficient pour un montant de 1 050 € HT ;
- Que l'augmentation du contrat de Maîtrise d'œuvre passe donc de 44 440 euros HT à 49 690 euros HT.
- Que ces éléments précités entraînent une augmentation du contrat de maîtrise d'œuvre de 5 250 € HT portant ainsi le montant du marché à 49 690 euros HT.

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser la signature de l'avenant n° 3 d'augmentation au marché 7B0056 – « Sécurisation des Hôtels Varennes et Bachy-du-Cayla » pour un montant total de maîtrise d'œuvre à 49 690 € HT au groupement EUPALINOS – Cabinet Coefficient, ayant pour mandataire SELARL EUPALINOS –Laurent Dufoix Architecte – 5, Grand-rue Jean Moulin – 34000 Montpellier.
Le montant de cet avenant n°3 d'augmentation est de : 5 250 € HT.

ARTICLE 2 : De dire que la dépense sera imputée sur le budget de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer l'avenant et, plus généralement tout document relatif à cette affaire.

ARTICLE 4 : De charger Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville et Madame la Trésorière Principale Municipale, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Montpellier, le 23 août 2021
Monsieur le Maire
Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 23 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-167123-CC-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 23/08/21 - Réception en Préfecture : 23/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété JBMB - Immeuble
- cadastre EW 38 - 3 rue des Deux Ponts.

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L. 2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- **VU** la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- **VU** les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;
- **VU** l'arrêté donnant délégation à Madame Maryse FAYE, Adjointe déléguée à l'Urbanisme durable et à la Maîtrise foncière ;
- **VU** les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme;
- **VU** le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006;
- **VU** la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal;
- **VU** la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé;
- **VU** le Programme Local de l'Habitat 2019-2024 adopté par le Conseil métropolitain du 18.11.2019,
- **VU** le constat dressé le 29 juillet 2021 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de la Ville Montpellier conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme,
- **VU** l'estimation des services fiscaux du 3 août 2021.

CONSIDERANT :

-Considérant que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;

- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;

- que la politique locale de l'habitat engagée par la Ville de Montpellier vise à réactiver et diversifier le marché du logement et permettre le renouvellement urbain, conformément aux objectifs du Plan Local d'Urbanisme et à l'article L300-1 du code de l'urbanisme relatif aux opérations d'aménagement ayant pour effet de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat ;

- que le 25 mai 2021, Maître TASTU notaire à Montpellier, a déposé une déclaration d'intention d'aliéner concernant la vente par la société JBMB, d'un immeuble de rapport, partiellement loué composé de 10 appartements avec 9 caves et 2 greniers, situé 3 rue des Deux Ponts et cadastré section EW 38, au prix de 1.500.000 € ;

- que la propriété de la société JBMB est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville ;

- que cet immeuble élevé de 4 étages sur rez-de-chaussée, composé de 10 appartements pour une surface habitable de 518 m² (1 studio, 6 T2 et 3 T3), aux parties communes en bon état et aux appartements en état moyen à bon état, non soumis au statut de la copropriété, présente un grand intérêt tant par sa consistance que par sa situation pour réaliser un programme de logements sociaux répondant aux objectifs du volet habitat de la politique communale, notamment par la production de logements sociaux publics et de logements à loyer maîtrisé;

- que la Ville de Montpellier connaît des tensions foncières importantes et récurrentes, nécessitant des interventions d'ampleur et multiformes pour faire face aux besoins identifiés en matière de logement,

- que le quartier de la Gare Saint Roch, situé en cœur de ville, connaît particulièrement ces tensions;

- que la propriété de la société JBMB, portant sur un immeuble entier en monopropriété et en bon état général, répond aux objectifs portés par la collectivité en matière de politique locale de l'habitat notamment, par le développement de l'offre sociale, grâce au recyclage de bien existant,

- que le prix proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner, 1.500.000 €, est conforme à l'évaluation Domaniale,

- qu'ACM-HABITAT, sollicité sur cette vente, a fait part à la Ville de son intérêt pour ce bien et lui demande d'exercer le droit de préemption afin de réaliser une opération de logements sociaux en PLS sur cet immeuble. L'acquisition de ce bien permettra à ACM HABITAT d'accroître son offre de logements locatifs sociaux en centre-ville, et entraînera le développement important d'une offre de logements sociaux à destination des étudiants, conformément au projet stratégique dénommé K30 adopté par le conseil d'administration d'ACM Habitat le 1^{er} juillet 2021 ;

- qu'ACM-HABITAT estime un budget prévisionnel de travaux de 300.000 € HT pour une rénovation énergétique de l'immeuble (toiture, les menuiseries extérieures et les équipements de chauffage). Les 4 logements vides seront prioritairement rénovés avant relocation ;
- qu'il paraît nécessaire dans ces conditions pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien afin de le rétrocéder à ACM-HABITAT qui réalisera le projet énoncé ci-dessus, projet conforme aux articles L 210-1 et L 300-1 du Code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut être exercé, notamment, afin de mettre en œuvre une politique locale de l'habitat.

D E C I D E :

ARTICLE 1 : d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la société JBMB, portant sur un immeuble de rapport en partie loué, composé de 10 appartements avec 9 caves et 2 greniers, situé 3 rue des Deux Ponts et cadastrée section EW 38, au prix de 1.500.000 € proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner.

ARTICLE 2 : qu'ACM-HABITAT interviendra à l'acte d'acquisition en qualité de tiers-payeur et que le bien lui sera par la suite cédé gratuitement.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25 août 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Maryse FAYE

Publiée le : 25 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-167638-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 25/08/21 - Réception en Préfecture : 25/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de l'Action Foncière et Immobilière
Service Stratégie et Opérations Foncières

Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier

Décision relative à l'exercice du droit de
préemption urbain - Propriété AB PROMOTION
- Immeuble à usage commercial et professionnel -
cadastre ON 69 - 56 rue de l'industrie

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et en particulier les articles L. 2122-22 et L 2122-23 ;
- VU le décret n°2014-1605 du 23-12-2014 publié au Journal Officiel du 26 Décembre 2014 portant création à compter du 1^{er} janvier 2015 de Montpellier Méditerranée Métropole par transformation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de la Métropole, notamment celle d'autoriser la délégation du droit de préemption urbain (DPU) sur une ou plusieurs parties des zones concernées par le DPU selon les dispositions prévues au 1^{er} alinéa de l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme ;
- VU la décision du 4 janvier 2016 relative à la délégation du droit de préemption urbain et du droit de préemption urbain renforcé consentie à la Ville par Montpellier Méditerranée Métropole ;
- VU les délégations consenties par le Conseil municipal au Maire notamment celles d'exercer, au nom de la commune, les droits de préemption définis par le Code de l'urbanisme, que la commune en soit titulaire ou délégataire, de déléguer l'exercice de ces droits à l'occasion de l'aliénation d'un bien selon les dispositions prévues au premier alinéa de l'article L. 213-3 de ce même Code ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Maryse FAYE en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation à Madame Maryse FAYE dans le domaine de l'Urbanisme durable et de la Maîtrise foncière ;
- VU les articles L 210-1 à L 213-18 et R 213-4 à R 213-26 du code de l'urbanisme ;
- VU le plan local d'urbanisme de la Ville de Montpellier approuvé par délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 ;
- VU la délibération du Conseil municipal du 2 mars 2006 approuvant l'instauration du droit de préemption urbain sur le territoire communal ;

- VU la délibération du Conseil municipal du 14 juin 2010 approuvant l'application du droit de préemption urbain renforcé ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 30 mars 2009 approuvant la création de la Zone d'Aménagement Concerté de la Restanque ;
- VU la délibération du Conseil Municipal du 25 juin 2012 approuvant la désignation de la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM, devenue depuis Société d'Aménagement de Montpellier Méditerranée Métropole, soit SA3M) comme titulaire de la concession d'aménagement de la zone d'aménagement concerté de la Restanque ;
- VU le constat dressé le 29 juillet 2021 à la suite de la visite des lieux effectuée par les services de la Ville Montpellier conformément à l'article L 213-2 du Code de l'urbanisme ;
- VU l'estimation des services fiscaux.

CONSIDERANT :

- que la création de Montpellier Méditerranée Métropole a eu pour effet le transfert de la compétence relative au droit de préemption urbain détenue par la commune de Montpellier à son établissement public de coopération intercommunale ;
- que par décision du 4 janvier 2016, Montpellier Méditerranée Métropole a délégué à la Ville de Montpellier, conformément à l'article L 213-3 du Code de l'urbanisme, le droit de préemption urbain et le droit de préemption urbain renforcé sur une partie du territoire communal ;
- que le 18 mai 2021, Maître CHAUVET notaire à Mauguio (Hérault), a déposé une déclaration d'intention d'aliéner concernant la vente par la société AB PROMOTION, d'un immeuble professionnel et commercial, situé 56 rue de l'industrie et cadastré ON 69, au prix de 1.280.000 € ;
- que ce bien est loué entièrement et fait l'objet de 4 baux au profit de la SARL AJS CCAM, de la SARL AWAY CONSEIL, de l'Association Montpellier Contacts RADIO CLAPAS MONTPELLIER et de la SAS CEPS ;
- que la propriété de la société AB PROMOTION est comprise dans un secteur où le droit de préemption urbain a été délégué à la Ville ;
- que cette même propriété est comprise dans le périmètre du projet de requalification urbaine de la Restanque, projet qui permettra la création d'un nouveau quartier mixte à vocation dominante d'habitat, sur une zone destinée auparavant à l'activité économique. Pour réaliser ce projet, la Ville a créé une Zone d'Aménagement Concerté dite de la Restanque et en a confié la réalisation à la SA3M par la signature d'une concession d'aménagement les 13 et 26 juillet 2012 ;
- que cette propriété est située à l'angle de l'avenue des Prés d'Arènes et de la rue de l'Industrie. Par conséquent, cette parcelle de 2.583 m² est située sur un emplacement stratégique qui constitue l'entrée du nouveau quartier. Dans ces conditions, son acquisition est indispensable dans le cadre de l'aménagement urbain de cette zone ;
- que la parcelle est impactée par deux emplacements réservés inscrits au Plan Local d'Urbanisme sous le n° C110 et le n° C124 destinés à la réalisation de travaux d'aménagement de voirie ;

- que par ailleurs, l'acquisition de la propriété de la société AB PROMOTION viendra compléter les acquisitions déjà réalisées sur ce secteur par la ville et la SA3M ;
- que le prix de vente proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner est conforme à l'évaluation du bien par les Services fiscaux ;
- que dans ces conditions, il est indispensable pour la Ville de MONTPELLIER d'exercer le droit de préemption sur ce bien afin de poursuivre le projet d'aménagement relaté ci-dessus, ce projet étant conforme aux articles L 210-1 et L 300-1 du code de l'urbanisme qui précisent que le droit de préemption peut notamment être exercé afin de mettre en œuvre un projet urbain et de permettre le renouvellement urbain et de réaliser des équipements collectifs.

D E C I D E

ARTICLE 1 : d'exercer le droit de préemption sur la propriété de la société AB PROMOTION, un immeuble professionnel et commercial occupé, situé 56 rue de l'industrie et cadastré ON 69, au prix de 1.280.000 € proposé dans la déclaration d'intention d'aliéner.

ARTICLE 2 : que la SA3M interviendra à l'acte d'acquisition, en qualité de concessionnaire de la ZAC de la Restanque et en qualité de tiers-payeur, le bien lui étant par la suite cédé gratuitement.

ARTICLE 3 : d'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjointe déléguée à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 25 août 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Maryse FAYE

Publiée le : 25 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-168307-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 25/08/21 - Réception en Préfecture : 25/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de
l'espace Saint Ravy à Lucie Martin Granel du 4
au 26 septembre 2021 - Exposition d'œuvres
d'artistes plasticiens**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture et à la Culture scientifique ;

Considérant :

- Que Lucie Martin Granel, 98 route de Mende, 34730 Prades le Lez, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- que cette exposition aura lieu du 4 au 26 septembre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser Lucie Martin Granel à exposer à l'Espace Saint Ravy du 4 au 26 septembre 2021 (installation à partir du 27 août et démontage jusqu'au 27 septembre).

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont l'artiste a eu connaissance et qu'elle s'engage à respecter.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23 août 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 23 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-168634-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 24/08/21 - Réception en Préfecture : 24/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de
l'espace Saint Ravy au collectif Objectif Image
Montpellier du 2 au 24 octobre - Exposition
d'œuvres d'artistes plasticiens**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- VU la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture et à la Culture scientifique ;

Considérant :

- Que le collectif Objectif Image Montpellier célèbre les 60 ans de l'association au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette exposition, qui devait se dérouler du 28 novembre au 20 décembre 2020, aura lieu du 2 au 24 octobre 2021 ;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le collectif Objectif Image Montpellier à exposer à l'Espace Saint Ravy du 2 au 24 octobre 2021 (installation à partir du 27 septembre et démontage jusqu'au 25 octobre 2021).

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont les artistes ont eu connaissance et qu'ils s'engagent à respecter.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23 août 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 23 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-168641-AJ-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 24/08/21 - Réception en Préfecture : 24/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de
l'espace Saint Ravy au collectif Art Mercator du
30 octobre au 21 novembre 2021 - Exposition
d'œuvres d'artistes plasticiens**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Madame Agnès ROBIN en qualité d'Adjointe au Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès ROBIN dans le domaine de la Culture et à la Culture scientifique ;

Considérant :

- Que le collectif Art Mercator, 4 rue du refuge 34000 Montpellier, a déposé une demande en vue de procéder à une exposition de ses œuvres au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette demande a été accueillie favorablement par le jury de sélection des artistes ;
- que cette exposition devait se dérouler du 31 juillet au 22 août 2021 mais a dû être reportée du 30 octobre au 21 novembre

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le collectif Art Mercator à exposer à l'Espace Saint Ravy du 30 octobre au 21 novembre 2021 (installation à partir du 25 octobre et démontage jusqu'au 22 novembre).

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont les artistes ont eu connaissance et qu'ils s'engagent à respecter.

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23 août 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 23 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-168644-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 24/08/21 - Réception en Préfecture : 24/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction de la Culture et du Patrimoine

**Extrait du registre des
Décisions de la Mairie de
Montpellier**

**Décision relative à la mise à disposition de
l'espace Saint Ravy au collectif les Briscarts du 26
au 28 novembre 2021 - Exposition d'œuvres
d'artistes plasticiens**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2122-22 et L.2122-23 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** la délibération établissant la liste des délégations permanentes accordées au Maire par le Conseil municipal de Montpellier et notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans
- **VU** l'arrêté portant délégation de fonction à Madame Agnès Robin, adjointe déléguée à la Culture et à la Culture scientifique

Considérant :

- Que le collectif les Briscarts organise le 29^{ème} parcours d'ateliers d'artistes au sein de l'Espace Saint Ravy ;
- que cette exposition, aura lieu du 26 au 28 novembre 2021;

DECIDE

ARTICLE 1 : D'autoriser le collectif les Briscarts à exposer à l'Espace Saint Ravy du 26 au 28 novembre 2021 (installation à partir du 22 novembre et démontage jusqu'au 29 novembre) ;

ARTICLE 2 : De soumettre cette autorisation aux règles et conditions définies dans le règlement intérieur de l'Espace Saint Ravy (notamment en ce qui concerne le dépôt d'un chèque de caution de 385 €), règlement dont les artistes ont eu connaissance et qu'ils s'engagent à respecter ;

ARTICLE 3 : D'autoriser toute personne ayant reçu délégation à cet effet à signer tout document relatif à cette affaire.

Montpellier, le 23 août 2021
Madame l'Adjointe au Maire
Signé.

Agnès ROBIN

Publiée le : 23 août 2021

Notifiée le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210101-168646-AU-1-1

Acte Certifié exécutoire - Envoi en Préfecture : 24/08/21 - Réception en Préfecture : 24/08/21

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

PARTIE III

**ARRETES
REGLEMENTAIRES**



PARTIE III – SOMMAIRE
ARRETES REGLEMENTAIRES DU MAIRE
AOÛT ET SEPTEMBRE 2021

N°ARRETE	TITRE	PAGE
VAR2021-0084	Règlement de fonctionnement des établissements d'accueil et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans de la Ville de Montpellier	
VAR2021-0085	Lignes directrices spécifiques à la Gestion des Emplois, des Effectifs et des Compétences (GPEEC)	
VAR2021-0108	Règlement général des halles de la Ville de Montpellier	
VAR2021-0109	Règlement général des marchés de la Ville de Montpellier	
VAR2021-0110	Mesures sanitaires applicables aux halles de la Ville de Montpellier dans le cadre de la lutte contre la propagation de la COVID-19	
VAR2021-0111	Mesures sanitaires applicables aux marchés de la Ville de Montpellier dans le cadre de la lutte contre la propagation de la COVID-19	
VAR2021-0112	Suppléance de Monsieur Eddine ARIZTEGUI par Madame Radia TIKOUK du 31 juillet au 26 août 2021 inclus	
VAR2021-0113	Suppléance de Monsieur Stéphane JOUAULT par Madame Radia TIKOUK du 16 au 22 août 2021 inclus	
VAR2021-0114	Délégation d'officier d'état civil concernant Madame Caroline DUFOIX le 11 septembre 2021	
VAR2021-0115	Délégation d'officier d'état civil concernant Madame Clare HART le 18 septembre 2021	
VAR2021-0117	Arrêté d'interdiction d'accès aux berges du Lez , des activités de baignade et de consommation du poisson issus du cours d'eau Le Lez - Année 2021	
VAR2021-0118	Délégations de signature - Département Culture et Sports (DCS)	
VAR2021-0119	Commerce et Artisanat - Commission Municipale des Halles et Marchés - Désignation des Membres - Modification - Abroge et remplace l'arrêté N° VAR 2020-0958 du 20 Août 2020	
VAR2021-0120	Délégation de signature - Personnel municipal - Direction de l'Urbanisme Appliqué - Service Droit des Sols Montpellier - Instructeurs de permis et de déclarations	
VAR2021-0121	Délégation de signature - Personnel municipal - Direction de l'Urbanisme Appliqué - Service Droit des Sols Montpellier	
VAR2021-0122	Délégation d'officier d'état civil concernant Monsieur Yvan NOSBE le 4 septembre 2021	
VAR2021-0123	Délégations de signature - Direction Générale des Services	
VAR2021-0124	Arrêté portant sur l'établissement d'accueil régulier collectif et familial municipal JOSEPHINE BAKER	
VAR2021-0125	Délégation de signature - Direction Générale des Services	

N°ARRETE	TITRE	PAGE
VAR2021-0126	ANTIGONE DES ASSOCIATIONS - Dimanche 12 septembre 2021 - Ordre Public	
VAR2021-0127	Arrêté autorisant l'accès aux berges du Lez, les activités de baignade et de consommation du poisson issu du cours d'eau "le Lez" - Abrogation de l'arrêté n° VAR 2021-0117	
VAR2021-0128	Arrêté de délégation de signature - Personnel Municipal - Direction des Relations aux Publics - Service Vie Quotidienne	
VAR2021-0129	Délégation d'officier d'état civil concernant Madame Nadia AKIL le 6 novembre 2021	
VAR2021-0130	Activation du Plan Communal de Sauvegarde de la ville de Montpellier	
VAR2021-0131	Activation du Plan Communal de Sauvegarde de la ville de Montpellier	
VAR2021-0132	Fermeture exceptionnelle de la Promenade Royale du Peyrou en raison de la "Marche des Fiertés" du jeudi 23 septembre 2021 à 18h00 au dimanche 26 septembre 2021 6h00.	
VAR2021-0133	Marché de Tastavin - Déplacement temporaire le samedi du 25 septembre 2021 au 31 décembre 2021	
VAR2021-0134	Marché Mosson - Fermeture Parking P3 - Fermeture anticipée à 12 heures - Rencontre de Football - Montpellier contre Strasbourg	
VAR2021-0136	Activation du Plan Communal de Sauvegarde de la ville de Montpellier	

Direction de l'Enfance
Service Politique Petite Enfance et Prospective

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Règlement de fonctionnement des établissements d'accueil et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code des Communes ;
- VU le Code de la Santé publique ;
- VU la loi n°89-899 du 18 décembre 1989 relative à la protection et à la protection et à la promotion de la santé de la famille et de l'enfant et adaptant la législation sanitaire et sociale aux transferts de compétence en matière d'aide sociale et de santé ;
- VU le décret n°2004-802 du 29 juillet 2004 relatif aux actes professionnels et à l'exercice de la profession d'infirmier ;
- VU le Bulletin Officiel du 18 septembre 2003 relatif à l'accueil en collectivité des enfants atteints de troubles de la santé ;
- VU le décret n°2000-762 du 1^{er} août 2000 relatif aux établissements et service d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;
- VU le décret n°2007-230 du 20 février 2007 et le décret n°2010-613 du 7 juin 2010 relatif aux établissements et service d'accueil des enfants de moins de 6 ans complétant le décret du 1^{er} août 2000 ;
- VU la circulaire n°83-22 du 30 juin 1983 relative à la participation des parents à la vie quotidienne des crèches ;
- VU l'arrêté du 26 décembre 2000 concernant le personnel ;
- VU l'arrêté du 3 mai 1989 concernant les évictions ;
- VU l'arrêté municipal n° VAR2018-2789 du 24 juillet 2018 portant réglementation des établissements et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans ;
- VU l'arrêté municipal n° VAR2020-0033 du 24 juillet 2020, portant délégation de fonction et de signature à Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe au Maire, Déléguée à la Petite Enfance et à l'Enfant dans la Ville ;
- VU la Circulaire n°2014-009 du 26 mars 2014 de la Caisse Nationale des Allocations Familiales relative à la Prestation de service unique ;
- VU la Circulaire n°2019-005 du 5 juin 2019 de la Caisse Nationale des Allocations Familiales relative au barème national des participations familiales ;
- **Considérant la nécessité de mettre en adéquation la réglementation de la Caisse Nationale d'Allocations Familiales avec les besoins des enfants de moins de 6 ans ;**

Arrête le règlement de fonctionnement des établissements d'accueil et services d'accueil des enfants de moins de 6 ans de la Ville de Montpellier suivant :

1. Présentation des structures

1.1 Identité des structures

L'identité des structures gérées par la Ville est détaillée dans l'**annexe 1**.

1.2 Etablissement ou service, type d'accueil et âge des enfants accueillis

Les établissements d'accueil du jeune enfant sont des lieux de jeux, de découvertes, d'épanouissement et de socialisation.

Les établissements d'accueil collectif : ils offrent des places de façon régulière ou occasionnelle à des enfants de moins de 4 ans, ou si l'établissement le permet et après avis du médecin des crèches, à des enfants de moins de 6 ans en accueil temporaire périscolaire ou extrascolaire, ainsi qu'aux enfants en situation de handicap jusqu'à leur 6^{ème} anniversaire. Selon le rythme et la durée de fréquentation, l'accueil fait l'objet d'une contractualisation d'accueil régulier signée pour un mois minimum ou d'une réservation d'accueil occasionnel.

Le service d'accueil familial (SAF) : il regroupe des assistant(e)s maternel(le)s agréé(e)s (AM) agréées par le Conseil départemental et salariées par la Ville de Montpellier. Les AM assurent, dans un cadre familial, l'accueil de 1 à 3 enfants de moins de 4 ans, ou des enfants de moins de 6 ans en accueil temporaire périscolaire ou extrascolaire, ainsi que les enfants en situation de handicap jusqu'à leur 6^{ème} anniversaire après avis du médecin des crèches. Comme pour l'accueil collectif, le SAF propose un accueil régulier ou occasionnel.

1.3 Capacité d'accueil

Elle est définie pour chaque établissement par un arrêté municipal d'ouverture après l'avis technique délivré par le Conseil départemental. Depuis le 1^{er} janvier 2015, les agréments sont modulés pour l'ensemble des établissements d'accueil collectif.

La capacité d'accueil de chaque établissement est détaillée dans l'**annexe 1**.

1.4 Jours et heures d'ouverture des établissements collectifs

Heures d'ouverture et de fermeture : les établissements sont ouverts du lundi au vendredi. Les horaires d'ouverture de chaque établissement sont précisés dans l'**annexe 1**. Les horaires sont susceptibles d'être modifiés occasionnellement ou en cas de force majeure.

Périodes de fermeture annuelle : les établissements municipaux sont fermés chaque année de manière programmée :

- entre 4 et 5 semaines aux vacances d'été, en juillet ou août,
- 1 semaine aux vacances de fin d'année,
- 5 jours distincts dans l'année, dont une journée pédagogique. Les dates sont indiquées aux familles en début d'année civile.

Pour des motifs imprévus, une fermeture exceptionnelle reste possible ; les parents en seraient avisés dans les meilleurs délais. A l'occasion des fermetures d'été ou d'hiver, le transfert temporaire est mis en place dans le cadre d'une procédure de concertation-validation (**annexe 4**).

1.5 Jours et heures d'ouverture du service d'accueil familial

Heures d'ouverture et de fermeture : les assistant(e)s maternel(le)s municipaux(ales) accueillent les enfants à leur domicile du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30.

Périodes de fermeture annuelle : le SAF fermant durant 3 semaines au mois d'août et une semaine à la fin de l'année, les assistant(e)s maternel(le)s prennent leurs congés sur les mêmes périodes. Ils/elles ont également droit à une semaine de congés prise indépendamment dans le courant de l'année.

A la demande de la famille, le SAF peut proposer un remplacement chez un(e) autre assistant(e) disponible ou un transfert temporaire dans un établissement d'accueil collectif. Si la famille accepte le remplacement, la place est réservée.

En cas de transfert temporaire dans un établissement d'accueil collectif, le règlement de la facturation afférente se fait directement au bénéfice de l'établissement sur la base du barème propre à l'accueil collectif.

2. Présentation du gestionnaire

2.1 Dénomination

Nom du gestionnaire : Mairie de Montpellier

Statut du gestionnaire : Collectivité territoriale

Les établissements municipaux d'accueil du jeune enfant sont administrés sous l'autorité du Maire de la Ville de Montpellier, conformément à la législation et la réglementation en vigueur. Ils sont gérés par la Direction de l'Enfance relevant du département de la Réussite Educative et Patrimoine Immobilier.

Adresse du siège social : Direction de l'Enfance - 1, place Georges Frêche 34267 Montpellier cedex 2

☎ 04-64-34-70-61

E-mail : creche@ville-montpellier.fr

2.2 Assurances

Une assurance en responsabilité civile est contractée par la Ville (article R 2324-44-1 du Code de la santé publique) en vue de couvrir les enfants victimes d'un accident pendant le temps où ils sont sous la responsabilité de l'établissement. L'enfant reste placé sous la responsabilité de ses parents lorsque ceux-ci sont présents dans la structure.

Compagnie d'assurance de la Ville : SMACL Assurances 141, avenue Salvador Allende 79031 NIORT CEDEX 9 N° police : 034944/H
--

Conformément à l'article 1384 du code civil, les parents sont responsables des dommages qui pourraient être occasionnés par leur enfant. A ce titre, ils sont tenus de souscrire et de justifier d'une assurance couvrant cette responsabilité. Une attestation en responsabilité civile doit donc être fournie annuellement.

En accueil familial, la police d'assurance de la Ville ne couvre pas les accidents causés par les animaux domestiques de l'assistant(e) maternel(le). Ce risque est couvert par sa propre police d'assurance.

Tout accident, incident ou litige doit être signalé le jour même à la direction de l'établissement.

La Ville de Montpellier ne pourra être tenue responsable en cas de perte, de détérioration ou de vol d'objet de valeur.

3. Présentation du personnel

Les EAJE sont dirigés par un directeur et un directeur adjoint.

L'équipe pluridisciplinaire d'accueil est composée, en fonction du type de structure, de puériculteur(trice)s, d'infirmier(ière)s, d'éducateur(trice)s de jeunes enfants (EJE), d'auxiliaires de puériculture (AP), de CAP Petite Enfance, d'assistant(e)s maternel(le)s (AM), de personnels de service (agents d'entretien, cuisinier(e), lingère). Elle bénéficie de la collaboration de médecin, psychologues et responsables de secteur.

Le nombre d'agents varie selon la capacité d'accueil de l'établissement, en conformité avec la réglementation en vigueur. Dans les structures collectives, quel que soit le nombre d'enfants présents, l'encadrement est assuré au minimum par deux personnes, dont au moins une diplômée (article R 2324 – 43 du décret du 20/2/2007).

Le personnel, nommé par le Maire, est soumis au statut de la Fonction Publique Territoriale. Il doit répondre aux qualifications et exigences de travail prévues par les textes, justifier d'une aptitude médicale, être à jour des vaccinations obligatoires (il devra fournir une attestation) et produire un extrait de son casier judiciaire.

3.1 Le Directeur

Le directeur, puériculteur(trice), infirmier(ière) ou éducateur(trice) de jeunes enfants (EJE), dirige l'établissement dans le respect des réglementations nationales, départementales et municipales avec pour objectif d'optimiser la qualité d'accueil des jeunes enfants.

Les principales missions du directeur sont :

1. **Mission éducative sanitaire et sociale** : garantir la qualité de l'accueil du jeune enfant et sa sécurité en continuité avec sa vie familiale, en lien étroit avec ses parents. Assurer la protection et la promotion de la santé de l'enfant,
2. **Mission d'animation d'équipe, d'organisation et de management** : organiser le travail, encadrer et manager l'équipe des professionnels,
3. **Mission administrative et participative** : assurer la gestion des locaux, l'administration et les finances de l'établissement et rendre compte de son bon fonctionnement.

3.2 L'Adjoint au Directeur

Dans tous les établissements, le directeur est assisté par un adjoint qui le seconde et le remplace lors de ses absences.

Dans les établissements où l'agrément d'accueil est inférieur à 60 places, l'adjoint est un(e) EJE. Dans ceux où il est supérieur ou égal à 60 places, l'adjoint est un(e) puériculteur(trice).

Les principales missions de l'adjoint sont :

1. **Mission éducative** : il collabore à la prise en charge des enfants, à l'accueil des familles et à la rédaction et à l'application du projet d'établissement.
2. **Mission d'adjoint de direction** : il seconde le directeur et assure la continuité du service public en son absence,
3. **Missions spécifiques en SAF** : il contribue au suivi des assistantes maternelles et à l'organisation d'activités.

3.3 Les modalités permettant d'assurer en toutes circonstances, la continuité de la fonction de direction

En cas d'absence simultanée du directeur et de son adjoint, de courte durée ou liée à un impondérable, l'auxiliaire de puériculture délégué(e) prend le relais et peut assurer l'ouverture et la fermeture de l'établissement, en tant que personnel diplômé. Toutefois, pour traiter les questions relatives à l'encadrement (adulte non autorisé à venir chercher les enfants, problème relatif aux locaux, absence d'un membre de l'équipe...), l'auxiliaire de puériculture doit pouvoir joindre par téléphone un cadre de la structure, la Direction de l'Enfance ou le médecin de crèche si nécessité.

Pour les absences longues, la continuité de direction est assurée par des cadres supports dont les missions sont alors celles du directeur.

3.4 L'équipe pluridisciplinaire

3.4.1 Le personnel encadrant les enfants

L'auxiliaire de puériculture ou l'agent titulaire du CAP Petite Enfance : il/elle assure la prise en charge des enfants, conformément aux consignes du directeur, au projet d'établissement et dans le respect des normes réglementaires.

Les principales missions de l'auxiliaire de puériculture ou du CAP Petite Enfance sont :

1. **Mission d'accueil** : accueillir les enfants et leurs familles,
2. **Missions de prise en charge et de soin** : répondre aux besoins des enfants par des soins adaptés à leur bien-être physique et psychique.
3. **Mission de sécurité** : assurer une surveillance constante des enfants, par une présence permanente et active et veiller à la sécurité et à l'hygiène des espaces de vie et du matériel.
4. **Mission d'éveil** : mettre en œuvre les activités d'éveil nécessaires à l'apprentissage de l'autonomie et au développement des enfants.
5. **Mission de participation à la vie de l'établissement** : participer à la mise en œuvre du projet d'établissement et des projets d'activités des enfants en lien direct avec l'équipe pluridisciplinaire responsable (directeur, éducateur, psychologue, responsables de secteur de crèches...).

3.4.2 Le personnel technique et d'entretien

Le cuisinier : il assure la préparation des repas dans les établissements dotés d'un office de cuisine, conformément au Plan de Maîtrise Sanitaire (PMS).

Les principales missions du cuisinier sont :

1. **Mission de préparation des repas et des goûters des enfants** : réceptionner, contrôler, stocker et préparer les denrées alimentaires selon la méthode « Hasard Analysis Critical Control Point » (HACCP),
2. **Mission de vigilance à l'hygiène et à la sécurité** : vérifier l'hygiène et appliquer le protocole pour la préparation des repas et l'entretien des locaux et du matériel de cuisine,

3. Participer à la vie de l'établissement : contribuer à la mise en œuvre de projets.

La lingère : elle assure l'entretien du linge, du matériel et des locaux conformément au Plan de Maîtrise Sanitaire (PMS), dans les établissements d'accueil régulier.

Les principales missions de la lingère sont :

1. **Mission de lingerie** : entretenir le linge, les locaux et le matériel de la lingerie,
2. **Mission de couture** : assurer les travaux de couture et de confection,
3. **Mission de participation à la vie de l'établissement** : contribuer à la mise en œuvre de projets.

L'agent d'entretien : il assure le nettoyage et l'entretien des lieux, conformément au PMS.

Les principales missions de l'agent d'entretien sont :

1. **Mission d'entretien de l'établissement** : nettoyer tous les espaces et matériels de l'établissement,
2. **Mission de participation à la vie de l'établissement** : contribuer à la mise en œuvre de projets.

Le personnel remplaçant : des agents remplaçants, qualifiés dans les différents métiers, sont affectés dans les établissements, en fonction des nécessités du service. Pendant la durée du remplacement, l'agent remplaçant est sous la responsabilité du directeur qui détermine ses horaires et organise son activité de façon à assurer une surveillance constante des enfants. Il est responsable de toutes les tâches inhérentes à sa fonction ou qui lui sont confiées.

3.5 Le médecin des établissements

Le médecin des établissements assure prioritairement la visite médicale d'admission obligatoire pour les enfants de moins de 4 mois ou nécessitant une attention particulière ou la mise en place d'un Projet d'Accueil Individualisé (PAI). Il vérifie que l'état de santé de l'enfant est compatible avec la vie en collectivité et que les vaccinations obligatoires sont à jour. Il définit les protocoles d'action dans les situations d'urgence et s'assure de l'information donnée au personnel. Il assure des actions d'éducation et de promotion de la santé auprès des équipes.

3.6 Les psychologues

Les psychologues apportent leur concours à la prévention et au bon développement des enfants grâce à des techniques éprouvées d'écoute et d'observation plus particulièrement axées sur :

- L'observation et l'analyse des pratiques professionnelles,
- La participation aux projets des établissements,
- La formation et l'information des équipes pour les sensibiliser à la compréhension du développement psychomoteur de l'enfant,
- L'écoute des enfants et de leur famille (pas de prise en charge clinique, il s'agit d'un rôle de prévention avant tout).

3.7 Les collaborateurs

Les responsables de secteur : puéricultrices, cadres supérieurs de santé, elles collaborent avec les parents et la direction des établissements pour garantir de bonnes conditions d'accueil des enfants.

Leurs missions consistent à :

1. **Superviser le fonctionnement des établissements,**
2. **Participer à la conception du projet de la Ville en matière de Petite Enfance** et en assurer la mise en œuvre dans les établissements, conformément à la norme réglementaire et en liaison avec les partenaires extérieurs intervenant dans le domaine de la Petite Enfance,
3. **Veiller à la cohérence des pédagogies et des méthodes de travail,** en collaboration avec le médecin et les psychologues,
4. **Veiller à l'harmonisation du fonctionnement des établissements municipaux,** en transversalité avec le pôle administratif de la Direction de l'Enfance.

Les agents du pôle social et relations aux familles : ils sont chargés des relations et de la contractualisation avec les familles accueillies.

Leurs missions consistent à :

- **Orienter les familles** à la recherche d'un accueil pour leur enfant,
- **Informers les familles** sur la législation familiale en vigueur,
- **Recenser les besoins des familles** et formaliser les plannings d'accueil,
- **Gérer les places disponibles sur les établissements** et faire des propositions à la commission d'attribution,
- **Instruire les dossiers de préinscription et d'admission des enfants** (modalités d'accueil, tarification...),
- **Assurer le suivi administratif et social des familles** en liaison avec les différents services de la Ville et les partenaires (PMI - CAF),

Les assistants sociaux du pôle sont chargés d'évaluer les situations familiales et de proposer un accompagnement social aux familles.

3.8 Les stagiaires et apprentis

Les stagiaires et apprentis ne peuvent pas se substituer au personnel encadrant les enfants. Il s'agit principalement d'étudiants qui préparent, dans une école agréée, un des diplômes donnant accès aux carrières médico-sociales. Ils peuvent être accueillis dans les établissements pour y accomplir un stage obligatoire. Ils doivent remplir les conditions médicales exigées par la réglementation et sont soumis aux mêmes vaccinations que le personnel des établissements (ils devront fournir une attestation).

Pendant le stage, les étudiants restent sous la responsabilité et à la charge de leur école selon les modalités définies dans la convention (horaires, fonction, responsabilité...) établie avec la mairie. Les stagiaires et apprentis sont placés sous l'autorité du directeur qui peut donner délégation d'encadrement à son adjoint ou à un membre du personnel, en fonction de la spécificité du stage.

Les stagiaires et apprentis doivent s'intégrer au fonctionnement de la structure. En effet, les apprenti(e)s peuvent être compté(e)s dans l'effectif du personnel qualifié aux conditions suivantes :

- Etre détenteur d'un diplôme se référant à la petite enfance ;
- Etre recrutés en tant que personnel ayant cette qualification, exemple CAP petite enfance.

Ces critères permettront qu'ils puissent intervenir auprès des enfants, l'appellation « apprenti » fera référence uniquement à la formation suivie toujours en cours.

Les stagiaires mineurs ne peuvent pas se voir confier certaines tâches auprès des enfants (changes, biberons...) et effectueront un stage surtout centré autour de l'observation.

3.9 Les assistant(e)s maternel(le)s du SAF

Ils/elles sont rattaché(e)s au Service d'Accueil Familial (SAF) et assurent la prise en charge des enfants à leur domicile, dans le respect de la réglementation.

Tout le personnel est tenu au devoir de réserve et de confidentialité.

4. Conditions d'admission

4.1 Les modalités de préinscription

Excepté pour l'accueil d'urgence, toute admission en accueil régulier ou occasionnel est conditionnée à une **préinscription préalable**. Il est exclu qu'un enfant soit admis dans deux établissements différents, quel que soit le type d'accueil.

Les conditions de préinscription sont les suivantes :

- ➔ **Etre domicilié(e) sur la commune de Montpellier**
- ➔ **A partir du 4^{ème} mois de grossesse**

4.1.1 Dérogations au principe de domiciliation

- Etre inscrit au rôle des contributions directes à Montpellier à titre personnel,
- Bénéficier d'une réservation de berceau au titre d'une convention d'entreprise,
- Enfants en situation de handicap compatible avec la vie en collectivité et pour lesquels la commune de résidence ne propose aucune structure d'accueil adaptée,
- Enfants du personnel municipal.

Les EAJE et le SAF municipaux accueillent les enfants des montpelliérains dont l'état de santé est compatible avec la vie en collectivité. L'accueil régulier/occasionnel est possible jusqu'à l'âge de scolarisation de l'enfant. Cependant, les enfants en situation de handicap peuvent être accueillis jusqu'à leur 6^{ème} anniversaire, sur avis du médecin de l'établissement. Une information sera systématiquement communiquée par la collectivité au médecin PMI. En revanche, l'accueil périscolaire les mercredis et pendant les vacances scolaires reste possible pour les enfants scolarisés, si l'établissement le permet et en fonction des places disponibles.

Important : Dès l'âge de 3 ans, l'enfant doit suivre une scolarité en maternelle, sauf en cas d'instruction dans la famille : contacter le service d'inscription scolaire dès le début d'année précédant la rentrée.

4.1.2 Le dossier de préinscription PREST'O

Les demandes de préinscription sont enregistrées à l'Hôtel de Ville auprès du service « Presto » ou dans les mairies de proximité. Le formulaire est téléchargeable sur www.montpellier.fr.

Le formulaire de préinscription recense les souhaits de la famille : type d'accueil (familial ou collectif), le secteur d'accueil et les temps d'accueil.

Il doit être accompagné des documents suivants :

- **Justificatif récent de domicile des parents** (quittance inférieure à 3 mois d'électricité ou téléphone fixe ou « box » internet).

- **Justificatif d'affiliation à un régime d'allocations familiales** (attestation CAF). Pour les non-allocataires CAF, présenter l'avis d'imposition N-1 (ressources N-2).
- **Justificatif de l'autorité parentale** (certificat médical de déclaration de grossesse avec la date présumée d'accouchement, livret de famille ou extrait d'acte de naissance, jugement en cas de divorce ou de séparation ou toute autre pièce justificative relative à la dévolution et à l'exercice de l'autorité parentale).

La demande de préinscription doit être **obligatoirement confirmée tous les trois mois** par :

- le portail famille Prest'O crèches via le lien internet presto-creches.montpellier.fr ;
- la messagerie générique « creche@ville-montpellier.fr » ;
- téléphone au 04 67 34 70 61.

A cette occasion, la famille peut signaler un changement de situation.

Sans confirmation pendant 6 mois consécutifs, la demande de préinscription sera annulée.

4.2 Le dossier d'admission

A la suite de la préinscription, le dossier de demande passe en liste d'attente pour un accueil régulier ou permet de solliciter un accueil occasionnel auprès du multi-accueil (halte-garderie) du secteur d'habitation.

Les pièces justificatives exigées pour l'admission de l'enfant dans une structure municipale sont :

- 1 Extrait de l'acte de naissance avec filiation de moins de 3 mois ou photocopie du livret de famille,
- 2 Jugement de garde en cas de séparation,
- 3 Justificatif de domicile de moins de 3 mois (taxe foncière, assurance habitation, quittance de loyer, bail d'un organisme, facture gaz, électricité, téléphone fixe ou box)
- 4 Attestation CAF ou Avis d'imposition N-1 si dossier CAF non actualisé ou pour les non allocataires,
- 5 Attestation responsabilité civile (à renouveler chaque année),
- 6 Notification du règlement de fonctionnement signée par les responsables de l'enfant,
- 7 Formulaire Presto : autorisations entrée et vie à la crèche,
- 8 Carnet de santé à jour des vaccinations,
- 9 Ordonnance médicale autorisant le/la puériculteur(rice) ou l'infirmier(e) à administrer un antipyrétique.

4.2.1 Le dossier d'admission en accueil régulier

Les pièces justificatives 1 à 6 sont à produire à la Direction de l'Enfance au moment de la contractualisation. Les pièces 7 et 9 sont à remettre à l'établissement d'accueil au moment de l'admission.

Pour l'accueil régulier, l'attribution des places est examinée par une commission qui statue et prononce les admissions en fonction de :

- la date de préinscription (ancienneté de la demande) qui peut être pondérée par des critères tenant compte de situations particulières liée tant à la structure familiale et sociale, qu'au handicap, à la maladie et à l'emploi ;
- la disponibilité d'accueil dans les structurées souhaitées dans la tranche d'âge de l'enfant.

La commission d'attribution est présidée par l'adjoint(e) au Maire délégué(e) à l'Enfance. Elle se réunit d'avril à juin pour les places attribuées pour la rentrée de septembre et en cours d'année pour gérer les places vacantes.

Le dossier d'admission est établi par la Direction de l'Enfance à la suite de la décision de la commission d'attribution. Il vise à établir le **contrat d'accueil régulier** qui comprend :

- L'actualisation éventuelle des informations du dossier de pré-inscription,
- Le calcul du tarif horaire sur la base des revenus et de la composition de la famille (tarif qui peut être différent en cas de garde alternée),
- La planification de l'accueil précisant les jours, les horaires ainsi que le nombre annuel de jours de congés et de RTT.

A la suite de la contractualisation, la famille est orientée vers le directeur de l'établissement pour une prise de contact.

Tout changement d'adresse postale, d'adresse mail, de numéro de téléphone, d'emploi ou de situation familiale doit être obligatoirement communiqué par écrit dans les plus brefs délais au référent du pôle social de la Direction de l'Enfance.

4.2.2 Le dossier d'admission en accueil occasionnel

L'ensemble des pièces justificatives de 1 à 9 sont à remettre à la direction de l'établissement d'accueil au moment de l'admission.

En accueil occasionnel, l'enfant est accueilli pour une durée limitée ne se renouvelant pas à un rythme prévisible. **Il ne fait donc pas l'objet d'un contrat d'accueil.** L'accueil occasionnel peut aussi compléter un accueil régulier selon les créneaux disponibles dans l'établissement déjà fréquenté par l'enfant.

Après la préinscription via le dossier « PREST'O », l'admission est enregistrée directement sur les établissements du secteur d'habitation. Par principe, l'accueil occasionnel est organisé par secteurs géographiques distincts. Toute dérogation nécessite une demande écrite et motivée auprès de la Direction de l'Enfance. Le dossier d'admission est identique à celui de l'accueil régulier.

4.3 Les modalités concernant l'accueil des publics spécifiques et l'accueil d'urgence

Une attention particulière est apportée à l'accueil des enfants dont les parents sont en démarche d'insertion conformément aux dispositions de l'article D. 214-7 du Code de l'Action Sociale et des Familles (CASF).

Par ailleurs, des situations exceptionnelles peuvent amener la Direction de l'Enfance à accepter un accueil d'urgence temporaire.

L'accueil est exceptionnel ou d'urgence lorsque les besoins des familles ne peuvent pas être anticipés. Il s'agit du cas où l'enfant n'a jamais fréquenté la structure. Ce type d'accueil est réservé aux familles confrontées à des difficultés ponctuelles pour une durée n'excédant pas 15 jours (problèmes de santé, hospitalisation, défaillance du parent assurant habituellement la garde de l'enfant...). L'appréciation de cette situation d'urgence relève de la compétence de la Direction de l'Enfance.

L'accueil d'urgence renvoie à la notion de familles en situation d'urgence sociale ou à la notion de demandes d'accueil faites dans l'urgence. Cela suppose de pouvoir déroger au respect du circuit administratif normal, en ayant recours au décret du 7 juin 2010 qui autorise un dépassement de capacité à condition que la moyenne hebdomadaire ne dépasse pas la capacité d'accueil autorisée :

- 10% de la capacité d'accueil pour les établissements ou services d'une capacité inférieure ou égale à 20 places.

- 15% de la capacité d'accueil pour les établissements ou services d'une capacité comprise entre 21 et 40 places.
- 20% de la capacité d'accueil pour les établissements ou services d'une capacité supérieure ou égale à 41 places.

Pour l'accueil d'urgence, les ressources des familles n'étant pas connues dans l'immédiat, le gestionnaire appliquera le tarif plancher (voir paragraphe 8 relatif à la tarification).

5. Conditions de séjour

L'accueil des jeunes enfants requiert des conditions de vie empreintes de sérénité, de tranquillité et de sécurité. L'organisation et le fonctionnement de l'établissement ou de l'assistant(e) maternel(le) doivent en être garants.

A ce titre, des règles de vie doivent être partagées et appliquées par les adultes.

5.1 La participation des parents à la vie de la structure

L'accueil des enfants nécessite l'implication des parents, dans la mesure de leurs disponibilités, pour s'inscrire dans une démarche de coéducation.

Les parents participent activement à l'admission de leur enfant : entretien avec le directeur, présentation de l'équipe, visite du lieu de vie de l'enfant et adaptation progressive. Ils peuvent être conviés aux bilans individuels, aux réunions organisées avec l'équipe associant, le cas échéant, des intervenants extérieurs ainsi qu'aux rencontres festives : spectacles, sorties, animations. Ils peuvent aussi rencontrer régulièrement le directeur et toute autre personne qui accueille leur enfant.

5.2 L'adaptation progressive

L'adaptation progressive est fortement conseillée car elle permet :

- ✓ de familiariser l'enfant à son nouveau milieu de vie et aux adultes qui l'accueillent,
- ✓ de le sécuriser affectivement par une séparation en douceur adaptée à son rythme et à celui de ses parents. L'enfant pourra conserver auprès de lui un objet personnel : peluche, doudou, sucette...
- ✓ d'établir graduellement un lien de confiance.
- ✓ de permettre à l'équipe de faire connaissance progressivement avec l'enfant et ses parents (besoins, habitudes...).

Pour l'accueil régulier, l'adaptation sera facturée sur une base horaire correspondant aux heures réelles réalisées et ceci pendant une semaine ; la fréquentation journalière minimum sera de 2 heures. Au-delà de la semaine, la facturation se fera sur la base du contrat d'accueil régulier.

5.3 Les horaires et conditions d'arrivée et de départ des enfants

Le respect des horaires réservés est essentiel pour la sérénité de l'accueil des enfants et pour préserver le bon fonctionnement de l'établissement. Les parents doivent donc amener l'enfant et venir le chercher aux heures prévues par le planning de réservation.

Lorsque des retards répétés, notamment au moment de la fermeture de l'établissement, sont constatés, la Direction de l'Enfance envoie un courrier de rappel au règlement de fonctionnement. Au deuxième courrier, des mesures restrictives de l'accueil peuvent être envisagées.

Les heures d'arrivée et de départ des enfants doivent être compatibles avec le bon fonctionnement de l'établissement et le rythme social des enfants. Les directeur(trice)s communiqueront aux parents les heures de repas et de repos qui devront être scrupuleusement respectées. En cas d'absence ou de retard d'un enfant, **les parents doivent impérativement prévenir l'établissement ou l'assistant(e) maternel(le) avant 9 heures le matin.**

Remarque : si l'enfant prend son déjeuner dans l'établissement, sa présence est obligatoire jusqu'à 14h afin de préserver son rythme biologique ainsi que le bon fonctionnement de l'établissement. Le respect de cette disposition par les familles est essentiel.

Les enfants ne seront confiés qu'aux personnes mentionnées sur le dossier de l'enfant lors de son inscription et munies d'une pièce d'identité. **Ces personnes doivent être obligatoirement majeures.**

Si un enfant reste présent après l'heure de fermeture de l'établissement, le directeur(trice) ou son adjoint(e) contacte la famille par téléphone. S'il n'y parvient pas, il/elle prévient la Direction de l'Enfance puis la Police Municipale. Si celle-ci, à son tour, ne peut pas entrer en contact avec les parents, il/elle informera la Police Nationale qui préviendra le Substitut de permanence au Parquet. Ce dernier pourra décider d'un placement au Service Départemental de l'Aide Sociale à l'Enfance et d'un signalement au juge des enfants.

5.4 Les relations avec la famille

La continuité entre la vie familiale et la collectivité de l'enfant est assurée par des échanges quotidiens entre les parents et le personnel.

- Dans l'intérêt des enfants, et par respect pour le service public, les échanges entre les personnels d'accueil et les familles doivent être courtois. Ces échanges réguliers permettent d'instaurer un climat de confiance. En cas de différend qui ne puisse être résolu au niveau de l'établissement, la médiation de la Direction de l'Enfance peut être sollicitée, soit par la famille, soit par l'établissement. Dans ce cas, un rappel au règlement peut être effectué oralement par la direction de l'établissement et, si besoin, réitéré par courrier de la Direction de l'Enfance. A réception du courrier rappelant les faits reprochés et le rappel au règlement, la famille pourra faire valoir auprès de la Direction de l'Enfance toute observation écrite ou orale en préalable à la prise d'effet de la décision.
- L'usage des téléphones portables est formellement interdit dans l'enceinte de l'établissement.

5.5 L'hygiène, le change et les vêtements

La toilette de l'enfant est effectuée par les parents. Dans la structure, les soins d'hygiène seront dispensés en fonction des besoins de l'enfant. L'établissement propose des produits d'hygiène et des couches adaptés à l'ensemble des enfants (sauf pour le SAF où les couches ne sont pas fournies). En collaboration avec les parents, en fonction de son âge et de son développement, l'enfant pourra être accompagné vers une autonomie de la propreté. Les parents fournissent les vêtements de rechange marqués à son nom. Le trousseau de rechange doit être réactualisé en fonction des saisons et de la croissance de l'enfant.

5.6 L'alimentation

Dans les établissements collectifs, les repas sont servis aux enfants à partir de 11h00.

La poursuite de l'allaitement maternel (au sein ou au biberon de lait maternel) est possible dans les établissements municipaux quel que soit le mode d'accueil de l'enfant. La famille s'engagera à respecter les modalités mises en place avec le/la directeur(trice).

5.6.1 Repas fournis par l'établissement ou le service d'accueil

A l'exception de certains multi-accueils, les établissements d'accueil collectif et le service d'accueil familial fournissent le repas et le goûter. Dans les accueils collectifs, le repas est en général confectionné sur place à partir de denrées fraîches mais, faute d'infrastructure de fabrication normée et adaptée, certains établissements distribuent des repas reçus en liaison froide et réchauffés sur place. Les parents s'engagent à accepter les choix diététiques prévus par la commission des menus de la Direction de l'Enfance ou le service d'accueil familial.

5.6.2 Repas fournis par les familles

Les parents sont appelés à fournir eux-mêmes le repas et le goûter de leur enfant dans deux situations :

- Lorsque l'établissement d'accueil est dépourvu d'infrastructure adaptée à la fourniture de repas ;
- En cas d'allergie ou d'intolérance alimentaire de leur enfant, attestée dans le cadre d'un projet d'accueil individualisé (PAI).

Il est demandé aux parents de fournir un panier-repas, comportant un repas et/ou un goûter adaptés à l'âge de l'enfant, préparés dans de bonnes conditions d'hygiène et transportés dans une glacière ou un sac isotherme à +4°C avec un bloc réfrigérant. Conformément à la circulaire Cnaf, il ne peut y avoir de déductions pour les repas ou les couches apportés par les familles. Les repas et goûters ne seront pas déduits de la facturation. Pour les panier-repas, les parents doivent suivre le protocole mis en place (voir imprimés « conseils aux familles » distribués par l'établissement).

5.6.3 Diversification alimentaire

Considérant les recommandations du Programme National de Nutrition Santé qui préconise la diversification alimentaire dans une fenêtre de tolérance entre 4 et 6 mois (y compris pour les enfants à terrain allergique) et du GEMRCN qui encadre la fourniture des repas à partir de 8 mois, la diversification devra être assurée par les familles. La diversification sera alors considérée comme acquise dès que les cinq légumes de base, pommes de terre, carottes, courgettes, haricots verts et épinards, ainsi que la pomme, auront été donnés à l'enfant au moins deux fois chacun. Ce préalable franchi, l'établissement sera en capacité de proposer le menu bébé avec ou sans la protéine du jour qu'elle ait été intégrée ou pas par la famille (différentes catégories : viande blanche, rouge, poisson, œuf). Cependant, aucune protéine de substitution ne sera alors apportée par l'établissement.

5.7 Le sommeil

L'enfant se repose en fonction de ses besoins et de l'organisation de la vie des groupes d'enfants. Il dispose d'un couchage adapté à son âge.

5.8 L'éveil, les sorties et promenades

Les tout-petits ont besoin d'un environnement rassurant et structurant, permettant de nombreuses expériences. Les établissements sont des lieux ludiques d'épanouissement, de socialisation, d'ouverture, d'échanges, d'éveil à la créativité, de sensibilisation aux pratiques artistiques et culturelles. Des intervenants extérieurs à l'établissement peuvent ponctuellement proposer des ateliers en lien avec l'équipe accueillante.

Les sorties organisées par les responsables d'établissement sont strictement soumises aux réglementations applicables à la sécurité des personnes et à l'encadrement des enfants. Elles nécessitent l'accompagnement d'un adulte pour deux enfants maximum. Le groupe sera toujours encadré par un professionnel diplômé. Les parents peuvent être sollicités pour permettre ces sorties, ils assurent la surveillance de leur(s) propre(s)

enfant(s).

Pour le service d'accueil familial, les promenades sont quotidiennes. Les EJE organisent également des temps de rencontre collectifs en fonction des possibilités des quartiers (établissements, espaces verts, Maisons Pour Tous, résidences de retraite, médiathèques ou autres équipements culturels...). Les assistant(e)s maternel(le)s ne sont pas habilité(e)s à utiliser leur véhicule personnel avec les enfants qui leur sont confiés mais sont en mesure d'utiliser les transports en commun pour leurs déplacements.

Pour les sorties plus exceptionnelles qui nécessitent un moyen de transport, une autorisation écrite doit être demandée aux parents. L'assurance de la structure doit être étendue aux risques « sorties et transports d'enfants ». Les règles du code de la route concernant le transport d'enfants doivent être respectées.

5.9 Les objets personnels

Les bijoux qui peuvent être dangereux (chaînes au cou, anneaux aux oreilles...) sont à proscrire. La tétine ne sera pas attachée aux vêtements de l'enfant, ni maintenue par un lien autour de son cou.

La Ville n'est pas responsable du vol ou de la détérioration du matériel laissé par les familles dans l'établissement : petits objets, vêtements, sièges auto, poussettes, landaus...

5.10 Les conditions de suspension temporaire, de réduction ou de radiation du contrat d'accueil

La Direction de l'Enfance peut unilatéralement suspendre temporairement, réduire ou radier le contrat d'accueil en cas d'inobservance des dispositions du règlement de fonctionnement dans les conditions suivantes :

- si l'enfant est absent sans justification pendant plus de 15 jours sur une période de 30 jours ;
- si le comportement de la famille nuit au bon fonctionnement de l'établissement ;
- si la famille ne respecte pas les horaires du contrat (ouverture/fermeture de l'établissement) ;
- si le responsable légal ne répond plus aux conditions d'admission (voir article 4) ;
- si l'établissement ne peut plus assurer la sécurité de l'enfant (non renouvellement d'un PAI à la date anniversaire par exemple) ;
- en cas de défaut de paiement réitéré et après mise en demeure (voir article 8.4) ;
- en cas de non-respect des obligations vaccinales ou des autres prescriptions sanitaires (voir article 6) ;
- si la famille de l'enfant déménage hors Montpellier en cours de contrat : dans ce cas, le départ devra se faire au plus tard le 31 décembre lorsque le déménagement a eu lieu entre le 01/01 et le 31/08 ou à la fermeture d'été de l'établissement lorsque le déménagement a eu lieu entre le 01/09 et le 31/12.

6. Santé de l'enfant et sécurité

La santé de l'enfant doit à tout moment être compatible avec la vie en collectivité.

Si l'état de santé de l'enfant nécessite une prise en charge particulière (ex : retard psychomoteur, allergie alimentaire, convulsions, reflux, pathologie chronique ...), l'admission définitive sera prononcée par le médecin des crèches.

Un « **Contrat d'Accueil pour un enfant demandant une attention particulière** » sera signé entre le médecin de la Direction de l'Enfance, la famille et le directeur d'établissement lors de la visite médicale.

Pour les enfants nécessitant une surveillance et/ou un traitement spécifique, en complément du contrat d'accueil, un PAI (Projet d'Accueil Individualisé) sera mis en place soit à l'initiative de la famille, soit à la demande du médecin ou du directeur d'établissement.

6.1 La visite médicale d'admission

Le médecin des crèches assure prioritairement la visite médicale d'admission obligatoire pour les enfants de moins de 4 mois ou nécessitant une attention particulière ou la mise en place d'un Projet d'Accueil Individualisé (PAI). Il vérifie que l'état de santé de l'enfant est compatible avec la vie en collectivité et que les vaccinations obligatoires sont à jour. Il définit les protocoles d'action dans les situations d'urgence et s'assure de l'information donnée au personnel. Il assure des actions d'éducation et de promotion de la santé auprès des équipes.

Le dossier médical de l'enfant

Pour faciliter le suivi de l'enfant à la crèche, le dossier médical comporte :

- tous les renseignements concernant les antécédents depuis la grossesse, la naissance, le développement psychomoteur, les maladies, hospitalisations, allergies, les prescriptions de régimes ou traitements, le PAI et éventuellement le contrat d'accueil pour un enfant qui demande une attention particulière ;
- le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des médecins choisis par les parents ;
- l'autorisation signée des parents permettant au médecin ou à la directrice de l'établissement de prendre toutes les dispositions utiles concernant l'état de santé de l'enfant ;
- les habitudes et le rythme de vie de l'enfant : sommeil, alimentation, préférences, habitudes...

6.2 Le carnet de santé

Le carnet de santé est un document confidentiel qui peut être demandé lorsqu'un examen médical est prévu à la crèche. Cet examen se fait avec l'accord des parents. Le carnet de santé peut être présenté avec l'accord des parents sous pli confidentiel avec la mention « secret médical ». Concernant les vaccinations, la photocopie du carnet de santé a valeur de certificat médical. En cas de perte du carnet de santé, le parent devra fournir un certificat médical du médecin traitant attestant que les vaccins sont bien à jour à la date mentionnée.

Le/la directeur(trice) ou le médecin peut demander aux parents de le présenter :

- Pour mettre à jour le dossier médical de l'enfant : les vaccinations, les examens de santé préventifs obligatoires,
- Lorsqu'un examen médical est prévu à la crèche.

Remarque : la circulaire du 16/12/1975 précise que le carnet de santé est la propriété de l'enfant et de sa famille et que la crèche ne saurait exiger de le détenir en permanence.

6.3 Les vaccinations

Tout enfant accueilli en collectivité est soumis aux vaccinations obligatoires et aux recommandations vaccinales, en fonction d'un calendrier réactualisé chaque année et publié dans le Bulletin Epidémiologique Hebdomadaire (BEH) de l'Institut de veille sanitaire.

Aucun enfant non vacciné ne peut être admis en collectivité, excepté s'il présente un certificat médical de contre-indication temporaire soumis au médecin de l'établissement. Toutefois, cette situation est limitée dans

le temps, la vaccination de l'enfant devra être ensuite régularisée pour poursuivre l'accueil.

Les parents devront informer la direction de la crèche de chaque nouvelle vaccination et la direction devra s'assurer que les vaccins sont à jour, rappels compris.

Le calendrier vaccinal est affiché dans chaque structure et consultable sur le site internet solidarites-sante.gouv.fr.

En cas de non vaccination ou de non mise à jour des vaccins conformément aux exigences du calendrier vaccinal, l'accueil de l'enfant pourra être suspendu de façon temporaire ou définitive si les mesures correctives ne sont pas mises en place après rappel de la direction de l'établissement.

6.4 Les modalités de délivrance des soins spécifiques et d'accueil de l'enfant malade ou présentant un handicap ou une affection nécessitant une attention particulière

En vertu du décret n°2004-802 du 29 juillet 2004 relatif aux actes professionnels et à l'exercice de la profession d'infirmier, les infirmier(e)s et puéricul(teur)trices sont seul(e)s habilité(e)s à administrer les médicaments dans les établissements d'accueil du jeune enfant sur prescription médicale écrite, datée et signée du médecin prescripteur.

Les parents peuvent également venir administrer eux-mêmes les médicaments ou envoyer une infirmier(e) libéral(e) en fonction du traitement prescrit. Néanmoins, en cas d'absence d'une puéricultrice ou infirmier(e), les traitements d'urgence pourront être administrés par toute personne sur autorisation du médecin de crèche ou, à défaut, du SAMU (15). Les traitements prévus dans le cadre d'un PAI pourront être administrés par tout personnel ayant signé le PAI.

De façon générale, l'administration des médicaments dans une structure d'accueil du jeune enfant doit se faire avec parcimonie. Chaque fois que cela est possible, il est fortement recommandé que le médecin prescripteur puisse délivrer un traitement à administrer matin et soir par les parents en dehors des horaires de la collectivité. Pour le SAF, les assistant(e)s maternel(le)s sont habilité(e)s à administrer un antipyrétique sur prescription médicale écrite, datée et signée du médecin prescripteur.

- Les protocoles généraux : ils sont établis par le médecin référent de la Direction de l'Enfance et déterminent la conduite à tenir.
- Les Projets d'Accueil Individualisés (PAI) : établis par le médecin traitant de l'enfant et validés par le médecin référent de la Direction de l'Enfance, ils indiquent la conduite à tenir en fonction des éventuels symptômes manifestés par l'enfant (ex : allergies, maladies chroniques nécessitant un traitement au long cours...). Dans ce cas, les médicaments prescrits par ordonnance du médecin de l'enfant indiquant : le poids de l'enfant, la date, la posologie, le rythme, la durée prévue d'administration pourront être administrés par le personnel ayant signé un PAI (y compris les assistantes maternelles du SAF).

Le PAI doit systématiquement être renouvelé chaque année par le médecin traitant de l'enfant et révisable en cours d'année si l'état de santé ou le traitement le nécessite.

6.5 Accueil d'un enfant ponctuellement malade

Si l'enfant arrive dans l'établissement en présentant des signes de maladie, (fièvre, vomissements,) le/la directeur(trice) peut subordonner l'accueil à l'avis préalable du médecin traitant.

Si les symptômes se déclarent dans la journée, il/elle prévient les parents et peut les inviter à venir chercher l'enfant et à consulter leur médecin traitant.

En cas de fièvre, le personnel mettra en œuvre le protocole établi par le médecin référent de la Direction de l'Enfance (déshabillage, boisson, antipyrétiques).

En cas d'urgence ou d'impossibilité de joindre les parents, les personnels appellent le médecin référent de l'établissement ou les services médicaux d'urgence qui sont habilités à prendre les mesures qui s'imposent.

6.5.1 Maladies à éviction obligatoire (arrêté du 3 mai 1989)

Les maladies pour lesquelles une éviction est obligatoire sont prévues par les textes. A titre indicatif, il s'agit de la coqueluche, la diphtérie, l'hépatite A, l'impétigo, la méningite à méningocoque, la méningite à Haemophilus B, la gastro-entérite à Escherichia coli et à Shigelles, les infections à streptocoque (angine, scarlatine), les oreillons, la rougeole, la teigne, la tuberculose, la typhoïde et para typhoïde, la gale communautaire et la gale profuse (la liste est susceptible d'évoluer en fonction de la réglementation ou de la situation sanitaire).

6.5.2 Mesures prophylactiques

Lorsqu'une maladie contagieuse grave survient dans un établissement, le/la directeur(trice) et le médecin référent de la Direction de l'Enfance, après accord de l'administration, prennent toutes les mesures prophylactiques qu'ils jugent nécessaires : désinfection, suspension des admissions, évictions, prélèvements, vaccinations, fermeture de l'établissement et organisent l'information des familles.

6.6 Les consignes de sécurité

Pour des raisons de sécurité, les parents doivent respecter les consignes suivantes :

- Ne pas laisser seul l'enfant sur le plan de change ;
- Veiller à ce que les enfants plus grands qui accompagnent les parents restent sous leurs responsabilités et n'utilisent pas les jeux intérieurs et extérieurs de la crèche ;
- Fermer derrière eux les portes de la crèche et du jardin sans oublier les accès extérieurs ;
- Respecter les consignes de la direction en cas de mesure exceptionnelle de confinement.

Il est également rappelé que les parents doivent s'engager à respecter les consignes données par le directeur de l'établissement en lien avec la circulaire ministérielle du 17/08/2016 relative à la préparation aux situations d'urgence particulière pouvant toucher la sécurité des établissements d'accueil du jeune enfant. En outre, la Direction de l'Enfance informe et rappelle aux familles que l'accès de toute personne étrangère à l'établissement, à l'exception des familles et des personnes autorisées, est strictement limité et soumis à autorisation administrative.

En application de cette circulaire, un protocole de mise en sûreté des enfants et du personnel a été élaboré pour chaque établissement.

7. Contractualisation et réservation

7.1 Contractualisation de l'accueil régulier

Pour toute admission en accueil régulier, un contrat d'accueil est établi.

Le contrat d'accueil (modèle en **annexe 3**) est conclu avec la famille pour une durée déterminée sur la base des besoins qu'elle expose. Il est signé pour une durée initiale d'un mois minimum et d'un an maximum. Le renouvellement du contrat est effectué annuellement, jusqu'à la scolarisation de l'enfant, sous réserve du respect des conditions du présent règlement. Afin de répondre au plus près des besoins des familles, les

directions d'EAJE peuvent être amenées à contractualiser des accueils réguliers directement avec les familles portant sur 3 demi-journées au maximum, séparées ou contiguës. Cette modalité d'accueil est limitée à 3 mois consécutifs, reconductible une fois sur examen d'une demande écrite motivée auprès de la direction de l'établissement. Si les besoins des familles sont supérieurs à 3 demi-journées, le dossier devra être soumis à la commission d'attribution.

Le contrat se matérialise sous la forme d'un planning d'accueil précisant de manière régulière et répétitive :

- l'amplitude journalière de l'accueil,
- la planification hebdomadaire,
- le nombre de semaines par an,
- le nombre maximum de jours de congés annuels et de RTT.

Remarque : si l'enfant prend son déjeuner dans l'établissement, sa présence est obligatoire jusqu'à 14h afin de préserver son rythme biologique ainsi que le bon fonctionnement de l'établissement. Le respect de cette disposition par les familles est essentiel.

A la suite de la contractualisation, la famille est orientée vers le directeur de l'établissement pour une prise de contact. La formalisation du dossier d'accueil comprend l'ensemble des informations nécessaires à l'accueil de l'enfant dans l'établissement, recensées sur le récépissé du dossier PREST'O.

7.1.1 Conditions de révision du contrat

Le contrat initial peut être modifié par avenant pour adapter le planning d'accueil ou enregistrer un changement de tarif horaire :

- La modification du planning :
 - Soit elle répond à une demande de la famille de réadaptation du planning à ses nouveaux besoins. Elle est alors formulée par écrit et déposée au directeur d'établissement dans un délai minimum d'un mois avant la date de prise d'effet souhaitée. La satisfaction de la demande reste conditionnée à sa compatibilité avec le planning général de l'établissement. **Les avenants apportés pour ce motif sont limités à 3 par an, sur la période du 1^{er} septembre au 31 août de chaque année scolaire et au prorata temporis du délai restant.**

Remarque : dans le cadre d'un avenant, les familles ne peuvent pas demander la modification du nombre de congés contractualisés prévu au contrat d'origine. Cependant, le droit à congés peut être réadapté, à l'initiative de l'établissement et/ou de la Direction de l'Enfance, pour maintenir une proportionnalité réaliste si la demande d'avenant consiste dans une diminution substantielle de fréquentation.

- Soit elle est prononcée à l'initiative de la collectivité :
 - ❖ Après constatation d'un écart significatif et régulier entre la fréquentation contractualisée et la fréquentation réelle résultant du pointage informatisé des heures d'arrivée et de départ ; la famille en est alors informée par écrit. Selon les circonstances, la modification du planning peut prendre effet soit à partir du 1^{er} jour de la semaine qui suit la communication de la décision, soit à partir du 1^{er} jour du mois suivant.
 - ❖ En cas d'interruption d'activité de l'un des parents (ex : congé parental), en fonction de l'évolution de la situation et des besoins de la famille.

▪ **La modification du tarif :**

Elle est appliquée soit à la demande des parents après mise à jour du site CDAP de la Caf à la demande de l'allocataire, soit à l'initiative de la collectivité lors de la révision des ressources au 1^{er} janvier de chaque année ou encore en fonction du calendrier de la Cnaf à l'occasion de modifications réglementaires du barème des participations familiales. Les familles qui ne produisent pas l'avis d'imposition (ou qui ne justifient pas leurs revenus lorsque l'accès à la base de données allocataires de la Caf n'est pas autorisé ou ne peut pas être utilisé) dans les délais impartis se verront appliquer le tarif maximum.

7.1.2 Conditions de dénonciation du contrat

La fin anticipée du contrat d'accueil régulier doit être signifiée par les parents avec un **préavis écrit d'un mois déposé au directeur de l'établissement ou au pôle social et relations avec les familles**. En l'absence de préavis, les mensualités suivantes restent dues jusqu'à la régularisation administrative du départ, même durant la période d'adaptation. Dans ce cas, la mensualité est déterminée par le planning contractualisé de l'enfant.

La Direction de l'Enfance peut également mettre fin au contrat d'accueil dans les conditions précisées à l'article 5.10 « Les conditions de suspension temporaire, de réduction ou de radiation du contrat d'accueil ».

7.2 La réservation en accueil occasionnel

En accueil occasionnel, le planning est constitué par des réservations hebdomadaires d'heures demandées par la famille. Les réservations se font le vendredi matin de la semaine qui précède l'accueil. En fonction des besoins spécifiques des familles, l'accueil peut être modulé entre un minimum de deux heures et un maximum égal à l'amplitude horaire d'ouverture de l'établissement.

Modalités et délai de prévenance : la facturation de l'accueil occasionnel est égale aux heures de présence réalisées. Toutefois, si l'annulation de réservation n'est pas faite 24 heures avant le créneau d'accueil (à l'exception du lundi où l'annulation doit être impérativement signalée avant 9 heures), délai de prévenance, les heures réservées et non réalisées seront facturées.

8. Tarification, facturation et paiement

La tarification appliquée aux familles est définie par référence au barème national et aux modalités de calculs élaborés par la Caisse nationale des allocations familiales (Cnaf) en référence à la circulaire relative aux barèmes des participations familiales en vigueur. Elle correspond à un taux de participation familiale, modulé en fonction du nombre d'enfants dans la famille, dans la limite d'un « plancher » et d'un « plafond » définis annuellement par la Cnaf.

En contrepartie, la Caf verse au gestionnaire une aide au fonctionnement (Prestation de service unique) permettant de réduire la participation des familles.

Le taux de participation familiale : il est appliqué de manière linéaire à tous les revenus, dans la limite d'un plancher et d'un plafond de ressources. Ce taux de participation familiale est dégressif en fonction de la composition de la famille.

La définition du plancher : en cas d'absence de ressources, un montant « plancher » (équivalent au Rsa socle annuel garanti à une personne isolée avec un enfant, déduction faite du forfait logement) est retenu. Celui-ci est publié en début d'année civile par la Cnaf. Ce plancher est aussi retenu pour les personnes ayant des ressources inférieures à ce montant plancher. Il concerne la cellule familiale dans sa globalité, qu'il s'agisse

du couple ou d'une personne isolée avec enfants.

La définition du plafond : le barème s'applique jusqu'à hauteur d'un plafond de ressources mensuelles. Celui-ci est également publié par la Cnaf en début d'année civile.

Un enfant est reconnu à charge au sens des prestations légales jusqu'au mois précédant ses vingt ans.

8.1 Les modalités de comptage des heures

Le comptage des heures s'effectue en vertu du principe que chaque demi-heure commencée est comptabilisée tant du côté des heures réalisées que du côté des heures facturées.

8.1.1 Les heures réalisées ou réelles

Il s'agit des heures de présence effective de l'enfant. La durée réelle de présence résulte des mouvements de badge à l'arrivée et au départ effectif des enfants. Le badge, remis gratuitement à la famille au moment de l'admission, devra être restitué au départ définitif de l'enfant. Pour le SAF, les assistantes maternelles notent les heures (réelles) d'arrivée et de départ de l'enfant et les familles signent quotidiennement le cahier d'émargement.

8.1.2 Les heures facturées

➤ En accueil régulier

Les heures facturées résultent du contrat négocié entre les familles et la Direction de l'Enfance qui sert de référence. Les heures contractualisées sont dues (sauf les heures d'absence déductibles). Si des heures sont réalisées au-delà du contrat, elles sont facturées en plus aux familles selon le principe suivant : toute demi-heure commencée est comptabilisée tant du côté des heures réalisées que des heures facturées.

➤ En accueil occasionnel et en accueil d'urgence

Les heures facturées sont égales aux heures réalisées sauf non-respect du délai de prévenance pour l'accueil occasionnel (cf. paragraphe 7.2 « Réservation en accueil occasionnel »).

8.2 Le calcul des tarifs

Le tarif est calculé sur une base horaire. La tarification couvre la prise en charge de l'enfant pendant son temps de présence dans la structure, y compris les repas principaux et les soins d'hygiène. Il n'y a pas de suppléments, ni de déductions faites, pour les repas et/ou les couches amenés par les familles.

8.2.1 Le barème national des participations familiales

La participation financière des familles varie en fonction des ressources et de la composition de la famille.

En accueil familial (SAF), le taux de participation familiale immédiatement inférieur est appliqué.

En cas de présence dans la famille d'un enfant en situation de handicap, bénéficiaire de l'Aeeh, même si ce n'est pas ce dernier qui est accueilli au sein de l'établissement, le taux de participation familiale immédiatement inférieur est appliqué. La famille devra produire une attestation enfant porteur d'un handicap (Aeeh).

En cas de résidence alternée de l'enfant accueilli, ce dernier est pris en compte pour les deux ménages. En

cas de familles recomposées, les ressources et les enfants du nouveau conjoint sont pris en compte.

L'origine des ressources prises en compte :

➤ Pour les familles allocataires de la Caf :

Les ressources prises en considération sont celles consultables dans Cdap (ex Cafpro), base de données allocataires de la Caf accessible par internet après signature d'une convention avec le gestionnaire autorisant son utilisation. Une copie d'écran (comportant la date, le numéro allocataire, les ressources et la composition de la famille) est conservée dans le dossier administratif de la famille.

Les familles doivent donc informer en priorité les services de la Caf, et ensuite la Direction de l'Enfance, de leur changement de situation familiale ou professionnelle. Ces changements sont alors pris en compte dans leur dossier allocataire et peuvent impliquer une modification éventuelle de la participation financière.

La Direction de l'Enfance réajustera, si nécessaire, le montant de la participation financière due par la famille le 1^{er} jour du mois en cours. Toutefois, le nouveau tarif ne pourra être pris en compte qu'une fois l'enregistrement des modifications effectuées auprès de la Caf (visibles dans Cdap). Il ne peut pas être appliqué de rétroactivité sur les factures antérieures. Cette modification de la tarification sera mentionnée par avenant au contrat d'accueil.

➤ Pour les familles non allocataires de la Caf :

Les ressources prises en compte pour le calcul des participations familiales sont celles figurant sur l'avis d'imposition N-2, année de référence utilisée dans Cdap pour les prestations familiales. Une copie de l'avis d'imposition ou de non-imposition de la famille est conservée dans le dossier administratif de la famille (pour l'année N du 1^{er} janvier au 31 décembre, il convient de retenir les revenus perçus pour l'année N-2).

Remarque : Aucune prestation familiale ou légale ne doit être prise en compte. Les pensions reçues devront être rajoutées, celles versées déduites. Les frais réels et les abattements fiscaux ne sont pas déduits.

Les familles non allocataires de la Caf doivent également informer la Direction de l'Enfance de tout changement de situation afin d'actualiser éventuellement leur participation financière (changement d'adresse, de composition familiale...).

Pour les salariés, les ressources à prendre en compte sont celles figurant sur l'avis d'imposition :

- À la rubrique « total des salaires et assimilés », c'est-à-dire avant déduction forfaitaire de 10 % ou des frais réels,
- Les autres natures de revenus imposables (par exemple les revenus de capitaux mobiliers, les revenus fonciers...) ainsi que les heures supplémentaires et les indemnités journalières d'accident du travail et de maladie professionnelle bien qu'en partie non imposables.

Pour les employeurs ou les travailleurs indépendants, y compris les auto-entrepreneurs, ce sont les bénéfices retenus au titre de l'année N-2 de l'avis d'imposition pour un accueil en année N qui doivent être pris en compte. Pour les adhérents d'un centre de gestion agréé ou auto-entrepreneurs, il s'agit des bénéfices tels que déclarés. Pour les non adhérents d'un centre de gestion agréé, il s'agit des bénéfices majorés de 25 % tels que retenus par l'administration fiscale. Pour les personnes ayant opté pour le régime micro, il s'agit des bénéfices déterminés après déduction de l'abattement forfaitaire fiscal appliqué sur le chiffre d'affaires.

➤ Pour les familles non allocataires sans avis d'imposition, ni fiches de salaire :

Dans le cas de familles non connues dans Cdap et ne disposant ni d'un avis d'imposition, ni de fiches de salaires, il sera appliqué le taux de participation familiale correspondant au plancher du barème Cnaf.

- Pour l'accueil d'urgence ou en cas d'enfant placé en famille d'accueil au titre de l'aide sociale :

Il sera appliqué le tarif plancher (taux de participation familiale pour 1 enfant x montant du plancher de ressources).

- Pour les familles allocataires ou non allocataires opposées à la consultation de leurs ressources dans Cdap ou opposées à la présentation des justificatifs de ressources (avis d'imposition ou fiche de salaire) :

A défaut de présentation des justificatifs, il sera appliqué le taux de participation familiale correspondant au plafond du barème Cnaf.

Avertissement aux familles sur la confidentialité des données

La Ville de Montpellier utilise des outils informatiques destinés à assurer une gestion efficiente des informations transmises par les familles :

- Le service télématique Cdap de la Caf est utilisé pour l'actualisation des ressources.
- Les données personnelles des familles font l'objet d'un traitement informatique destiné à faciliter les contacts avec les familles utilisatrices des structures Petite Enfance.
- Les informations enregistrées, réservées à l'usage de la Direction de l'Enfance, peuvent être transmises aux destinataires suivants : direction hiérarchique, assistants sociaux, agents du service.
- Enquête Filoué : dans le cadre de son partenariat avec la Ville de Montpellier, la Cnaf réalise une enquête statistique qui vise à améliorer les modes de garde. Les données collectées concernent les enfants accueillis dans les établissements d'accueil du jeune enfant et leur famille. Les informations collectées sont réservées à l'usage de la Caf et de la Direction de l'Enfance.

Conformément aux articles 39 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, toute personne peut obtenir communication et, le cas échéant, rectification ou suppression des informations la concernant, en s'adressant à la Direction de l'Enfance. Toute personne peut également, pour des motifs légitimes, s'opposer au traitement des données la concernant.

8.2.2 La révision des participations familiales

La tarification applicable à la famille est déterminée à l'admission de l'enfant et fait l'objet d'une révision en début d'année civile ou à tout autre moment en cas d'évolution de la réglementation Cnaf.

L'actualisation du barème et/ou des ressources familles émanant de la Cnaf peut entraîner, selon les circonstances, une mise à jour avec un effet rétroactif du tarif horaire.

8.2.3 Les minorations ou majorations pratiquées

- Les minorations

Par dérogation au principe général, le tarif horaire peut être minoré pour les familles dont les enfants sont accueillis dans le cadre d'une convention d'action de soutien à la parentalité passée entre la Ville et la DPMI (annexe 5).

- Les majorations

L'application de majorations au barème des participations familiales fixé par la Cnaf est tolérée par dérogation au principe général. A ce titre, la Ville applique une majoration de 50 % pour les familles relevant d'un régime de protection sociale non éligible au bénéfice des prestations de la Caf et n'ayant pas fait l'objet d'une convention d'objectifs et de financement avec la Ville. La liste détaillée des différents régimes de protection sociale est présentée en **annexe 6**.

8.3 La facturation

Les heures d'accueil régulier ou occasionnel font l'objet d'une facture transmise aux parents par la direction de l'établissement.

8.3.1 En accueil régulier (contractualisé)

En règle générale, la facturation de l'accueil régulier correspond à la mensualité calculée en multipliant le tarif horaire par le nombre d'heures contractuelles augmenté des heures supplémentaires et diminué des heures déductibles.

➤ Les heures supplémentaires

Elles sont comptées et facturées par tranche de demi-heure selon le principe de comptage des heures dans le paragraphe 8.1.2.

➤ Les absences déductibles

- ✓ **Les congés contractualisés** : au moment de la contractualisation de l'accueil régulier, les familles précisent le nombre de jours de congés prévisionnels en dehors des fermetures annuelles de leur établissement d'accueil. Les jours de congés sont entendus comme des unités de facturation ; une unité de facturation correspondant au nombre d'heures contractualisées journalières. Il n'est pas possible de fractionner une unité de facturation, et à ce titre, il ne peut être posé de demi-journée de congés par exemple. Les congés ne pourront être déduits de la facturation que si le préavis minimum de 15 jours est respecté. Le préavis de dépôt de congés est porté à un mois pour les enfants inscrits en crèche de garde d'été. Il est compté à partir du 1^{er} jour d'accueil prévu au contrat de transfert. Les demandes de congés seront posées au moyen du formulaire mis à disposition des familles dans les établissements.

Important :

- Le nombre de jours de congés n'est pas limité mais il doit cependant être en corrélation avec le nombre de jours de congés des parents. Tout dépassement du nombre indiqué dans le contrat engendre la facturation des absences supplémentaires. Pour les SAF, l'information se fait par mail de préférence ou à défaut par courrier, le cachet de la Poste faisant foi.
 - En aucun cas, les congés peuvent être posés dans la demande de préavis au renoncement du contrat qui précède l'admission de l'enfant.
- ✓ **Les absences pour maladie de l'enfant** : la Ville applique un délai de carence de 3 jours pendant lequel les heures contractualisées sont facturées. Pour les absences de moins de 4 jours, la production d'un certificat médical n'a donc pas d'effet sur la facture en cas d'accueil contractualisé. Les absences pour maladie de l'enfant, justifiées par un certificat médical du médecin traitant, sont exonérées de paiement à partir du quatrième jour calendaire d'absence, le délai de carence comprenant le premier jour d'absence et les deux jours calendaires qui suivent. A noter que le premier jour d'absence correspond obligatoirement à un jour de présence contractualisée.

Par exception, sont exonérées de paiement dès le premier jour, sur présentation d'un certificat

médical, les périodes d'hospitalisation de l'enfant ou de maladie suivant une hospitalisation, les maladies pour lesquelles une éviction est obligatoire (article 6.5.1) ainsi que toute éviction ordonnée par le médecin de crèche. Toute journée commencée reste due.

Le certificat médical justifiant une absence pour maladie ou hospitalisation devra être remis au directeur de l'établissement au plus tard 3 jours après la reprise de l'accueil de l'enfant. Passé ce délai, la déduction ne s'appliquera pas.

- ✓ **Les fermetures** : les périodes de fermeture ne sont pas facturées sauf si l'enfant bénéficie d'un transfert temporaire dans une autre structure municipale. Le transfert temporaire dont la procédure est décrite dans l'**annexe 4** est proposé à la famille sous forme d'avenant au contrat d'accueil régulier.

8.3.2 En accueil occasionnel

En l'absence de contrat, les heures facturées sont égales aux heures réalisées sauf non-respect du délai de prévenance pour l'accueil occasionnel (cf. paragraphe 7.2 réservation en accueil occasionnel).

8.3.3 En accueil d'urgence

Les heures facturées sont les heures de présence réelle de l'enfant.

8.4 Le paiement

8.4.1 Modalités

Pour tous les types d'accueil, les modes de paiement acceptés sont : espèces, chèque bancaire, carte bancaire, Chèque Emploi Service Universel (CESU) ou E-CESU (dématérialisé) préfinancé et nominatif, mandat postal ou mandat cash, paiement internet (Portail presto crèches : presto-creches.montpellier.fr) ou par virement, exclusivement pour les organismes sociaux.

Le chèque bancaire doit être établi à l'ordre de : « Régisseur *suivi du nom de l'établissement* ».
Pour le Service d'Accueil Familial (SAF), le paiement pourra être adressé par courrier ou sur rendez-vous à l'adresse suivante :

**Service d'Accueil Familial
Les Elfes ou Les Petits Loups
280, boulevard Pénélope
34000 MONTPELLIER**

8.4.2 Délai

Le règlement des sommes dues est exigible dès la réception de la facture et doit être acquitté auprès de la direction de l'établissement sous 20 jours maximum. La facture sera transmise par mail et sera disponible sur le Portail Presto crèches (presto-creches.montpellier.fr). Elle pourra être remise par courrier sur demande.

Tout défaut de paiement fera l'objet d'une mise en demeure écrite puis, en cas de non-paiement, d'un recouvrement direct par les services de la Direction Générale des Finances Publiques (DGFIP).

En cas de manquement réitéré et après mise en demeure écrite, la Direction de l'Enfance pourra prononcer la réduction, la suspension ou la suppression de l'accueil dans les conditions énoncées à l'article 5.10.

8.4.3 Attestation de paiement

Une attestation comptable des sommes versées pour l'accueil de l'enfant, valant **justificatif fiscal**, est disponible sur le Portail Presto crèches (presto-creches.montpellier.fr) à compter du 1^{er} mars de chaque année. Elle peut être également remise aux familles qui en font la demande auprès de l'établissement.

Les familles ayant déménagé hors de Montpellier et celles d'enfants accueillis en SAF peuvent recevoir leur attestation sur simple demande par courrier adressée à l'établissement.

L'attestation peut également être téléchargée via le portail Presto crèches : presto-creches.montpellier.fr.

Annexe 1

La capacité d'accueil des établissements d'accueil du jeune enfant et du service d'accueil familial municipal

A compter du 1^{er} janvier 2021, les agréments sont modulés pour l'ensemble des établissements d'accueil collectif de la manière suivante :

POUR TOUS LES EAJE :

- 2 places par établissement peuvent être utilisées en accueil périscolaire ou extrascolaire pour des enfants âgés de 4 à 6 ans.
- 1 place peut être utilisée pour un enfant porteur de handicap et bénéficiant de l'allocation enfant handicapé (AEEH), pour des enfants âgés de 4 à 6 ans.

EAJE ADELAIDE CAMBON :

- 52 places pour des enfants âgés de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 7h30 à 18h30. L'agrément est modulé à 20 places entre 7h30-8h30 et à 30 places entre 17h30-18h30.

EAJE AGROPOLIS:

- 44 places pour des enfants âgés de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 7h30 à 18h30. L'agrément est modulé à 15 places entre 7h30-8h30 et à 20 places entre 17h30-18h30.

EAJE ANTIGONE:

- 48 places pour des enfants âgés de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 7h30 à 18h30. L'agrément est modulé à 22 places entre 7h30-8h30 et à 25 places entre 17h30-18h30.

EAJE BLANCHE NEIGE :

- 44 places pour des enfants âgés de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 7h30 à 18h30. L'agrément est modulé à 16 places entre 7h30-8h30 et à 16 places entre 17h30-18h30.

EAJE CLEONICE POUZIN :

- 39 places pour des enfants âgés de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 7h30 à 18h30. L'agrément est modulé à 15 places entre 7h30-8h30 et à 24 places entre 17h30-18h30.

EAJE EDELWEISS :

- 48 places pour des enfants âgés de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 7h30 à 18h30. L'agrément est modulé à 15 places entre 7h30-8h30 et à 25 places entre 17h30-18h30.

EAJE FRANCOISE DOLTO :

- 48 places pour des enfants âgés de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 7h30 à 18h30. L'agrément est modulé à 26 places entre 7h30-8h30 et à 30 places entre 17h30-18h30.

EAJE LA GALINETA :

- 68 places pour des enfants âgés de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 7h30 à 18h30. L'agrément est modulé à 26 places entre 7h30-8h30 et à 39 places entre 17h30-18h30.

EAJE LOUISE GUIRAUD :

- 60 places pour des enfants âgés de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 7h30 à 18h30. L'agrément est modulé à 25 places entre 7h30-8h30 et à 30 places entre 17h30-18h30.

EAJE LE PETIT PRINCE DE BOUTONNET :

- 48 places pour des enfants âgés de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 7h30 à 18h30. L'agrément est modulé à 18 places entre 7h30-8h30 et à 20 places entre 17h30-18h30.

EAJE LA PETITE SIRENE :

- 48 places pour des enfants âgés de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 7h30 à 18h30. L'agrément est modulé à 25 places entre 7h30-8h30 et à 25 places entre 17h30-18h30.

EAJE PINOCCHIO-L'ILE AU TRESOR :

- 72 places pour des enfants âgés de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 7h30 à 18h30. L'agrément est modulé à 30 places entre 7h30-8h30 et à 40 places entre 17h30-18h30.

EAJE LES SEPT NAINS :

- 39 places pour des enfants âgés de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 7h30 à 18h30. L'agrément est modulé à 10 places entre 7h30-8h30 et à 22 places entre 17h30-18h30.

EAJE ROBIN DES BOIS :

- 48 places pour des enfants âgés de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 7h30 à 18h30. L'agrément est modulé à 18 places entre 7h30-8h30 et à 20 places entre 17h30-18h30.

EAJE THERESE SENTIS :

- 68 places pour des enfants âgés de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 7h30 à 18h30. L'agrément est modulé à 30 places entre 7h30-8h30 et à 40 places entre 17h30-18h30.

EAJE ANDRE CHAMSON :

- 15 places en accueil régulier et 10 places en accueil occasionnel pour des enfants de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 8h à 18h. L'agrément est modulé à 19 places entre 8h-9h, 15 places entre 12h-14h et un maintien à 25 places entre 17h-18h.

EAJE LES CHATS BOTTES :

- 17 places en accueil régulier et 8 places en accueil occasionnel pour des enfants âgés de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 8h à 18h. L'agrément est modulé à 18 places entre 8h-9h, 12 places entre 12h-14h et un maintien à 25 places entre 17h-18h.

EAJE LES COPAINS D'ABORD :

- 15 places en accueil régulier et 10 places en accueil occasionnel pour des enfants âgés de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 8h à 18h. L'agrément est modulé à 10 places entre 8h-9h, 12 places entre 12h-14h et un maintien de 15 places entre 17h-18h.

EAJE LES COQUELICOTS :

- 14 places en accueil régulier, 6 places en accueil occasionnel pour des enfants âgés de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 8h à 18h. L'agrément est modulé à 12 places entre 8h-9h, 12 places entre 12h-14h et 18 places entre 17h-18h.

EAJE LA COUPOLE :

- 13 places en accueil régulier et 7 places en accueil occasionnel pour des enfants âgés de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 8h à 12h30 et de 14h à 18h. L'agrément est modulé à 10 places entre 8h-9h et 18 places entre 17h-18h. La structure est fermée entre 12h30-14h.

EAJE EUROPA-ASSAS :

- 14 places en accueil régulier et 11 places en accueil occasionnel pour des enfants âgés de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 8h à 18h. L'agrément est modulé à 12 places entre 8h-9h, 14 places entre 12h-14h et 15 places entre 17h-18h.

EAJE LA MAISON DES ENFANTS :

- 30 places en accueil régulier et 15 places en accueil occasionnel pour des enfants de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 8h à 18h. L'agrément est modulé à 27 places entre 8h-9h, 30 places entre 12h-14h et 40 places entre 17h-18h.

EAJE MARY POPPINS :

- 5 places en accueil régulier et 15 places en accueil occasionnel pour des enfants âgés de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 8h à 12h et de 14h à 18h. L'agrément est modulé à 15 places entre 8h-9h et un maintien de 20 places entre 17h-18h. La structure est fermée entre 12h-14h.

EAJE MOWGLI :

- 19 places en accueil régulier et 6 places en accueil occasionnel pour des enfants âgés de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 8h à 18h. L'agrément est modulé à 15 places entre 8h-9h, 19 places entre 12h-14h et 20 places entre 17h-18h.

EAJE L'OUSTAL DOU CAGANIS :

- 10 places en accueil régulier et 12 places en accueil occasionnel pour des enfants âgés de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 8h à 18h. L'agrément est modulé à 16 places entre 8h-9h, 7 places entre 12h-14h et un maintien de 22 places entre 17h-18h.

EAJE PITCHOT NANET :

- 15 places en accueil régulier et 10 places en accueil occasionnel pour des enfants âgés de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 8h à 18h. L'agrément est modulé à 10 places entre 8h-9h, 13 places entre 12h-14h et 20 places entre 17h-18h.

EAJE VILLENEUVE D'ANGOULEME :

- 15 places en accueil régulier et 10 places en accueil occasionnel pour des enfants âgés de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 8h à 18h. L'agrément est modulé à 16 places entre 8h-9h, 15 places entre 12h-14h et 25 places entre 17h-18h.

EAJE LES BOUTONS D'OR (jardin d'enfants) : 30 places

- 30 places pour des enfants de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 8h à 18h. L'agrément est modulé à 15 places entre 8h-9h, à 30 places entre 12h-14h et 25 places entre 17h-18h.

SAF LES ELFES ET LES PETITS LOUPS :

- 35 places pour la crèche les Elfes et 36 places pour la crèche les Petits Loups pour des enfants âgés de moins de 3 ans révolus. L'établissement est ouvert de 7h30 à 18h30.

Annexe 2

Note d'information aux familles pour la consultation des données allocataires sur le site Cdap et pour l'enquête statistique Filoué

Madame, Monsieur,

Nous tenons à vous informer que la Caf de l'Hérault met à notre disposition un service internet à caractère professionnel Cdap (Consultation du dossier allocataire par le partenaire) qui nous permet de consulter directement les éléments de votre dossier d'allocations familiales nécessaires à l'exercice de notre mission.

Par ailleurs, dans le cadre de son partenariat avec la Ville de Montpellier, la Cnaf réalise une enquête statistique (Filoué) qui vise à améliorer les modes de garde. Les données collectées concernent les enfants accueillis dans les établissements d'accueil du jeune enfant et leur famille. Elles sont réservées à l'usage de la Caf et de la Direction de l'Enfance.

Conformément à la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, nous vous rappelons que vous pouvez vous opposer à la consultation de ces informations en nous contactant.

Dans ce cas, il vous appartient de nous fournir les informations nécessaires au traitement de votre dossier.

La Direction de l'Enfance

Annexe 3

Modèle du contrat d'accueil

CONTRAT D'ACCUEIL DU XXX AU XXX

ETABLISSEMENT :

Ce contrat d'accueil est conclu au bénéfice de l'enfant né(e) le (date) entre :

- la Direction de l'Enfance de la Ville de Montpellier
- et le(s) représentant(s) de l'enfant
 - Responsable 1:
 - Responsable 2:
 - Autre (à préciser) :

Il est convenu que :

- L'enfant est inscrit pour la période du au (Période maximale de 1 an, de date à date)

- Nombre de jours de congés prévus hors période de fermeture de l'établissement :

Important : le nombre de jours de congés correspond aux absences prévisibles dont la demande a été formalisée dans un délai de prévenance de 15 jours (un mois pour les congés d'été). Ces absences sont déductibles de la facturation. Tout dépassement du nombre stipulé ci-dessus engendre la facturation des absences supplémentaires.

Mon enfant fréquentera la structure sur les horaires et/ou jours suivants :

Semaine 1	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
Heure d'entrée					
Heure de sortie					
Nombre d'heures					

A remplir uniquement si la semaine 2 est différente :

Semaine 2	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
Heure d'entrée					
Heure de sortie					
Nombre d'heures					

Tarification : le montant horaire de la participation familiale est défini par un taux de participation familiale appliqué aux ressources de la famille et modulé en fonction du nombre d'enfants à charge au sens des prestations familiales, sur la base du barème défini par la Caisse Nationale des Allocations Familiales (Cnaf). Les taux de participation familiale applicables sont définis dans la circulaire en vigueur.

Révision du tarif : le calcul du montant horaire sera révisé, en début d'année civile, ou à tout moment pendant la durée du contrat, en cas de changement significatif de situation :

- en fonction de la mise à jour du dossier Caf de la famille répercutée dans le site télématique Cdap de la Caf.
- sur justificatifs (dernier avis d'imposition) pour les familles non allocataires ou n'autorisant pas la consultation de leurs ressources sur le site télématique Cdap de la Caf.

Important : l'actualisation du barème et/ou des ressources familles émanant de la Caf, elle peut entraîner, selon les circonstances, une mise à jour avec un effet rétroactif du tarif horaire dans le cadre de l'exécution de ce présent contrat.

⇒ J'autorise la consultation de mes ressources sur le site Cdap de la Caf * OUI ☐ NON ☐

Le tarif horaire est fonction du régime de protection sociale de la famille. A ce titre, la Ville applique une majoration de 50% pour les familles relevant d'un régime de protection sociale non éligible au bénéfice des prestations de la Caf ou n'ayant pas fait l'objet d'une convention d'objectifs et de financement avec la Ville (liste détaillée en annexe du règlement de fonctionnement).

CALCUL DU TARIF

N° Caf :

Détail du calcul du tarif horaire :

(1) Revenus mensuels du foyer :€

(2) Taux d'effort :%

(3) Majoration appliquée :%

Tarif horaire : (1) x (2) x (3) : €

Modification du contrat : le planning de présence peut être modifié sous la forme d'un avenant, à la demande du responsable de l'établissement à tout moment, ou à la demande de la famille, au maximum 3 fois par année scolaire (septembre à août), en respectant un préavis d'un mois.

Rupture anticipée du contrat : un préavis d'un mois est exigé.

PARTENARIAT AVEC LA CAF DE L'HERAULT

La Caf de l'Hérault participe financièrement au fonctionnement des établissements d'accueil du jeune enfant.

Enquête Filoué : la Cnaf réalise une enquête statistique qui vise à améliorer les modes de garde. Les données collectées concernent les enfants accueillis dans les établissements d'accueil du jeune enfant et leur famille.

⇒ J'autorise la transmission des données collectées à la Cnaf * OUI ☐ NON ☐

Fait à Montpellier, le

Le(s) représentant(s) de l'enfant

La Direction de l'Enfance

**Conformément à la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, nous vous informons que vous pouvez vous opposer à la consultation du service télématique Cdap de la Caf (Consultation dossier allocataires partenaires) par la Ville et/ou à la transmission à la Caf des données collectées pour l'enquête Filoué. Dans ce cas, il vous appartient de nous fournir les informations nécessaires au traitement de votre dossier.*

Annexe 4

Les transferts d'été et d'hiver : procédure

A l'occasion des fermetures d'été et d'hiver, la famille peut demander un transfert temporaire : l'enfant est alors accueilli dans un autre établissement municipal. Dans ce cas, la famille et la Direction de l'Enfance signe un avenant au contrat d'accueil régulier.

Ce transfert temporaire est mis en place dans le cadre d'une procédure de concertation-validation.

- 1) La famille remplit le formulaire « planning de présence » avec les jours de transfert souhaités (en cas de fermeture de l'établissement d'origine).
- 2) La Direction de l'Enfance étudie les demandes de transfert.
- 3) La famille est informée de la suite donnée à sa demande de transfert. En cas de réponse favorable, le courrier précisera l'établissement de transfert retenu et la famille pourra signer un avenant au contrat d'accueil régulier.

Important :

- La facturation de l'accueil se fera sur la base de cet avenant de transfert. Comme pour les contrats d'accueil régulier, elle correspond à la mensualité calculée en multipliant le tarif horaire par le nombre d'heures contractuelles augmenté des heures supplémentaires et diminué des heures déductibles (maladies au-delà de 3 jours de carence ...).
- Le tarif horaire peut être modifié si le mode d'accueil est différent (collectif ↔ familial).

Annexe 5

L'accueil des enfants dans le cadre de la convention d'action de soutien à la parentalité

Les familles dont les enfants sont accueillis dans le cadre d'une convention d'action de soutien à la parentalité passée entre la Ville et la DPMIS devront signer un contrat spécifique avec l'établissement d'accueil.

CONTRAT D'ACCUEIL DU XXX AU XXX

CONVENTION D'ACTION DE SOUTIEN A LA PARENTALITE
VILLE – AGENCE DEPARTEMENTALE DU CENTRE VILLE

ETABLISSEMENT :

Ce contrat d'accueil est conclu au bénéfice de l'enfant né(e) le (date) entre :

- la Direction de l'Enfance de la Ville de Montpellier
- et le(s) représentant(s) de l'enfant
 - Responsable 1 :
 - Responsable 2 :
 - Autre (à préciser) :

Il est convenu que :

- L'enfant est inscrit pour la période du au (*Période maximale de 1 an, de date à date*)
- Nombre de jours de congés prévus hors période de fermeture de l'établissement :

***Important :** le nombre de jours de congés correspond aux absences prévisibles dont la demande a été formalisée dans un délai de prévenance de 15 jours (un mois pour les congés d'été). Ces absences sont déductibles de la facturation. Tout dépassement du nombre stipulé ci-dessus engendre la facturation des absences supplémentaires.*

Mon enfant fréquentera la structure sur les horaires et/ou jours suivants :

Semaine	Lundi	Mardi	Mercredi	Jeudi	Vendredi
Heure d'entrée					
Heure de sortie					
Nombre d'heures					

Tarification : le montant horaire de la participation familiale est défini par un taux de participation familiale appliqué aux ressources de la famille et modulé en fonction du nombre d'enfants à charge au sens des prestations familiales, sur la base du barème défini par la Caisse Nationale des Allocations Familiales (Cnaf). Les taux de participation familiale applicables sont définis dans la circulaire en vigueur.

Révision du tarif : le calcul du montant horaire sera révisé, en début d'année civile, ou à tout moment pendant la durée du contrat, en cas de changement significatif de situation :

- en fonction de la mise à jour du dossier Caf de la famille répercutée dans le site télématique Cdap de la Caf.
- sur justificatifs (dernier avis d'imposition) pour les familles non allocataires ou n'autorisant pas la consultation de leurs ressources sur le site télématique Cdap de la Caf.

***Important :** l'actualisation du barème et/ou des ressources familles émanant de la Caf, elle peut entraîner, selon les circonstances, une mise à jour avec un effet rétroactif du tarif horaire dans le cadre de l'exécution de ce présent contrat.*

⇒ J'autorise la consultation de mes ressources sur le site Cdap de la Caf * OUI ☐ NON ☐

Les accompagnants majeurs de l'enfant :-
-**Les référents médico-sociaux :**-
-**Les objectifs :**-
-

Les parents s'engagent à respecter le règlement intérieur de l'établissement. L'établissement pourra accueillir votre enfant dans la mesure où ces modalités seront respectées. A la fin de chaque période, et avant renouvellement, un bilan sera effectué.

CALCUL DU TARIF

N° Caf :

Par dérogation au principe général, le tarif horaire peut être minoré pour les familles dont les enfants sont accueillis dans le cadre de la convention d'action de soutien à la parentalité passée avec la Direction de la Protection Maternelle Infantile et de la Santé (DPMIS).

Détail du calcul du tarif horaire :

- (1) Revenus mensuels du foyer : €
 (2) Taux de participation familiale : %
 (3) Minoration appliquée : €

Tarif horaire : (1) x (2) + (3) : €

Modification du contrat : le planning de présence peut être modifié sous la forme d'un avenant, à la demande du responsable de l'établissement à tout moment, ou à la demande de la famille, au maximum 3 fois par an de septembre à août, en respectant un préavis d'un mois.

Rupture anticipée du contrat : un préavis d'un mois est exigé. Dans le cadre de la convention, la Ville pourra mettre fin au contrat au-delà de 5 absences non motivées. Après 3 absences non motivées, le référent médico-social de cet accueil sera prévenu et contactera la famille.

PARTENARIAT AVEC LA CAF DE L'HERAULT

La Caf de l'Hérault participe financièrement au fonctionnement des établissements d'accueil du jeune enfant.

Enquête Filoué : la Cnaf réalise une enquête statistique qui vise à améliorer les modes de garde. Les données collectées concernent les enfants accueillis dans les établissements d'accueil du jeune enfant et leur famille.

⇒ J'autorise la consultation de mes ressources sur le site Cdap de la Caf * OUI ☐ NON ☐

Fait à Montpellier le

Le Responsable de l'enfant

Le Référent de l'Agence Départementale

Le Responsable de l'Etablissement

Le Responsable de secteur

**Conformément à la loi du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés modifiée, nous vous informons que vous pouvez vous opposer à la consultation du service télématique Cdap de la Caf (Consultation dossier allocataires partenaires) par la Ville et/ou à la transmission à la Caf des données collectées pour l'enquête Filoué. Dans ce cas, il vous appartient de nous fournir les informations nécessaires au traitement de votre dossier.*

Annexe 6

Les différents régimes de protection sociale

Le recueil des données pour le calcul de la Prestation de service unique (Psu)

La Caf verse les prestations de service pour les familles dont au moins un des deux parents est ressortissant du régime général, fonctionnaire ou assimilé (voir liste ci-dessous) même si elles ne sont pas allocataires de la Caf, à condition de ne pas percevoir de prestation d'un autre organisme.

La situation professionnelle des parents dont les enfants sont accueillis dans les structures détermine le régime d'appartenance.

Régime général et fonctionnaires : éligibles au bénéfice des prestations Caf

- **Salariés du secteur privé, des entreprises artisanales, commerciales**
- **Travailleurs indépendants, artisans commerçants et professions libérales**
- **Inactifs sans revenu de substitution**
- **Inactifs avec revenus de substitution du régime général ou de la fonction publique (*retraites, pensions, chômage, maladie, maternité, accident travail, Rsa, Aah, ...*)**
- **Fonction publique hospitalière**
- **Fonction publique territoriale (*mairies, départements, régions*)**
- **Agents contractuels des administrations de l'Etat**
- **Agents titulaires de la fonction publique**
- **Agents titulaires de l'Education Nationale**
- **Artistes, auteurs, compositeurs**
- **La Poste**
- **France Télécom**
- **Union minière**
- **Edf-Gdf**
- **SnCF et filiales (Sernam...)**
- **Ratp**
- **Pêche maritime, marins du commerce, navigation intérieure**

Msa : non éligible au bénéfice des prestations Caf

- **Salariés et exploitants agricoles**
- **Ostréiculteurs**
- **Salariés des caves coopératives agricoles**
- **Salariés des parcs et jardins**
- **Aides familiaux agricoles**
- **Salariés du Crédit Agricole**
- **Salariés des golfs**

Régimes spéciaux : non éligibles au bénéfice des prestations Caf

- **Assemblée Nationale, Sénat y compris Parlementaires**



**Notification du règlement de fonctionnement
des établissements et services d'accueil
des enfants de moins de 6 ans
de la Ville de Montpellier**

Les

responsables de l'enfant prennent l'engagement de se conformer au présent règlement de fonctionnement dont un exemplaire leur est remis à l'admission de leur enfant dans l'établissement d'accueil du jeune enfant.

Ils sont informés que le gestionnaire :

- Consulte les éléments nécessaires à l'exercice de sa mission, sur la base des données allocataires de la Caf.
- Transmet des données à caractère personnel à la Cnaf à des fins statistiques relatives aux publics accueillis dans les Eaje pour l'enquête « Filoué ».

Noms des responsables de l'enfant :

.....

.....

Date :

Signature des responsables de l'enfant :

(Signature(s) précédée(s) de la mention manuscrite « lu et approuvé »)

Montpellier, le 4 août 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 25 août 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-164441-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 25 août 2021 - Réception en Préfecture : 25 août 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des parcours professionnels et des compétences
Service Prospective Métiers et Compétences

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

Lignes directrices spécifiques à la Gestion des Emplois, des Effectifs et des Compétences (GPEEC)

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- **VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment son article 33-5 ;
- **VU** la loi n°2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la Fonction Publique, notamment son article 30 ;
- **VU** le décret n°2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires, notamment ses articles 13 à 20 ;
- **VU** l'avis du Comité Technique de la Ville de Montpellier en date du 24 juin 2021 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire de la Ville de Montpellier du 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'arrêté municipal portant délégation de signature à Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire délégué aux « Finances, à l'Evaluation des politiques publiques, aux Ressources humaines et au Dialogue social » ;

Considérant :

- que les lignes directrices de gestion sont arrêtées par l'autorité territoriale, après avis du comité technique et déterminent la stratégie pluriannuelle de pilotage des Ressources humaines au sein de la Ville de Montpellier ;
- que la rédaction de ces lignes directrices de gestion vise à garantir la transparence et l'équité dans la gestion des agents publics, à inviter les employeurs publics à se projeter, formaliser et décliner en actions concrètes leur stratégie en matière de ressources humaines, à valoriser la diversité des parcours et des expériences professionnelles, à favoriser les mobilités, à anticiper l'évolution des agents, des métiers et des compétences, et à assurer l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes ;
- qu'elles sont communiquées par voie numérique et le cas échéant par tout autre moyen à l'ensemble des agents de la Ville de Montpellier ;

- que les lignes directrices de gestion relatives à la Gestion Prévisionnelle des Emplois, des Effectifs et des Compétences (GPEEC) sont établies pour une durée qui ne peut excéder 6 années et qu'elles peuvent faire l'objet d'une révision, en tout ou partie, au cours de la période considérée.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Les lignes directrices de gestion spécifiques à la Gestion Prévisionnelle des Emplois, des Effectifs et des Compétences, sont établies pour six ans, de 2021 à 2026.

ARTICLE 2 : Elles comportent quatre axes stratégiques déclinés en objectifs opérationnels. Un document joint en annexe liste les actions à conduire dans ce cadre.

AXES STRATEGIQUES	OBJECTIFS OPERATIONNELS
1. Garantir l'employabilité des agents	1.1 Favoriser les parcours professionnels et accompagner les évolutions/transitions professionnelles des agents tout en incitant l'agent à être acteur de sa trajectoire professionnelle. 1.2 Développer une politique de recrutement et de mobilité interne assurant une diversité des profils et permettant des parcours professionnels variés. 1.3 Favoriser l'évolution des compétences des agents. 1.4 Prévenir l'inaptitude et contribuer au maintien dans l'emploi
2. Elaborer et mettre en œuvre une stratégie prospective pour adapter les organisations aux évolutions de la collectivité	2.1 Gérer de façon anticipative et préventive les ressources humaines, sur le plan qualitatif (prévenir le risque de perte de compétences). 2.2 Gérer de façon anticipative et préventive les ressources humaines, sur le plan quantitatif .
3. Favoriser l'appropriation de la démarche GPEEC / de la stratégie RH par tous	3.1 Inclure et responsabiliser l'ensemble des acteurs. 3.2 Elaborer un plan de déploiement et de communication et des outils de communication.
4. Préparer l'administration aux nouveaux défis et favoriser l'évolution des carrières	4.1 Etablir et partager des règles claires relatives à l'avancement et à la promotion des agents. 4.2 Acculturer et développer les compétences numériques .

ARTICLE 4 : Les lignes directrices de gestion spécifiques à la gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences ainsi que l'organisation qui en découle pour leurs modalités d'application prennent effet à la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 5 : Toute personne ayant reçu délégation à cet effet, est autorisée à signer tout document relatif à cet arrêté.

ARTICLE 6 : Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté,

Montpellier, le 28 sept. 2021

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 29 sept. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-164443-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 29 sept. 2021 - Réception en Préfecture : 29 sept. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Déclinaison des actions possibles LDG GPEEC

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Commerce et Artisanat

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Règlement général des halles de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le code général des collectivités territoriales,
- **Vu** le code général de la propriété des personnes publiques,
- **Vu** le code du commerce,
- **Vu** le code de l'environnement,
- **Vu** le code de la santé publique,
- **Vu** le code pénal,
- **Vu** règlement sanitaire départemental,
- **Vu** le règlement spécial de publicité,
- **Vu** la loi du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat,
- **Vu** la loi du 4 août 2008 de modernisation de l'économie,
- **Vu** l'arrêté ministériel du 20 juillet 1998 relatif aux conditions techniques et hygiéniques applicables au transfert des aliments,
- **Vu** l'arrêté du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits d'origine animale et denrées alimentaires en contenant,
- **Vu** l'arrêté n°2011/1207 du 15 décembre 2011 portant règlement de la collecte des déchets, du nettoyage et de la propreté de la Ville. Lutte contre les graffitis et l'affichage sauvage,
- **Vu** l'arrêté du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et denrées alimentaires autres que les produits d'origine animale et les denrées alimentaires en contenant,
- **Vu** l'arrêté n°2015/4736/T/R du 15 octobre 2015 portant « Règlement Général des Halles de la Ville de Montpellier »,
- **Vu** l'arrêté n°VAR2020-1030 modifiant l'arrêté n°2015/4736/T/R du 15 octobre 2015,
- **Vu** l'arrêté n°VAR2020-0044 portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, 18^{ème} Adjoint au Maire, aux Commerces de proximité, à l'Artisanat et au Tourisme,
- **Vu** la délibération n° 2015/388 du 29 septembre 2015,
- **Vu** la délibération n°V2020-001 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020,
- **Vu** la délibération du conseil municipal fixant les tarifs et droits de place de la Ville de Montpellier pour l'année en cours,
- **Vu** les avis des membres de la commission des halles et marchés du 14 septembre 2015, du 12 septembre 2016, du 15 mai 2017, du 11 juin 2018, du 17 juin 2019, du 7 décembre 2020 et du 8 mars 2021,
- **Considérant** qu'il y a lieu de modifier et compléter le règlement municipal des halles n°2015/4736/T/R

ARRETE

ARTICLE 1^{er} - Objet

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°2015/4736/T/R du 15 octobre 2015 modifié par l'arrêté n° VAR2020-1030 du 17 décembre 2020.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des halles de la Ville de Montpellier et à leurs commerçants. Elles abrogent et remplacent toutes les prescriptions antérieures qui pourraient leur être contraires. Elles complètent en tant que de besoin la réglementation existante et notamment les arrêtés spécifiques à chaque halle.

Sauf mention contraire, la réglementation générale prime sur les arrêtés particuliers relatifs à chaque halle.

Section I - Obtention des autorisations d'occupation du domaine public

1. Définition des caractéristiques générales

ARTICLE 2 - Définition des autorisations

L'autorisation d'occuper un emplacement de vente (étal) est donnée sous la forme d'une autorisation d'occupation du domaine public.

ARTICLE 3 - Caractéristiques générales

Toutes les autorisations accordées comportent occupation du domaine public conformément aux articles L.2122- 2 et suivants du Code général de la propriété des personnes publiques.

Lesdites autorisations sont précaires et révocables sans que la reconnaissance éventuelle d'un fonds de commerce ne puisse s'y opposer.

Il est interdit de louer, prêter tout ou partie d'un emplacement de quelque manière que ce soit.

L'administration municipale pourra apporter dans l'organisation des étals toutes les modifications qu'elle jugera utiles sans que les ayants droits puissent prétendre à aucune indemnité.

Les autorisations d'occupation sont résiliées de plein droit en cas de disparition de l'activité commerciale, radiation du registre du commerce ou changement de représentant légal sans l'accord préalable de la commission municipale des halles.

ARTICLE 4 - Conditions de recevabilité des demandes

4.1 – Personnes physiques

Peuvent déposer une demande d'autorisation les personnes physiques :

- de nationalité française ou ressortissantes d'un pays de l'Union Européenne,
- ressortissantes d'un pays étranger et en situation régulière (carte de séjour en cours de validité, ...),
- étant en possession des pièces nécessaires à l'exercice de leur commerce,
- et étant en possession d'une attestation d'assurance professionnelle pour l'activité concernée en cours de validité.

4.2 – Personnes morales

Les autorisations d'occuper un emplacement prennent la forme d'un arrêté. Elles sont attribuées nominativement à des personnes physiques.

Les personnes morales pourront être acceptées dans les halles dans la mesure où l'autorisation est au nom d'un des représentants légaux de cette société qui occupe lui-même l'étal. Ce responsable est seul titulaire, il

est l'unique représentant légal du droit d'exploiter l'étal. L'autorisation est établie au nom du seul représentant légal au moment de l'attribution et non au nom de la société.

La mise en gérance est interdite, comme tout contrat ou association qui aurait pour but dissimulé de transférer l'usage d'un emplacement à une autre personne que le titulaire.

4.3 - Conditions quant aux commerces

Les commerçants se limitent à l'exploitation d'activités rentrant dans le cadre de l'arrêté d'attribution de l'étal.

ARTICLE 5 - Formulation des demandes

5.1 - Toute personne désirant bénéficier d'une autorisation d'occupation devra en faire la demande préalable écrite à l'autorité municipale en indiquant :

- son nom, prénom, domicile, nationalité, date et lieu de naissance,
- la désignation exacte de la halle demandée, et, si besoin est, la superficie de l'étal souhaité la désignation de l'activité projetée en fonction de la classification définie à l'article 6 du présent règlement.

5. 2 Justificatifs à produire

Les requérants devront fournir à l'appui de leur demande d'occupation les documents ci-après :

- un justificatif de domicile daté de moins de 3 mois ou une attestation d'hébergement (annexe 4) accompagnée de la photocopie recto-verso de la carte d'identité de l'hébergeur,
- deux photographies d'identité récentes,
- une photocopie d'une pièce d'identité, du passeport, ou de la carte de résident en cours de validité ou un extrait d'acte de naissance,
- un extrait d'inscription au registre du commerce et des sociétés (Kbis) de moins de trois mois de date pour les demandeurs exerçant la profession de commerçant,
- pour les artisans : extrait D1 délivré par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat,
- pour les producteurs exploitants agricoles à titre principal ou secondaire : une attestation de producteur-vendeur délivrée par la Chambre d'Agriculture pour les producteurs vendant directement et exclusivement leur production,
- pour les producteurs biologiques : la notification dans l'annuaire de l'Agence bio et la certificat biologique délivré par un des organismes certificateur agréé par l'INAO ainsi que l'attestation d'affiliation à la MSA,
- pour les producteurs ayant un autre label : Certification Demeter, Nature et progrès...,
- attestation de formation à l'hygiène alimentaire pour les commerçants concernés,
- un justificatif de leur numéro SIREN/SIRET pour les commerçants ayant le statut d'autoentrepreneur,
- l'attestation de compte à jour et de fourniture de déclarations et de paiements fournie par le RSI,
- Pour les demandes présentées dans le cadre d'une présentation de successeur : une copie de l'acte de cession du fonds de commerce,
- En cas de salarié présent sur l'étal : une photocopie de la pièce d'identité, la photocopie du contrat de travail des salariés, la copie de la Déclaration Préalable A l'Embauche et l'attestation de compte à jour et de fourniture de déclarations et de paiements fournie par l'URSSAF,
- Récépissé de déclaration d'activité : Les responsables des établissements vendant des denrées animales ou d'origine animale sont tenus, avant ouverture, à chaque changement de gérance, ou toute modification importante (changement d'activité, extension...) d'adresser une déclaration d'activité à

la DDPP (ou service compétent de l'Etat) correspondant au lieu d'implantation de leur siège social. Cette démarche est obligatoire. Un récépissé est délivré dès lors que la déclaration est considérée comme complète. Ce document doit pouvoir être présenté lors de tout contrôle sanitaire effectué par les autorités compétentes.

Aucun dossier de demande ne pourra être instruit s'il n'est pas complet.

ARTICLE 6 – Catégorie des produits

6.1 Liste des produits autorisés dans les halles

Les produits rentrant dans les catégories suivantes sont autorisés dans les halles.

CATEGORIE NATURE DU COMMERCE

Catégorie I Commerce de détail de fruits et légumes

1-1 fruits

1-2 légumes

1-3 fruits et légumes secs

Catégorie II Commerce de détail des viandes

2-1 viandes de boucherie chevaline ou non chevaline

2-2 triperie (y compris tripes blanchies)

2-3 charcuteries

2-4 volailles, lapins et gibiers

2-5 viandes cuisinées : rôtisserie, plats à emporter

Catégorie III Commerce de détail de boulangerie et pâtisserie

3-1 boulangeries

3-2 pâtisseries

Catégorie IV Commerce de détail de produits de la mer

4-1 poissons frais

4-2 poissons salés, fumés ou congelés

4-3 coquillages et crustacés

4-4 poissons, coquillages et crustacés cuisinés

Catégorie V Commerce de détail de produits laitiers

5-1 fromages

5-2 lait et dérivés

5-3 œufs

Catégorie VI Commerce de détail de confiseries

6-1 confiseries diverses fraîches, glacées ou congelées

Catégorie VII Commerce de détail d'alimentation générale

7-1 épicerie sèche, condiments

7-2 pizzas

7-3 pâtes fraîches

7-4 vins à la tireuse

7-5 vins et spiritueux pré-conditionnés au détail

7-6 boissons

7-7 produits biologiques

Catégorie VIII Commerce de détail et d'habillement : *interdit dans les halles*

Catégorie IX Commerce de détail divers

9-1 débits de boissons

9-2 bazar : quincaillerie, coutellerie, ustensiles de ménage, outillage, articles de maison

9-3 articles d'hygiène

9-4 services de réparation, manufacture de petits articles ou d'objets

9-5 presse loto

9-6 fleurs et plantes

Catégorie X Démonstration, animation : *interdit dans les halles*

Catégorie XI

11-1 restauration rapide

11-2 sandwiches

6.2 – Dispositions particulières

Des règlements particuliers sous forme d'arrêté déterminent la proportion des emplacements de vente mis à la disposition de chaque catégorie susvisée dans chaque halle.

6.3 – Respect de l'affectation commerciale

Sur chaque arrêté d'attribution d'un étal dans une halle la liste des marchandises autorisées à la vente sera indiquée.

Nul ne pourra modifier la nature de l'affectation prévue sans en avoir été expressément et préalablement autorisé par le Maire après avis favorable de la Commission Municipale des Halles.

La procédure de sanction pour non-respect de l'affectation commerciale pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Halles dans les conditions définies à l'article 18 du présent règlement.

ARTICLE 7 - Règles d'attribution

A mesure des vacances, les attributions de places sont validées après avis de la Commission Municipale des Halles dans l'ordre de priorité suivant :

- en cas de décès ou d'incapacité définitive ou de retraite du titulaire : droit de présentation pour les ayant-droits dans les conditions de l'article 8 du présent règlement au bénéfice de l'un d'eux, s'ils en font la demande au plus tard dans les six mois qui suivent le décès, l'attestation d'incapacité définitive ou la retraite. A l'issue de ce délai, le droit de présentation est caduc.
- Droit de présentation d'un successeur : le titulaire d'un emplacement peut dans les conditions de l'article 8 du présent règlement présenter une personne comme successeur
- Les titulaires d'un emplacement de vente de même catégorie qui désireraient l'abandonner pour en prendre une autre devenue vacante. S'il y a plusieurs demandeurs titulaires d'emplacements, la préférence sera donnée au plus ancien titulaire d'autorisation dans la halle concernée.
- Les demandeurs répertoriés sur la liste d'attente prévue à l'article 9 : l'attribution des emplacements dans la halle prend en compte le rang d'inscription sur la liste d'attente, l'activité commerciale proposée, les besoins de la halle (produit insuffisamment représenté ou absent de la halle, diversité commerciale), le respect du présent règlement par le commerçant s'il exerce déjà une activité sur les marchés et halles de la Ville,
- L'appel à candidatures : si aucun commerçant n'est inscrit en liste d'attente sur la catégorie commerciale souhaitée, la Ville procède à un appel à candidature pour pourvoir l'étal vacant dans la halle.

Une personne physique ne peut être titulaire de plus d'un emplacement dans une même halle. Dans le cas d'un décès, d'incapacité définitive ou de retraite du titulaire, l'ayant-droit est tenu d'effectuer un choix entre l'emplacement de vente déjà exploité et celui du titulaire décédé ou en incapacité médicale définitive ou à la retraite.

ARTICLE 8 - Présentation d'un successeur

En application de l'article L 2124-32-1 du code général de la propriété des personnes publiques, un fonds de commerce peut être exploité sur le domaine public.

En application de cette disposition et de la délibération du conseil municipal en date du 29 septembre 2015, tout titulaire d'une autorisation à l'intérieur d'une halle peut présenter au Maire un successeur sous réserve d'exercer son activité depuis trois ans.

Une présentation de repreneur implique pour le sortant une interdiction de postuler sur un étal, quelle que soit l'activité proposée, sur l'ensemble des halles de la Ville de Montpellier pendant une durée de 6 ans.

Le commerçant titulaire devra fournir un courrier de demande de présentation d'un successeur adressé au Maire, une attestation sur l'honneur de la vente de son fonds de commerce ainsi qu'une déclaration officielle de cessation de son activité, enregistrée auprès d'une autorité compétente (avocat, comptable, notaire, Chambre du Commerce et d'Industrie).

L'ancienneté du titulaire de l'autorisation est appréciée à compter de la date d'attribution de l'emplacement par arrêté municipal. Dans le cas d'une reprise d'activité par le conjoint ou l'ayant-droit suite au décès, à l'incapacité définitive ou à la retraite du titulaire, le conjoint ou l'ayant droit conserve l'ancienneté pour faire valoir son droit de présentation.

Les demandeurs (personne titulaire de l'emplacement et le successeur potentiel) doivent fournir au moment de la succession les pièces nécessaires demandées lors d'une demande d'attribution d'emplacement et visées à l'article 5.2 du présent règlement. Le titulaire de l'autorisation doit être à jour des redevances de l'emplacement et ne pas faire l'objet d'une sanction toujours en cours. Le successeur doit être immatriculé au registre du commerce et des sociétés et présenter avec précision à la Ville l'activité commerciale envisagée sur l'emplacement. La demande sera traitée dans un délai de deux mois à compter de la réception d'un dossier complet (fourniture à la Ville des pièces mentionnées à l'article 5.2 du présent règlement).

Un commerçant dont le commerce est en liquidation judiciaire n'a plus la possibilité de présenter un successeur.

Dans le respect des règles d'attribution mentionnées à l'article 7 du présent règlement, il sera tenu compte entre autres de l'activité commerciale proposée par le successeur afin de garantir dans la halle une offre commerciale équilibrée, diversifiée et adaptée aux modes de consommation identifiés dans le secteur. Le comportement du successeur sera également analysé lorsque celui-ci exerce déjà son activité sur les halles et marchés de la Ville.

La présentation d'un successeur fera l'objet de droits d'entrée dans les conditions de l'article 14 du présent règlement, à régler avant la première installation dans la halle.

Toute décision de refus sera motivée.

Une cessation d'activité avec présentation d'un successeur doit être anticipée par le commerçant. En aucun cas la Ville pourra être mise devant le fait accompli.

ARTICLE 9 - Liste d'attente

Si le demandeur ne peut recevoir satisfaction dans l'immédiat, et si son dossier est complet et conforme, il est inscrit sur un registre d'attente où sont portés :

- la date de la réception de son dossier complet en Mairie, qui constitue la date d'inscription en liste d'attente
- le ou les halles où il désire s'installer et la catégorie du commerce qu'il envisage de tenir.

L'inscription sur liste d'attente, par ordre d'ancienneté (date de la 1^{ère} inscription) et par catégorie de produits, est valable un an.

Toute demande non satisfaite devra être obligatoirement renouvelée chaque année par écrit avant la date anniversaire de l'inscription sur liste d'attente (cachet de la Poste faisant foi).

Le défaut de renouvellement entraînera la radiation automatique de la liste d'attente. Tout titulaire est tenu de signaler son changement de domiciliation.

L'inscription sur la liste d'attente sera annulée en cas de refus d'un emplacement correspondant à la nature de l'autorisation sollicitée pour laquelle le demandeur est inscrit.

ARTICLE 10 - Matérialisation des autorisations

10.1 – Les autorisations d'occuper un étal prennent la forme d'un arrêté nominatif précaire et révocable à tout moment par l'administration conformément à l'article L. 2122-2 du code général de la propriété des personnes publiques.

En tout état de cause, eu égard à la nature de l'autorisation délivrée, la Ville pourra à tout moment, mettre fin à celle-ci sans indemnisation :

- pour tout motif d'intérêt général ;
- pour appliquer une décision préalable de changement d'affectation de l'étal ;
- ou pour une raison liée au comportement du commerçant pendant la durée de l'occupation (application de sanctions prises conformément à l'article 18 du présent règlement).

10.2 - Les autorisations sont également complétées par la remise au titulaire d'un étal d'une carte de commerçant avec photographie d'identité récente indiquant :

- le nom et prénom du commerçant ;
- la catégorie des denrées ou objets autorisés à la vente ;
- le numéro ou la désignation de étal attribué et la superficie;
- le numéro de l'inscription au registre du commerce du commerçant ou de la société autorisée à exploiter l'emplacement de vente.

La Ville de Montpellier délivre à chaque commerçant des halles et après fourniture des pièces administratives mentionnées à l'article 12 du présent règlement une carte de commerçant dont la durée de validité est d'un an à compter de sa délivrance.

Il sera délivré une carte pour le titulaire de l'emplacement ainsi que pour les personnes présentes sur l'emplacement : collaborateurs (conjoint collaborateur, associé) et pour chaque salarié.

La fourniture de la carte est gratuite lors de sa délivrance annuelle et en cas de changement de situation du titulaire de l'emplacement. En cas de perte ou de vol, elle sera facturée selon les conditions fixées par délibération municipale.

ARTICLE 11 - Justificatifs exigibles

Les titulaires d'un étal doivent être en possession des autorisations (arrêté municipal et carte commerçant) afin d'être en mesure de les présenter à toutes réquisitions des services municipaux.

La procédure de sanction pour défaut de présentation des autorisations pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Halles dans les conditions définies à l'article 18 du présent règlement.

Section II – Conditions administratives, juridiques et financières d'exploitation des autorisations

ARTICLE 12 - Mise à jour du dossier administratif

12-1 Renouvellement annuel

Tout titulaire fournira annuellement et avant le 31 mars de chaque année les documents suivants à l'administration :

- extrait d'inscription au registre du commerce et des sociétés (Kbis) de moins de trois mois de date ou certificat de producteur délivré par la Chambre d'Agriculture,
- un justificatif de domicile daté de moins de 3 mois ou une attestation d'hébergement (annexe 4) accompagnée de la photocopie recto-verso de la carte d'identité de l'hébergeur,
- pour les artisans : extrait D1 délivré par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat,
- pour les producteurs : une attestation de producteur-vendeur délivrée par la Chambre d'Agriculture, le relevé parcellaire et la carte d'inscription à la Mutualité Sociale Agricole (MSA),
- pour les producteurs biologiques : la notification dans l'annuaire de l'Agence bio et le certificat biologique délivré par un des organismes certificateur agréé par l'INAO ainsi que l'attestation d'affiliation à la MSA,
- pour les producteurs ayant un autre label : Certification Demeter, Nature et progrès...,
- attestation de formation à l'hygiène alimentaire pour les commerçants concernés,
- les commerçants de viandes devront fournir une attestation d'enlèvement des déchets carnés relevant de l'équarrissage,
- attestation d'assurance garantissant l'activité professionnelle du commerçant,
- un extrait Kbis et le numéro de SIREN pour les sociétés,
- le justificatif de numéro SIREN/SIRET pour les auto-entrepreneurs.
- En cas de salarié présent sur l'étal : une photocopie de la pièce d'identité, la photocopie du contrat de travail des salariés, la copie de la Déclaration Préalable A l'Embauche et l'attestation de compte à jour et de fourniture de déclarations et de paiements fournie par l'URSSAF,
- l'attestation de compte à jour et de fourniture de déclarations et de paiements fournie par le RSI,
- les commerçants ayant installé des hottes, bac à graisse, climatisation, etc...devront fournir les attestations d'entretien et de conformité des équipements,
- les commerçants utilisant des huiles alimentaires usagées devront fournir une attestation d'enlèvement des huiles usagées par une entreprise spécialisée. Le stockage de ces huiles se fera dans le respect de la réglementation.

La procédure de sanctions pour défaut de présentation de documents à jour à la date du 31 mars pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Halles conformément à la procédure décrite à l'article 18 du présent règlement.

12-2 Domiciliation et coordonnées

Tout changement de domicile ou de coordonnées du titulaire d'une autorisation de vente, doivent être obligatoirement signalés dans les plus brefs délais, par écrit, au service référent de la Ville.

La procédure de sanctions pour défaut de signalement de changement de domiciliation ou de coordonnées pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Halles conformément à la procédure décrite à l'article 18 du présent règlement.

ARTICLE 13 - Obligation de gestion directe de l'autorisation

Les emplacements seront exploités personnellement par leurs titulaires.

L'exploitation par le conjoint collaborateur est considérée comme exploitation par le titulaire.

Tout salarié présent sur l'étal en renfort du titulaire doit être déclaré.

Il est admis que le titulaire de l'emplacement exerce son activité au moyen d'une personne morale dont il est obligatoirement le représentant légal. Toutefois, la personne morale ne peut être juridiquement prise en compte.

Les associés ne peuvent prétendre à aucune priorité ni à aucun droit dont bénéficie le titulaire même s'ils détiennent la majorité des parts sociales ou des actions. Toute modification à caractère juridique de la société

devra être signalée auprès de la Ville.

Il est défendu de les sous-louer ou prêter de quelque manière que ce soit l'emplacement de vente. Toute entente postérieure à l'attribution d'un emplacement qui aurait pour but de dissimuler, de transférer l'utilisation de l'emplacement à une autre personne (physique ou morale) que celle à laquelle il a été attribué entraînera, de plein droit, le retrait de l'autorisation précédemment accordée.

La procédure de sanction pour non-respect de l'obligation de gestion directe pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Halles dans les conditions définies à l'article 18 du présent règlement.

ARTICLE 14 - Droit d'entrée

14.1 - Paiement du droit d'entrée

Tout bénéficiaire d'une autorisation d'occupation d'un étal doit s'acquitter auprès de la Ville d'un droit d'entrée, préalablement à la mise à disposition de celui-ci, dont le montant est fixé par délibération du Conseil Municipal.

14.2 - Réduction et exonérations du droit d'entrée

Les successeurs à un emplacement de vente, au titre de conjoint, d'ascendants ou descendants directs peuvent être dispensés du règlement du droit d'entrée :

- décès du titulaire de l'autorisation d'occupation d'un emplacement de vente,
- départ à la retraite du titulaire de l'autorisation d'occupation d'un emplacement de vente,
- incapacité définitive du titulaire de l'autorisation d'occupation d'un emplacement de vente,
- cessation d'activité professionnelle du titulaire de l'étal pour convenance personnelle.

A l'occasion d'un échange d'étal intervenu sur proposition de la Ville, il ne sera pas exigé de droits d'entrée pour le nouvel emplacement.

Les commerçants concernés ne pourront prétendre à aucune compensation financière de la Ville au motif de la différence de surface entre l'ancien et le nouvel emplacement de vente.

ARTICLE 15 - Visite et état des lieux

Toute procédure d'attribution d'un étal fait l'objet d'une visite d'état des lieux effectués sur site préalablement à l'attribution.

Participent à cet état des lieux l'ancien attributaire (s'il y a lieu) ainsi que le nouveau bénéficiaire en possession de la quittance justificative du règlement du droit d'entrée et les représentants de la Ville, en présence d'un huissier aux frais de la Ville.

Cette visite donne lieu à un contrôle de l'état de l'emplacement de vente et détermine les éventuelles prises en charge des travaux par l'ancien attributaire.

Si les travaux à effectuer nécessitent des délais importants, le titulaire en est informé et l'attribution est reportée jusqu'à la remise définitive en conformité.

Après travaux, il est dressé un nouvel état des lieux de l'emplacement de vente concerné qui est contresigné par les personnes présentes. Les intéressés sont destinataires d'une copie et il est procédé à la remise des clés à l'attributaire de l'étal concerné.

ARTICLE 16 - Changement d'affectation commerciale

Les titulaires d'emplacement de vente sont tenus de respecter l'activité commerciale définie par l'autorisation d'emplacement de vente accordée par la Ville (arrêté municipal). Toute demande de changement d'activité commerciale ou toute demande de vente de produits non prévus dans l'autorisation initiale doit être formulée expressément et validée préalablement par la Commission Municipale des Halles.

Dans le cas d'un accord pour un changement ou pour une modification d'activité commerciale le règlement du droit d'entrée ne sera pas exigé.

La procédure de sanction pour non-respect de l'affectation commerciale pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Halles dans les conditions définies à l'article 18 du présent règlement

ARTICLE 17 – Résiliation ou retrait de l'autorisation

17.1- Résiliation par le titulaire

La résiliation se fait moyennant un préavis de trois mois pleins démarrant à compter de la date de réception en mairie du courrier du titulaire.

Il peut être écourté avec l'accord de l'administration.

17.2 - Retrait de l'autorisation par l'administration

Le retrait est prononcé directement par l'administration sans l'avis de la commission municipale des halles et sans délai dans le cas de disparition de l'existence légale de l'entreprise du titulaire (radiation du registre de commerce, des métiers ou des sociétés) ou dans le cas d'une modification de statut entraînant un changement de représentant légal sans l'autorisation préalable de la commission municipale des halles.

En cas de condamnation du titulaire pour crime ou délit de droit commun, ou après application des procédures de sanction prévues dans le présent règlement (l'article 18), le retrait peut intervenir également directement par l'administration.

Enfin, il peut intervenir en application d'une délibération du Conseil Municipal décidant du transfert ou de la suppression des halles, le retrait intervient à l'issue d'un délai d'un mois pour les halles à compter de la délibération.

Dans tous les cas :

- le retrait temporaire se fait moyennant le respect d'un préavis de huit jours francs à compter de la notification par courrier en recommandé (date de remise du courrier par les services postaux),
- le retrait définitif se fait moyennant un préavis d'un mois plein par courrier en recommandé (date de remise du courrier par les services postaux).

Outre le courrier de résiliation mentionné ci-dessus, le retrait de l'autorisation, temporaire ou définitif, sera matérialisé par arrêté municipal.

ARTICLE 18 – Sanctions disciplinaires

Le titulaire qui se serait rendu coupable d'infractions au présent règlement, de troubles à l'ordre public, ou qui n'obéit pas aux injonctions des agents habilités ou des agents de police, s'expose, outre les poursuites éventuelles pouvant être engagées contre lui devant les tribunaux, aux sanctions prononcées par le service en charge des halles et dument motivées en proportion avec la nature des faits et le caractère éventuellement récidiviste. Les conditions de mise en œuvre devront être conformes à la procédure contradictoire prévue par la loi du 12 avril 2000 (codifiée dans le code des relations entre le public et l'administration).

Les sanctions applicables sont de deux groupes :

- **Groupe 1 : sanctions sans passage en commission municipale des halles**

- L'avertissement : le même commerçant ne peut recevoir plus d'un avertissement pour le même motif ;
- Les frais de gestion et de contrôle des infractions constatées en matière d'occupation du domaine public, sur la base d'un rapport des agents municipaux, dont le montant est fixé chaque année par le Conseil Municipal (délibération des tarifs) ;
- L'exclusion temporaire des halles, pour une durée proportionnelle inférieure ou égale à un mois ; l'exclusion provisoire ne suspend pas le paiement de l'emplacement.

- **Groupe 2 : sanctions avec passage en commission municipale des halles**

- L'exclusion temporaire des halles, pour une durée proportionnelle supérieure à un mois ; l'exclusion provisoire ne suspend pas le paiement de l'emplacement ;
- L'exclusion définitive des halles et le retrait de l'abonnement. Le retrait définitif de l'abonnement entraîne l'interdiction d'occuper un étal sur l'ensemble des halles de la Ville.

La commission municipale des halles sera informée des sanctions du 1^{er} groupe prononcées à l'encontre des commerçants (grille de sanctions en annexe 5).

Pour toute sanction, la procédure contradictoire suivante sera suivie :

- Envoi d'un courrier (recommandé avec accusé de réception ou remis en main propre contre récépissé) précisant le(s) fait(s) reproché(s), demandant au commerçant soit de régulariser la situation soit de faire valoir ses observations écrites et/ou orales dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier ou de la date de sa 1^{ère} présentation dans le cas d'un recommandé. Il a la possibilité de se faire assister par un représentant des commerçants non sédentaires ou par toute autre personne de son choix ;
Ce courrier pourra d'ores et déjà préciser la ou les sanctions auxquelles s'expose le commerçant (avertissement, frais de gestion et de contrôle des infractions, suspension et/ou retrait), indiquant qu'il s'agit du lancement de la procédure contradictoire préalable au prononcé d'une éventuelle sanction ;
- A défaut de réponse de l'intéressé ou d'explications insuffisantes, la Ville prononcera la sanction la plus adéquate en fonction de la gravité des faits et de leur caractère éventuellement récidiviste.

En cas de non-respect d'un arrêté municipal ou d'une infraction à la réglementation en matière d'hygiène ou au code de l'Environnement, une sanction pénale pourra être mise en œuvre par la Police Municipale et/ou un agent assermenté.

ARTICLE 19 - Contributions et taxes

A compter du jour de l'entrée en jouissance, le titulaire acquittera, sans aucun recours possible contre la Ville de Montpellier, les contributions personnelles mobilières, et autres impôts et taxes de toute nature dont il pourra être redevable de par son activité.

Le titulaire accomplit lui-même les formalités et se soumet à toutes les obligations que lui imposent les lois, règlements et mesures de police en vue de l'exercice de son activité professionnelle. Le titulaire exerce son activité conformément aux usages de sa profession.

ARTICLE 20 – Redevances

L'autorisation d'occupation d'un emplacement comporte l'obligation d'acquitter la redevance correspondante dont les tarifs au m² sont fixés par une délibération du Conseil Municipal (tarif applicable au 1^{er} janvier de chaque année).

Les commerçants titulaires d'un étal doivent régler leur abonnement par période trimestrielle, comme suit :

- avant le 20 février pour le 1^{er} trimestre,
- avant le 20 mai pour le 2^{ème} trimestre,
- avant le 20 août pour le 3^{ème} trimestre,
- avant le 20 novembre pour le 4^{ème} trimestre.

Le premier versement exigible dès la date d'occupation sera calculé au prorata du laps de temps compris entre la date d'effet et celle de la prochaine échéance trimestrielle, conformément au barème ci-dessous :

- occupation au cours du premier mois d'un trimestre : tarif trimestriel,
- occupation au cours du deuxième mois d'un trimestre : les deux tiers du tarif trimestriel, occupation au cours du troisième mois d'un trimestre : le tiers du tarif trimestriel.

Tout commerçant connaissant des difficultés de paiement doit en informer sans délai le service référent de la Ville. La Ville pourra, après étude du dossier, accorder à titre exceptionnel l'étalement de la redevance due

en plusieurs paiements partiels.

La procédure de sanctions pour défaut de paiement pourra être directement engagée, dans le respect de la procédure contradictoire prévue à l'article 18 du présent règlement et selon l'échelle de sanction spécifique ci-dessous :

- Impayé d'un trimestre : avertissement, sans passage préalable par la Commission Municipale des Halles ;
- Impayé de deux trimestres consécutifs : pas de retour autorisé sur les halles avant paiement des sommes dues, sans passage préalable par la Commission Municipale des Halles ;
- Impayé de trois trimestres consécutifs : exclusion temporaire pouvant aller jusqu'à trois mois ou retrait de l'abonnement. Le retrait définitif de l'abonnement entraîne l'interdiction d'occuper un étal sur l'ensemble des halles de la Ville.

En cas de travaux effectués sur les emplacements ou autre évènement, les commerçants abonnés devront les accepter quelle qu'en soit la durée et sans pouvoir prétendre à une indemnité pour perte d'exploitation.

ARTICLE 21 – Charges

21.1 - Tout titulaire d'autorisation d'occupation d'emplacement de vente dans une halle doit s'acquitter de la quote-part des charges résultant du fonctionnement de la halle : électricité, eau, nettoyage, ouverture et fermeture du site etc... dans les conditions décrites ci-après.

21.2 - La quote-part des charges est calculée au prorata de la surface privative totale de la halle, hors gros œuvre, mise à disposition.

Les parties privatives comprennent les parties du bâtiment qui sont affectées à l'usage exclusif des titulaires d'emplacement.

21.3 - Les quotes-parts des charges de fonctionnement visées à l'alinéa 1 du présent article sont fixés par une délibération annuelle du Conseil Municipal, proportionnellement à l'importance des surfaces privatives mises à disposition. Elles sont recouvrées par période trimestrielle de façon concomitante aux redevances et dans les mêmes conditions fixées à l'article 20 du présent règlement.

21.4 - Le recouvrement du montant exact des quotes-parts portant liquidation annuelle peut être réalisé auprès de chaque titulaire dès que le montant exact est connu, et, ce, en déduction des versements visés à l'alinéa 3 déjà effectués à titre d'acompte par chaque titulaire pour l'année considérée.

La procédure de sanctions pour défaut de paiement pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Halles conformément à la procédure décrite à l'article 18 du présent règlement et ce dès le 1^{er} trimestre en impayé.

ARTICLE 22 - Réduction des redevances

Si par suite de travaux, des commerçants se trouvaient momentanément privés de leur place, il pourra leur être attribué une place provisoire, suivant les disponibilités. Aucune indemnité ne leur sera attribuée par la Ville pour cette occasion.

ARTICLE 23 – Redevances et sanctions disciplinaires

Dans le cas d'un retrait définitif de l'autorisation, la redevance reste due jusqu'à la date de ce retrait. La suspension temporaire ne dispense pas l'intéressé du règlement de la redevance.

ARTICLE 24 - Assurance et responsabilités

Le titulaire d'une autorisation d'emplacement de vente est seul responsable, tant envers la Ville de Montpellier qu'envers les tiers, de tout accident ou dommage de quelque nature que ce soit pouvant résulter de ses installations.

Le titulaire souscrira, à ses frais exclusifs, en conséquence des responsabilités qui pourraient lui incomber,

des contrats d'assurances auprès de sociétés ou mutuelles d'assurances qui disposent des agréments administratifs relatifs aux branches concernées conformément au Code des assurances. Il devra pouvoir justifier de leur paiement chaque fois que la Ville en fera la demande.

Le titulaire et ses assureurs devront renoncer, dans la limite des prescriptions légales d'ordre public, à tout recours pour tout sinistre de quelque nature qu'il soit contre la Ville de Montpellier.

Le titulaire devra fournir annuellement la preuve qu'il est correctement assuré conformément à l'article 12, à défaut la procédure de sanctions pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Halles conformément à la procédure décrite à l'article 18 du présent règlement.

Section III – Aménagement et tenue des étals

ARTICLE 25 - Aménagement des emplacements

Aucun changement ne peut être apporté à un emplacement de vente ou à ses dépendances sans l'accord préalable de la Ville obtenu après avoir satisfait à la procédure exposée ci-dessous.

Les Halles étant des Etablissements Recevant du Public, tout projet de travaux devra préalablement faire l'objet d'une demande d'autorisation de travaux (construction, aménagement et modification) auprès des services compétents de la Ville qui consultera notamment la commission de sécurité et d'accessibilité et étudiera le projet dans un délai variant selon la nature des travaux.

A défaut la procédure de sanctions pourra être directement engagée, sans passage préalable par la commission municipale des halles conformément à la procédure décrite à l'article 18 du présent règlement.

25.1 - Constitution du dossier

Tout titulaire d'étal qui souhaite procéder à des aménagements de son emplacement de vente ou des dépendances et installer du matériel est tenu de soumettre préalablement à la Ville un projet de travaux tenant compte de la réglementation applicable aux Etablissements Recevant du Public ainsi que des dispositions du cahier des charges de la halle concernée.

A défaut de l'existence d'un cahier des charges, le projet présenté doit tenir compte d'une manière générale :

- de l'obligation de respecter les limites de l'étal concerné et la façade commerciale des commerces riverains,
- du respect des murs mitoyens avec les commerces voisins et les parties communes,
- de la conformité des installations électriques ou de cuisson,
- des règles de sécurité des personnes et des conditions sanitaires en vigueur applicables à son exploitation.

Les projets d'aménagement et de travaux doivent être adressés à la Ville de Montpellier, trois mois au moins avant le début des travaux, accompagnée de plans ou croquis et de tous renseignements utiles concernant les matériaux employés qui seront choisis :

- tout document descriptif utile à la décision de la Ville (plans des réseaux, des aménagements, nature des matériaux, emprise travaux au sol, couleur des peintures et revêtements.....)
- le détail des périodes proposées pour effectuer les travaux dans l'étal.

La Ville notifie sa décision au requérant en précisant les dates et périodes de travaux retenues.

25.2 - Réalisation des travaux

Les travaux ne doivent en aucun cas occasionner des nuisances aux clients et/ou aux commerçants.

A l'issue des travaux, le titulaire adresse une demande de visite des lieux au responsable technique de la ville en vue de procéder au contrôle autorisé.

Au constat que les travaux sont conformes avec ceux du projet autorisé, le responsable technique procède à la réception définitive des travaux.

L'état de lieux initial est alors amendé.

La Ville notifie aux intéressés l'accord sur la conformité des travaux effectués et transmet copie de l'état des lieux après modification. Le cas échéant, la Ville exige la réalisation des travaux nécessaires jusqu'à la remise en conformité définitive de l'étal concerné.

25.3 – Travaux effectués par la Ville ou à sa demande

Dans le cas des travaux effectués par la Ville ou à sa demande, le titulaire d'étal a l'obligation de permettre l'accès et laisser exécuter les travaux d'amélioration des parties communes ou locatives de la halle ainsi que les travaux nécessaires au maintien en état ou au bon fonctionnement général des halles et de l'ensemble des étals. Le titulaire ne pourra élever aucune réclamation en raison de travaux exécutés sur le bâtiment ou sur les ouvrages de voirie. Toutefois, si par suite de travaux, un commerçant se trouvait momentanément privé de place, il pourra lui être attribué une place provisoire, selon les disponibilités.

La procédure de sanctions pour refus d'accès et/ou entrave aux travaux effectués par la Ville ou à sa demande pourra être directement engagée, sans passage préalable par la commission municipale des halles conformément à la procédure décrite à l'article 18 du présent règlement.

ARTICLE 26 - Horaires d'exploitation

Les bénéficiaires d'une autorisation sont tenus de respecter les heures d'ouverture et de fermeture des halles, telles qu'elles sont définies dans les dispositions particulières pour chaque halle dans l'arrêté portant sur les horaires d'ouverture et de fermeture des halles.

En cas de non-respect des horaires, la procédure de sanction pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Halles conformément à la procédure décrite à l'article 18 du présent règlement.

La Ville pourra accorder des ouvertures exceptionnelles sous réserve qu'elles soient présentées par une majorité des commerçants concernés quinze jours au moins avant la date choisie.

ARTICLE 27 – Absences du commerçant

27.1 Définition d'une absence

Une absence constitue un défaut d'occupation de l'emplacement. Toute absence, justifiée ou non, est comptabilisée lorsque le titulaire est absent (congrés, arrêt maladie, ou tout autre motif) et qu'il n'est pas remplacé par son remplaçant légal (conjoint, collaborateur ou salarié, déclarés auprès du service référent).

27.2 Gestion des absences

En cas de maladie, maternité ou accident grave justifié par un certificat médical, le titulaire d'un emplacement conserve ses droits. Il peut se faire remplacer par son conjoint collaborateur ou par un de ses salariés, préalablement déclarés auprès du service référent de la Ville.

L'autorisation d'occuper un emplacement impose au bénéficiaire de l'exploiter cinq jours par semaine au minimum, dimanches non compris.

Il est impératif pour le commerçant de signaler son absence pour congés annuels (durée maximum admise de 35 jours cumulés sur une année glissante en indiquant préalablement par écrit et au moins 15 jours avant son départ les dates prévues.

Toute absence au-delà de ces 35 jours devra préalablement être signalée et justifiée auprès du service référent de la Ville.

Il est rappelé que le paiement des redevances reste dû durant la durée d'absence du commerçant abonné.

A défaut, l'emplacement sera déclaré vacant et un appel à candidature sera effectué.

Une exonération des droits de place pourra être appliquée dans les conditions fixées par la délibération tarifaire annuelle uniquement pour raisons médicales sur présentation du certificat médical valide et seulement pour les absences supérieures à un mois. Seul un certificat médical délivré et envoyé à la Ville dans les sept jours suivant l'arrêt de travail (le cachet de la poste faisant foi) sera pris en compte.

La procédure de sanction pour défaut d'assiduité et/ou absence injustifiée pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Halles, dans le respect de la procédure contradictoire prévue à l'article 18 du présent règlement et selon l'échelle de sanction spécifique ci-dessous :

- Absence injustifiée cumulée de 90 jours sur une année glissante : avertissement ;
- Absence injustifiée cumulée de 120 jours sur une année glissante : exclusion temporaire des halles, pour une durée proportionnelle pouvant aller jusqu'à quinze jours ; l'exclusion provisoire ne suspend pas le paiement de l'emplacement ;
- Absence injustifiée cumulée de 150 jours sur une année glissante : exclusion temporaire pouvant aller jusqu'à trois mois ou retrait de l'abonnement. Le retrait définitif de l'abonnement entraîne l'interdiction d'occuper un étal sur l'ensemble des halles de la Ville.

ARTICLE 28 - Comportements et produits interdits

Dans les halles, et dans une bande de 50 mètres autour, il est interdit :

- De porter atteinte à la moralité, de causer des troubles anormaux de voisinage, de troubler l'ordre public ou le bon fonctionnement des halles, de vendre, proposer, présenter ou exploiter tous objets ou articles à des fins de prosélytisme, de propagande, de pornographie, tous objets ou articles culturels ou à consonance politique ou pouvant porter atteinte aux lois sur la protection de mineurs ou encore incitant à la violence ou plus généralement contraires aux lois en vigueur,
 - De disposer des marchandises en dehors des emplacements prévus à cet effet,
 - D'utiliser du matériel de sonorisation,
 - De vendre des marchandises ne respectant pas les normes d'hygiène ou de sécurité en vigueur,
 - De disposer des chevalets à l'intérieur ou à l'extérieur des halles (tout chevalet, panneau publicitaire doit être positionné dans l'emprise de l'emplacement autorisé),
 - De perturber le bon déroulement des opérations de nettoyage,
 - D'exercer quelque action de prosélytisme que ce soit,
 - De procéder au racolage des clients par quelque moyen que ce soit,
 - De vendre à la criée ou aux enchères,
 - De proposer quelque jeu que ce soit ou de « dire la bonne aventure »,
 - D'utiliser des chauffages au gaz ou des générateurs d'électricité,
 - De déverser dans les accoudains ou réseaux communs des eaux usées ou des déchets de quelque nature que ce soit,
 - De vendre des armes répertoriées dans quelque catégorie que ce soit, ou des objets pouvant devenir des armes par destination sauf catégorie de produits mentionnés à l'article 6,
- En cas de non-respect de ces dispositions, la procédure de sanction pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Halles conformément à la procédure décrite à l'article 18 du présent règlement.

Cette liste n'est pas limitative. La Ville se réserve le droit, en accord avec la commission des halles, d'interdire d'autres ventes ou activités qui pourraient porter atteinte à l'intérêt général ou au bon fonctionnement des halles.

Tout commerçant qui sera l'auteur de troubles à l'ordre public, d'injures, de propos outrageants, d'altercation, de diffamation, de menaces, d'agression mettant en cause un autre commerçant, un prestataire, un agent municipal, la clientèle ou un tiers, se verra attribuer une sanction, sans passage préalable par la

Commission Municipale des Halles, dans les conditions définies à l'article 18 du présent règlement.

ARTICLE 29 – Producteurs

Les producteurs indiqueront les mentions "producteur" ou « producteur biologique » ainsi que le lieu de leur production sur leur étal de façon très lisible.

Les personnes vendant les produits de leur exploitation et qui procèdent à de l'achat revente devront l'indiquer de manière claire par des pancartes différentes en séparant nettement les produits de l'exploitation et les produits rachetés. L'activité de revente ne doit constituer que l'accessoire de l'activité du producteur.

ARTICLE 30 – Salubrité générale

30.1- Dispositions générales

Le titulaire est tenu de se conformer aux prescriptions d'hygiène et de propreté en vigueur.

Les récipients utilisés pour recevoir les différents détritres doivent être dissimulés. Les poubelles doivent être à commande hygiénique et munies de couvercle.

Du point de vue de l'hygiène, les étals sont considérés comme magasins de vente d'alimentation. L'interdiction de fumer doit être respectée dans tout le périmètre de la halle.

Tout étal quel qu'il soit sera, a minima, équipé d'un dispositif de lavage des mains équipé de savon bactéricide et d'essuie-mains jetables et d'une poubelle à commande hygiénique munie d'un couvercle.

L'accès des animaux, notamment des chiens, est interdit à l'exception des chiens-guides de personnes mal voyantes. Cette interdiction doit être affichée à l'entrée.

Les exploitants sont tenus de veiller à la protection contre les insectes et les rongeurs. Ils doivent faire procéder aux opérations de désinfection et de dératisation nécessaires, toutes précautions étant prises pour que les denrées ne soient pas atteintes, en particulier par des pulvérisations ou émanations des produits employés. Les dispositifs employés et les techniques de traitement doivent être compatibles avec la présence de denrées alimentaires.

Tout document l'attestant devra être disponible et présenté lors de toute inspection des administrations compétentes.

Les surfaces en contact avec les aliments y compris les comptoirs de vente, les étals et les tables doivent être lisses, lavables, résistants et non poreux de manière à permettre un nettoyage et une désinfection optimaux.

Les ustensiles, matériaux et outillages en contact avec les denrées alimentaires doivent être en constant état de propreté.

Les produits de nettoyage et désinfection doivent être professionnels et agréés contact alimentaire.

Tous les produits d'origine animale devront être commercialisés en respectant la chaîne du froid et les règles d'hygiène prévues par les lois et règlements en vigueur.

La traçabilité des denrées alimentaires d'origine animale ou préparations en contenant est une obligation réglementaire. Il est interdit de proposer un produit à la vente le lendemain de la Date Limite de Consommation.

Les commerces de vente de produits alimentaires ne peuvent être autorisés qu'à la condition expresse que le matériel utilisé réponde aux normes sanitaires en vigueur.

Aucune marchandise ne peut être exposée à la vente à moins de 70 centimètres de hauteur.

Les filtres des hottes aspirantes doivent être nettoyés ou remplacés aussi souvent que nécessaire et, en tout cas, au minimum une fois par semaine. Cet entretien sera réalisé conformément aux préconisations du fabricant.

Un livret d'entretien sur lequel le titulaire est tenu de noter les dates de vérifications et des opérations d'entretien effectuées sur les installations et appareils doit être tenu à disposition sur l'étal.

Lorsqu'un dispositif de tri sélectif est présent dans l'infrastructure des Halles, les titulaires d'un étal seront dans l'obligation de l'utiliser.

L'information relative à la présence de substances allergènes doit être indiquée sur la denrée elle-même ou à proximité de celle-ci de façon qu'il n'existe aucune incertitude quant à la denrée à laquelle elle se rapporte lorsque celle-ci est :

- 1° Présentée non préemballée sur les lieux de vente au consommateur final ;
- 2° Emballée sur les lieux de vente à la demande du consommateur ;
- 3° Préemballée en vue de sa vente immédiate.

La procédure de sanction pour manquement aux normes d'hygiène pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Halles conformément à la procédure décrite à l'article 18 du présent règlement.

De plus, le non-respect de la réglementation en matière d'hygiène alimentaire pourra faire l'objet de sanctions administratives et/ou pénales en cas de contrôle par les autorités sanitaires compétentes, indépendamment des sanctions évoquées ci-dessus.

30.2- Cas des poissonniers :

L'étal et les récipients des poissonniers doivent être aménagés de telle sorte que l'eau de fonte de la glace, ainsi que celle utilisée pour leur activité, ne s'écoulent pas dans les allées et sous les étalages voisins. Ces eaux ainsi que la glace ne devront, en aucun cas, être déversés sur le sol ou dans les accodrans ou tout autre réseau commun.

La glace doit pouvoir être produite en quantité suffisante et autant que de besoin de façon à éviter toute rupture de la chaîne du froid.

Les éléments de décor doivent également être nettoyés et désinfectés systématiquement.

30.3 Formation à l'hygiène

Les commerces concernés sont :

- tous les artisans des métiers de bouche : bouchers, charcutiers, traiteurs, poissonniers, fromagers, boulangers, pâtisseries, ...
- tous les commerçants des métiers de bouche : restaurateurs, épiciers, ...
- les commerçants vendant exclusivement des fruits et légumes et autres produits d'origine végétale sont soumis à la même réglementation

La réglementation impose une formation obligatoire aux métiers liés à la restauration de 14h catégorie 5610C. Une formation de 7h est conseillée pour les autres métiers alimentaires.

30.4 Déclaration d'activité

Pour les commerçants préparant, traitant, transformant des denrées animales ou d'origine animale, la déclaration d'activité auprès de la direction départementale de la protection des populations selon la catégorie des produits. Concerne tous les produits manipulés, vendus.

Tous les commerçants disposant d'un véhicule boutique, isotherme ou frigorifique, servant au transport des denrées animales ou d'origine animale, sont tenus de détenir le certificat d'agrément sanitaire délivré par la DDPP. La déclaration préalable d'activité est **obligatoire** pour toute création, reprise d'activité, auprès des services compétents de l'Etat dans le mois précédent l'ouverture (denrées d'origine animale exclusivement) Cerfa N°13984*06 ...

30.5 Producteurs en vente directe

Tous les producteurs réalisant la vente de produits provenant exclusivement de leur propre exploitation sont

tenus, pour la vente de lait cru, de fromages fermiers, de tous produits d'origine animale, de détenir le certificat sanitaire délivré par la DDPP ou la patente sanitaire, ou autres certificats réglementaires.

30.6 Evacuation des eaux usées

Les eaux grasses des cuisines passent obligatoirement, en amont du rejet sur le réseau, par un bac séparateur de graisses, dont les titulaires assureront un nettoyage régulier. La collecte des déchets graisseux issus de la vidange et du curage du bac à graisses se fera obligatoirement, chaque fois que nécessaire et au minimum 1 fois par an, par une entreprise agréée, qui fournira une attestation de passage et d'entretien. Tout manquement d'installation ou défaut d'entretien sera sanctionné.

Il est rappelé que la liquéfaction des graisses est strictement interdite. Il est également interdit aux boucheries, charcuteries, abattoirs et autres activités alimentaires de déverser le sang dans les réseaux d'assainissement.

Il est strictement interdit de déverser les eaux usées dans les accodrans ou tout autre réseau commun.

Un Bordereau de Suivi des Déchets (BSD) pour tous les produits interdits de rejet au réseau d'assainissement, attestant de l'emport par une société spécialisée ou par un centre de traitement de ces produits, doit être à disposition du service référent de la Ville.

La procédure de sanction pour manquement aux règles de salubrité générale pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Halles conformément à la procédure décrite à l'article 18 du présent règlement.

ARTICLE 31 - Hygiène des denrées alimentaires

La présentation, la préparation, l'entreposage, le transport et la vente des denrées alimentaires se feront conformément aux exigences réglementaires du Paquet Hygiène (Rèlements Européens CE 178/2002, 852/2004, 853/2004, 854/2004...), de l'Arrêté du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits d'origine animale et denrées alimentaires en contenant et du Règlement CE INCO 1169/2011 relatif à l'information du consommateur sur les denrées alimentaires.

La qualité sanitaire des denrées alimentaires doit être surveillée : entre autre, le respect des températures réglementaires (thermomètres dans les enceintes réfrigérées) et des dates de péremption. La propreté des équipements et l'hygiène corporelle du personnel également.

Il est interdit de déposer sur le sol des denrées alimentaires non emballées, même pendant les opérations d'approvisionnement. Celles-ci seront stockées dans des cagettes ou des paniers.

Toutes précautions sont prises pour que les denrées présentées à la vente soient à l'abri des pollutions (cloisons transparentes par exemple) et respectent les températures de conservation réglementaires.

A l'exception des denrées protégées ou conditionnées, les vendeurs ne doivent pas permettre à la clientèle de manipuler les denrées alimentaires. Elles doivent être délivrées aux consommateurs, soit pré-emballés ou conditionnées, soit protégées d'une enveloppe en matière isolante ou en papier. Ces matériaux et papiers doivent présenter toutes qualités hygiéniques.

Le papier imprimé et le papier journal peuvent toutefois être utilisés au contact de fruits en coque (tels que les noix), des racines, tubercules, bulbes non épluchés ni lavés pour lesquels l'acheteur procède normalement à un nettoyage avant consommation.

En ce qui concerne les fruits et légumes qui ne sont pas naturellement protégés, la commercialisation en libre choix peut être admise si le responsable de la vente veille à éviter toute manipulation excessive des marchandises de la part de la clientèle.

La procédure de sanction pour manquement aux normes d'hygiène pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Halles conformément à la procédure décrite à l'article

18 du présent règlement.

De plus, le non-respect de la réglementation en matière d'hygiène alimentaire pourra faire l'objet de sanctions administratives et/ou pénales en cas de contrôle par les autorités sanitaires compétentes, indépendamment des sanctions évoquées ci-dessus.

ARTICLE 32 - Propreté des étals et déchets

Les commerçants sont tenus de laisser leurs étals et les parties communes des halles propres de tout déchet. Les structures de vente et leurs équipements doivent être propres et en bon état d'entretien et permettre de prévenir l'encrassement, le contact avec les matériaux toxiques et le déversement de particules dans les denrées pour éviter tout risque de contamination des aliments.

Pendant la vente, les déchets, papiers et détritiques de toutes sortes doivent être mis dans des poubelles ou emballages conservés à l'intérieur de l'espace de vente et ne devront en aucun cas être rejetés sur les voies et allées du domaine public.

En fin de journée, les emplacements devront être laissés nets de tous les déchets : cartons, palettes, cagettes, emballages, papiers, détritiques de toutes sortes, etc... lesquels devront être repris et évacués par le commerçant. Il est strictement interdit de jeter les déchets carnés dans les bacs mis à disposition par la collectivité ainsi que dans les compacteurs ; ce type de déchet doit faire l'objet d'un contrat spécifique à souscrire par les professionnels concernés conformément à la législation en vigueur.

Les cagettes vides doivent être empilées sans pouvoir excéder 1,70m de hauteur.

Les détritiques et produits de balayage seront déposés dans les containers stockés dans le local réservé à cet effet. Les cartons d'emballage y seront également stockés après avoir été pliés.

Il est formellement interdit de déverser des débris quelconques (fruits, poissons, fleurs, déchets carnés etc...) et les produits de balayage dans les siphons des box, dans les caniveaux, dans les bennes à ordures ou dans le composteur. Toute intervention en réparation consécutive à de telles infractions seront à la charge du contrevenant.

Il est interdit de déverser des huiles alimentaires usagées dans l'évier, dans les avaloirs des caniveaux ou dans les poubelles.

L'apport de détritiques ou déchets, autres que ceux en provenance de la vente de la halle, est interdit.

Conformément aux dispositions réglementaires relatives aux sacs plastiques à usage unique, leur utilisation est interdite sur les halles (Code de l'environnement art. L541-10-5).

Pourront être distribués :

- les sacs plastiques réutilisables de plus de 50 Um d'épaisseur,
- les sacs constitués d'une autre matière que le plastique (papier, carton, tissu, ...)
- les sacs composables constituées de matière bio-sourcées

En cas de non-respect, une sanction pourra être prononcée, en application de l'article 18 du présent règlement.

Les commerçants peuvent procéder à de l'affichage uniquement dans les parties privatives correspondant à leur étal. Il est strictement interdit de procéder à de l'affichage dans les parties communes de la halle.

Le commerçant qui ne garde pas son étal ou les parties communes des halles, dans un état correct de propreté fera l'objet d'une procédure de sanction.

Le titulaire de l'emplacement pourra se voir imputer des frais de gestion et de contrôle des infractions constatées sur la base d'un rapport des agents municipaux, dont le montant est fixé chaque année par le Conseil Municipal (délibération des tarifs).

La procédure de sanction pour non-respect de la propreté des halles pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Halles conformément à la procédure décrite à l'article 18 du présent règlement.

De plus, le non-respect de la réglementation en matière d'hygiène alimentaire pourra faire l'objet de sanctions administratives et/ou pénales en cas de contrôle par les autorités sanitaires compétentes, indépendamment des sanctions évoquées ci-dessus.

ARTICLE 33 – Affichage des prix et origine des produits

Toutes les marchandises, produits, denrées exposés, devront faire l'objet d'un affichage des prix complets, de leur nature, qualité, origine, et seront conformes à la législation en vigueur en matière de qualité et d'obligation d'étiquetage.

Pour la vente au plateau, l'écriteau doit comporter, en plus du prix du plateau, le prix de la vente au kilo ou à l'unité. La vente au détail est obligatoire et ne peut être refusée.

Toute constatation d'infraction effectuée par les services compétents de la Ville, du Département ou de l'Etat (notamment la DDPP) en matière de prix, pratique commerciale, contrefaçon, qualité, hygiène, pourra, sans préjudice des poursuites pénales, faire l'objet d'une sanction administrative dans les conditions prévues à l'article 18 du présent règlement.

ARTICLE 34 – Instruments de pesage

Chaque commerçant détaillant doit être pourvu de balance, mesures ou poids légaux nécessaires. Il est interdit d'utiliser des instruments de pesage et de mesure non poinçonnés.

Ces instruments doivent être en état constant de propreté.

Les balances sont placées de telle façon que l'acheteur puisse aisément vérifier le poids de la marchandise et, éventuellement le prix.

Les balances de pesage sont vérifiées périodiquement et comportent la vignette attestant du contrôle, conformément au décret n°2001-387 du 3 mai 2001 modifié. Le contrôle, réalisé à intervalle de deux ans pour les instruments de pesage à fonctionnement non automatique dont l'utilisation est destinée à la vente directe au public de denrées de portée inférieure ou égale à 30 kg, est obligatoire.

La procédure de sanctions pour irrégularité d'instrument de pesage pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Halles conformément à la procédure décrite à l'article 18 du présent règlement.

ARTICLE 35 – Enseignes commerciales

Les enseignes se rapportant au nom, à la raison sociale, à la dénomination commerciale ou aux produits commercialisés sont placées parallèlement à la façade des commerces.

Les enseignes parallèles ou perpendiculaires devront recevoir l'autorisation des services de la Ville et doivent rester sobres.

Les enseignes lumineuses utilisant des néons ou fluorescents de couleur ne sont autorisées qu'à la condition que les teintes choisies ne portent pas préjudice à la bonne présentation des denrées des commerces voisins ainsi qu'à l'esthétique de la halle.

Les enseignes qui ne répondent pas aux dispositions qui précèdent seront modifiées par le commerçant ou démontées par les services de la Ville de Montpellier aux frais du commerçant.

ARTICLE 36 - Débits de boissons

En dehors du bar, les commerçants des halles peuvent proposer des boissons à la vente à emporter uniquement après avis favorable de la commission municipale des halles.

Seul l'étal à vocation de bar peut proposer des boissons à consommer sur place, alcoolisées ou non à condition d'être titulaire d'une licence de débit de boisson correspondant au type de boissons vendues (3° ou 4° catégorie) et de la réglementation préfectorale en matière de zone protégée autour de certains édifices publics et établissements.

La vente de boissons alcoolisées dans les halles doit se faire conformément à la réglementation relative aux débits de boissons en vigueur et à l'arrêté réglementant le fonctionnement de chaque halle.

La vente d'alcool ne pourra débuter qu'à partir de 10h le matin.

Une information des consommateurs sur les dispositions relatives à la lutte contre l'alcoolisme et à la protection des mineurs devra être effectuée.

Les commerçants ne respectant par le présent article ou les débits de boisson des halles ne respectant pas les interdictions prévues par le code de la santé publique pourront se voir appliquer la procédure de sanction, sans passage préalable devant la commission municipale des halles conformément à la procédure décrite à l'article 18 du présent règlement.

ARTICLE 37 - Stationnement aux abords des halles

Les véhicules de toutes sortes ayant servi au transport des marchandises ne pourront stationner aux abords des halles que dans les limites fixées par les dispositions particulières à chaque halle.

ARTICLE 38 – La fraude

Les fraudes de toute nature (notamment l'extension de métrage après le passage du gardien/placier) entraînent l'éviction immédiate de la halle, outre les sanctions prévues à l'article 18 du présent règlement.

La remise de pourboire ou gratification aux agents municipaux, quel qu'en soit la nature et l'objet, est considéré comme tentative de corruption de fonctionnaire et sera poursuivie comme telle, en sus des sanctions prévues à l'article 18 du présent règlement.

ARTICLE 39- Application du règlement des halles

Tout commerçant installé ou sollicitant une place sur les halles, accepte sans recours ni restriction ou réserve toutes les clauses et conditions du présent règlement et doit se conformer aux prescriptions de la législation et de la réglementation relative aux halles.

La police générale des halles est du ressort de l'autorité municipale, ainsi qu'il résulte du Code Général des Collectivités Territoriales. Les commerçants sont ainsi tenus de se conformer aux indications et observations de l'administration municipale, notamment en premier ressort à celles du gardien/placier.

Ce dernier est susceptible de faire appel au besoin à l'intervention de la Police Municipale de la Ville.

Tout manquement au règlement ou comportement déviant pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article 18.

ARTICLE 40 – Sécurité

40.1 Dispositions générales

Les halles sont des Etablissements Recevant du Public soumis à une réglementation stricte et contraignante sous le contrôle de la Commission de Sécurité de Montpellier.

Par conséquent, la réglementation relative à la « prévention des risques d'incendie et de panique » est opposable aux étaliers.

40.2 Sécurité incendie

Il est interdit de fumer dans les halles (décret n°2006-1386 du 15 novembre 2006).

Il est interdit d'entreposer, d'utiliser ou d'exposer des gaz combustibles ou toxiques, des liquides inflammables, des aérosols, des explosifs et des matières facilement inflammables.

Il est interdit d'utiliser des flammes nues (bougies, feux de Bengale, chandelles etc...)

Pour tous les aménagements, les classements au feu suivants sont préconisés :

- Eléments flottants de décoration : M1
- Tentures : M2
- Revêtements de sol : M4
- Mobilier (stands, comptoirs, chaises, ...) : M3

40.3 Dégagement des axes de circulation :

Conformément à l'Arrêté du 31/01/1986, relatif à la protection des bâtiments contre l'incendie, la largeur de voie totalement accessible sera d'au moins 3 mètres, voire 4 mètres, selon les cas prévus dans l'Arrêté. Aucun débordement lié aux store-bannes ou autres protections de matériels ne sera tolérée.

Les axes de circulation, pour l'accès des véhicules de secours et d'urgence devront être impérativement respectés (axial dégagé de 4 mètres), laissant ainsi un couloir « piétons et secours » complètement dégagé (sans mobilier urbain).

Pendant les heures d'ouverture de la halle au public, les allées, les passages et les issues de secours doivent toujours rester libres. Aucun dépôt de marchandises, emballages ou déchets ne sera toléré, aucune marchandise ne devra dépasser la limite des étals.

Les bouches d'incendie ou appareils de secours doivent rester visibles et accessibles. Il est interdit d'installer des étals ou de déposer des marchandises contre ou sur ces équipements, notamment contre les portes coupe-feu.

Il est formellement interdit d'utiliser les RIA pour tout autre usage que celui pour lequel ils sont destinés.

40.4 Vidéo protection :

Tout dispositif de vidéo protection doit être conforme aux dispositions légales. Il est de la responsabilité de chaque étalier d'obtenir les autorisations administratives correspondantes (notamment l'autorisation préfectorale).

40.5 Etals équipés pour la cuisson ou la remise en température :

Les appareils de cuisson doivent :

- bénéficier du marquage CE
- être installés conformément aux préconisations du fabricant
- être placés sous hotte aspirante filtrante

La puissance nominale totale des appareils de cuisson et de remise en température ne doit pas excéder 20 kW. Ils doivent être entretenus régulièrement et maintenus en bon état de fonctionnement et de propreté conformément aux préconisations du fabricant.

L'utilisation d'une seule bouteille de butane de 13 kg sur un appareil de cuisson est autorisée par étal.

Le stockage de bouteilles (pleines ou vides) est interdit sur l'étal. Il est autorisé dans les locaux dédiés.

Une vérification technique des appareils de cuisson devra être effectuée par un prestataire en se basant sur les conditions indiquées dans les notices accompagnant les appareils. Les attestations devront être transmises annuellement aux services de la Ville.

40.6 Installations et équipements électriques :

La Ville entretient les installations communes. Les étaliers sont responsables des installations sur l'emprise de leur étal.

La Ville, pour le compte des étaliers, fait vérifier annuellement par un organisme agréé les installations électriques de leur étal et de leur chambre froide. La Ville leur transmet le rapport de vérification. Dès réception, les étaliers, font lever par un électricien professionnel les non-conformités décelées.

Une fois les travaux réalisés, ils font parvenir au service référent de la Ville, une attestation de levée des non-conformités établie par le professionnel qui est intervenu.

En cours d'année, si un dysfonctionnement survient, le commerçant fait intervenir sans délai un électricien professionnel, et en informe le service référent de la Ville.

Les installations provisoires doivent être conformes aux normes les concernant.

Les multiprises sont interdites.

Section IV - Commission Municipale des Halles

ARTICLE 41 – Compétences

La commission émet un avis consultatif :

- pour toute demande de changement ou de modification d'affectation commerciale d'un emplacement de vente dans une halle,
- sur le cahier des charges ou le règlement spécifique à chaque halle,
- en matière disciplinaire pour les cas expressément prévus à l'article 47.

ARTICLE 42 – Composition

42.1 - Composition en formation plénière :

La composition de la Commission Municipale des Halles de la Ville de Montpellier en formation plénière est fixée comme suit :

Tronc commun pour les Halles et pour les Marchés

Président : Monsieur le Maire. En cas d'absence, Monsieur le Maire est remplacé par l'Adjoint délégué aux Halles et Marchés.

- 1) 6 représentants du Conseil Municipal de Montpellier (et 6 suppléants)
- 2) 1 représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier
- 3) Le président du syndicat des halles et marchés ou son représentant

Un collège de représentants des halles

- 4) 4 commerçants membres titulaires et 4 commerçants suppléants représentants des halles de la Ville :
 - un membre titulaire et un membre suppléant pour les halles des 4 saisons ;
 - un membre titulaire et un membre suppléant pour les halles Laissac ;
 - un membre titulaire et un membre suppléant pour les halles Castellane ;
 - un membre titulaire et un membre suppléant pour les halles Jacques Coeur ;

Un collège de représentants des marchés

Les 4 membres représentants des marchés n'ont pas de voix délibérative pour les affaires concernant les Halles.

Les membres suppléants ne sont appelés à siéger qu'en cas d'empêchement des membres titulaires. Un membre de la commission empêché peut donner procuration (écrite) à un autre membre.

42.2 - Composition en formation disciplinaire :

La composition de la Commission Municipale des Halles en formation disciplinaire est identique à celle en formation plénière hormis la représentation des halles qui se limite à la seule présence du représentant de la halle concernée ou de son suppléant. Les membres du collège des Marchés ne sont pas invités pour les affaires concernant les Halles.

ARTICLE 43 – Désignation des membres

Sur proposition de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier et des organismes représentatifs des commerçants des Halles de la Ville, le Maire de Montpellier procède à la désignation des membres de la commission.

Des élections peuvent également être organisées par halle pour désigner leur représentant. Dans ce cas spécifique, un arrêté municipal précise les conditions de l'élection.

Pour l'élection du collège des représentants et des délégués des halles, les candidats commerçants doivent respecter les conditions suivantes :

- Ne pas avoir fait l'objet de sanctions administratives dans les cinq dernières années,
- Être à jour des paiements,
- Être à jour dans la fourniture des documents administratifs mentionnés à l'article 12 du présent règlement,

Pour participer à l'élection, les électeurs doivent respecter les conditions suivantes :

- Ne pas avoir fait l'objet d'une exclusion supérieure à 3 mois pour manquement au présent règlement dans les deux dernières années,
- Être à jour des paiements,
- Être à jour dans la fourniture des documents administratifs mentionnés à l'article 12 du présent règlement.

La qualité de membre de la commission n'est pas attribuée à titre personnel mais au titre de représentant d'un organisme retenu par la Ville pour sa représentativité professionnelle.

S'il y a cessation de l'activité professionnelle ayant conduit à leur désignation, perte de fonction dans l'organisme représenté ou s'il y a demande de résiliation de cet organisme, il est mis fin de droit au mandat du ou des membres concernés. Dans ces cas, il appartient à l'organisme de transmettre à la Ville de nouvelles propositions pour maintenir sa représentation à la commission.

Si les représentants désignés ou issus d'une élection font l'objet d'une sanction suffisamment importante pour manquement aux règles du présent règlement, ils perdent cette qualité.

ARTICLE 44 - Durée des mandats

La durée du mandat des membres du tronc commun ou des personnes appelées à leur succéder dans cette qualité correspond à celle des conseillers municipaux en fonction au moment de leur nomination.

La durée du mandat des représentants des commerçants (collège des halles et collège des marchés) est annuelle sauf cas spécifique d'organisation d'élection précisé par arrêté municipal.

ARTICLE 45 - Convocation des membres

Les membres de la commission sont réunis sur convocation de la Ville accompagné d'un ordre du jour adressée au moins cinq jours francs avant la date retenue pour leur réunion.

Cette convocation peut intervenir à l'initiative de la Ville ou sur la demande présentée par la moitié des membres portant sur un ordre du jour.

ARTICLE 46 - Délibérations de la Commission

46.1 - Condition de quorum

La commission ne peut valablement siéger que si le quorum, égal à la moitié des membres titulaires appelés à débattre, est atteint.

Lorsque le quorum n'est pas atteint sur un ordre du jour donné, la commission plénière ou en formation disciplinaire délibère valablement sans condition de quorum après une nouvelle convocation portant sur le même ordre du jour et spécifiant qu'aucun quorum ne sera exigé.

46.2 - Délibération de la Commission

Les membres de la commission ne peuvent prendre part aux délibérations lorsqu'ils ont un intérêt personnel à l'affaire qui en fait l'objet.

Les avis sont pris à la majorité des voix. Dans le cas d'un partage des voix, la voix du président est prépondérante.

46.3 - Procès-verbal

Le procès-verbal indique, le nom et la qualité des membres présents, les questions traitées au cours de la séance et le sens de chacune des déclarations. En outre, tout membre de la commission peut demander qu'il

soit fait mention de son désaccord avec la majorité.

ARTICLE 47 – Commission disciplinaire

Les infractions au présent règlement, dûment constatées, par les commerçants, donnent lieu à des sanctions (définies à l'article 18), lesquelles sont proportionnées aux manquements constatés.

47.1 Les infractions pouvant aboutir à un passage devant la commission disciplinaire sont un manquement caractérisé au présent règlement, un récidivisme récalcitrant, un comportement agressif, injurieux, violent, diffamant, menaçant envers la clientèle, un autre commerçant, un agent de l'administration ou toute autre personne.

Lorsqu'une de ces infractions est constatée par la Ville ou, selon les cas, signalée par la victime ou un témoin, la procédure disciplinaire pouvant aboutir au passage devant la commission est définie comme suit :

- Envoi d'un courrier demandant au commerçant de s'expliquer sur l'infraction constatée/son comportement dans un délai de 15 jours. Ce délai peut être ramené à 8 jours si les faits avérés sont particulièrement graves et qu'il existe une menace pour la sécurité sur le site. Le commerçant sera entendu à sa demande par l'administration.

Cet envoi se fait par courrier recommandé avec accusé de réception (ou à défaut le courrier est notifié au commerçant contre récépissé). Le courrier précise les sanctions auxquelles s'expose le commerçant.

- A défaut de réponse dans le délai imparti, d'éléments de réponse insatisfaisants ou si les faits sont jugés suffisamment graves par l'administration, il peut être décidé de convoquer le commerçant devant la commission disciplinaire.

Tout témoignage devra prendre la forme de l'attestation de témoin (cerfa N°11527*03) conforme aux articles 200 à 203 du code de procédure civile et de l'article 441-7 du code pénal).

Lorsque la commission est saisie en matière disciplinaire, l'administration rassemble les éléments du dossier. Ces éléments sont communicables aux membres de la commission, à la personne concernée ou à son conseil à leur demande 5 jours francs au moins avant la tenue de la Commission des Halles.

La personne ainsi convoquée peut produire ses observations écrites et demander à ce que soit entendue toute personne susceptible d'apporter des éléments utiles à la bonne compréhension de l'affaire.

Dans le cadre de la procédure contradictoire, les deux parties devront se faire connaître mutuellement, au moins 5 jours francs avant la tenue de la Commission des Halles, les moyens de fait sur lesquelles elles fondent leurs prétentions, les éléments de preuves qu'elles produisent et les moyens de droit qu'elles invoquent, afin que chacun soit à même d'organiser sa défense. Tout élément apporté en dehors de ce délai ne pourra être pris en compte.

47.2 Absence du commerçant à la commission disciplinaire

La commission disciplinaire peut se tenir en l'absence du commerçant dûment convoqué si celui-ci n'informe pas au préalable l'administration de son empêchement.

Si le commerçant informe l'administration qu'il ne peut être présent, pour raison valable, à la date de convocation, une nouvelle date de commission peut être définie.

Si cette deuxième date ne convient pas au commerçant, la commission peut se tenir en son absence.

47.3 La commission disciplinaire délibère à huis-clos et peut décider des sanctions du groupe 2 définies à l'article 18 du présent règlement.

Le commerçant sera informé par Lettre Recommandée avec accusé de réception de la décision le concernant dans un délai de 7 jours suivant la commission disciplinaire.

Toute sanction prononcée est applicable après un préavis dont la durée est déterminée par la Commission en fonction de la gravité des faits.

ARTICLE 48 – Entrée en vigueur de l'arrêté

Le présent règlement entre en vigueur suite à son envoi en Préfecture et à sa date d'affichage.

ARTICLE 49 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire de Montpellier dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Montpellier (6, Rue Pitot, 34000 Montpellier) dans le délai de deux mois :

- à compter de la notification de l'arrêté ou de sa date d'affichage, ou
- à compter de la réponse de la Ville de Montpellier, si un recours gracieux a été préalablement déposé.

Montpellier, le 2 sept. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Roger-Yannick CHARTIER

Publié le : 6 sept. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-165876-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 6 sept. 2021 - Réception en Préfecture : 6 sept. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Débits de boisson
- Liste des pièces à fournir pour l'obtention de l'autorisation de vente
- Demande d'abonnement
- Attestation d'hébergement
- Grille de sanctions
- RIB régie des halles

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Commerce et Artisanat**

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Règlement général des marchés de la Ville de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le code général des collectivités territoriales,
- Vu le code général de la propriété des personnes publiques,
- Vu le code du commerce,
- Vu le code de l'environnement,
- Vu le code de la santé publique,
- Vu le code pénal,
- Vu le règlement sanitaire départemental,
- Vu le règlement spécial de publicité,
- Vu la loi du 27 décembre 1973 d'orientation du commerce et de l'artisanat,
- Vu la loi du 4 août 2008 de modernisation de l'économie,
- Vu le décret du 18 février 2009 relatif à l'exercice des activités commerciales et artisanales ambulantes,
- Vu l'arrêté ministériel du 20 juillet 1998 relatif aux conditions techniques et hygiéniques applicables au transfert des aliments,
- Vu l'arrêté ministériel du 21 janvier 2010 relatif à la carte permettant l'exercice d'une activité commerciale ou artisanale ambulante,
- Vu l'arrêté du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits d'origine animale et denrées alimentaires en contenant,
- Vu l'arrêté n°2011/1207 du 15 décembre 2011 portant règlement de la collecte des déchets, du nettoyage et de la propreté de la Ville. Lutte contre les graffitis et l'affichage sauvage.
- Vu l'arrêté du 8 octobre 2013 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits et denrées alimentaires autres que les produits d'origine animale et les denrées alimentaires en contenant,
- Vu l'arrêté n°2017/0310/T/N du 30 janvier 2017 portant « Réglementation Générale des Marchés » abrogeant et remplaçant l'arrêté n° 2015/4735 du 15 octobre 2015,
- Vu l'arrêté n°VAR2020-1029 modifiant l'arrêté n°2017/0310/T/N du 30 janvier 2017,
- Vu l'arrêté n°VAR2020-0044 portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, 18^{ème} Adjoint au Maire, aux Commerces de proximité, à l'Artisanat et au Tourisme,
- Vu la délibération n° 2015/ 388 du 29 septembre 2015,
- Vu la délibération n°V2020-001 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020,
- Vu la délibération du conseil municipal fixant les tarifs et droits de place de la Ville de Montpellier pour l'année en cours,
- Vu les avis des membres de la commission des halles et marchés du 14 septembre 2015, du 12 septembre

2016, du 14 novembre 2016, du 15 mai 2017, du 11 juin 2018, du 17 juin 2019, du 7 décembre 2020 et du 8 mars 2021,

- **Considérant** qu'il y a lieu de modifier et compléter le règlement municipal des marchés n°2017/0310/T/N

ARRETE

ARTICLE 1^{er} - Objet

Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°2017/0310/T/N du 30 janvier 2017 modifié par l'arrêté n°VAR2020-1029 du 17 décembre 2020.

Les dispositions du présent arrêté sont applicables à l'ensemble des marchés de plein air de la Ville de Montpellier et des commerçants y exerçant (abonnés et journaliers). Elles abrogent et remplacent toutes les prescriptions antérieures qui pourraient leur être contraires. Elles complètent en tant que de besoin la réglementation existante et notamment les arrêtés spécifiques à chaque marché.

Sauf mention contraire, la réglementation générale prime sur les arrêtés particuliers relatifs à chaque marché.

Section 1 - Obtention des autorisations d'occupation du domaine public

1. Définition des caractéristiques générales

ARTICLE 2 - Définition des autorisations

Sous réserve des dispositions prévues aux articles suivants, l'autorisation d'occuper un emplacement de vente est donnée selon les modalités suivantes :

- Occupation d'un emplacement abonné,
- Occupation d'un emplacement journalier, ainsi qu'il est stipulé aux articles suivants du présent règlement.

ARTICLE 3 - Caractéristiques générales

Toutes les autorisations accordées comportent occupation du domaine public conformément aux articles L 2122- 2 et suivant du Code général de la propriété des personnes publiques, elles sont précaires et révocables.

Lesdites autorisations sont précaires et révocables sans que la reconnaissance éventuelle d'un fonds de commerce ne puisse s'y opposer.

A ce titre, elles ne créent aucun droit au bail et n'ouvrent aucun droit à renouvellement.

Il est interdit de louer, prêter, tout ou partie d'un emplacement de quelque manière que ce soit.

L'administration municipale peut apporter dans l'organisation des places et marchés toutes les modifications qu'elle jugera utiles sans que les usagers puissent prétendre à aucune indemnité.

Les autorisations d'occupation sont résiliées de plein droit en cas de disparition de l'activité commerciale légale et de la radiation du registre du commerce.

ARTICLE 4 - Matérialisation des autorisations

4.1 – Les autorisations d'occuper un emplacement d'abonné prennent la forme d'un arrêté nominatif.

4.2 - Les autorisations d'occuper un emplacement d'abonné sont complétées par la remise au titulaire d'une carte de commerçant avec photographie d'identité récente indiquant :

- les nom et prénom du commerçant,
- la catégorie des denrées ou objets autorisés à la vente ;

- le numéro ou la désignation de l'emplacement attribué et la superficie,
- le numéro de l'inscription au registre du commerce du commerçant ou de la société attributaire d'emplacement de vente de moins de 3 mois ou en cours de validité

La Ville de Montpellier délivre à chaque commerçant abonné sur un marché et après fourniture des pièces administratives mentionnées à l'article 13 du présent règlement une carte de commerçant dont la durée de validité est d'un an à compter de sa délivrance.

Il sera délivré une carte pour le titulaire de l'emplacement ainsi que pour les personnes présentes sur l'emplacement : collaborateurs (conjoint collaborateur, associé) et pour chaque salarié.

La fourniture de la carte est gratuite lors de sa délivrance annuelle et en cas de changement de situation du titulaire de l'emplacement. En cas de perte ou de vol, elle sera facturée selon les conditions fixées par délibération municipale.

4.3 - Les autorisations d'occuper un emplacement journalier sont données, par tirage au sort, par les agents municipaux habilités. Cet emplacement donnera lieu à un paiement du droit de place par le commerçant et la remise d'un reçu de paiement dans les conditions définies aux articles 19 et 35.2 du présent règlement.

ARTICLE 5 - Justificatifs exigibles

Les autorisations (arrêté municipal et carte commerçant) ainsi que les quittances d'acquittement des droits pour une occupation d'un emplacement doivent être en possession des titulaires d'un emplacement afin d'être en mesure de les présenter à toutes réquisitions des services municipaux.

La procédure de sanction pour défaut de présentation des autorisations pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés dans les conditions définies à l'article 39 du présent règlement.

2. Procédure d'attribution des autorisations

ARTICLE 6 - Conditions de recevabilité des demandes

6.1 – Personnes physiques

Peuvent déposer une demande d'autorisation les personnes physiques :

- de nationalité française ou ressortissant d'un pays de l'Union Européenne,
- ressortissantes d'un pays étranger et en situation régulière (carte de séjour en cours de validité, ...),
- étant en possession des pièces nécessaires à l'exercice de leur commerce,
- et étant en possession d'une attestation d'assurance professionnelle pour l'activité exercée en cours de validité.

6.2 – Personnes morales

Les autorisations sont attribuées nominativement à des personnes physiques.

Les personnes morales pourront être acceptées sur les marchés dans la mesure où l'autorisation est au nom de l'un des responsables de cette société qui occupe lui-même la place attribuée et est titulaire de la carte de commerçant non sédentaire. Toute modification à caractère juridique de la personne morale devra être signalée auprès de la Ville.

La mise en gérance est interdite, comme tout contrat ou association qui aurait pour but dissimulé de transférer l'usage d'un emplacement à une autre personne que le titulaire. L'intervention d'un contrat d'association postérieur à l'attribution d'un emplacement ne confère aucun droit aux associés dont le nom ne figure pas à l'attribution initiale. L'autorisation est établie au nom du seul représentant légal au moment de l'attribution et non au nom de la société.

6.3 – Associations

Seules les associations en possession des pièces visées à l'article 7 et commercialisant des produits autorisés sur les marchés pourront occuper un emplacement d'abonné ou de journalier dans les conditions du présent règlement.

Il ne sera pas délivré d'autorisation d'occupation d'emplacement de vente aux associations pour la promotion de leur activité.

ARTICLE 7 - Formulation des demandes

7.1 - Toute personne désirant bénéficier d'une autorisation d'occupation d'un emplacement abonné sur un marché de plein air devra en faire la demande préalable écrite à l'autorité municipale en indiquant :

- son nom, prénom, domicile, nationalité, date et lieu de naissance,
- la désignation exacte du marché souhaité, et, si besoin est, la superficie de l'emplacement nécessaire à son activité ;
- la désignation de l'activité projetée en fonction de la classification définie à l'article 8 du présent règlement.

7.2 - Justificatifs à produire

Les requérants doivent fournir à l'appui de leur demande d'abonnement les documents ci-après :

- une photocopie d'une pièce d'identité, du passeport, ou de la carte de résident en cours de validité ou un extrait d'acte de naissance,
- deux photographies d'identité récentes,
- un justificatif de domicile daté de moins de 3 mois ou une attestation d'hébergement (annexe 4) accompagnée de la photocopie recto-verso de la carte d'identité de l'hébergeur,
- l'attestation de compte à jour et de fourniture de déclarations et de paiements fournie par le RSI,
- pour les commerçants sans domicile fixe : justifier de la carte de commerçant ambulant,
- pour les demandeurs exerçant la profession de commerçant : un extrait d'inscription au registre du commerce et des sociétés (Kbis) de moins de trois mois,
- pour les producteurs exploitants agricoles à titre principal ou secondaire : une attestation de producteur-vendeur délivrée par la Chambre d'Agriculture pour les producteurs vendant directement et exclusivement leur production,
- pour les producteurs biologiques : la notification dans l'annuaire de l'Agence bio et le certificat biologique délivré par un des organismes certificateur agréé par l'INAO ainsi que l'attestation d'affiliation à la MSA,
- pour les autres producteurs revendeurs : un justificatif de numéro SIRET/SIREN, la carte de commerçant ambulant délivrée par la Chambre de Commerce et d'Industrie ainsi que l'attestation d'affiliation à la MSA,
- pour les producteurs ayant un autre label : certification Demeter, Nature et progrès...,
- pour les associations : inscription au Répertoire National des Associations,
- attestation de formation à l'hygiène alimentaire pour les commerçants concernés,
- pour les artisans : extrait D1 délivré par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat,
- attestation de formation à l'hygiène alimentaire pour les commerçants concernés,
- Pour les commerçants ayant le statut d'auto entrepreneur : justificatif de leur numéro SIRET/SIREN,
- Pour les demandes présentées dans le cadre d'une présentation de successeur visée à l'article 10 : une copie de l'acte de cession du fonds de commerce,
- En cas de salarié présent sur l'étal : une photocopie de la pièce d'identité, la photocopie du contrat de travail des salariés, la copie de la Déclaration Préalable A l'Embauche et l'attestation de compte à

- jour et de fourniture de déclarations et de paiements fournie par l'URSSAF,
- Pour les commerces de bouche : une déclaration d'activité délivrée par la Direction Départementale de la Protection des Populations de l'Hérault (DDPP),

Les responsables des établissements vendant des denrées animales ou d'origine animale sont tenus, avant ouverture, à chaque changement de gérance, ou toute modification importante (changement d'activité, extension...) d'adresser une déclaration d'activité à la DDPP (ou service compétent de l'Etat) correspondant au lieu d'implantation de leur siège social. Cette démarche est obligatoire. Un récépissé est délivré dès lors que la déclaration est considérée comme complète. Ce document doit pouvoir être présenté lors de tout contrôle sanitaire effectué par les autorités compétentes.

- tout autre document nécessaire à une activité ambulante de par les lois et règlements.

Aucun dossier de demande ne pourra être instruit s'il n'est pas complet.

ARTICLE 8 – Catégories de produits

8.1- Liste des produits autorisés sur les marchés

Les produits rentrant dans les catégories suivantes sont autorisés sur les marchés de la Ville :

CATEGORIE NATURE DU COMMERCE

Catégorie I Commerce de détail de fruits et légumes

- 1-1 fruits
- 1-2 légumes
- 1-3 fruits et légumes secs

Catégorie II Commerce de détail des viandes

- 2-1 viandes de boucherie chevaline ou non chevaline
- 2-2 triperie (y compris tripes blanchies)
- 2-3 charcuteries
- 2-4 volailles, lapins et gibiers
- 2-5 viandes cuisinées : rôtisserie, plats à emporter

Catégorie III Commerce de détail de boulangerie et pâtisserie

- 3-1 boulangeries
- 3-2 pâtisseries

Catégorie IV Commerce de détail de produits de la mer

- 4-1 poissons frais
- 4-2 poissons salés, fumés ou congelés
- 4-3 coquillages et crustacés
- 4-4 poissons, coquillages et crustacés cuisinés

Catégorie V Commerce de détail de produits laitiers

- 5-1 fromages
- 5-2 lait et dérivés
- 5-3 œufs

Catégorie VI Commerce de détail de confiseries

- 6-1 confiseries diverses fraîches, glacées ou congelées

Catégorie VII Commerce de détail d'alimentation générale

7-1 épicerie sèche, condiments

7-2 pizzas

7-3 pâtes fraîches

7-4 vins à la tireuse

7-5 vins et spiritueux pré-conditionnés au détail

7-6 boissons

7-7 produits biologiques

Catégorie VIII Commerce de détail de l'habillement

8-1 sorderies (vêtements neufs et déclassés)

8-2 lingerie

8-3 friperies

8-4 articles de Paris

8-5 chaussures

Catégorie IX Commerce de détail divers

9-1 débits de boissons (boissons alcoolisées à consommer sur place interdites sur les marchés)

9-2 bazar : quincaillerie, coutellerie, ustensiles de ménage, outillage, articles de maison

9-3 articles d'hygiène

9-4 services de réparation, manufacture de petits articles ou d'objets

9-6 fleurs et plantes

Catégorie X

10-1 démonstrations

10-2 animations

Catégorie XI

11-1 restauration rapide à emporter

11-2 sandwiches

Sauf dispositions particulières à certains marchés, visées à l'article 8.3, les commerçants en article d'occasion, brocante, vêtements d'occasion, "friperies", chaussures usagées, ne seront pas admis à exercer leur activité.

8.2 – Respect de l'affectation commerciale

Sur chaque arrêté municipal d'abonnement, la liste exhaustive des marchandises autorisées à la vente sera indiquée.

Nul ne pourra modifier la nature de l'affectation prévue sans en avoir été expressément et préalablement autorisé par le Maire après avis favorable de la Commission Municipale des Marchés.

La procédure de sanction pour non-respect de l'affectation commerciale pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés dans les conditions définies à l'article 39 du présent règlement.

8.3 – Dispositions particulières

Des règlements particuliers pris sous forme d'arrêté peuvent déterminer la proportion des emplacements de vente mis à la disposition de chaque catégorie susvisée dans chaque marché.

Des règlements particuliers pris sous forme d'arrêté municipal peuvent autoriser des marchés thématiques sur des catégories de produits non visées à l'article 8.1 (antiquités brocante, bouquinistes, friperies, puces...).

ARTICLE 9 - Règles d'attribution

A mesure des vacances, les attributions de places sont validées après avis de la Commission Municipale des Marchés dans l'ordre de priorité suivant :

- Transmission aux conjoints, ascendants et descendants directs
- En cas de décès, d'incapacité définitive ou de retraite du titulaire : droit de présentation pour les ayant droits dans les conditions de l'article 10 du présent règlement au bénéfice de l'un d'eux, s'ils en font la demande au plus tard dans les six mois qui suivent le décès, l'attestation d'incapacité définitive ou la retraite. A l'issue de ce délai, le droit de présentation est caduc.
- Droit de présentation d'un successeur : le titulaire d'un emplacement peut dans les conditions de l'article 10 du présent règlement présenter un successeur
- Les titulaires d'un emplacement de vente de même catégorie sur le marché concerné qui désireraient l'abandonner pour en prendre une autre devenue vacante. S'il y a plusieurs demandeurs titulaires d'emplacements, la préférence sera donnée au plus ancien titulaire d'autorisation sur le marché concerné. Les emplacements vacants sont attribués au commerçant abonné le plus ancien sous réserve que la nature des produits vendus ne soit pas identique à celle des voisins immédiats et de ceux de face.
- Les demandeurs répertoriés sur la liste d'attente prévue à l'article 11 du présent règlement.

Dans ce dernier cas, l'attribution des emplacements sur le marché prend en compte le rang d'inscription sur la liste d'attente, l'assiduité sur le marché, l'activité commerciale proposée, les besoins du marché (produit insuffisamment représenté ou absent du marché, diversité commerciale), le respect du présent règlement par le commerçant s'il exerce déjà une activité sur les marchés de la Ville.

Une personne physique ne peut être titulaire de plus d'un emplacement sur un même marché. Dans le cas d'un décès, d'incapacité définitive ou de retraite du titulaire, l'ayant-droit est tenu d'effectuer un choix entre l'emplacement de vente déjà exploité et celui du titulaire décédé ou en incapacité médicale définitive ou à la retraite.

ARTICLE 10 - Présentation d'un successeur

En application de l'article L 2124-32-1 du code général de la propriété des personnes publiques, un fonds de commerce peut être exploité sur le domaine public.

En application de cette disposition et de la délibération du conseil municipal en date du 29 septembre 2015, tout titulaire d'une autorisation d'emplacement sur un marché, peut présenter au Maire un successeur sous réserve d'exercer son activité depuis trois ans.

Le titulaire doit présenter un ou plusieurs repreneur(s) pour la totalité de ses jours de marchés.

Une présentation de repreneur implique pour le sortant une interdiction de venir débiller en qualité de journalier et de postuler à une place d'abonnement, quelle que soit l'activité proposée, sur l'ensemble des marchés de la Ville de Montpellier pendant une durée de 6 ans.

Le commerçant titulaire devra fournir un courrier de demande de présentation d'un successeur adressé au Maire, une attestation sur l'honneur de la vente de son fonds de commerce ainsi qu'une déclaration officielle de cessation de son activité, enregistrée auprès d'une autorité compétente (avocat, comptable, notaire,

Chambre du Commerce et d'Industrie).

L'ancienneté du titulaire de l'autorisation est appréciée à compter de la date d'attribution de l'emplacement par arrêté municipal. Dans le cas d'une reprise d'activité par le conjoint ou l'ayant droit suite au décès, à l'incapacité définitive ou à la retraite du titulaire, le conjoint ou l'ayant droit conserve l'ancienneté pour faire valoir son droit de présentation.

Les demandeurs (personne titulaire de l'emplacement et le successeur potentiel) doivent fournir au moment de la succession les pièces nécessaires demandées lors d'une demande d'attribution d'emplacement et visées à l'article 7 du présent règlement. Le titulaire de l'autorisation doit être à jour des redevances de l'emplacement et ne pas faire l'objet d'une sanction toujours en cours.

Le successeur doit être immatriculé au registre du commerce et des sociétés et présenter avec précision à la Ville l'activité commerciale envisagée sur l'emplacement. La demande sera traitée dans un délai de deux mois à compter de la réception d'un dossier complet (fourniture à la Ville des pièces mentionnées à l'article 7 du présent règlement).

Pour être recevable le dossier de présentation doit être complet, en cas de manquement le dossier ne pourra pas être instruit. Le commerçant s'engage à respecter l'affectation renseignée dans le dossier de présentation. En cas de non-respect de l'affectation, la procédure de sanction pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés dans les conditions définies à l'article 39 du présent règlement.

Un commerçant dont le commerce est en liquidation judiciaire n'a plus la possibilité de présenter un successeur.

La présentation d'un successeur fera l'objet de droits d'entrée, dans les conditions de l'article 34 du présent règlement, à régler avant la première installation sur le marché.

Toute décision de refus de la part de la Commission des Marchés sera motivée. Les motifs de la décision de refus pourront notamment être tirés des critères suivants : l'intérêt général (si le repreneur ne respecte pas les règles du présent règlement...), le bon fonctionnement du marché (si le repreneur exerce une activité distincte de celle du cédant qui ne garantirait pas une offre commerciale « équilibrée et diversifiée » sur le marché), la connaissance du marché (prise en compte de l'assiduité du repreneur, expérience dans l'activité proposée), de l'absence d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ...

Une cessation d'activité avec présentation d'un successeur doit être anticipée par le commerçant. En aucun cas la Ville pourra être mise devant le fait accompli.

ARTICLE 11 - Liste d'attente

Si le demandeur ne peut recevoir satisfaction dans l'immédiat, et si son dossier est complet et conforme, il est inscrit sur un registre d'attente où sont portés :

- la date de la réception de son dossier complet en Mairie, qui constitue la date d'inscription en liste d'attente,
- le ou les marchés où il désire s'installer et la catégorie du commerce qu'il envisage de tenir.

L'inscription sur liste d'attente est valable un an.

Toute demande non satisfaite devra être obligatoirement renouvelée par écrit chaque année avant la date anniversaire de l'inscription sur liste d'attente (cachet de la Poste faisant foi).

Le défaut de renouvellement entraînera la radiation automatique de la liste d'attente. Tout titulaire est tenu de signaler son changement de domiciliation

Les commerçants sont inscrits sur liste d'attente par ordre d'ancienneté (date de première inscription sur liste d'attente) et par catégorie de produits.

L'inscription sur la liste d'attente sera annulée en cas de refus d'un emplacement correspondant à la nature de l'autorisation sollicitée pour laquelle le demandeur est inscrit.

Section II - Exploitation des autorisations

ARTICLE 12 - Emplacements abonnés

Les autorisations d'occupation d'abonnés sont délivrées par l'administration.

Tous les emplacements sont mis à la disposition des bénéficiaires d'une autorisation d'occupation dans la stricte limite des heures d'ouverture du marché.

Toute permutation de place est interdite sauf accord express de la Ville.

Les emplacements mis à la disposition dans le cadre d'une autorisation à un abonné et non occupés à l'heure fixée par les dispositions particulières à chaque marché seront considérés comme vacants et la Ville en aura de plein droit la libre disposition pour la séance de marché considérée sans que le titulaire puisse prétendre à une réduction de sa redevance.

L'attribution de ces emplacements se fera en priorité au bénéfice des marchands non abonnés (journaliers).

ARTICLE 13 - Mise à jour du dossier administratif

13-1 Renouvellement annuel du dossier administratif

Tout titulaire fournira annuellement et avant le 31 mars de chaque année les documents suivants à l'administration :

- extrait d'inscription au registre du commerce et des sociétés (Kbis) de moins de 3 mois,
- un justificatif de domicile daté de moins de 3 mois ou une attestation d'hébergement (annexe 4) accompagnée de la photocopie recto-verso de la carte d'identité de l'hébergeur,
- pour les artisans : extrait D1 délivré par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat,
- pour les producteurs : une attestation de producteur-vendeur délivrée par la Chambre d'Agriculture, le relevé parcellaire et la carte d'inscription à la Mutualité Sociale Agricole (MSA),
- pour les producteurs biologiques : la notification dans l'annuaire de l'Agence bio et le certificat biologique délivré par un des organismes certificateur agréé par l'INAO ainsi que l'attestation d'affiliation à la MSA,
- attestation de formation à l'hygiène alimentaire pour les commerçants concernés,
- pour les autres producteurs revendeurs : un justificatif de numéro SIRET/SIREN, la carte de commerçant ambulant délivrée par la Chambre de Commerce et d'Industrie ainsi que l'attestation d'affiliation à la MSA,
- pour les producteurs ayant un autre label : certification Demeter, Nature et progrès...,
- pour les associations : inscription au Répertoire National des Associations,
- pour les auto-entrepreneurs : le justificatif de numéro SIREN/SIRET,
- l'attestation d'assurance garantissant l'activité professionnelle du commerçant pour l'année en cours,
- l'attestation de compte à jour et de fourniture de déclarations et de paiements fournie par le RSI,
- En cas de salarié présent sur l'étal : une photocopie de la pièce d'identité, la photocopie du contrat de travail des salariés, la copie de la Déclaration Préalable A l'Embauche et l'attestation de compte à jour et de fourniture de déclarations et de paiements fournie par l'URSSAF,

La procédure de sanction pour défaut de présentation de documents à jour à la date du 31 mars pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés dans les conditions définies à l'article 39 du présent règlement.

13-2 Domiciliation et coordonnées

Tout changement de domicile ou de coordonnées du titulaire d'une autorisation de vente, doivent être obligatoirement signalés dans les plus brefs délais, par écrit, au service référent de la Ville.

La procédure de sanctions pour défaut de signalement de changement de domiciliation ou de coordonnées pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés conformément à la procédure décrite à l'article 39 du présent règlement.

ARTICLE 14 - Obligation de gestion directe de l'autorisation

Les emplacements d'abonnés seront exploités personnellement par leurs titulaires.

L'exploitation par le conjoint collaborateur est considérée comme exploitation par le titulaire. Tout salarié présent sur l'étal en renfort du titulaire doit être déclaré.

Il est admis que le titulaire de l'emplacement exerce son activité au moyen d'une personne morale dont il est obligatoirement le représentant légal. Toutefois, la personne morale ne peut être juridiquement prise en compte.

Les associés ne peuvent prétendre à aucune priorité ni à aucun droit dont bénéficie le titulaire même s'ils détiennent la majorité des parts sociales ou des actions.

Il est défendu de les sous-louer ou prêter de quelque manière que ce soit l'emplacement de vente. Toute entente postérieure à l'attribution d'un emplacement qui aurait pour but de dissimuler, de transférer l'utilisation de l'emplacement à une autre personne (physique ou morale) que celle à laquelle il a été attribué entraînera, de plein droit, le retrait de l'autorisation précédemment accordée.

La procédure de sanction pour irrégularité de gestion pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés dans les conditions définies à l'article 39 du présent règlement.

ARTICLE 15 – Absences du commerçant

15.1 Définition d'une absence

Une absence constitue un défaut d'occupation de l'emplacement. Toute absence est comptabilisée lorsque le titulaire est absent (congé, arrêt maladie, ou tout autre motif) et qu'il n'est pas remplacé par son remplaçant légal (conjoint, collaborateur ou salarié, déclarés auprès du service référent).

15.2 Gestion des absences

En cas de maladie, maternité ou accident grave justifié par un certificat médical, le titulaire d'un emplacement conserve ses droits. Il peut se faire remplacer par son conjoint collaborateur ou par un de ses salariés, préalablement déclarés auprès du service référent de la Ville.

Il est admis une absence cumulée de 90 jours sur une année glissante des commerçants abonnés sur le marché.

Il est impératif pour le commerçant de signaler préalablement son absence à la Ville. Toute absence devra être anticipée et communiquée le plus tôt possible et dans la limite de 7 jours dans le cas d'une absence imprévue.

Toute absence au-delà de ces 90 jours pourra être exceptionnellement admise sous réserve d'être signalée et justifiée auprès du service référent. La Ville appréciera le caractère valable de la justification d'absence.

A défaut, l'emplacement sera déclaré vacant.

Il est rappelé que le paiement des droits de place reste dû durant la durée d'absence du commerçant abonné. Une exonération des droits de place pourra être appliquée dans les conditions fixées par la délibération tarifaire annuelle uniquement pour raisons médicales sur présentation du certificat médical valide et seulement pour les absences supérieures à un mois. Seul un certificat médical délivré et envoyé à la Ville dans les sept jours suivant l'arrêt de travail (le cachet de la poste faisant foi) sera pris en compte.

La procédure de sanction pour défaut d'assiduité et/ou absence injustifiée pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés, dans le respect de la procédure contradictoire prévue à l'article 39 du présent règlement et selon l'échelle de sanction spécifique ci-dessous :

- Absence injustifiée cumulée de 90 jours sur une année glissante : avertissement ;
- Absence injustifiée cumulée de 120 jours sur une année glissante : exclusion temporaire des marchés, pour une durée proportionnelle pouvant aller jusqu'à trois mois ; l'exclusion provisoire ne suspend pas le paiement de l'emplacement ;
- Absence injustifiée cumulée de 150 jours sur une année glissante : exclusion définitive des marchés et retrait de l'abonnement. Le retrait définitif de l'abonnement entraîne l'interdiction de débiter sur l'ensemble des marchés de la Ville.

ARTICLE 16 - Horaires d'exploitation

Les bénéficiaires d'une autorisation sont tenus de respecter les heures d'ouverture et de fermeture des marchés, telles qu'elles sont définies dans les dispositions particulières pour chaque marché.

Tout commerçant qui arriverait après l'horaire d'ouverture du marché au public ne pourra plus être autorisé à s'installer et ce quel que soit le motif invoqué.

En cas de non-respect des horaires, la procédure de sanction pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés dans les conditions définies à l'article 39 du présent règlement.

ARTICLE 17– Emplacement

Un emplacement est mesuré en m². Le calcul de la surface d'un emplacement se fera systématiquement en intégrant minimum 2 m de profondeur. L'emplacement de vente attribué pourra être limité en fonction des caractéristiques de chaque marché : configuration du site, nombre d'abonnés type de produits admis....

Deux commerçants vendant des produits similaires ne seront pas placés côte à côte ou face à face, sauf cas d'absolue nécessité pour assurer l'occupation de tous les emplacements disponibles.

En cas de désertification des marchés et d'insuffisance du nombre de commerçants passagers, le placier pourra être amené à regrouper les commerçants, y compris les abonnés, pour éviter l'impression d'éparpillement et donner une meilleure visibilité aux clients.

ARTICLE 18 - Respect des limites de l'emplacement

Chaque commerçant doit respecter l'emplacement qui lui a été attribué et ne doit en aucun cas s'installer de sa propre initiative sur un autre emplacement même si celui-ci est vide.

Chaque arrêté d'abonnement précise la superficie autorisée. Il n'est pas autorisé de dépasser les limites de son emplacement. Tout dépassement constaté et non rectifié immédiatement pourra être sanctionné et fera l'objet d'un paiement au tarif journalier.

Il est interdit de déposer quoi que ce soit, dans les voies de circulation, allées piétonnes, les places vacantes ou inoccupées, de même que sur le sol, contre les grilles ou murs de clôture du marché tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Il est interdit d'allumer des feux sur les emplacements.

Tout chevalet, panneau publicitaire doit être positionné dans l'emprise de l'emplacement autorisé.

Il est rappelé que conformément à la réglementation générale des marchés, le commerçant ne peut s'opposer à la vérification, par les placiers ou tout autre agent de l'administration, des surfaces occupées.

La procédure de sanction pour non-respect de l'emplacement ou de la surface allouée pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés dans les conditions

définies à l'article 39 du présent règlement.

ARTICLE 19 – Journaliers

19.1 - Lorsque les commerçants abonnés sont installés, l'attribution des places disponibles est effectuée par tirage au sort par ordre croissant.

19.2 - Pièces requises pour tout commerçant journalier

- extrait du registre de commerce et des sociétés (Kbis) de moins de trois mois ou justificatif d'auto entrepreneur,
- un justificatif de domicile daté de moins de 3 mois ou une attestation d'hébergement (annexe 4) accompagnée de la photocopie recto-verso de la carte d'identité de l'hébergeur,
- carte de commerçant ambulant de moins de deux ans délivrée par la Chambre de Commerce et d'Industrie pour les commerçants et par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat pour les artisans,
- pour les artisans : extrait D1 délivré par la Chambre des Métiers et de l'Artisanat,
- attestation de formation à l'hygiène alimentaire pour les commerçants concernés,
- En cas de salarié présent sur l'étal : une photocopie de la pièce d'identité, la photocopie du contrat de travail des salariés, la copie de la Déclaration Préalable A l'Embauche et l'attestation de compte à jour et de fourniture de déclarations et de paiements fournie par l'URSSAF,
- pour les producteurs exploitants agricoles à titre principal ou secondaire : une attestation de producteur-vendeur délivrée par la Chambre d'Agriculture pour les producteurs vendant directement et exclusivement leur production,
- pour les producteurs biologiques : la notification dans l'annuaire de l'Agence bio et le certificat biologique délivré par un des organismes certificateur agréé par l'INAO ainsi que l'attestation d'affiliation à la MSA,
- pour les autres producteurs revendeurs : un justificatif de numéro SIRET/SIREN, la carte de commerçant ambulant délivrée par la Chambre de Commerce et d'Industrie ainsi que l'attestation d'affiliation à la MSA,
- pour les producteurs ayant un autre label : certification Demeter, Nature et progrès...,
- pour les associations : inscription au Répertoire National des Associations,
- copie de la police d'assurance de responsabilité civile de l'exploitant garantissant l'activité professionnelle de l'exploitant,
- une photocopie d'une pièce d'identité, du passeport, ou de la carte de résident en cours de validité ou un extrait d'acte de naissance,
- un justificatif de domicile daté de moins de 3 mois ou attestation d'hébergement (annexe 4) avec photocopie recto-verso de la carte d'identité de l'hébergeur,
- Pour les commerces de bouche : une déclaration d'activité délivrée par la Direction Départementale de la Protection des Populations de l'Hérault (DDPP),

19.3 - Seuls les commerçants de passage ayant satisfait à la présentation des pièces précédemment visées seront admis à participer au tirage au sort et se verront attribuer un emplacement.

19.4 – Tout commerçant non abonné qui s'installera sans autorisation préalable sur un emplacement du marché, sans passer par le tirage au sort ou en contournant les règles du déballage (déballage de force, installation sur l'emplacement d'un commerçant abonné ou vacant sans autorisation) ou qui aura un comportement agressif, injurieux, violent, menaçant, diffamant envers la clientèle, un autre commerçant, un agent de l'administration ou toute autre personne sera passible d'une sanction notifiée par courrier, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés, et selon l'échelle de sanction suivante :

- Premier constat : interdiction provisoire de se présenter au tirage au sort durant un mois.

- Second constat : interdiction provisoire de se présenter au tirage au sort durant trois mois.
- Troisième constat : interdiction définitive de se présenter au tirage au sort pour l'ensemble des marchés de la Ville.

Pour tout autre motif de non-respect du présent règlement, le commerçant non abonné sera passible d'une sanction notifiée par courrier, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés, et selon l'échelle de sanction suivante :

- L'avertissement : le même commerçant ne peut recevoir plus d'un avertissement pour le même motif ;
- Les frais de gestion et de contrôle des infractions constatées en matière d'occupation du domaine public, sur la base d'un rapport des agents municipaux, dont le montant est fixé chaque année par le Conseil Municipal (délibération des tarifs) ;
- L'exclusion temporaire des marchés, pour une durée proportionnelle inférieure ou égale à trois mois ;
- L'exclusion définitive des marchés et de l'autorisation de se présenter au tirage sort sur l'ensemble des marchés de la Ville.

ARTICLE 20 - Démonstrateurs et posticheurs

Les démonstrateurs et posticheurs (cf. définitions ci-dessous) doivent se présenter au tirage au sort dans les conditions de l'article 19 du présent règlement.

Définition du démonstrateur : Commerçant non sédentaire passager présentant sur le marché un appareil ou un produit dont il explique le fonctionnement, en démontre l'utilisation et les avantages et en assure la vente.

Définition du posticheur : Commerçant non sédentaire passager présentant sur marché des marchandises diverses vendues par lots ou à la pièce Cette technique de vente attractive est dite « à la postiche ».

La conformité des activités exercées par les démonstrateurs et posticheurs est laissée à l'appréciation de la Ville qui pourra refuser cette qualification à tout commerçant ne respectant pas la définition.

ARTICLE 21 - Comportements et produits interdits

Sur les marchés, et dans une bande de 50 mètres autour, il est interdit :

- De porter atteinte à la moralité, de causer des troubles anormaux de voisinage, de troubler l'ordre public ou le bon fonctionnement des marchés, de vendre, proposer, présenter ou exploiter tous objets ou articles à des fins de prosélytisme, de propagande, de pornographie, tous objets ou articles culturels ou à consonance politique ou pouvant porter atteinte aux lois sur la protection de mineurs ou encore incitant à la violence ou plus généralement contraires aux lois en vigueur,
- De procéder à des quêtes de quelque nature que ce soit,
- De disposer des marchandises en dehors des emplacements prévus à cet effet ou stationner des véhicules sur les voies de circulation, en dehors des emplacements de stationnement,
- De circuler avec des véhicules ou panneaux publicitaires,
- De défiler sous la forme de cortèges,
- D'utiliser du matériel de sonorisation,
- De vendre des marchandises ne respectant pas les normes d'hygiène ou de sécurité en vigueur,
- D'exercer quelque action de prosélytisme que ce soit,
- De procéder au racolage des clients par quelque moyen que ce soit,

- De vendre à la criée ou aux enchères,
- De proposer quelque jeu (loterie, etc) que ce soit ou de « dire la bonne aventure »,
- D'utiliser des chauffages au gaz ou des générateurs d'électricité,
- De vendre des armes répertoriées dans quelque catégorie que ce soit, ou des objets pouvant devenir des armes par destination,
- De vendre de la librairie, des CD et DVD (sauf marché thématique).

Cette liste n'est pas limitative. La Ville se réserve le droit, en accord avec la commission des marchés, d'interdire d'autres ventes ou activités qui pourraient porter atteinte à l'intérêt général ou au bon fonctionnement des marchés.

Ces comportements, s'ils sont le fait de commerçants du marché sont passibles, outre les peines prévues par le code pénal, des procédures de sanctions prévues par l'article 39 du présent règlement.

Tout commerçant abonné qui sera l'auteur de troubles à l'ordre public, d'injures, de propos outrageants, d'altercation, de diffamation, de menaces, d'agression mettant en cause un autre commerçant, un prestataire, un agent municipal, la clientèle ou un tiers, se verra attribuer une sanction, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés, dans les conditions définies à l'article 39 du présent règlement.

ARTICLE 22 – Affichage des prix et origine des produits

Toutes les marchandises, produits, denrées exposés, devront faire l'objet d'un affichage, avant le début des ventes, des prix complets, de leur nature, qualité, origine, et seront conformes à la législation en vigueur en matière de qualité et d'obligation d'étiquetage.

Pour la vente au plateau, l'écriteau doit comporter, en plus du prix du plateau, le prix de la vente au kilo ou à l'unité. La vente au détail est obligatoire et ne peut être refusée.

Toute constatation d'infraction effectuée par les services compétents de la Ville, du Département ou de l'Etat (notamment la DDPP) en matière de prix, pratique commerciale, contrefaçon, qualité, hygiène, pourra, sans préjudice des poursuites pénales, faire l'objet d'une sanction administrative dans les conditions prévues à l'article 39 du présent règlement.

ARTICLE 23 – Instruments de pesage

Chaque commerçant détaillant doit être pourvu de balance, mesures ou poids légaux nécessaires. Il est interdit d'utiliser des instruments de pesage et de mesure non poinçonnés.

Ces instruments doivent être en état constant de propreté.

Les balances sont placées de telle façon que l'acheteur puisse aisément vérifier le poids de la marchandise et, éventuellement le prix.

Les balances de pesage sont vérifiées périodiquement et comportent la vignette attestant du contrôle, conformément au décret n°2001-387 du 3 mai 2001 modifié. Le contrôle, réalisé à intervalle de deux ans pour les instruments de pesage à fonctionnement non automatique dont l'utilisation est destinée à la vente directe au public de denrées de portée inférieure ou égale à 30 kg, est obligatoire.

La procédure de sanction pour irrégularité d'instrument de pesage pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés dans les conditions définies à l'article 39 du présent règlement.

ARTICLE 24 - Débits de boissons

La vente de boissons alcoolisées à consommer sur place est interdite sur tous les marchés de plein air de la Ville.

La vente à emporter des boissons de catégorie 3 (cf. annexe 1) est autorisée à condition de détenir la licence

correspondante sous réserve de l'accord du service en charge des marchés et du respect des dispositions du Code de la Santé Publique.

Une information des consommateurs sur les dispositions relatives à la lutte contre l'alcoolisme et à la protection des mineurs devra être effectuée.

La procédure de sanction pour irrégularité de débit de boissons pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés dans les conditions définies à l'article 39 du présent règlement.

ARTICLE 25 – Vente de fripes

Les marchands de fripes vendent des articles vestimentaires usagés ou de seconde main. Ils devront indiquer, à l'aide de panneaux visibles, la mention « friperie », en application de l'arrêté ministériel du 25 avril 1995 relatif à l'information du consommateur sur les conditions de vente des articles textiles usagés ou d'occasion.

Les vendeurs devront présenter toute pièce permettant de justifier de l'origine de ces produits (par tous les moyens réglementaires) et, le cas échéant, les autorisations en matière d'hygiène et les registres de police, quand ils y sont assujettis.

ARTICLE 26 – Producteurs

Les producteurs indiqueront les mentions « producteur » ou « producteur biologique » ainsi que le lieu de leur production sur leur étal de façon très lisible.

Les personnes vendant les produits de leur exploitation et qui procèdent à de l'achat revente devront l'indiquer de manière claire par des pancartes différentes en séparant nettement les produits de l'exploitation et les produits rachetés. L'activité de revente ne doit constituer que l'accessoire de l'activité agricole du producteur.

ARTICLE 27 - Respect des normes d'hygiène

27.1- Dispositions générales

Le titulaire est tenu de se conformer aux prescriptions d'hygiène et de propreté en vigueur. La vente, la préparation et la présentation des denrées alimentaires se feront conformément aux exigences réglementaires du Paquet Hygiène (Règlements Européens CE 178/2002, 852/2004, 853/2004, 854/2004...), de l'Arrêté du 21 décembre 2009 relatif aux règles sanitaires applicables aux activités de commerce de détail, d'entreposage et de transport de produits d'origine animale et denrées alimentaires en contenant et du Règlement CE INCO 1169/2011 relatif à l'information du consommateur sur les denrées alimentaires.

Les récipients utilisés pour recevoir les différents détritrus doivent être dissimulés. Les poubelles doivent être à commande hygiénique et munies de couvercle.

Pour les « friteries », commerce de plats cuisinés, le sol doit être protégé pour éviter toute salissure. Le contrat d'enlèvement des huiles alimentaires usagées doit pouvoir être fourni lors des contrôles.

Des dispositifs doivent être prévus pour permettre aux personnes manipulant les aliments de se nettoyer les mains de manière hygiénique. Les personnes sont astreintes à la plus grande propreté corporelle et vestimentaire. Ces prescriptions sont placées sous la responsabilité de l'employeur.

Les surfaces en contact avec les aliments y compris les comptoirs de vente, les étales et les tables doivent être lisses, lavables, résistants et non poreux de manière à permettre un nettoyage et une désinfection optimaux.

Les ustensiles, matériaux et outillages en contact avec les denrées alimentaires doivent être en constant état de propreté.

Les produits de nettoyage et désinfection doivent être professionnels et agréés contact alimentaire.

Tous les produits d'origine animale devront être commercialisés en respectant la chaîne du froid et les règles d'hygiène prévues par les lois et règlements en vigueur.

La traçabilité des denrées alimentaires d'origine animale ou préparations en contenant est une obligation réglementaire.

Sur les étalages de vente de denrées alimentaires, il est interdit de fumer.

Aucune marchandise ne peut être exposée à la vente à moins de 70 centimètres de hauteur.

Les commerces de vente de produits alimentaires ne peuvent être autorisés qu'à la condition expresse que le matériel utilisé réponde aux normes sanitaires en vigueur.

Il est formellement interdit de tuer, saigner, plumer ou dépouiller des animaux sur les marchés. Il est interdit de proposer un produit à la vente le lendemain de la Date Limite de Consommation.

L'information relative à la présence de substances allergènes doit être indiquée sur la denrée elle-même ou à proximité de celle-ci de façon qu'il n'existe aucune incertitude quant à la denrée à laquelle elle se rapporte lorsque celle-ci est :

1° Présentée non préemballée sur les lieux de vente au consommateur final ;

2° Emballée sur les lieux de vente à la demande du consommateur ;

3° Préemballée en vue de sa vente immédiate.

La procédure de sanction pour non-respect des normes d'hygiène pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés dans les conditions définies à l'article 39 du présent règlement.

De plus, le non-respect de la réglementation en matière d'hygiène alimentaire pourra faire l'objet de sanctions administratives et/ou pénales en cas de contrôle par les autorités sanitaires compétentes, indépendamment des sanctions évoquées ci-dessus.

27.2- Cas des poissonniers :

L'étal et les récipients des poissonniers doivent être aménagés de telle sorte que l'eau de fonte de la glace, ainsi que celle utilisée pour leur activité, ne s'écoulent pas dans les allées et sous les étalages voisins. A la fin des marchés, ces eaux ainsi que la glace ne devront, en aucun cas, être déversés sur le sol.

La glace doit pouvoir être produite en quantité suffisante et autant que de besoin de façon à éviter toute rupture de la chaîne du froid.

Les éléments de décor doivent également être nettoyés et désinfectés systématiquement.

27.3- Formation à l'hygiène

Les commerces concernés sont :

- tous les artisans des métiers de bouche : bouchers, charcutiers, traiteurs, poissonniers, fromagers, boulangers, pâtisseries, ...
- tous les commerçants des métiers de bouche : restaurateurs, épiciers, ...
- les commerçants vendant exclusivement des fruits et légumes et autres produits d'origine végétale sont soumis à la même réglementation

La réglementation impose une formation obligatoire aux métiers liés à la restauration de 14h catégorie 5610C. Une formation de 7h est conseillée pour les autres métiers alimentaires.

27.4- Déclaration d'activité pour les denrées animales ou d'origine animale

Pour les commerçants préparant, traitant, transformant des denrées animales ou d'origine animale, la déclaration d'activité auprès de la direction départementale de la protection des populations selon la

catégorie des produits. Concerne tous les produits manipulés, vendus.

Tous les commerçants disposant d'un véhicule boutique, isotherme ou frigorifique, servant au transport des denrées animales ou d'origine animale, sont tenus de détenir le certificat d'agrément sanitaire délivré par la DDPP. La déclaration préalable d'activité est obligatoire pour toute création, reprise d'activité, auprès de la DDPP dans le mois précédent l'ouverture (denrées d'origine animale exclusivement) Cerfa N°13984*06 ...

27.5- Producteurs en vente directe

Tous les producteurs réalisant la vente de produits provenant exclusivement de leur propre exploitation sont tenus, pour la vente de lait cru, de fromages fermiers, de tous produits d'origine animale, de détenir le certificat sanitaire délivré par la DDPP ou la patente sanitaire, ou autres certificats réglementaires.

ARTICLE 28 - Déchets

La collecte des déchets doit être effectuée dans des sacs étanches à usage unique ou dans des récipients étanches à couvercle rabattant, nettoyés et désinfectés régulièrement. Ces déchets devront être repris et évacués par le commerçant.

L'apport de détritrus ou déchets, autres que ceux en provenance de la vente du marché en cours, est interdit. Conformément aux dispositions réglementaires relatives aux sacs plastiques à usage unique, leur utilisation est interdite sur les marchés (Code de l'environnement art. L541-10-5).

Pourront être distribués par les commerçants à leur clientèle :

- les sacs plastiques réutilisables de plus de 50 Um d'épaisseur,
- les sacs constitués d'une autre matière que le plastique (papier, carton, tissu, ...)
- les sacs composables constituées de matière bio-sourcées

En cas de non-respect, une sanction pourra être prononcée, dans les conditions définies à l'article 39 du présent règlement.

La procédure de sanction pour non-respect des règles de gestion des déchets pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés dans les conditions définies à l'article 39 du présent règlement.

ARTICLE 29 – Stationnement et circulation

Tous les commerçants non sédentaires doivent avoir libéré le marché de leurs véhicules aux horaires établis par arrêté municipal sous peine de sanction.

29.1- Au sein du marché

La circulation de tout véhicule est interdite dans les allées des marchés pendant les heures où la vente au public est autorisée. Les véhicules doivent donc être déplacés avant l'heure d'ouverture au public.

En l'absence de dispositions prévues par un arrêté spécifique au marché, seuls les commerçants autorisés par le placier pourront stationner leur véhicule derrière leurs stands. Cette autorisation est soumise au respect des riverains, de la visibilité de l'emplacement du commerçant voisin et des limites de l'emplacement attribué.

Pendant, les heures de marché, il est interdit de circuler dans les allées avec des véhicules de toute nature : automobiles, bicyclettes, cyclomoteurs, rollers, trottinettes ou autre moyen de locomotion en dehors des voitures pour enfants et personnes à mobilité réduite. Les commerçants et leurs personnels ne peuvent également circuler et transporter des marchandises, à l'aide de chariot dans les allées du marché.

29.2 - A l'extérieur du marché

Le stationnement des véhicules est réglementé précisément selon les marchés et fait l'objet d'un arrêté municipal spécifique.

Les commerçants devront se conformer au code de la route et au règlement de circulation de la Ville de Montpellier.

ARTICLE 30 - Véhicules boutiques

30.1 - Le titulaire d'une autorisation d'exploiter un emplacement abonné qui utilise un véhicule spécialement aménagé pour la vente ne peut exiger de l'administration l'extension de l'emplacement qui lui est alloué dans le cas de changement ou de modification de son véhicule.

L'administration se réserve alors le droit de déplacer le commerçant sur un autre emplacement ou même de résilier l'autorisation d'exploiter l'emplacement qui lui est attribué.

30.2 - Les voitures boutiques affectées à la vente ambulante de denrées alimentaires sont soumises aux mêmes règles générales d'entretien et d'aménagement que les magasins de vente, et notamment, la présence d'un dispositif de lavage des mains équipé de savon bactéricide et d'essuie-mains jetables, d'une poubelle à commande hygiénique et d'un volume frigorifique suffisant pour permettre un stockage sectorisé efficace.

Les denrées alimentaires vendues à l'extérieur des magasins sont soumises aux conditions générales et particulières les concernant, et font l'objet d'une protection rigoureuse contre les pollutions de toute nature.

Les comptoirs de vente et les étalages doivent posséder une bordure de protection dont le niveau supérieur sera situé à un mètre de hauteur à partir du sol et être nettoyés chaque jour. Ils doivent être à l'abri du soleil, des intempéries et des pollutions de toute origine.

Les structures de vente et leurs équipements doivent être propres et en bon état d'entretien et permettre de prévenir l'encrassement, le contact avec les matériaux toxiques et le déversement de particules dans les denrées pour éviter tout risque de contamination des aliments.

La qualité sanitaire des denrées alimentaires doit être surveillée : entre autre, le respect des températures réglementaires (thermomètres dans les enceintes réfrigérées) et des dates de péremption. La propreté des équipements et l'hygiène corporelle du personnel également.

ARTICLE 31 - Hygiène des denrées

La présentation, la préparation, l'entreposage, le transport et la vente des denrées alimentaires se feront en application des Règlements Européens CE 178/2002, 852/2004, 853/2004, 854/2004, 882/2004 et 2073/2005 ainsi que l'arrêté du 21/12/2009 relatifs aux règles sanitaires applicables en matière de denrées alimentaires. Tout commerce alimentaire quel qu'il soit sera, a minima, équipé d'un dispositif de lavage des mains équipé de savon bactéricide et d'essuie-mains jetables et d'une poubelle à commande hygiénique munie d'un couvercle.

A l'exception des denrées protégées ou conditionnées, les vendeurs ne doivent pas permettre à la clientèle de manipuler les denrées alimentaires.

Elles doivent être délivrées aux consommateurs, soit pré-emballées ou conditionnées, soit protégées d'une enveloppe en matière isolante ou en papier.

Ces matériaux et papiers doivent être compatibles avec un contact alimentaire et présenter toutes qualités hygiéniques permettant d'éviter toutes contaminations croisées.

Le papier imprimé et le papier journal peuvent toutefois être utilisés au contact de fruits en coque (tels que les noix), des racines, tubercules, bulbes non épluchés ni lavés pour lesquels l'acheteur procède normalement à un nettoyage avant consommation.

En ce qui concerne les fruits et légumes qui ne sont pas naturellement protégés, la commercialisation en libre choix peut être admise si le responsable de la vente veille à éviter toute manipulation excessive des marchandises de la part de la clientèle.

Il est interdit de déposer sur le sol des denrées alimentaires non emballées, même pendant les opérations d'approvisionnement. Celles-ci seront stockées dans des cagettes ou des paniers.

La procédure de sanction pour non-respect de l'hygiène des denrées pourra être directement engagée, sans

passage préalable par la Commission Municipale des Marchés dans les conditions définies à l'article 39 du présent règlement.

ARTICLE 32 - Propreté des étals

Les commerçants sont tenus de laisser leurs emplacements propres de tout déchet.

Pendant la vente, les déchets, papiers et détritres de toutes sortes doivent être mis dans des poubelles ou emballages conservés à l'intérieur de l'espace de vente et ne devront en aucun cas être rejetés sur les voies et allées du domaine public.

En fin de journée de marché, les emplacements devront être laissés nets de tous les déchets : cartons, cagettes, emballages, papiers, détritres de toutes sortes, etc.... lesquels devront être repris et évacués par le commerçant.

Les cagettes vides doivent être empilées sans pouvoir excéder 1,70m de hauteur.

Le titulaire de l'emplacement pourra se voir imputer des frais de gestion et de contrôle des infractions constatées sur la base d'un rapport des agents municipaux, dont le montant est fixé chaque année par le Conseil Municipal (délibération des tarifs).

La procédure de sanction pourra être directement engagée, envers le commerçant abonné ou journalier qui ne garderait pas son emplacement ou étal dans un état correct de propreté, conformément aux dispositions prévues à l'article 39 du présent règlement.

De plus, le non-respect de la réglementation en matière de propreté pourra faire l'objet de sanctions administratives et/ou pénales en cas de contrôle par les autorités sanitaires compétentes, indépendamment des sanctions évoquées ci-dessus.

ARTICLE 33 - Contributions et taxes

A compter du jour de l'entrée en jouissance, le titulaire acquittera, sans aucun recours possible contre la Ville de Montpellier, les contributions personnelles mobilières, et autres impôts et taxes de toute nature dont il pourra être redevable de par son activité.

Le titulaire accomplit lui-même les formalités et se soumet à toutes les obligations que lui imposent les lois, règlements et mesures de police en vue de l'exercice de son activité professionnelle. Le titulaire exerce son activité conformément aux usages de sa profession.

ARTICLE 34 – Droits d'entrée

34.1 - Paiement du droit d'entrée

Dans le cas de présentation d'un successeur, un droit d'entrée est à acquitter par le successeur, dont le montant est fixé par délibération du Conseil municipal, avant la première installation sur le marché.

34.2 - Réduction et exonérations du droit d'entrée

Les successeurs à un emplacement de vente, au titre de conjoint, d'ascendants ou descendants directs peuvent être dispensés du règlement du droit d'entrée :

- décès du titulaire de l'autorisation d'occupation d'un emplacement de vente,
- incapacité définitive du titulaire de l'autorisation d'occupation d'un emplacement de vente,
- départ à la retraite du titulaire de l'autorisation d'occupation d'un emplacement de vente,
- cessation d'activité professionnelle du titulaire de l'étal pour convenance personnelle.

Lorsque le droit de présentation est exercé lors du décès, d'incapacité définitive ou de retraite du titulaire par ses ayants-droits, il y a exonération de droits d'entrée pour l'ayant-droit.

ARTICLE 35 – Redevances

L'autorisation d'occupation d'un emplacement sur un marché (abonné ou journalier) comporte l'obligation d'acquitter la redevance correspondante dont les tarifs au m² sont fixés par une délibération du Conseil Municipal (tarif applicable au 1^{er} janvier de chaque année).

35.1 - Paiement des commerçants abonnés

Les commerçants abonnés reçoivent, à l'avance, nominativement l'appel à cotisation trimestriel, constitutif de l'abonnement. Les moyens de paiement sont fixés par le régisseur des marchés conformément à la réglementation en vigueur.

Les commerçants abonnés doivent régler leur abonnement par période trimestrielle, comme suit :

- avant le 20 février pour le 1^{er} trimestre
- avant le 20 mai pour le 2^{ème} trimestre
- avant le 20 août pour le 3^{ème} trimestre
- avant le 20 novembre pour le 4^{ème} trimestre

Le premier versement exigible dès la date d'occupation sera calculé au prorata du laps de temps compris entre la date d'effet et celle de la prochaine échéance trimestrielle, conformément au barème ci-dessous :

- occupation au cours du premier mois d'un trimestre : tarif trimestriel,
- occupation au cours du deuxième mois d'un trimestre : les deux tiers du tarif trimestriel,
- occupation au cours du troisième mois d'un trimestre : le tiers du tarif trimestriel.

Lorsque les règlements sont effectués, ils peuvent être remis aux placiers, ou envoyés par courrier au service référent de la Ville. En cas de paiement par chèque, il devra être noté au dos du chèque le nom du commerçant et le trimestre auquel le paiement fait référence.

La Ville remettra au commerçant un justificatif de paiement.

Tout commerçant abonné connaissant des difficultés de paiement doit en informer sans délai le service référent de la Ville. La Ville pourra, après étude du dossier, accorder à titre exceptionnel l'étalement de la redevance due en plusieurs paiements partiels.

La procédure de sanctions pour défaut de paiement pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés, dans le respect de la procédure contradictoire prévue à l'article 39 du présent règlement et selon l'échelle de sanction spécifique ci-dessous :

- Impayé d'un trimestre : avertissement ;
- Impayé de deux trimestres consécutifs : pas de retour autorisé sur le(s) marché(s) avant paiement des sommes dues ;
- Impayé de trois trimestres consécutifs : exclusion définitive des marchés et retrait de l'abonnement. Le retrait définitif de l'abonnement entraîne l'interdiction de débiller sur l'ensemble des marchés de la Ville.

En cas de travaux effectués sur les emplacements ou autre évènement, les commerçants abonnés devront les accepter quelle qu'en soit la durée et sans pouvoir prétendre à une indemnité pour perte d'exploitation.

35.2 - Paiement des commerçants journaliers

Le commerçant journalier admis au tirage au sort et placé sur le marché doit s'acquitter immédiatement du paiement de la redevance correspondante auprès des agents de la Ville habilités à cet effet. Un reçu de

paiement (ticket) sera remis immédiatement au commerçant.

Tout commerçant journalier qui refuse de s'acquitter de sa redevance fera l'objet d'une procédure de sanction, qui lui sera notifiée par courrier, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés :

- Premier constat : interdiction provisoire de se présenter au tirage au sort durant 1 mois.
- Second constat : interdiction provisoire de se présenter au tirage au sort durant 3 mois.
- Troisième constat : interdiction définitive de se présenter au tirage au sort pour l'ensemble des marchés de la Ville.

Seuls pourront réintégrer les marchés à l'issue d'une sanction d'interdiction provisoire, les commerçants s'étant acquittés de la redevance due. A défaut, la suspension sera automatiquement prolongée jusqu'au règlement de la redevance.

ARTICLE 36 – La fraude

Les fraudes de toute nature (notamment l'extension de métrage après le passage du placier) entraînent l'éviction immédiate du marché, outre les sanctions prévues à l'article 39 du présent règlement.

La remise de pourboire ou gratification aux agents municipaux, quel qu'en soit la nature et l'objet, est considéré comme tentative de corruption de fonctionnaire et sera poursuivie comme telle, en sus des sanctions prévues à l'article 39 du présent règlement.

ARTICLE 37- Application du règlement des marchés

Tout commerçant installé ou sollicitant une place sur les marchés, accepte sans recours ni restriction ou réserve toutes les clauses et conditions du présent règlement et doit se conformer aux prescriptions de la législation et de la réglementation relative à la tenue des marchés.

La police générale des marchés est du ressort de l'autorité municipale, ainsi qu'il résulte du Code Général des Collectivités Territoriales. Les commerçants sont ainsi tenus de se conformer aux indications et observations de l'administration municipale, notamment en premier ressort à celles du placier.

Ce dernier est susceptible de faire appel au besoin à l'intervention de la Police Municipale de la Ville.

Tout manquement au règlement ou comportement déviant pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article 39.

ARTICLE 38 - Résiliation et retrait de l'autorisation d'occuper un emplacement abonné

38.1- Résiliation par le titulaire

La résiliation se fait moyennant un préavis d'un mois franc démarrant à compter de la date de réception en mairie du courrier du titulaire.

38.2 - Retrait de l'autorisation par l'administration

Le retrait est prononcé sans délai dans le cas de disparition de l'existence légale de l'entreprise du titulaire (radiation du registre de commerce, des métiers ou des sociétés), du changement de statut sans l'accord préalable de la Commission Municipale des Marchés ou de condamnation pour crime ou délit de droit commun.

Dans le cas où le retrait intervient en application d'une délibération du Conseil Municipal décidant du transfert ou de la suppression des marchés, le retrait intervient à l'issue d'un délai d'un mois pour les marchés à compter de la délibération.

Dans les cas où s'appliquent les procédures de sanction visées à l'article 39, le retrait temporaire ou définitif se fait moyennant le respect d'un préavis de quinze jours francs à compter de la date de remise du courrier par la Ville (cachet de la poste faisant foi).

ARTICLE 39 – Sanctions disciplinaires

Le permissionnaire qui se serait rendu coupable d'infractions au présent règlement, de troubles à l'ordre public, ou qui n'obéit pas aux injonctions des agents habilités ou des agents de police, s'expose, outre les poursuites éventuelles pouvant être engagées contre lui devant les tribunaux, aux sanctions prononcées par le service en charge des marchés et dûment motivées en proportion avec la nature des faits et le caractère éventuellement récidiviste. Les conditions de mise en œuvre devront être conformes à la procédure contradictoire (détaillée ci-dessous) prévue par la loi du 12 avril 2000 (codifiée dans le code des relations entre le public et l'administration).

Les sanctions applicables aux commerçants abonnés sont de deux groupes :

- **Groupe 1 : sanctions sans passage en commission municipale des marchés**

- L'avertissement : le même commerçant ne peut recevoir plus d'un avertissement pour le même motif ;
- Les frais de gestion et de contrôle des infractions constatées en matière d'occupation du domaine public, sur la base d'un rapport des agents municipaux, dont le montant est fixé chaque année par le Conseil Municipal (délibération des tarifs) ;
- L'exclusion temporaire des marchés, pour une durée proportionnelle inférieure ou égale à un mois ; l'exclusion provisoire ne suspend pas le paiement de l'emplacement

- **Groupe 2 : sanctions avec passage en commission municipale des marchés**

- L'exclusion temporaire des marchés, pour une durée proportionnelle supérieure à un mois ; l'exclusion provisoire ne suspend pas le paiement de l'emplacement ;
- L'exclusion définitive des marchés et le retrait de l'abonnement. Le retrait définitif de l'abonnement entraîne l'interdiction de débiter sur l'ensemble des marchés de la Ville.

La Commission Municipale des Marchés sera informée des sanctions du 1^{er} groupe prononcées à l'encontre des commerçants (grille de sanctions en annexe 5).

Pour toute sanction, la procédure contradictoire suivante sera suivie :

- Envoi d'un courrier (recommandé avec accusé de réception ou remis en main propre contre récépissé) précisant le(s) fait(s) reproché(s), avec copie d'un éventuel constat/attestation de la situation, demandant au commerçant soit de régulariser la situation soit de faire valoir ses observations écrites et/ou orales dans un délai de 15 jours à compter de la réception du courrier ou de la date de sa 1^{ère} présentation dans le cas d'un recommandé. Il a la possibilité de se faire assister par un représentant des commerçants non sédentaires ou par toute autre personne de son choix ;
- Ce courrier pourra d'ores et déjà préciser la ou les sanctions auxquelles s'expose le commerçant (avertissement, frais de gestion et de contrôle des infractions, suspension et/ou retrait), indiquant qu'il s'agit du lancement de la procédure contradictoire préalable au prononcé d'une éventuelle sanction ;
- A défaut de réponse de l'intéressé ou d'explications suffisantes, la Ville prononcera la sanction la plus adéquate en fonction de la gravité des faits et de leur caractère éventuellement récidiviste.

En cas de non-respect d'un arrêté municipal ou d'une infraction à la réglementation en matière d'hygiène ou au code de l'Environnement, une sanction pénale pourra être mise en œuvre par la Police Municipale et/ou un agent assermenté.

ARTICLE 40 - Réduction des redevances

Si par suite de travaux ou de manifestations publiques, des commerçants abonnés se trouvaient momentanément privés de leur place, il pourra leur être attribué une place provisoire, suivant les disponibilités. Aucune indemnité ne leur sera attribuée par la Ville pour cette occasion.

Le commerçant dont la place serait définitivement supprimée pourra s'il le désire bénéficier d'un droit de place de priorité afin d'obtenir l'attribution d'une place sur un autre marché municipal, excepté le marché aux puces.

ARTICLE 41 – Redevances et sanctions disciplinaires

Dans le cas d'un retrait définitif de l'abonnement, la redevance reste due jusqu'à la date de ce retrait. La suspension temporaire ne dispense pas l'intéressé du règlement de droit de place dans les délais habituels.

ARTICLE 42 - Assurance et responsabilités

Le titulaire d'une autorisation d'emplacement de vente est seul responsable, tant envers la Ville de Montpellier qu'envers les tiers, de tout accident ou dommage de quelque nature que ce soit pouvant résulter de ses installations.

Le titulaire souscrita, à ses frais exclusifs, en conséquence des responsabilités qui pourraient lui incomber, des contrats d'assurances auprès de sociétés ou mutuelles d'assurances qui disposent des agréments administratifs relatifs aux branches concernées conformément au Code des assurances. Il devra pouvoir justifier de leur paiement chaque fois que la Ville en fera la demande.

Le titulaire et ses assureurs devront renoncer, dans la limite des prescriptions légales d'ordre public, à tout recours pour tout sinistre de quelque nature qu'il soit contre la Ville de Montpellier.

Le titulaire devra fournir annuellement la preuve qu'il est correctement assuré conformément à l'article 13, à défaut la procédure de sanctions pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés conformément à la procédure décrite à l'article 39 du présent règlement.

ARTICLE 43 – Sécurité

43.1 – Dégagement des axes de circulation

Conformément à l'Arrêté du 31/01/1986, relatif à la protection des bâtiments contre l'incendie, la largeur de voie totalement accessible sera d'au moins 3 mètres, voire 4 mètres, selon les cas prévus dans l'Arrêté. Aucun débordement lié aux store-bannes ou autres protections de matériels ne sera tolérée.

Les axes de circulation, pour l'accès des véhicules de secours et d'urgence devront être impérativement respectés (axial dégagé de 4 mètres), laissant ainsi un couloir « piétons et secours » complètement dégagé (sans mobilier urbain).

Pendant les heures d'ouverture du marché au public, les allées, les passages et les issues doivent toujours rester libres. Aucun dépôt de marchandises, emballages ou déchets ne sera toléré, aucune marchandise ne devra dépasser la limite des étals.

Les bouches d'incendie ou appareils de secours doivent rester visible et accessible. Il est interdit d'installer des étals ou de déposer des marchandises contre ou sur ces équipements

Il est formellement interdit d'utiliser les RIA pour tout autre usage que celui pour lequel ils sont destinés.

43.2 – Installations électriques des commerçants

Les commerçants désirant disposer d'énergie électrique pour leurs besoins strictement personnels doivent en faire la demande au service référent de la Ville.

Les demandes doivent désigner les équipements envisagés (éclairage et appareillages : nature, puissance unitaire, nombre, etc.).

Une priorité sera accordée aux commerçants vendant des denrées périssables pour le fonctionnement de leur moyen de conservation de leur marchandise, selon les dispositions réglementaires.

Tout branchement personnel des commerçants sur leur point de livraison sera réalisé à leurs frais et sous leur responsabilité, dans le respect des prescriptions indiquées. Il est toutefois interdit aux commerçants d'utiliser des groupes électrogènes lorsque l'emplacement n'est pas raccordable aux bornes d'alimentations

électriques présentes sur les marchés.

Les commerçants doivent brancher du matériel en bon état. Toute intervention en réparation consécutive au branchement d'un matériel en mauvais état sera à la charge du contrevenant.

Toutes les installations personnelles faites sans autorisation ou non conformes doivent être retirées ou modifiées (après autorisation municipale) selon le cas, après autorisation aux frais du commerçant concerné, dans un délai d'un mois maximum.

La procédure de sanction pour non-respect des règles de sécurité pourra être directement engagée, sans passage préalable par la Commission Municipale des Marchés dans les conditions définies à l'article 39 du présent règlement.

Section III - Commission Municipale des Marchés

ARTICLE 44 – Compétences

La commission émet un avis consultatif :

- pour tout projet de création, modification de marché de plein air
- sur le cahier des charges ou le règlement spécifique des marchés,
- en matière disciplinaire pour les cas expressément prévus à l'article 50.

ARTICLE 45 – Composition

45.1 - Composition en formation plénière :

La composition de la Commission Municipale des Marchés de la Ville de Montpellier en formation plénière est fixée comme suit :

Tronc commun pour les Halles et pour les Marchés

Président : Monsieur le Maire, en cas d'absence, est remplacé l'Adjoint délégué aux Halles et Marchés.

1) 6 représentants du Conseil Municipal de Montpellier (et 6 suppléants)

2) 1 représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier

3) Le président, ou son représentant désigné, du Syndicat professionnel concerné

Un collège de représentants des marchés

4) 4 représentants des marchés de plein air (désignés par le syndicat des Halles et Marchés ou par élection)

Un collège de représentants des halles

Les 4 membres représentants des halles n'ont pas de voix délibérative pour les affaires concernant les marchés.

Les membres suppléants ne sont appelés à siéger qu'en cas d'empêchement des membres titulaires.

Un membre de la commission empêché peut donner procuration (écrite) à un autre membre.

45.2 - Composition en formation disciplinaire :

La composition de la Commission Municipale des Marchés en formation disciplinaire est identique à celle en formation plénière. Les membres du collège des Halles ne sont pas invités pour les affaires concernant les marchés.

45.3 – Délégués de marchés :

Lorsque des affaires d'ordre général tenant à l'organisation d'un marché pour lequel il a reçu délégation sont abordées, le délégué du marché est convié à la Commission Municipale des Marchés sans voix délibérative.

ARTICLE 46 – Désignation des membres

Sur proposition de la Chambre du Commerce et de l'Industrie de Montpellier et des organismes représentatifs des commerçants des marchés de la Ville, le Maire de Montpellier procède à la désignation des membres de la Commission.

Des élections peuvent également être organisées par marché pour désigner les représentants des marchés de plein air et les délégués de marché. Dans ce cas spécifique, un arrêté municipal précise les conditions de l'élection.

Pour l'élection du collège des représentants et des délégués de marché, les candidats commerçants doivent respecter les conditions suivantes :

- Ne pas avoir fait l'objet de sanctions administratives dans les cinq dernières années,
- Être à jour des paiements,
- Être à jour dans la fourniture des documents administratifs mentionnés à l'article 13 du présent règlement,

Pour participer à l'élection, les électeurs doivent respecter les conditions suivantes :

- Ne pas avoir fait l'objet d'une exclusion supérieure à 3 mois pour manquement au présent règlement dans les deux dernières années,
- Être à jour des paiements,
- Être à jour dans la fourniture des documents administratifs mentionnés à l'article 13 du présent règlement.

La qualité de membre de la commission n'est pas attribuée à titre personnel mais au titre de représentant d'un organisme retenu par la Ville pour sa représentativité professionnelle.

S'il y a cessation de l'activité professionnelle ayant conduit à leur désignation, perte de fonction dans l'organisme représenté ou s'il y a demande de résiliation de cet organisme, il est mis fin de droit au mandat du ou des membres concernés.

Dans ces cas, il appartient à l'organisme de transmettre à la Ville de nouvelles propositions pour maintenir sa représentation à la commission.

Si les représentants désignés ou issus d'une élection font l'objet d'une sanction suffisamment importante pour manquement aux règles du présent règlement, ils perdent cette qualité.

ARTICLE 47 - Durée des mandats

La durée du mandat des membres du tronc commun ou des personnes appelées à leur succéder dans cette qualité correspond à celle des conseillers municipaux en fonction au moment de leur nomination.

La durée du mandat des représentants des commerçants (collège des halles et collège des marchés) est annuelle sauf cas spécifique d'organisation d'élection précisé par arrêté municipal.

ARTICLE 48 – Convocation des membres

Les membres de la commission sont réunis sur convocation de la Ville accompagné d'un ordre du jour adressée au moins cinq jours francs avant la date retenue pour leur réunion.

Cette convocation peut intervenir à l'initiative de la Ville ou sur la demande présentée par la moitié des membres portant sur un ordre du jour.

ARTICLE 49 - Délibérations de la Commission

49.1 - Condition de quorum

La commission ne peut valablement siéger que si le quorum, égal à la moitié des membres titulaires appelés à débattre, est atteint.

Lorsque le quorum n'est pas atteint sur un ordre du jour donné, la commission plénière ou en formation disciplinaire délibère valablement sans condition de quorum après une nouvelle convocation portant sur le même ordre du jour et spécifiant qu'aucun quorum ne sera exigé.

49.2 - Délibération de la Commission

Les membres de la commission ne peuvent prendre part aux délibérations lorsqu'ils ont un intérêt personnel à l'affaire qui en fait l'objet.

Les avis sont pris à la majorité des voix. Dans le cas d'un partage des voix, la voix du président est prépondérante.

49.3 - Procès-verbal

Le procès-verbal indique, le nom et la qualité des membres présents, les questions traitées au cours de la séance et le sens de chacune des déclarations. En outre, tout membre de la commission peut demander qu'il soit fait mention de son désaccord avec la majorité.

ARTICLE 50 - Commission disciplinaire

Les infractions au présent règlement, dûment constatées, par les commerçants participant aux marchés, donnent lieu à des sanctions (définies à l'article 39), lesquelles sont proportionnées aux manquements constatés.

50.1 – Les infractions pouvant aboutir à un passage devant la commission disciplinaire sont un manquement caractérisé au présent règlement, un récidivisme récalcitrant, un comportement agressif, injurieux, violent, diffamant, menaçant envers la clientèle, un autre commerçant, un agent de l'administration ou toute autre personne.

Lorsqu'une de ces infractions est constatée par la Ville ou, selon les cas, signalée par la victime ou un témoin, la procédure disciplinaire pouvant aboutir au passage devant la commission est définie comme suit :

- Envoi d'un courrier demandant au commerçant de s'expliquer sur l'infraction constatée/son comportement dans un délai de 15 jours. Ce délai peut être ramené à 8 jours si les faits avérés sont particulièrement graves et qu'il existe une menace pour la sécurité du site. Le commerçant sera entendu à sa demande par l'administration.

Cet envoi se fait par courrier recommandé avec accusé de réception (ou à défaut le courrier est notifié au commerçant contre récépissé). Le courrier précise les sanctions auxquelles s'expose le commerçant.

-A défaut de réponse dans le délai imparti, d'éléments de réponse insatisfaisants ou si les faits sont jugés suffisamment graves par l'administration, il peut être décidé de convoquer le commerçant devant la commission disciplinaire.

Tout témoignage devra prendre la forme de l'attestation de témoin (cerfa N°11527*03) conforme aux articles 200 à 203 du code de procédure civile et de l'article 441-7 du code pénal).

Lorsque la commission est saisie en matière disciplinaire, l'administration rassemble les éléments du dossier. Ces éléments sont communicables aux membres de la commission, à la personne concernée ou à son conseil à leur demande 5 jours francs au moins avant la tenue de la Commission des Marchés. La personne ainsi convoquée peut produire ses observations écrites et demander à ce que soit entendue toute personne susceptible d'apporter des éléments utiles à la bonne compréhension de l'affaire.

Dans le cadre de la procédure contradictoire, les deux parties devront se faire connaître mutuellement, au moins 5 jours francs avant la tenue de la Commission des Marchés, les moyens de fait sur lesquelles elles fondent leurs prétentions, les éléments de preuves qu'elles produisent et les moyens de droit qu'elles invoquent, afin que chacun soit à même d'organiser sa défense. Tout élément apporté en dehors de ce délai ne pourra être pris en compte.

50.2 - Absence du commerçant à la commission disciplinaire

La commission disciplinaire peut se tenir en l'absence du commerçant dûment convoqué si celui-ci

n'informe pas au préalable l'administration de son empêchement.

Si le commerçant informe l'administration qu'il ne peut être présent, pour raison valable, à la date de convocation, une nouvelle date de commission peut être définie.

Si cette deuxième date ne convient pas au commerçant, la commission peut se tenir en son absence.

50.3 - La commission disciplinaire délibère à huis-clos et peut décider des sanctions du groupe 2 définies à l'article 39 du présent règlement.

Le commerçant sera informé par Lettre Recommandée avec accusé de réception de la décision le concernant dans un délai de 7 jours suivant la commission disciplinaire.

Toute sanction prononcée est applicable après un préavis dont la durée est déterminée par la Commission en fonction de la gravité des faits.

ARTICLE 51 – Entrée en vigueur de l'arrêté

Le présent règlement entre en vigueur suite à son envoi en Préfecture et à sa date d'affichage.

ARTICLE 52 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire de Montpellier dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Montpellier (6, Rue Pitot, 34000 Montpellier) dans le délai de deux mois :

- à compter de la notification de l'arrêté ou de sa date d'affichage, ou
- à compter de la réponse de la Ville de Montpellier, si un recours gracieux a été préalablement déposé.

Montpellier, le 2 sept. 2021

Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Roger-Yannick CHARTIER

Publié le : 6 sept. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-165891-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 6 sept. 2021 - Réception en Préfecture : 6 sept. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Annexe 1 : Débits de boisson
- Annexe 2 : Liste des pièces à fournir pour l'obtention de l'autorisation de vente
- Annexe 3 : Demande d'abonnement
- Annexe 4 : Attestation d'hébergement
- Annexe 5 : Grille de sanctions
- Annexe 6 : RIB des marchés

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Commerce et Artisanat

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Mesures sanitaires applicables aux halles de la
Ville de Montpellier dans le cadre de la lutte
contre la propagation de la COVID-19**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **Vu** le Code Général de propriétés des personnes publiques ;
- **Vu** la loi n°2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire ;
- **Vu** la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- **Vu** le décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- **Vu** le décret n°2021-955 du 19 juillet 2021 modifiant le décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- **Vu** l'arrêté préfectoral n°2021.01.885 du 23 juillet 2021 réglementant le port du masque pour les personnes de onze ans et plus dans certaines zones et communes du département de l'Hérault ;
- **Vu** l'arrêté municipal n°VAR2021-0108 portant règlement général des halles de la Ville de Montpellier ;
- **Vu** l'arrêté n°VAR2020-0044 portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, 18^{ème} Adjoint au Maire, aux Commerces de proximité, à l'Artisanat et au Tourisme ;
- **Vu** la délibération n°V2020-001 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **Vu** la délibération du conseil municipal fixant les tarifs et droits de place de la Ville de Montpellier pour l'année en cours ;
- **Vu** l'avis de la commission municipale des halles réunie en séance le 7 décembre 2020 ;
- **Considérant** la prolongation du régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire, mis en place par la loi du 31 mai 2021 ;
- **Considérant** l'ensemble des mesures gouvernementales et préfectorales visant à éviter la propagation du virus Covid 19 ;
- **Considérant** le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ;
- **Considérant** les besoins de la population et les enjeux de santé publique ;
- **Considérant** qu'est nécessaire la mise en place d'une organisation et de contrôles de nature à garantir le respect des mesures d'hygiène et de distanciation physique, dites « barrières » ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°VAR2020-1030 à compter du 1^{er} août 2021.

ARTICLE 2 : Le port du masque est obligatoire dans toutes les halles pour les commerçants et toute personne pénétrant dans le périmètre de la halle ; il complète les règles de distanciation physique et de gestes barrières qui s'appliquent également.

L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus.

ARTICLE 3 : Des restrictions sanitaires complémentaires, y compris des limites de jauges, définies au niveau national ou conformément aux directives préfectorales, pourront être appliquées afin d'assurer la continuité des halles dans des conditions sanitaires optimales.

ARTICLE 4 : Durant l'ouverture de la halle, un gardien ou toute personne que le Maire aura dûment habilitée à cette fin, sera présent afin de s'assurer du respect des mesures d'hygiène et de distanciation physique, dites « barrières » définies au niveau national ou conformément aux directives préfectorales.

ARTICLE 5 : En cas de non-respect des règles sanitaires, le commerçant pourra faire l'objet d'une sanction disciplinaire prévue à l'article 18 du règlement général des halles, notamment le paiement de frais de gestion et de contrôle des infractions constatées en matière d'occupation du domaine public, sur la base d'un rapport des agents municipaux, dont le montant est fixé chaque année par le Conseil Municipal (délibération des tarifs).

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 7 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire de Montpellier dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Montpellier (6, Rue Pitot, 34000 Montpellier) dans le délai de deux mois :

- à compter de la notification de l'arrêté ou de sa date d'affichage, ou
- à compter de la réponse de la Ville de Montpellier, si un recours gracieux a été préalablement déposé.

Montpellier, le 6 sept. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Roger-Yannick CHARTIER

Publié le : 8 sept. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-165954-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 8 sept. 2021 - Réception en Préfecture : 8 sept. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Commerce et Artisanat

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Mesures sanitaires applicables aux marchés de la
Ville de Montpellier dans le cadre de la lutte
contre la propagation de la COVID-19**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **Vu** le Code Général de propriétés des personnes publiques ;
- **Vu** la loi n°2021-160 du 15 février 2021 prorogeant l'état d'urgence sanitaire ;
- **Vu** la loi n°2021-689 du 31 mai 2021 relative à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- **Vu** le décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- **Vu** le décret n°2021-955 du 19 juillet 2021 modifiant le décret n°2021-699 du 1^{er} juin 2021 prescrivant les mesures générales nécessaires à la gestion de la sortie de crise sanitaire ;
- **Vu** l'arrêté préfectoral n°2021.01.885 du 23 juillet 2021 réglementant le port du masque pour les personnes de onze ans et plus dans certaines zones et communes du département de l'Hérault ;
- **Vu** l'arrêté n°VAR2020-0044 portant délégation de fonction à Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, 18^{ème} Adjoint au Maire, aux Commerces de proximité, à l'Artisanat et au Tourisme ;
- **Vu** l'arrêté municipal n°VAR2021-0109 portant règlement général des marchés de la Ville de Montpellier ;
- **Vu** la délibération n°V2020-001 relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **Vu** la délibération du conseil municipal fixant les tarifs et droits de place de la Ville de Montpellier pour l'année en cours ;
- **Vu** l'avis de la commission municipale des marchés réunie en séance le 7 décembre 2020 ;
- **Considérant** la prolongation du régime de sortie de l'état d'urgence sanitaire, mis en place par la loi du 31

mai 2021 ;

- **Considérant** l'ensemble des mesures gouvernementales et préfectorales visant à éviter la propagation du virus Covid 19 ;
- **Considérant** le caractère pathogène et contagieux du virus SARS-Cov-2 ;
- **Considérant** les besoins de la population et les enjeux de santé publique ;
- **Considérant** qu'est nécessaire la mise en place d'une organisation et de contrôles de nature à garantir le respect des mesures d'hygiène et de distanciation physique, dites « barrières » ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le présent arrêté abroge et remplace l'arrêté n°VAR2020-1021 à compter du 1^{er} août 2021.

ARTICLE 2 : Concernant le tirage au sort, le nombre maximum de commerçants autorisés à débiller sur le marché Mosson le mardi et le vendredi est de 50.

Pour les autres marchés de plein air, les quotas fixés sur les arrêtés spécifiques à chaque marché s'appliquent.

ARTICLE 3 : Le marché Paysan du dimanche se tiendra sur la place du nombre d'or durant toute la durée de la crise sanitaire et jusqu'à nouvel ordre.

ARTICLE 4 : Le port du masque est obligatoire sur tous les marchés pour les commerçants et toute personne pénétrant dans le périmètre du marché ; il complète les règles de distanciation physique et de gestes barrières qui s'appliquent également.

Pour les commerçants journaliers, le port du masque obligatoire débute dès la présentation des papiers préalable au tirage au sort.

L'obligation du port du masque prévue au présent arrêté ne s'applique pas aux personnes en situation de handicap munies d'un certificat médical justifiant de cette dérogation et qui mettent en œuvre les mesures sanitaires de nature à prévenir la propagation du virus.

ARTICLE 5 : Des restrictions sanitaires complémentaires, y compris des limites de jauges, définies au niveau national ou conformément aux directives préfectorales, pourront être appliquées afin d'assurer la continuité des marchés dans des conditions sanitaires optimales.

ARTICLE 6 : Durant la tenue du marché, un placier ou toute personne que le Maire aura dûment habilitée à cette fin, sera présent afin de s'assurer du respect des mesures d'hygiène et de distanciation physique, dites « barrières » définies au niveau national ou conformément aux directives préfectorales.

ARTICLE 7 : En cas de non-respect des règles sanitaires, le commerçant journalier ou abonné pourra faire l'objet d'une sanction disciplinaire prévue respectivement à l'article 19 ou 39 du règlement général des marchés, notamment le paiement de frais de gestion et de contrôle des infractions constatées en matière d'occupation du domaine public, sur la base d'un rapport des agents municipaux, dont le montant est fixé chaque année par le Conseil Municipal (délibération des tarifs).

ARTICLE 8 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 9 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire de Montpellier dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage.

Un recours contentieux peut également être introduit devant le Tribunal administratif de Montpellier (6, Rue Pitot, 34000 Montpellier) dans le délai de deux mois :

- à compter de la notification de l'arrêté ou de sa date d'affichage, ou
- à compter de la réponse de la Ville de Montpellier, si un recours gracieux a été préalablement déposé.

Montpellier, le 6 sept. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Roger-Yannick CHARTIER

Publié le : 8 sept. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-165953-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 8 sept. 2021 -Réception en Préfecture : 8 sept. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Monsieur Eddine ARIZTEGUI
par Madame Radia TIKOUK
du 31 juillet au 26 août 2021 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Monsieur Eddine ARIZTEGUI, Adjoint délégué au Bien-être animal, du 31 juillet au 26 août 2021 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Madame Radia TIKOUK, Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction, du 31 juillet au 26 août 2021 inclus :

- au Bien-être animal, comprenant les domaines suivants :
 - Politique de l'animal en Ville : bien-être animal, politique de régulation et de contrôle sanitaire ;
 - Parc zoologique ;
 - Hôpital de la faune sauvage locale.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Madame Radia TIKOUK reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 3 août 2021
Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publié le : 3 août 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-166007-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 août 2021 -Réception en Préfecture : 3 août 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Suppléance de Monsieur Stéphane JOUAULT
par Madame Radia TIKOUK
du 16 au 22 août 2021 inclus**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-18, L. 2122-21, L. 2122-22, L. 2122-23 ;
- VU la loi n° 2001-1168 du 11 décembre 2001 ;
- VU le Code de la Commande publique ;
- VU l'élection du Maire et des Adjoints le 4 juillet 2020 ;
- VU la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 relative aux délégations consenties par le Conseil municipal à Monsieur le Maire ;
- **CONSIDERANT** l'absence de Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité, du 16 au 22 août 2021 inclus ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Madame Radia TIKOUK, Adjointe au Maire, officier d'état civil, reçoit délégation de fonction du 16 au 22 août 2021 inclus :

- à la Nature en ville et à la Biodiversité, comprenant les domaines suivants :
 - Développement durable ;
 - Entretien des espaces verts ;
 - Création de nouveaux espaces verts ;
 - Opération 50 000 arbres ;
 - Coulées vertes du Verdanson et de l'Aqueduc Saint-Clément ;
 - Végétalisation des quartiers ;
 - Préservation de la biodiversité urbaine.

ARTICLE 2 : Dans les domaines définis à l'article 1, Madame Radia TIKOUK reçoit :

- Délégation de signature pour tous les actes, conventions, courriers et documents administratifs à l'exception des délégations de signature confiées aux fonctionnaires dans son domaine de délégation ;
- Délégation de signature pour les décisions prévues à l'article L. 2122-22 du CGCT dans les conditions définies par la délibération n° 2020-005 du 4 juillet 2020 portant délégation du Conseil municipal au Maire. En ce qui concerne les marchés publics et accords-cadres, cette délégation s'applique aux décisions relatives aux procédures d'un montant supérieur ou égal à 40 000 € HT.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 3 août 2021
Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publié le : 3 août 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-166066-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 3 août 2021 - Réception en Préfecture : 3 août 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction des Relations aux Publics
Service Etat Civil**

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation d'officier d'état civil concernant
Madame Caroline DUFOIX le 11 septembre 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants, et les articles L. 2122-18, L. 2122-32, D.2122-4 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **CONSIDERANT** qu'aucun Adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 11 septembre 2021 de 14 heures à 17 heures ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Caroline DUFOIX, conseillère municipale, reçoit délégation de fonction d'officier d'état civil pour célébrer les mariages du samedi 11 septembre 2021 de 14 à 17 heures.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

**Montpellier, le 11 août 2021
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 11 août 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-166073-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 août 2021 - Réception en Préfecture : 11 août 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics
Service Etat Civil

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation d'officier d'état civil concernant
Madame Clare HART le 18 septembre 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants, et les articles L.2122-18, L.2122-32, D.2122-4 ;

- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;

- **CONSIDERANT** qu'aucun Adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 18 septembre 2021 de 14 heures à 17 heures ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Clare HART, conseillère municipale, reçoit délégation de fonction d'officier d'état civil pour célébrer les mariages du samedi 18 septembre 2021 de 14 à 17 heures.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 11 août 2021
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 11 août 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-166085-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 11 août 2021 - Réception en Préfecture : 11 août 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes**

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Arrêté d'interdiction d'accès aux berges du Lez ,
des activités de baignade et de consommation du
poisson issus du cours d'eau Le Lez
Année 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU le Code Pénal ;
- VU le Code de Procédure Pénale ;
- VU le Code de la Santé Publique ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le Règlement Sanitaire Départemental ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté de délégation confié à Monsieur Sébastien COTE, en charge de la protection des populations et de la tranquillité publique ;
- VU l'arrêté de suppléance de Monsieur Sébastien COTE par Madame Tasnime AKBARALY du 2 au 8 août 2021 inclus ;
- CONSIDERANT la suspicion de pollution détectée au sein du cours d'eau « Le Lez » due à la présence de cyanobactéries ;
- CONSIDERANT que les cyanobactéries, même en faible quantité peuvent se révéler toxiques ;
- CONSIDERANT qu'il appartient au Maire de prendre des mesures de prévention et de protection en matière de santé, de sécurité, d'hygiène et de salubrité publiques.

Arrête :

Article 1 : l'accès aux berges ainsi que les activités de baignade et consommation de poisson sont interdites pour le cours d'eau « Le Lez » sur l'ensemble du territoire de la commune.

Article 2 : Cette interdiction court jusqu'à l'abrogation du présent arrêté.

Article 3 : Les infractions constatées au présent arrêté seront poursuivies et réprimées conformément aux lois et règlements en vigueur.

Article 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 4 août 2021
Madame l'Adjointe au Maire

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 5 août 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-166312-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 5 août 2021 -Réception en Préfecture : 5 août 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégations de signature
Département Culture et Sports
(DCS)**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'organigramme du Département approuvé en Comité technique ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Le Département Culture et Sport (DCS) est composé des directions et du pôle suivant :

- Direction Culture et Patrimoine ;
- Pôle Sports et Jeunesse, lui-même composé de la Direction Sports et Jeunesse ;
- Direction du Parc du Lunaret.

Monsieur Fabrice MANUEL, Directeur Général Adjoint du Département Culture et Sport, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le département placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de son département.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Fabrice MANUEL, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE, responsable du pôle Sports et Jeunesse.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Fabrice MANUEL et de Madame Christel CELIE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services.

ARTICLE 2 : La direction Culture et Patrimoine est composée des services suivants :

- Coordination du spectacle vivant
- Archives municipales
- Administration

- Rayonnement et développement culturel
- Coordination des Lieux d'Arts et d'Histoire
- Cinéma, Audiovisuel, Industries culturelles et créatives

Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, directeur de la Culture et du Patrimoine, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Catherine VIDAL, Madame Christine FEUILLAS, Madame Carine BAUQUIER, Monsieur Julien PRADE, Madame Sophie MENANTEAU et au responsable du service Rayonnement et Développement culturel chacun pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, de Madame Catherine VIDAL, de Madame Christine FEUILLAS, de Madame Carine BAUQUIER, du responsable du service Rayonnement et Développement culturel, de Monsieur Julien PRADE et de Madame Sophie MENANTEAU, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU et de Monsieur Fabrice MANUEL, la délégation est accordée à Madame Christel CELIE.

ARTICLE 2-1 : Madame Catherine VIDAL, responsable du service Coordination du spectacle vivant, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Catherine VIDAL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Catherine VIDAL et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-2 : Madame Christine FEUILLAS, responsable du service Archives municipales, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Christine FEUILLAS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Christine FEUILLAS et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-3 : Madame Carine BAQUIER, responsable du service Administration, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Carine BAQUIER, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Carine BAQUIER et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-4 : Le responsable du service Rayonnement et Développement culturel, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Rayonnement et Développement culturel, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Rayonnement et Développement culturel et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-5 : Monsieur Julien PRADE, responsable du service Coordination Lieux d'Arts et d'Histoire, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Julien PRADE, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Julien PRADE et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 2-6 : Madame Sophie MENANTEAU, responsable du service Cinéma, Audiovisuel et Industries culturelles et créatives, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son

autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sophie MENANTEAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Jean-Louis SAUTREAU.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sophie MENANTEAU et de Monsieur Jean-Louis SAUTREAU, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3 : La direction Sports et Jeunesse (DSJ) est composée des services suivants :

- Sports
- Jeunesse

Le directeur des Sports et de la Jeunesse, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du directeur des Sports et de la Jeunesse, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Geneviève CHABBERT et Madame Fanie DUCHIER, chacune pour ce qui concerne son service respectif.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du directeur des Sports et de la Jeunesse, de Madame Geneviève CHABBERT et de Madame Fanie DUCHIER, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du directeur des Sports et de la Jeunesse, de Madame Geneviève CHABBERT, de Madame Fanie DUCHIER et de Madame Christel CELIE, chacun pour ce qui le concerne, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement du directeur des Sports et de la Jeunesse, la délégation est accordée à Madame Christel CELIE.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement du directeur des Sports et de la Jeunesse et de Madame Christel CELIE, la délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3-1 : Madame Geneviève CHABBERT, responsable du service Sports, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Geneviève CHABBERT, la délégation ci-dessus est accordée au directeur des Sports et de la Jeunesse.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Geneviève CHABBERT et du directeur des Sports et de la Jeunesse, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Geneviève CHABBERT, du directeur des Sports et de la Jeunesse et de Madame Christel CELIE, la délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 3-2 : Madame Fanie DUCHIER, responsable du service Jeunesse, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Fanie DUCHIER, la délégation ci-dessus est accordée au directeur des Sports et de la Jeunesse.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Fanie DUCHIER et du directeur des Sports et de la Jeunesse, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Christel CELIE.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Fanie DUCHIER, du directeur des Sports et de la Jeunesse et de Madame Christel CELIE, la délégation est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 4 : La direction du Parc du Lunaret est composée des services suivants :

- Administration ;
- Service pédagogique ;
- Accueil et Surveillance ;
- Service technique ;
- Service animalier.

Monsieur Luc GOMEL, directeur du Parc du Lunaret, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commande quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc GOMEL, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur David GOMIS, directeur zoologique, et Madame Lisa LACROIX, directrice technique.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Luc GOMEL, de Monsieur David GOMIS et de Madame Lisa LACROIX, la délégation est accordée à Fabrice MANUEL.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Luc GOMEL, de Monsieur David GOMIS, de Madame Lisa LACROIX et de Monsieur Fabrice MANUEL, la délégation est accordée à Madame Christel CELIE.

ARTICLE 4-1 : Madame Véronique PAPAY, responsable du service Administration, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Véronique PAPAY, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur David GOMIS ou Madame Lisa LACROIX.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Véronique PAPAY, de Monsieur David GOMIS, de Madame Lisa LACROIX et de Monsieur Luc GOMEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 4-2 : Madame Julie Anna VERDOUX, responsable du service Pédagogique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Julie Anna VERDOUX, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur David GOMIS ou Madame Lisa LACROIX.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Julie Anna VERDOUX, de Monsieur David GOMIS, de Madame Lisa LACROIX et de Monsieur Luc GOMEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 4-3 : Monsieur Thomas LOPEZ, responsable du service Accueil et Surveillance, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Thomas LOPEZ, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur David GOMIS ou Madame Lisa LACROIX.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Thomas LOPEZ, de Monsieur David GOMIS, de Madame Lisa LACROIX et de Monsieur Luc GOMEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 4-4 : Madame Marie-Amandine CUARTERO, responsable du service Technique, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Marie-Amandine CUARTERO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur David GOMIS ou Madame Lisa LACROIX.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Marie-Amandine CUARTERO, de Monsieur David GOMIS, de Madame Lisa LACROIX et de Monsieur Luc GOMEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 4-5 : Monsieur Baptiste CHENET, responsable du service Animalier, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Baptiste CHENET, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur David GOMIS ou Madame Lisa LACROIX.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Monsieur Baptiste CHENET, de Monsieur David GOMIS, de Madame Lisa LACROIX et de Monsieur Luc GOMEL, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Fabrice MANUEL.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 août 2021
Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publié le : 16 août 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-166484A-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 16 août 2021 -Réception en Préfecture : 16 août 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Commerce et Artisanat

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Commerce et Artisanat
Commission Municipale
des Halles et Marchés
Désignation des Membres
Modification
Abroge et remplace l'arrêté N° VAR 2020-0958 du
20 Août 2020

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- Vu la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2122-21, L 2212-1, L 2212-2 et L 2224-18 ;
- Vu le Code Général de propriétés des personnes publiques ;
- Vu l'arrêté municipal du 30 janvier 2017 N°2017/0310/T/R portant sur la « *Règlementation Générale des Marchés* »;
- Vu la délibération N° V2020-076 du 30 juillet 2020 portant désignation des élus municipaux appelés à siéger à la Commission Municipale des Halles et Marchés ;
- Vu le courrier transmis par le président du syndicat des Commerçants des Halles et Marchés de Montpellier et sa région en date du 28 juin 2021 qui porte modification de la désignation des représentants des commerçants des Halles Laissac ;

Arrête :

Article 1 : La composition de la Commission Municipale des Halles et des Marchés est désormais fixée

comme suit :

Président :

Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire de Montpellier

En cas d'empêchement Monsieur le Maire est remplacé par Monsieur Roger-Yannick CHARTIER, adjoint au Maire, délégué aux Halles et Marchés.

Les élus du Conseil Municipal de Montpellier :

Membres titulaires :

Monsieur Roger Yanick CHARTIER, Adjoint au Maire

Monsieur Boris BELLANGER, Adjoint au Maire

Madame Véronique BRUNET, Adjointe au Maire

Madame Nicole MARIN KHOURY, Adjointe au Maire

Monsieur Mustapha LAOUKIRI, Adjoint au Maire

Madame Caroline DUFOIX, Conseillère municipale

Membres suppléants :

Monsieur Sébastien COTE, Adjoint au Maire

Madame Hind EMAD, Conseillère Municipale

Madame Clara GIMENEZ, Conseillère Municipale

Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint au Maire

Madame Catherine RIBOT, Conseillère Municipale

Madame Radia TIKOUK, Adjointe au Maire

Le Représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier :

Monsieur Marc SENTOURENS, Représentant de la Chambre de Commerce et d'Industrie.

Le Président du Syndicat des Halles et Marchés ou son représentant :

Monsieur Jean Pierre TOUCHAT, Président du Syndicat des Commerçants des Halles et Marchés de Montpellier et sa région.

Monsieur Didier ROUAUD, membre suppléant

Le collège des Représentants des Commerçants des Halles

- Halles 4 Saisons : Monsieur Stéphane GAYRAUD, titulaire
- Halles 4 Saisons : Monsieur Francis DELAIR, suppléant
- Halles Jacques Cœur : Monsieur David DOTELE, titulaire
- Halles Castellane : Monsieur Matthieu SARRAIL, titulaire
- Halles Castellane : Monsieur Stéphane PECQUEUR, suppléant
- Halles Laissac : Monsieur Hervé LANDA, titulaire
- Halles Laissac : Monsieur Dylan ALBARRAN, suppléant

Le collège des Représentants des Commerçants des Marchés de plein air :

- Marché Plan Cabanes : Monsieur Thierry ALMES, titulaire
- Marché Comédie : Monsieur Didier ROUAUD, titulaire
- Marché TASTAVIN : Monsieur Jean Pierre MEIGNAL, titulaire
- Marché des Arceaux : Monsieur Benjamin JOURDAN, titulaire
- Marché des Arceaux : Monsieur Jérémie BOUBY, suppléant

Article 2 : Cet arrêté abroge et remplace l'arrêté N° VAR2020/0958 du 20 Août 2020.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 18 août 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Roger-Yannick CHARTIER

Publié le : 19 août 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-166572-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 19 août 2021 - Réception en Préfecture : 19 août 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation de signature
Personnel municipal
Direction de l'Urbanisme Appliqué
Service Droit des Sols Montpellier
Instructeurs de permis et de déclarations**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU l'article L.423-1 du Code de l'urbanisme ;
- VU l'élection du Maire et des Adjoints en date du 4 juillet 2020 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Mesdames Sylvie ANTRESANGLE, Emilie BLANCHET, Christine CAUMETTE, Marie-Laure GUERRA, Stéphanie HARO, Sophie REVERBEL, Myriam SALA, Sylvie SALTEL-TRESCARTES, Antonia VICTOOR et Messieurs Sylvain HERRERO, Jean-Marie MORTIER, Victorien PETIT, Sébastien TEISSONNIERE, fonctionnaires territoriaux et instructeurs de permis et de déclarations, service Droit des Sols, reçoivent délégation de signature pour les documents relatifs à l'instruction des demandes d'autorisation ou de déclaration (courriers de demande de pièces complémentaires relatives aux autorisations d'occupation des sols, courriers de notification ou de modification des délais d'instruction relatifs aux autorisations d'occupation des sols, tous les autres documents dans le cadre de l'instruction des autorisations d'occupation des sols à l'exception des décisions).

ARTICLE 2 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté est abrogée.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 16 août 2021
Madame la Première Adjointe

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publié le : 16 août 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-166827A-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 16 août 2021 -Réception en Préfecture : 16 août 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation de signature
Personnel municipal
Direction de l'Urbanisme Appliqué
Service Droit des Sols Montpellier**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU l'article L. 423-1 du Code de l'urbanisme ;
- VU l'élection du Maire et des Adjoints en date du 4 juillet 2020 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Mesdames Catherine ARACIL, Charlotte CABASSUT, Françoise DALLE, Cathy ERVERA, Agnès GAUD, Andréa MUDARD, Hayet NAILI, Françoise NGUYEN, Marlène TRUNTZER et Monsieur Sébastien TEISSONNIERE, fonctionnaires territoriaux au service Droit des Sols, reçoivent délégation de fonction pour la signature des récépissés de dépôt des dossiers de demande d'autorisation d'urbanisme enregistrés à Montpellier.

ARTICLE 2 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté est abrogée.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 16 août 2021
Madame la Première Adjointe**

Signé.

Fanny DOMBRE-COSTE

Publié le : 16 août 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-166829A-AR-1-1

Acte certifié exécutoire – Envoi Préfecture : 16 août 2021 -Réception en Préfecture : 16 août 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction des Relations aux Publics
Service Etat Civil

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation d'officier d'état civil concernant
Monsieur Yvan NOSBE le 4 septembre 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants, et les articles L.2122-18, L.2122-32, D.2122-4 ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **CONSIDERANT** qu'aucun Adjoint ne pourra assurer les célébrations de mariage du samedi 04 septembre 2021 de 14 heures à 17 heures ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Yvan NOSBE, conseiller municipal, reçoit délégation de fonction d'officier d'état civil pour célébrer les mariages du samedi 4 septembre 2021 de 14 à 17 heures.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 16 août 2021
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 16 août 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-167804-AR-1-1
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 16 août 2021 - Réception en Préfecture : 16 août 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier

Délégations de signature **Direction Générale des Services**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L. 2122-19 ;
- VU l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire en date du 4 juillet 2020 ;
- VU les arrêtés relatifs aux délégations de signature consenties à l'administration ;
- **CONSIDERANT** la période transitoire relative à la mise en place de la nouvelle organisation administrative de la collectivité ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La Direction Générale des Services est composée des départements, pôles, missions et directions suivants :

- Département Proximité et Modernisation de l'Action Publique ;
 - Département Réussite Educative et Patrimoine Immobilier ;
 - Département Solidarité et Vivre ensemble ;
 - Département Développement et Aménagement Durables du Territoire ;
 - Département Administration générale et Finances ;
 - Département Culture et Sport ;
 - Département Services Publics de l'Environnement et des Transports ;
 - Département Développement Economique, Emploi et Insertion ;
 - Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales ;
- au sein de chacun desquels les délégations de signature sont organisées par un arrêté ad hoc.

Lui sont rattachées en direct les missions et directions suivantes :

- Mission Grand Cœur ;
- Mission Coordination Interne et Vie de l'Intercommunalité ;
- Direction du Contrôle de Gestion Externe.

Par dérogation aux délégations de fonctions consenties aux adjoints et aux conseillers municipaux, Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des services de la Ville sous son autorité, délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions au sens de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales et arrêtés du Maire.

Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des services de la Ville placés sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de ses départements, missions et directions ;
- Délégation de signature pour l'ensemble des courriers et documents pris pour la préparation et l'exécution des délibérations, décisions au sens de l'article L. 2122-22 du Code général des collectivités territoriales et arrêtés du Maire ;
- Délégation de signature pour l'ensemble des décisions individuelles favorables ou défavorables prises en réponse à la demande d'un agent de la ville ou d'un usager ;
- En matière de ressources humaines, délégation pour l'ensemble des courriers et documents relatifs à la gestion du personnel municipal ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres, délégation de signature pour les bons de commandes quel qu'en soit le montant, en cas d'absence ou d'empêchement successifs des directeurs et directeurs de département ;
- Délégation de signature pour la délivrance des expéditions du registre des délibérations et des arrêtés municipaux, la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet, la légalisation des signatures, dans les conditions prévues dans l'article L 2122-30 du Code général des collectivités territoriales ;
- Délégation de fonction pour la réception des déclarations de naissance, de décès, d'enfants sans vie, de reconnaissance d'enfants, de déclaration parentale conjointe de changement de nom de l'enfant, du consentement de l'enfant à son changement de nom, pour la transcription, la mention en marge de tous actes ou jugements sur les registres d'Etat Civil, de même que pour dresser tous actes relatifs aux susdites déclarations et pourra valablement délivrer toutes copies ou extraits enregistrés à Montpellier.

Délégation est attribuée à Monsieur Olivier NYS à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de la Ville, comprenant notamment :

- les bordereaux de titres et de mandats et les bordereaux d'annulation de titres et de mandats, les rectifications apportées aux factures et aux mandats ;
- les certificats administratifs relatifs aux opérations non budgétaires retracées dans la comptabilité patrimoniale ;
- les documents relatifs à la paie et aux charges du personnel ;
- les admissions en non-valeur ;
- les états de poursuite par voie de saisie des redevables ;
- les arrêtés de compte de fin d'exercice et les certifications conformes de la comptabilité du trésorier principal municipal retracée dans le compte de gestion, les états de reste à réaliser et l'état des dépenses engagées non mandatées.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier NYS, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Délégué.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier NYS, la délégation est accordée à Monsieur Olivier MERLIAUD, Directeur Général Délégué, et en cas d'absence ou d'empêchement de ce dernier, à Monsieur Vincent DOMEIZEL, directeur des finances.

En cas d'intérim de Monsieur Olivier NYS, l'ensemble des délégations ci-dessus sont accordées au délégataire désigné par arrêté.

ARTICLE 2 : La Mission Grand Cœur est composée des services suivants :

- Accueil Communication Espace public
- Patrimoine

Madame Silvia FERRO, directrice de la Mission Grand Cœur, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Silvia FERRO, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à Madame Sarah HAAS, directrice adjointe.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Silvia FERRO et de Madame Sarah HAAS, les délégations ci-dessus (à l'exception de celle relative à la signature des bons de commande) sont accordées à chacun des responsables de service de la direction en ce qui le concerne.

En ce qui concerne la signature des bons de commande, en cas d'absence ou d'empêchement de Madame Silvia FERRO, la délégation est accordée à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 2-1 : Madame Sarah HAAS, directrice adjointe, responsable du service Accueil Communication Espace public, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Sarah HAAS, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Silvia FERRO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de Madame Sarah HAAS et de Madame Silvia FERRO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 2-2 : Le responsable du service Patrimoine reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour le service placé sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante de son service ;
- En matière financière, délégation de signature pour la certification de la conformité et de l'exactitude des pièces justificatives (service fait) produites à l'appui des mandats de paiement quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement du responsable du service Patrimoine, la délégation ci-dessus est accordée à Madame Silvia FERRO.

En cas d'absence ou d'empêchement concomitants du responsable du service Patrimoine et de Madame Silvia FERRO, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 3 : Madame Florence TISSEYRE, directrice de la Mission Coordination interne et Vie de l'Intercommunalité, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la mission placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa mission ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa mission :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Florence TISSEYRE, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 4 : Madame Caroline KNAPP-LUQUET, directrice du Contrôle de Gestion Externe, reçoit sous ma surveillance et ma responsabilité, pour la direction placée sous son autorité :

- Délégation de signature pour tous les documents relevant de la gestion courante (courriers de réponse aux usagers, dépôts de plainte, courriers internes...) de sa direction ;
- En matière de marchés publics et accords-cadres relevant de sa direction :
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (en ce compris notamment l'autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est inférieur à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour tous les actes de préparation, de passation (hors autorisation de signature), exécution et règlement relatifs aux procédures dont le montant (modifications éventuelles incluses) est supérieur ou égal à 40 000 € HT ;
 - délégation de signature pour les ordres de services et bons de commandes quel qu'en soit le montant.

En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Caroline KNAPP-LUQUET, les délégations ci-dessus sont accordées à Monsieur Olivier NYS.

ARTICLE 5 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté et toutes dispositions contraires à celui-ci sont abrogées.

ARTICLE 6 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 9 sept. 2021
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 9 sept. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-167976-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 9 sept. 2021 - Réception en Préfecture : 9 sept. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction de l'Enfance
Service Politique Petite Enfance et Prospective

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Arrêté portant sur l'établissement d'accueil
régulier collectif et familial municipal
JOSEPHINE BAKER**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU le Code de la Santé Publique, notamment les articles L2324-1 à L2324-4 et R 2324-16 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté municipal de Madame Tasnime AKBARALY, Adjointe au Maire, Déléguée à la Petite Enfance et à l'Enfant dans la Ville ;
- VU l'arrêté n°2535/170-2012 du 8 novembre 2012 autorisant l'ouverture au public de l'établissement d'accueil régulier collectif et familial « Joséphine Baker » ;
- VU la délibération n°2015/321 du 23 juillet 2015 confiant la gestion de la crèche municipale « Joséphine Baker » à la société « People & Baby » dans le cadre d'une délégation de service public ;
- VU l'avis technique délivré par la Direction de la Protection Maternelle Infantile du Conseil Départemental en date du 16 juillet 2021 ;

CONSIDERANT :

- que la gestion en délégation de service public de la crèche « Joséphine Baker » par la société « People & Baby » nécessite un changement de personnel au sein de la Direction de la crèche.

ARRETE

ARTICLE 1 : L'établissement d'accueil régulier collectif et familial municipal « Joséphine Baker » est autorisé à fonctionner à compter du 26 juillet 2021 dans les locaux situés 164 rue Jean Prat – 34070 Montpellier, pour une capacité d'accueil de 69 places :

- 55 places en accueil collectif régulier du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30 pour des enfants âgés de 10 semaines à 3 ans révolus ;
- 5 places en accueil collectif occasionnel du lundi au vendredi de 7h30 à 18h30 pour des enfants âgés de 10 semaines à 3 ans révolus ;
- 9 places en accueil familial lundi au vendredi de 7h30 à 18h30 pour des enfants âgés de 10 semaines à 3 ans révolus.

Conformément à l'article R.2324-27 du code de la santé publique, des enfants peuvent être accueillis en surnombre certains jours de la semaine à hauteur de 20%, à condition que la moyenne hebdomadaire du taux d'occupation n'excède pas 100% de la capacité d'accueil figurant dans le présent arrêté, que les conditions d'accueil garantissent la santé, la sécurité, le bien-être et le développement des enfants et que les taux d'encadrement des enfants soient respectés.

ARTICLE 2 : La direction de la structure est assurée par Madame Elodie DIOP, infirmière puéricultrice diplômée d'Etat.

La fonction de directrice adjointe est assurée par Madame Ismahane BOUALI, infirmière puéricultrice diplômée d'Etat.

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services, Monsieur le Directeur Général Adjoint des Services, Madame la Directrice de la Direction Enfance, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 6 sept. 2021
Madame l'Adjointe au Maire**

Signé.

Tasnime AKBARALY

Publié le : 8 sept. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-169441-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 8 sept. 2021 -Réception en Préfecture : 8 sept. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Délégation de signature
Direction Générale des Services

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales ;
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires ;
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;
- VU la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire ;
- VU la délibération d'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire, en date du 4 juillet 2020 ;
- **CONSIDERANT** qu'à compter du 30 août 2021, les agents territoriaux, quel que soit leur cadre d'emplois, intervenant dans les établissements et services soumis à l'obligation soit de vaccination soit de présentation d'un pass sanitaire lorsque leur activité se déroule dans les espaces et aux heures où ils sont accessibles au public, sauf intervention d'urgence devront également présenter un pass valide ;
- **CONSIDERANT** qu'en cas de non-respect des dispositions de la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire et à défaut de mobiliser des jours de congé, l'agent est suspendu le jour même par son employeur ;
- **CONSIDERANT** que la décision de suspension n'est pas une sanction disciplinaire mais une mesure prise dans l'intérêt du service pour des raisons d'ordre public afin de protéger la santé des personnes ;
- **CONSIDERANT** que la suspension est effective tant que l'agent ne justifie pas d'un pass sanitaire valide et prendra fin dans tous les cas au 15 novembre 2021, échéance prévue par la loi du 5 août 2021 ;
- **CONSIDERANT** que la suspension entraîne l'interruption du versement de la rémunération de l'agent et s'applique au traitement indiciaire brut, à ses accessoires (indemnité de résidence et supplément familiale de traitement) ainsi qu'aux primes et indemnités de toute nature ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Monsieur Olivier NYS, Directeur Général des Services, reçoit, sous ma surveillance et ma responsabilité, pour l'ensemble des services de la Ville de Montpellier sous son autorité, délégation de signature pour les arrêtés de suspension des agents pour non-respect des dispositions la loi n° 2021-1040 du 5 août 2021 relative à la gestion de la crise sanitaire.

En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Olivier NYS, la délégation ci-dessus est accordée à Monsieur Benoit ZENOU, Directeur du Pôle Ressources Humaines et Relations Sociales.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Madame la Trésorière Principale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 24 août 2021
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 24 août 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-169516-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 24 août 2021 -Réception en Préfecture : 24 août 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

ANTIGONE DES ASSOCIATIONS
Dimanche 12 septembre 2021
Ordre Public

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU le Code de la Sécurité Intérieure et notamment les articles L511-1 et L512 -4 à L512-7 ;
- VU le Code Pénal et notamment l'article 446-1 et l'article 610-5 ;
- VU le Code de la Voirie Routière et notamment les articles L111-1, L113-2 et R116-2-3° ;
- VU le Règlement de Voirie adopté par délibération du Conseil municipal du 7 Novembre 1983 et notamment les articles 45-46 et 66 ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 04 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté municipal n° 711/2002 du 06 août 2002 relatif à la réglementation des commerces non sédentaires ;
- VU l'arrêté municipal n° VAR 2021-0050 du 30 avril 2021 relatif à la Tranquillité Publique ;
- VU l'arrêté municipal donnant délégation de signature à Monsieur Sébastien COTE, Adjoint délégué à de la protection des populations et à la tranquillité publique ;
- **CONSIDERANT** qu'il appartient au Maire de garantir la liberté d'aller et venir de ses administrés et la commodité du passage dans les rues ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes mesures utiles à la garantie de la sécurité du public et au bon ordre public ;
- **CONSIDERANT** le nombreux public attendu à l'occasion de « l'Antigone des Associations », qui aura lieu le dimanche 12 Septembre 2021, dans le quartier Antigone ;

- **CONSIDERANT** que cette manifestation se tenant dans un périmètre restreint, nécessite des mesures particulières de restrictions de vente et consommation d'alcool afin que la Tranquillité et la Sécurité publiques y soient assurées ;
- **CONSIDERANT** qu'il importe, en outre, de rappeler la réglementation de l'exercice du commerce ambulant afin d'assurer la liberté de circulation dans le périmètre délimité et la sécurité du public ;
- **CONSIDERANT** la vigilance rappelée par le plan Vigipirate à l'occasion des événements accueillant un large public ;

Arrête :

Article 1er :

Sont interdits, le dimanche 12 septembre 2021, à partir de 07h00 et jusqu'à 20h00 :

- La vente et le transport de boissons conditionnées dans des récipients en verre,
- La consommation et le transport de toutes boissons alcoolisées,
- L'installation et l'exploitation de commerces ambulants non autorisés,
- La vente de boissons alcoolisées à emporter sauf pour les établissements dûment autorisés,
- La vente, l'utilisation et le transport de produits inflammables dans des récipients transportables.

dans le périmètre délimité par les voies, places et secteurs suivants (inclus dans le périmètre) :

Rue Bastion Ventadour, Boulevard Antigone, Boulevard Aéroport International, Rue Poséidon, Carrefour de l'Aéroport International, Avenue du Pirée jusqu'au Pont Juvénal, Avenue Jacques Cartier, Avenue Samuel Champlain, Allée du Nouveau Monde, Place Olympie.

Un plan présentant le périmètre d'application de l'acte administratif est annexé au présent arrêté.

Article 2 :

M. le Directeur Général des Services de la Mairie de Montpellier et M. le Directeur Départemental de la Sécurité Publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 2 sept. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Sébastien COTE

Publié le : 2 sept. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-169865-AR-1-1
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 2 sept. 2021 - Réception en Préfecture : 2 sept. 2021

Liste des annexes transmises en préfecture:

- Plan périmètre Antigone des Associations 2021.pdf

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Ressources Communes

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Arrêté autorisant l'accès aux berges du Lez,
les activités de baignade et de consommation
du poisson issu du cours d'eau "le Lez"
Abrogation de l'arrêté n° VAR 2021-0117**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU le Code Pénal ;
- VU le Code de Procédure Pénale ;
- VU le Code de la Santé Publique ;
- VU le Code de l'Environnement ;
- VU le Règlement Sanitaire Départemental ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU l'arrêté de délégation confié à Monsieur Sébastien COTE, en charge de la protection de la population et de la tranquillité publique ;
- VU l'arrêté Municipal n° VAR 2021-0117 du 4 août 2021 d'interdiction d'accès aux berges du Lez, des activités de baignade et de consommation du poisson issu du cours d'eau « le Lez » ;
- **CONSIDERANT** des prévisions météorologiques « favorables » avec des températures conformes à la saison et une absence de précipitations ;
- **CONSIDERANT** les rapports d'analyse en date du 24 août 2021 qui concluent à l'absence de risques liés à la présence de cyanobactéries dans les eaux du Lez.

Arrête :

Article 1 : l'arrêté municipal n° VAR 2021-0117 du 4 août 2021 d'interdiction d'accès aux berges du Lez, des activités de baignade et de consommation du poisson issu du cours d'eau « le Lez » sur l'ensemble du territoire de la commune est abrogé.

Article 2 : L'accès aux berges, les activités de baignade et de consommation du poisson issu du cours d'eau peuvent reprendre à compter du 6 Septembre 2021.

Article 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 2 sept. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Sébastien COTE

Publié le : 2 sept. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-169887-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 2 sept. 2021 - Réception en Préfecture : 2 sept. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Secrétariat Général
Service des Assemblées et Vie des Institutions

**Extrait du registre des
arrêts de la Mairie de
Montpellier**

**Arrêté de délégation de signature
Personnel Municipal
Direction des Relations aux Publics
Service Vie Quotidienne**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et plus particulièrement les articles L. 2122-10 et L.2122-32 ;
- VU l'élection du Maire le 4 juillet 2020 ;

ARRETE

ARTICLE 1 : Mesdames Annie Michèle ABENG NGOUMOU AVOMO, Fatiha ATMANI, Rachida BACHRAOUI, Martine BARNABE, Raharma BELDJILALI, Aziza BOUADI, Marie-Louise BOUAKIRA, Marie-Isabelle CARRIERE, Marie CERSOSIMO, Sandrine CONCHIN, Mylène CONDAMINE, Isabelle CORRAL, Nancy DELTOUR, Yamina DJEMMAL, Malaurie DONZELOT, Najlaa DOUKKAR, Catherine DUPONT, Nadia EL FEKRI, Fatima EL MAZGHI, Caroline FAUROUS, Nathalie FERNANDEZ, Armelle FUSBERTI, Marie GIMENO, Nora HOCINE, Rahmouna HUSSAIN, Ayse KULTUR, Fabienne LE DRAOULLEC, Alexandra LEPRINCE, Audrey Aline MALRIC-SAHLI, Melika M'DETT, Magali MOSTAFA, Caroline MURAT, Sabrina NASRI, Malika NEDROMI, Christelle OUASSOU BONNET, Cécile PARGUEL, Valérie PIRES DE ARAUJO, Sophie POUPET-DAMERDJI, Sarah RANC, Isabelle REIGNIER, Nathalie RIVES, Nassira ROQUES, Nadia SAHLI, Sabine SEVERAC, Latifa TALEB, Priscilla TERME, Nawelle TOUATI SEMAIL, Laura VANNINI et Messieurs Pascal BERTHALON, Brice BOUAKIRA, Mohamed BOURAS, Mounir SAHLI, fonctionnaires territoriaux au Service Vie Quotidienne, reçoivent délégation de signature pour la certification matérielle et conforme des pièces et documents présentés à cet effet et, dans les conditions prévues à l'article L. 2122-30, la légalisation des signatures.

ARTICLE 2 : Les agents mentionnés ci-dessus, fonctionnaires territoriaux au Service Vie Quotidienne, reçoivent délégation de fonction pour la délivrance de toutes copies, extraits, enregistrés à Montpellier ainsi que pour les légalisations de signature d'usagers domiciliés à Montpellier et la certification conforme de copies de document.

ARTICLE 3 : Toute délégation de signature antérieure au présent arrêté est abrogée.

ARTICLE 4 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

Montpellier, le 24 sept. 2021

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 24 sept. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-170076-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 24 sept. 2021 - Réception en Préfecture : 24 sept. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Relations aux Publics
Service Etat Civil**

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Délégation d'officier d'état civil concernant
Madame Nadia AKIL le 6 novembre 2021**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants, et les articles L.2122-18, L.2122-32, D.2122-4 ;

- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;

- **CONSIDERANT** qu'aucun Adjoint ne pourra assurer la célébration du mariage du samedi 06 novembre 2021 à 11 heures 20.

ARRETE

ARTICLE 1 : Madame Nadia AKIL, conseillère municipale, reçoit délégation de fonction d'officier d'état civil pour célébrer le mariage du samedi 06 novembre 2021 à 11 heures 20.

ARTICLE 2 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise au Procureur de la République.

**Montpellier, le 20 sept. 2021
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 20 sept. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-170572-AR-1-1
Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 20 sept. 2021 - Réception en Préfecture : 20 sept. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Sécurité Civile

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Activation du Plan Communal de Sauvegarde de la ville de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L2212-2 et L2212-4 concernant les pouvoirs de Police du maire ;
- **VU** le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L731-3 et le décret d'application n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au Plan Communal de Sauvegarde ;
- **VU** le Plan Communal de Sauvegarde de la commune entré en application par arrêté municipal n°2016/4845/T/R du 06 décembre 2016 ;
- **CONSIDERANT** les circonstances revêtant un caractère exceptionnel d'un événement pluvio-orageux pour le début d'après-midi du vendredi 03/09/2021, pouvant présenter un risque d'inondation sur la commune de Montpellier. Le cumul des pluies est estimé à 45 mm localement sur la durée de l'épisode, avec des intensités potentiellement fortes (les cellules orageuses pouvant se révéler peu mobiles). Météo France a placé le département de l'Hérault en vigilance départementale Jaune "Orages" depuis le jeudi 02/09/2021 à 22h00 et Jaune "Pluie-Inondation" depuis ce vendredi à 09h00, et sachant qu'il demeure une incertitude sur la localisation du risque dans le département reste très élevée.
- **CONSIDERANT** l'urgence de la situation ;
- **CONSIDERANT** l'atteinte constatée ou le risque sérieux d'atteinte à l'ordre public ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures de sauvegarde ;

ARRÊTE

Article 1

Compte tenu de l'événement indiqué ci-dessus constituant ou pouvant constituer un danger grave et imminent pour la sécurité des personnes, le Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier est mis en application à compter de ce jour, le vendredi 03/09/2021 à 11h30.

Article 2

L'ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Monsieur le Préfet de l'Hérault ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sureté Publique ;
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours.

Article 3

M. le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20 sept. 2021
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 20 sept. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-170723-AR-1-1

Acte certifié exécutoire – Envoi Préfecture : 20 sept. 2021 -Réception en Préfecture : 20 sept. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Sécurité Civile

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Activation du Plan Communal de Sauvegarde de la ville de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- VU la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L2212-2 et L2212-4 concernant les pouvoirs de Police du maire ;
- VU le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L731-3 et le décret d'application n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au Plan Communal de Sauvegarde ;
- VU le Plan Communal de Sauvegarde de la commune entré en application par arrêté municipal n°2016/4845/T/R du 06 décembre 2016 ;
- **CONSIDERANT** les circonstances revêtant un caractère exceptionnel d'un événement pluvio-orageux pour le mardi 14/09/2021, pouvant présenter un risque d'inondation sur la commune de Montpellier. Le cumul des pluies est estimé à 100 mm sur la durée de l'épisode avec des intensités potentiellement fortes, entre 08h00 et 14h00. En date du mardi 14/09 à 06h00, Météo France a placé le département de l'Hérault en vigilance départementale Orange "Orages" et "Pluie-Inondation" jusqu'à 14h00. La Préfecture a réalisé une alerte auprès de Montpellier.
- **CONSIDERANT** l'urgence de la situation ;
- **CONSIDERANT** l'atteinte constatée ou le risque sérieux d'atteinte à l'ordre public ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures de sauvegarde ;

ARRÊTE

Article 1

Compte tenu de l'événement indiqué ci-dessus constituant ou pouvant constituer un danger grave et imminent pour la sécurité des personnes, le Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier est mis en application à compter de ce jour, le mardi 14/09/2021 à 08h00.

Article 2

L'ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Monsieur le Préfet de l'Hérault ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sureté Publique ;
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours.

Article 3

M. le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20 sept. 2021
Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 20 sept. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-170882-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 20 sept. 2021 -Réception en Préfecture : 20 sept. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction Paysage et Biodiversité
Service Gestion des Ressources**

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Fermeture exceptionnelle de
la Promenade Royale du Peyrou en raison de la
"Marche des Fiertés"
du jeudi 23 septembre 2021 à 18h00 au dimanche
26 septembre 2021 6h00.**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** l'Arrêté municipal du 24 juillet 2020 donnant délégation de signature à Monsieur Stéphane JOUAULT, Adjoint délégué à la Nature en ville et à la Biodiversité ;
- **VU** l'Arrêté municipal n°2011/971 du 28 avril 2011 sur l'ouverture et la fermeture des parcs et squares ;
- **CONSIDÉRANT** Les normes sanitaires en cours liées à la propagation de la Covid 19 ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prendre toutes les mesures utiles à la garantie de la sécurité et du bon ordre public pour la préparation et la tenue de la manifestation ;
- **CONSIDÉRANT** qu'il convient de procéder à une fermeture totale au public de la Promenade Royale du Peyrou en dehors de l'ouverture pour la manifestation ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La Promenade Royale du Peyrou sera fermée au public du jeudi 23 septembre à 18h jusqu'au dimanche 26 septembre à 06h00 en dehors de l'ouverture au public dans le cadre de la manifestation ;

ARTICLE 2 : L'ouverture de la Promenade Royale du Peyrou reprendra aux horaires habituels dès le dimanche 26 septembre 2021 ;

ARTICLE 3 : Monsieur le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier et Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 20 sept. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Stéphane JOUAULT

Publié le : 20 sept. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-171056-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 20 sept. 2021 - Réception en Préfecture : 20 sept. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Commerce et Artisanat

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Marché de Tastavin
Déplacement temporaire le samedi
du 25 septembre 2021 au 31 décembre 2021

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;

- Vu la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;

- Vu le Code Général de propriétés des personnes publiques ;

- Vu l'arrêté municipal N° VAR 2021-0109 du 2 septembre 2021 portant « *Règlement Général des Marchés* » ;

- Considérant les travaux prévus sur le boulevard Pedro de Luna sur la période du 25 septembre 2021 au 31 décembre 2021 ;

- Considérant que pour assurer la sécurité des biens et des personnes il convient de déplacer les commerçants du marché Tastavin, le samedi sur la période du 25 septembre 2021 au 31 décembre 2021 inclus ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Le marché de Tastavin se tiendra le samedi sur le parking de la crèche Blanche Neige et la halte garderie Mary Poppins, rue Emile Chartier dit Alain, pour la période du 25 septembre 2021 au 31 décembre 2021.

Article 2 :

Ces dispositions sont applicables le samedi de 5 heures à 14 heures.

Article 3 :

Sur le marché de Tastavin le samedi, aucun journalier ne sera accepté. Le tirage au sort est annulé pendant le déplacement temporaire.

Article 4 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

**Montpellier, le 21 sept. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire**

Signé.

Roger-Yannick CHARTIER

Publié le : 21 sept. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-171044-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 21 sept. 2021 - Réception en Préfecture : 21 sept. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

**Direction des Usages et de la Valorisation de l'Espace Public
Service Commerce et Artisanat**

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

**Marché Mosson
Fermeture Parking P3
Fermeture anticipée à 12 heures
Rencontre de Football
Montpellier contre Strasbourg**

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- Vu la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- Vu le Code Général de propriétés des personnes publiques ;
- Vu l'arrêté municipal N° VAR 2021-0109 du 2 septembre 2021 portant « *Règlement Général des Marchés* » ;
- Considérant la rencontre de football qui opposera le Montpellier Hérault Sport Club au club de Strasbourg, le samedi 2 octobre 2021 à 17 heures au stade de la Mosson ;
- Considérant que pour des raisons de logistique et d'occupation du parking par les organisateurs de la manifestation et des équipes de télévision, il convient de fermer le parking P3 et d'anticiper la fermeture du marché Mosson le samedi » ;

Arrête :

Article 1^{er} :

Le parking P3 du marché de Plein Air de la Mosson qui est situé sur l'allée Heidelberg sera fermé du vendredi 1^{er} octobre 2021 à 16 heures jusqu'au dimanche 3 octobre 2021 à minuit.

Article 2 :

Le marché de la Mosson fermera à 12 heures, le samedi 2 octobre 2021.

Article 3 :

Monsieur le Directeur Général des Services de la Mairie, Monsieur le Directeur Départemental de la Sécurité Publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 21 sept. 2021
Monsieur l'Adjoint au Maire

Signé.

Roger-Yannick CHARTIER

Publié le : 21 sept. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-171139-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 21 sept. 2021 - Réception en Préfecture : 21 sept. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Direction Sécurité et Tranquillité Publique
Service Sécurité Civile

**Extrait du registre des
arrêtés de la Mairie de
Montpellier**

Activation du Plan Communal de Sauvegarde de la ville de Montpellier

Monsieur le Maire de la Ville de Montpellier,

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.2212-1, L.2212-2, L.2212-5, L.2214-4 et suivants ;
- **VU** la délibération relative à l'élection de Monsieur Michaël DELAFOSSE en qualité de Maire le 4 juillet 2020 ;
- **VU** le Code Général des Collectivités Territoriales et plus particulièrement les articles L2212-2 et L2212-4 concernant les pouvoirs de Police du maire ;
- **VU** le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L731-3 et le décret d'application n°2005-1156 du 13 septembre 2005 relatif au Plan Communal de Sauvegarde ;
- **VU** le Plan Communal de Sauvegarde de la commune entré en application par arrêté municipal n°2016/4845/T/R du 06 décembre 2016 ;
- **CONSIDERANT** les circonstances revêtant un caractère exceptionnel découlant de l'événement pluvio-orageux actif qui se met en place dans la nuit de samedi 25/09/2021 à dimanche 26/09/2021 sur l'Est du Languedoc. Les orages s'intensifieraient en seconde partie de nuit et en début de matinée de dimanche, pouvant apporter de très fortes intensités pluvieuses et des cumuls importants en peu de temps, de l'ordre du 70 à 100 mm localement, avec de la grêle et de fortes rafales de vent, et engendrer par l'occasion de forts ruissellements ainsi que des inondations sur la commune.
En date du samedi à 10h00, Météo France a placé le département de l'Hérault en vigilance orange "Pluie-Inondation" et "Orages" à compter de 22h00. Une Vigicrues jaune est annoncé sur le Lez.
- **CONSIDERANT** l'urgence de la situation ;
- **CONSIDERANT** l'atteinte constatée ou le risque sérieux d'atteinte à l'ordre public ;
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de prendre des mesures de sauvegarde ;

ARRÊTE

Article 1

Compte tenu de l'événement indiqué ci-dessus constituant ou pouvant constituer un danger grave et imminent pour la sécurité des personnes, le Plan Communal de Sauvegarde de la Ville de Montpellier est mis en application à compter de ce jour, le lundi 10/05 à 13h45.

Article 2

L'ampliation du présent arrêté est transmise à :

- Monsieur le Préfet de l'Hérault ;
- Monsieur le Directeur Départemental de la Sureté Publique ;
- Monsieur le Directeur Départemental du Service d'Incendie et de Secours ;

Article 3

M. le Directeur Général des Services de la Ville de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Montpellier, le 28 sept. 2021

Monsieur le Maire

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publié le : 29 sept. 2021

Notifié le :

Accusé de réception – Ministère de l'Intérieur 034-213401722-20210104-171356-AR-1-1

Acte certifié exécutoire - Envoi Préfecture : 29 sept. 2021 - Réception en Préfecture : 29 sept. 2021

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.